Fr Hist
M

MERCURE BRITANNIQUE;

OU

NOTICES

HISTORIQUES ET CRITIQUES

SUR

LES AFFAIRES DU TEMS.

PAR

J. MALLET DU PAN.

179086
27.3.2

VOLUME II.

N.° IX.

A LONDRES

DE L'IMPRIMERIE DE W., ET C. SPILSBURY, SNOW-HILL,
ET POUR LE CONTINENT.

Se trouve chez *Faucke*, et Co: à *Hambourg*, et chez les Libraires de *Vienne*, *Berlin*, *Frankfort*, *Leipsie*, et chez *Andreola* à *Venise* Rüe de S. *Fantin*.

MDCCXCVIII.

MERCURE BRITANNIQUE.

N.° IX.

25 DÉCEMBRE, 1798.

Précis des dernières Occurrences du Continent.

" DANS les conjonctures difficiles, disoit " *Sully*, il ne faut ni tout abandonner, ni " tout refuser au hasard; mais après avoir mû- " rement choisi un but, on doit y diriger tou- " tes ses démarches. "

On inclineroit à croire que le génie de *Sully* ne gouverne pas divers grands Etats du Continent, à la vue du flottement & de l'indécision dans lesquels ils persévèrent. S'il est possible de découvrir aucun *but* dans les secrets de leur politique, elle paroît se réduire encore à obéir au cours des événemens, & à

recevoir la paix ou la guerre, suivant que le Directoire voudra bien en ordonner.

Lorsqu'*Annibal* représenta à *Antiochus* la nécessité de résister à l'ambition & à la politique des Romains, plutôt que d'accéder à une paix qui le perdroit, ses Ministres, ses courtisans, ses flatteurs, lui peignirent *Annibal* comme un extravagant, & les Romains comme des amis nécessaires. On sait par quelles conditions fut obligé d'en passer ensuite cet *Antiochus* si bien conseillé.

Nous voici arrivés à la saison où l'on pose les armes; ainsi, les Puissances qui n'ont osé les reprendre jusqu'à ce jour, ont encore devant elles quatre ou cinq mois de délibérations, durant lesquels le Directoire ne manquera pas, à coup sûr, de prolonger leur irrésolution par de nouvelles embûches, & de tenter de détourner le courant des conjonctures dont la réunion menaçante presse l'Europe de se reconnoître.

Ce que les injustices, les violences & les crimes de ce Gouvernement n'avoient pu opérer, ni ses revers, ni ses fautes, ni ses dangers présens n'ont pu le produire. On en est toujours aux préparatifs & aux hésitations. Moins pénétré du sentiment de ses forces que

du souvenir de ses disgraces, le Continent ne semble s'être réveillé de son assoupissement que pour le regretter. Rois sur leurs trônes, Grands dans leur palais, Citadins dans leurs villes, pensent-ils donc d'être sauvés parce qu'ils auront gagné quelques semaines? Ils ne veulent, disent-ils, que la *paix & le repos:* qui ne les désire pas comme eux? Mais, c'est précisément parce qu'ils ne veulent que la *paix & le repos*, qu'ils n'auront ni l'un ni l'autre.

En attendant que les idées, les desseins & les événemens soient mieux déterminés, bornons-nous à chercher dans les faits les plus récens, le thermomètre de la situation présente des affaires publiques.

L'immobilité universelle avec laquelle on considère l'insurrection des Pays-Bas, démontre qu'elle a été fortuite & imprévue. La lassitude & le désespoir l'ont produite, la nécessité l'a soutenue & régularisée. Sa durée est bien plus étonnante que son origine.

Aux détails antérieurs que nous en avons donnés, il faut ajouter qu'au premier avantage qui les rendit maîtres de Diest, les insurgens en joignirent un second, en sortant de cette ville où les colonnes de leur oppresseurs avoient cru leur arracher les armes. Ces assiégés, au

nombre de 6000, se firent jour dans la nuit du 15 au 16 Novembre, en culbutant une division Françoise, qui ne put résister à leur impétuosité. De Diest ils se répandirent dans la Campine Hollandoise, & dans la Mairie de Bois le Duc, où l'insurrection s'alluma de proche en proche jusqu'à Eyndhoven. C'est à cette dernière circonstance qu'est dû le bruit sans fondement de la surprise de la Gueldre Wallonne, de Ruremonde & de Venloo par les insurgens.

Un autre parti s'étoit porté sur Louvain & la forêt de Soignes. Les premiers mouvemens de la Flandre n'ont pas eu de suite. A l'égard des pays entre Meuse & Moselle, les colonnes mobiles, qui, de Givet, Charlemont, Mézières, sont venus se joindre à la garnison de Luxembourg & aux autres troupes directoriales dans ce Duché, paroissent avoir prévenu des rassemblemens aussi nombreux que ceux de la Campine. Les engagemens dans cette partie n'ont été ni aussi fréquens, ni aussi meurtriers; mais l'insurrection dans ces Provinces étoit, à la fin du mois dernier, plutôt comprimée qu'étouffée.

Les François prétendent avoir remporté un nouvel avantage sur les Brabançons dans les

derniers jours de Novembre. Ils ont proclamé, le 25, le meurtre & la dispersion de cinq à six cents de ces malheureux, auprès de Gheel dans la Campine, comme on proclamoit la victoire de Fontenoy. Huit jours auparavant ces mêmes Généraux assuroient qu'il ne restoit plus un insurgent dans cette contrée. Déjà, au 11 Octobre, le Directoire faisoit dire au *Rédacteur*, que la *révolte étoit appaisée*, *qu'on n'avoit pas même eu besoin de renforts*, & que *le combat avoit fini*, *faute de combattans*.—C'est avec cette véracité que le Gouvernement instruit les ingénieux Parisiens & sa République de leurs affaires.

Il a, d'ailleurs, pris les précautions d'usage pour n'être pas démenti. On a défendu à tous les Journalistes d'imprimer sur les troubles des Pays-Bas, autre chose que les bulletins certifiés de la police. Le Gazetier de la Haye ayant transcrit une lettre de Tilbourg où la déroute des François le 16 étoit détaillée, il a reçu ordre de se taire, & tous les nouvellistes des Provinces Unies ont reçu la même intimation.

La plupart des informations sont ou suspectes ou ridicules; mais le sort des insurgens

délaissés, privés de places fortes, de magasins, d'artillerie, de points d'appui, & enfermés entre la Hollande & la France, ne sera pas long-tems incertain.

Dès le milieu de Novembre, les François ont évacué le Duché de Westphalie. Leur cavalerie est allée en Suisse, l'artillerie à Strasbourg, & l'infanterie dans la Belgique: une grande partie des troupes réparties de Mayence à Crévelt, s'est de même portée dans le Luxembourg, le Namurois & le Brabant. Elles ont fait leurs adieux aux habitans de la rive gauche du Rhin, en les désarmant tous, sans exception.—En effet, là, comme aux Pays-Bas, en Suisse & en Italie, les François y sont l'objet d'une exécration implacable, telle qu'il n'en existoit plus, depuis des siècles, entre des peuples ennemies.

La tranquillité avec laquelle s'opèrent ces dislocations militaires, ce siège de la Belgique qui donnoit l'exemple d'une généreuse résistance, & la réduction qui en sera le fruit, prouvent de reste combien la vraie situation de l'Europe est encore méconnue des intéressés, & que la prudence l'emporte toujours sur la sagesse.

Il s'est élevé aussi quelques mouvemens en Hollande, mais d'une nature & dans un but très-différens de ceux des Pays-Bas. On se rappelle qu'un des soins paternels du Directoire François envers les Bataves, a été de leur demander encore une petite gratification de 40 millions de florins. Tout avilies que sont les créatures qui gouvernent les Provinces Unies au nom de la République Françoise, elles ont balancé à approuver cette nouvelle preuve de bienveuillance; quelques mécontentemens ont éclaté. Aussi-tôt le parti renversé l'été dernier par le Général *Daendels*, a offert au Directoire les 40 millions exigés, pourvu qu'on lui rendît les chaises curules & qu'on expulsât ce *Daendels*. Ainsi, la bourse des pauvres Hollandois forme aujourd'hui le capital des agiotages politiques, entre cinq ou six cents Révolutionnaires divisés, qui livreront à la France jusqu'à la dernière digue, & dont le Directoire rançonne la rivalité.—Les Gouvernans Bataves se sont réveillés: ils ont accusé leurs adversaires de conspiration, saisi quelques-uns des chefs, & pour le moment déconcerté leurs espérances. Le Directoire voit avec indifférence ces rixes d'agitateurs subalternes, & les en-

tretient, par le noble motif d'être largement payé de sa protection.

Quant à la Nation même, elle considère avec un mépris égal ces débats de vautours. Marine, commerce, capitaux, places, colonies, indépendance, liberté, elle perd tout avec sang-froid, plie pour ne pas rompre tout-à-fait, & appelle la Maison d'*Orange* sans être entendue de personne.

Si, de la Basse Allemagne, nous remontons le Rhin, nous retrouvons le Congrès de Rastadt prenant ses quartiers d'hiver, le rustique *Bonnier* & le régicide *Jean de Bry* adressant aujourd'hui des madrigaux à la Députation d'Empire, ayant appelé leurs cuisiniers au secours de leurs négociations, & amusant les Plénipotentiaires Germaniques par des notes & de bons dînés.—Le torrent des discussions n'en continue pas moins: le ricochet des plaidoyers, des demandes, des réponses, des répliques, des dupliques, va son train.—Pendant qu'on écrit & qu'on dîne à Rastadt, *Ehrebrenstein* affamé est à la veille de succomber.—Devenus coulans sur toutes les autres misérables prétentions dont ils fatiguoient l'Empire, les négociateurs directoriaux persistent à éluder la délivrance de cette forteresse.

On assure que le Commandant du blocus a l'ordre secret de se retirer, dans le cas où des troupes Prussiennes en tenteroient le ravitaillement. Le Landgrave de Hesse-Cassel pourroit l'opérer sans beaucoup de frais; mais ni Prussiens ni Hessois ne semblent destinés à cette entreprise. Il est possible qu'on espère sauver la place à Rastadt; la condescendance graduelle des François soutient sans doute cet espoir, & j'ose croire qu'en ce moment cette condescendance des impérieux despotes de Paris n'a pas encore atteint sa dernière limite.

Ils ont fléchi sur un point qui sembloit ne pas devoir les arrêter deux minutes, & qu'ils ont, cependant, disputé opiniâtrement; ce point concerne les dettes des pays cédés sur la rive gauche. Pour la première fois depuis qu'il existe quelques règles de justice & de droit public, le Directoire s'avisa de prétendre que c'étoit au cédant, & non au cessionaire, à supporter ce fardeau; en sorte qu'en perdant leurs domaines, les Princes dépouillés eussent été forcés d'en acquitter les charges.—On les évalue à 30 ou 40 millions tournois, que le généreux Directoire, selon ses mœurs accoutumées, eût versé dans ses caisses en inscrivant les vérita-

bles créanciers sur le *grand livre*. Par l'abandon auquel il s'est résigné sur cet article, il perd, il est vrai, le fruit de cette escroquerie; mais la charge des dettes sera aussi légère pour lui, que toutes celles dont la *loyauté Françoise* a eu la bonté de *garantir* l'inviolabilité.

Ses autres sacrifices ne sont pas plus onéreux: ils ne méritent quelque attention que par leur comparaison avec l'insolente exigeance qui les a précédés, & par le prix qu'y attache le Congrès.

On n'entrevoit donc plus d'autres obstacles apparens à l'accomplissement de la paix, que la question de l'île de Buderich réclamée par la Prusse, & qu'elle ne réclamera point en vain. Tout incite à croire que les François ne seront pas plus inflexibles touchant Ehrebrenstein: l'Empire ayant consenti à sa démolition, c'est disputer aujourd'hui sur des ruines.

Mais, la transaction quelconque qui finira ces tracasseries, appelle un différend bien autrement sérieux, relatif aux sécularisations. Au grand étonnement de l'Empire, les Plénipotentiaires François ont rouvert cette boëte de Pandore, à l'instant où sur tout le reste s'abaissoit

leur politique altière. C'est par forme de transition qu'ils ont fait souvenir la Députation de ce corollaire indispensable de la paix.

Non-seulement le Directoire a pris, au sujet de ces spoliations, des engagemens avec certains Princes dont il a tenté la probité, ou promis de récompenser les foiblesses, il voit de plus dans cette loterie d'Evêchés, d'Abbayes, de Souverainetés, un élément puissante de combustion. Que le principe de ces sécularisations, de ces *indemnités* soit une fois admis, & la France arbitre de ces mutations, le Congrès deviendra une chambre ardente, l'Allemagne un théâtre de jalousies, de convoitises, de ressentimens, de débats, & le Directoire à-peu-près certain de régner sur cette confusion.

Si des ambitions aussi criminelles qu'aveugles laissent introduire & favorisent cette question, si elle n'est pas repoussée d'un ton à en écarter le renouvellement, attendons-nous à voir, dans un an, deux, ou trois Cercles de l'Empire peuplés de Directoires & de Représentans du Peuple.

C'est-là le moment de montrer cette énergie, qu'épuise le Congrès en plaidoyers fastidieux sur des pauvretés diplomatiques. Il doit à l'Angleterre, à la Russie, à la Porte Ottomane,

cette étincelle de fermeté qui l'honore depuis deux mois. Laissera-t-il cette lueur s'éteindre dans d'obscures contentions, & dans des conférences interminables?

La justice oblige de dire que, la conduite de la Députation de l'Empire est forcée par celle de l'Empereur & du Roi de Prusse. Depuis l'incompréhensible cession de Mayence & la retraite des armées Autrichiennes; tant qu'on a vu les deux principales Puissances de l'Allemagne chercher avec autant d'empressement que la moindre ville Impériale, la neutralité & la paix, le Corps Germanique a été contraint de suivre cette impulsion.

Aucun indice n'autorise à penser encore que le Cour de Vienne ait adopté un plan digne d'elle, & conforme aux circonstances (*). Rien n'annonce qu'elle ait absolument renoncé à l'espoir de profiter, sans tirer l'épée, des défilés où l'extravagante audace du Directoire, sa croisade Africaine, les affronts de son pavillon, la

(*) Le developpement de la pièce ne peut se faire que par degrés. Le spectateur ne doit pas le prevenir; il lui doit suffire de l'observer, et de l'attendre on se trompe souvent quand on veut le deviner, et l'on met pour Cause ce qui n'est que l'effet. Le tems va lever le voile a bien des enigmes politiques. L'Ed.

ruine de ses espérances, la perte de sa meilleure armée l'horreur universelle dont il est l'objet, & les craintes qui ont succédé à sa presomption, ont jeté sa politique, sa rapacité & son républicanisme.

Cependant, la contenance militaire de la Maison d'Autriche ne fut jamais plus imposante. Ses armées sont placées & complettes: on en a écarté des Généraux trop âgés ou trop peu actifs. Deux jeunes Princes dont l'émulation égale les talens, pénétrés l'un & l'autre de la force des conjonctures, de la vraie nature & du véritable esprit d'une guerre avec la Révolution, faisant l'espoir de leurs soldats & jouissant de leur confiance, commandent en chef ces armées auxquelles de si belles destinées semblent être réservées. Le secours des Russes n'est plus problématique: cette armée auxiliaire, en quatre divisions de 15 mille hommes chacune, sous le commandement du Général d'infanterie de *Rosemberg*, a dû arriver les 24, 25, 28 & 30 Novembre dernier, à Bilitz dans la Silésie Autrichienne. Leur itinéraire a été publié officiellement, & l'Empereur en personne devoit aller visiter ces troupes à Olmutz ou à Bilitz même.

Ces nominations de Généraux, ces armées qui depuis six semaines semblent àla veille de s'ébranler & qui ne s'ébranlent point, cette entrée de 60 mille Russes sur le territoire Impérial, ne doivent-elles servir qu'à une parade défensive, ou qu'à une démonstration capable d'imprimer dans les têtes capricieuses du Directoire, plus de flexibilité sur les conditions de paix?

Cette opinion commence à prévaloir sur le Continent; plusieurs particularités concouroient à l'accréditer.

Si l'on étoit déterminé à la guerre, quel motif retiendroit l'armée Autrichienne dans l'inaction, au moment où la Suisse implore son secours, où l'Italie témoigne son impatience & ses regrets, où la Belgique a éclaté, où à chaque pas les troupes Impériales trouveroient l'horreur de la domination Françoise, & où, dans six mois peut-être, elles ne trouveront plus que des confédérés de leurs ennemis?

Elles se défendent rigoureusement la moindre hostilité; elles ont laissé occuper sans trouble la Valtelline & le Comté de Chiavenne qui leur assuroient, sur le revers de la Lombardie, les mêmes avantages que les Grisons peuvent lui

lui assurer sur la Suisse. Jamais l'Empereur n'a avoué ni reconnu l'incorporation de ces deux Provinces à la Cisalpine: elle en doit la garantie aux Ligues Grises, en vertu des mêmes traités qui ont autorisé l'entrée des Autrichiens chez ce Peuple, dépouillé par *Buonaparte* d'une possession, dont le génie d'un tel brigand pouvoit seul contester la légitimité.

D'autres incidens que je ne me permettrai pas de rapporter, & encore relatifs à ces mêmes Grisons & à la Suisse entière, décèlent que la Cour de Vienne se croit en paix, & qu'elle n'a perdu ni l'espoir ni l'envie de l'affermir.

Pendant ces hésitations, les Suisses calment la première effervescence qu'avoit excité la conscription militaire à laquelle les ont soumis, par ordre & pour le service du Directoire, les infâmes préposés qui trafiquent à Lucerne de leur pays, par décrets & par arrêtés. L'émigration a été réprimée par des mesures sévères: elle le sera bien mieux par l'immobilité des Autrichiens, par le vide d'emploi & de secours où se trouvera cette jeunesse villageoise expatriée, & bien plus surement encore par son incorporation dans les régimens Impériaux, si l'on ré-

duit ainsi à un avantage de recruteur, une circonstance politique, tellement intéressante à la délivrance de la Suisse.

Il y a peu de doute que l'hiver ne refroidisse les dispositions publiques de cette contrée, que le Gouvernement François ne multiplie les ruses & les démarches pour atténuer les ressentimens, & que la confiance dans une assistance étrangère ne finisse par s'évaporer.

Au-delà des Alpes, c'est la même position, ce sont les mêmes sentimens, ce seront les mêmes résultats.—Tout affreux qu'est le joug des François, on le supportera plutôt que de tenter une résistance inutile, & de s'exposer, comme les imprudens Wallons, à se faire exterminer sans fruit, pour l'amusement des nouvellistes. On doit se dire que, par-tout où dominent la Révolution & le Directoire, chacun se croit heureux de n'être pas tué *aujourd'hui*; qu'on ne considère point si on le sera demain; & que pour arracher des opprimés à cette apathie, il faut autre chose que des congrès, des promotions d'officiers généraux, & des promesses sans effet.

A leurs momeries précèdentes, les Agens Directoriaux dans la Cisalpine, ont ajouté la farce d'une convocation d'Assemblées primaires,

non pour délibérer, mais pour accepter implicitement la nouvelle Constitution. Elle a été cependant rejetée par la majorité des villes: les assemblées des campagnes ont été désertes.—Le *Moniteur*, le *Rédacteur*, les Envoyés & les manipulateurs du Directoire, n'en promulguent pas moins que ce remuement constitutionnel a été adopté à *l'unanimité* & *aux acclamations publiques*.

Rome fait horreur par sa profonde misère, par sa dépopulation, par sa disette, & par la variété des rapines dont la tourmentent les Commissaires François. C'est un sac tranquille, opéré par règlemens & par sentences philosophiques, une spoliation graduée & méthodique, un démeublement journalier de tout ce que cette malheureuse cité pouvoit renfermer de richesses en tout genre.—Ses oppresseurs la traitent comme une maison, à laquelle on se propose de mettre incessamment le feu.

La situation de Gênes est à-peu-près aussi consolante. Là, le Gouvernement a subi une épuration semblable à celle que les agens de Paris ont infligé à la Cisalpine. Quelques personnes honnêtes & courageuses qui s'opposoient aux réquisitions du Directoire & aux dilapidations de ses Commissaires, ont été rayés des

Conseils.—Dans cette ville opulente où l'on ne connoissoit point autre fois les impositions directes, où les revenus de l'Etat se composoient essentiellement des droits de douane, & du produit de quelques domaines publics; où ces revenus néanmoins balançant toutes les dépenses, assuroient encore des économies, la prodigalité des taxes & des vexations ne suffit plus à la profusion des brigandages exercés par les François.

Tels sont le désordre & la détresse où ils ont plongé la République, que, malgré l'élévation des droits d'entrée sur l'ancien tarif, malgré six contributions forcées, un impôt sur le timbre, un autre sur les fenêtres; malgré la spoliation des eglises, & la vente des biens monastiques, le dernier compte rendu par le Ministre des Finances ne présentoit que *sept mille liv. sterl.* pour répondre à une masse d'engagemens énormes. On va même jusqu'à soupçonner des extractions faites à la Banque de St. Georges.

Naples, assujettie aux déterminations de Vienne, en stimule la circonspection, poursuit ses armemens, discipline ses levées, & a recouvré du moins son ancienne indépendance & sa dignité.

Les mêmes réquisitions d'hommes dont le Directoire tourmente la France, il les étend sur ses Colonies républicaines. Romains, Bolonois, Lombards, Génois, sont, nonobstant leur mauvaise volonté, encadrés de gré ou de force dans des corps auxiliaires. A la première bataille perdue, ces recrues regagneront leurs foyers; à la première bataille gagnée, ils deviendront soldats par goût comme ils le sont aujourd'hui par nécessité.—Tel est le funeste résultat de l'incertitude publique, que jusqu'en Suisse même la conscription ordonnée se réalise, & qu'au milieu de Novembre au-delà de dix mille hommes étoient déjà recensés & enrégimentés.

Si quelques Puissances continentales encore indécises cherchent à gagner du tems, le Directoire poursuit le même plan. On attribue à l'Evêque d'Autun, *Talleyrand-Périgord*, cette nouvelle tactique révolutionnaire, dont les artifices sont secondés par l'Espagne, par la Cour de Toscane, (*) par cent agens déliés, par les

(*) La proposition annonceé cy-dessus ne peut regarder que quelque individu qui ait peut-être abusé de la confiance et des mandats de son Maitre. Cette Cour respectable placée au milieu des écueils environnée des dangers de toute part a sçu tenir une conduite honorable, laquelle admirée de l'Europe

temporiseurs dont le dénombrement se diversifie à l'infini, & toujours effrayés de la fortune de la Révolution.

Depuis le traité de Campo Formio, le Cabinet de Vienne paroît avoir tourné ses vués de consolidation & d'aggrandissement vers l'Italie. *Buonaparte* lui avoit formellement promis Mantoue à Léoben: on n'a pas abandonné un moment l'espoir d'étendre au Mincio la démarcation des traités. C'est par ce côté foible que le Directoire a tenté d'attaquer l'énergie de la Cour Imperiale. Si le premier eût voulu sacrifier la République Romaine, & souscrire à quelques arrangemens relatifs à la Suisse, proba-

---

n'a pu être dementia par les brigands mêmes. La pauvreté, des pretextes qu'on a debité pour la calomnier, & la perdre, & l'absurdité des griefs, qu'on a inventé, rassemblent au procés que le loup fit à l'Agneau de la Fable, qui n'avoit d'autre but que de le manger. C'est la preuve plus completta de la mauvaise foi, et de la rapacité du Directoire, ainsi que de sa loyauté, et de sa conduite. En respectant les circonstances, auxquelles étoit asservie, la Toscane a sçu respecter encor plus soi même. Le Jeune Souverain, fort de la sagesse, et de la moralité de son caractère connu, de la bonté, des vertus, et de l'amour de son Peuple peut braver aisement le cri de l'Imposture qui braie, et la medisance à gages de quelque Nouvelliste qui marchande en soupçons politiques. C'est une verité sur laquelle il n'y a qu'une voix. L'Ed.

blement la paix ne seroit plus un sujet de doute (*) Les difficultés encore subsistantes semblent se borner là; mais en voyant les Commissaires & les Généraux François dévaliser pièce à pièce Rome & l'Etat Ecclésiastique, en enlever jusqu'aux mobiliers, vendre au profit du Directoire les biens d'église & les biens patrimoniaux, & faire de cette contrée une Thébaïde, on peut en induire qu'il espère foiblement en conserver les ruines, & qu'elles serviront, comme Venise, à acheter un nouveau traité de paix, ou de théâtre aux premières hostilités.

C'est dans le même esprit que le Gouvernement François fait circuler aujourd'hui sur le Continent, l'annonce d'un Congrès où la paix

---

(*) Il est bon d'observer que tous ces raisonnemens ne tiennent & ne peuvent tenir qu'à des faibles inductions tirées de nouvelles publiques. Le tems a demontré, souvent, combien les bases sur lesquelles apuioient étoient fausses. Les Cabinets sages travaillent au bien de l'état d'après de données plus sures, calculent sur de rapports réels, & se rient des systemes hypothetiques. L'histoire actuelle des évenemens est une reponse à bien d'accusations qu'on se permettoit il n'y a qu'un an. Nous en prévenons les Lecteurs une foi pour toujours.-- L'Edit.

générale seroit négociée. Cette rumeur est trop dépourvue de consistance & d'autorités, pour mériter aucun examen; mais on ne la répand point sans dessein, & il seroit peut-être aussi téméraire de rejeter la réalité d'une intention semblable à Paris, qu'il le seroit d'en accréditer l'adoption.

Les Jacobins, & la partie encore saine & vivante des Royalistes, desirent la guerre: or, il est impossible que le Gouvernement puisse s'accorder dans le même vœu avec ses ennemis. Il sent la pesanteur de ses revers maritimes, de leurs conséquences, de la défection de l'opinion publique dans l'étranger, des hasards d'une nouvelle guerre continentale, & des difficultés pécuniaires; mais toutes ces considérations l'arrêteroient peu, si des craintes plus intimes, plus inhérentes à la situation de l'intérieur, ne lui faisoient un besoin provisoire de la paix.

Son autorité est immense, mais usurpée sur la Nation & sur le Corps Législatif. Tout lui obéit, mais tout est en droit de lui résister. Ce despotisme intermédiaire & équivoque est exposé aux dangers qui environnent toutes les factions, & qui perdirent l'ancien Comité de Salut Public.

Ce

Ce phénomène de Magistrats républicains gouvernant avec un sceptre oriental, limités dans leurs attributs & absolus dans l'exercice de leur autorité; cette nouveauté d'un Pouvoir exécutif, élu par des Représentans du Peuple auxquels il expédie à discrétion ou le cordon, ou des gendarmes qui les conduisent en exil; cet alliage de conseils populaires, nommés par la nation, avec cinq de leurs mandataires qui ont englouti la souveraineté publique & la souveraineté représentative, est une monstruosité passagère. Le Directoire & sa clientelle ne se dissimulent point qu'un pareil contresens ne peut se perpétuer long-tems, & qu'il faut ou rétablir la République ou s'en affranchir tout-à-fait.

Le rétablissement de la République, c'est-à-dire, de la Constitution, libre dans son exercice, reconduiroit la France à la situation où elle se trouvoit avant le 18 Fructidor de l'année dernière, & par suite ou à l'anarchie ou à la royauté. Cette conséquence a tellement saisi une partie des Républicains systématiques, qu'ils préfèrent d'affermir la puissance Directoriale, au risque de voir le Peuple & ses organes renvoyer l'état républicain, à l'Enfer d'où il est sorti. Ainsi, la dernière pensée de tout

ce qui a quelque pouvoir ou qui espère en obtenir, sera toujours de prévenir l'existence d'une liberté politique, dont la chûte de la Révolution deviendroit l'effet.

Les Jacobins s'unissoient à ce sentiment, jusqu'au jour où les Directeurs leur ont prouvé, le fouet à la main, que ce n'étoit point pour les associer à l'empire ou pour éprouver leur domination, qu'on s'étoit permis l'année derniere de châtier un Corps Législatif trop indépendant. Ce nouvel essai d'Ostracisme, exécuté le 11 Mai dernier, a donc rallié les Jacobins au cri de guerre, la *Constitution*. Or, le Pouvoir Exécutif n'en voulant d'autre que sa volonté, il est necessaire que sa volonté ou que la Constitution succombent. On peut traîner encore quelques mois avec le secours des jongleries, de l'entortillage, & des évasions sophistiques par lesquelles les avocats directoriaux s'efforcent de prouver que, c'est par amour pour la Constitution qu'on l'a violée; mais ce fatras polémique a perdu tout crédit: il devient urgent d'aborder des mesures plus énergiques.

Le Directoire se trouve au période où se trouva *Cromwell*, lorsqu'il chassa le Parlement. Il n'y a de *Cromwell* ni au Luxembourg, ni en France; mais l'analogie des situations né-

cessite celle du dénouement. Les usurpateurs de Paris imiteront celui de Londres dans son but; ils ne peuvent l'imiter dans les procédés, qui tiennent à des relations & à des caractères absolument dissemblables.

Le Corps Législatif est une superfétation dans l'organisation politique de la France. Le peuple est rentré dans son ancienne condition, avec tous les agrémens dont l'ont embelli ses sottises révolutionnaires & sa stupide crédulité. Les Royalistes & les Jacobins sont des forces mortes, par le choc des intérêts, des opinions, & des vœux. Jamais instant ne fut plus propice à la concentration de l'autorité publique; elle existe de fait, il ne s'agit plus que de la légaliser.

Tel est l'objet des méditations du Directoire, de ses créatures, de la troupe d'ambitieux auxquels il promet ses faveurs, des mércenaires sans nombre dont il soudoie la vénalité, des savans & des philosophes sur lesquels il affecte de verser les distinctions, & qui, fidèles à leurs premières mœurs, célébreront ses attentats sur la liberté publique, tant qu'il sera le plus fort, de même qu'ils célébroient les attentats de la démocratie sur la Couronne.

Nous avons annoncé antérieurement, & nous confirmons aujourd'hui avec assurance, que, la dernière révolution législative de la Cisalpine n'est autre chose que le prospectus & l'épilogue de celle qui se trame au Luxembourg. Le Directoire entend se délivrer une fois pour toutes de ces incommodes & inutiles babillards, qui vendent des décrets à la Nation Françoise pour dix ou douze mille livres tournois par tête & par année. Il entend briser ce ridicule échaffaudage qui embarrasse ses mouvemens, & qui l'oblige, à chaque élection, de montrer les exécutans & les satellites de la loi en conjuration contre elle, & triant les Envoyés du Peuple, comme on trie des esclaves dans un Bazar.

On laissera subsister quelques formes républicaines, pour émousser la sensibilité publique, & ménager les transitions. Les Jacobins, qui seuls ont conservé quelque courage & osent encore élever la voix, ont prévu le coup & sonné l'alarme. Deux pamphlets d'*Antonelle*, écrits avec autant de liberté que d'esprit & de précision, ont frappé juste sur la question, & prouvé au Directoire qu'on n'étoit pas dupe du galimathias apologétique, dont il a chargé son Journal du *Rédacteur*.

Cependant, dans cette société de factieux tout-puissans qui ont envahi le Gouvernement, la propriété, les trésors, & la souveraineté de la France, il existe un schisme intestin & fondamental, dont un danger commun a suspendu l'éclat, mais dont on n'ignore ni les causes in le caractère.

Il n'est pas besoin, surement, de systêmes creux & d'amphigouris, pour saisir le but uniforme de tous les Chefs qui se sont succédés dans la régie de la Révolution, ou qui aspirent à y participer. Pouvoir & argent, argent, & pouvoir pour garantir leurs têtes & disposer de celles de leurs compétiteurs, les plans finissent là. Depuis les agitateurs de 1789, & de *Mirabeau* à *Barras*, chacun n'à travaillé qu'à s'ouvrir de force la porte des richesses & de l'autorité, & qu'à la fermer sur soi.

C'est à preserver cette fortune de l'instabilité, que tendent aujourd'hui les dominateurs de la France; les uns par l'institution oligarchique d'une puissance exécutive qui absorberoit toutes les branches essentielles de l'autorité publique, en laissant à la Nation le hochet d'un étendart républicain, & la fiction d'un Sénat représentatif; les autres, par l'établissement d' un Roi nominal, d'une espèce de Protecteur ti-

tulaire, dont ils seroient les tuteurs, les représentans ministériels, à-peu-près comme les Marattes, & leur Peshwah, comme *Hyder Aly* & son Souverain enfermé, qu'on montroit au Peuple à certains jours, & sous le nom duquel l'usurpateur sanctionnoit ses volontés propres.

La majorité du Directoire compose la première de ces deux Cabales; elle est favorisée par la plupart des anciens Girondins, par les ennemis des Terroristes & des Royalistes, & par la foule des valets, toujours empressés à servir l'ambition d'un Gouvernement sous lequel tout est à vendre. *Rewbell*, *Merlin*, & *Treilhard*, passent pour former la tête de cette conspiration contre la Constitution de 1795.

On attribue à *La Réveillière* un attachement plus sincère & plus stupide à cette loi & à la République; mais ce Directeur étant une espèce d'idiot philosophique, perdu dans les liturgies du Théisme, & dans la mascarade de la *Théophilanthropie*, ses collègues vont le congédier; il est destiné à recevoir l'année prochaine la boule d'exclusion au tirage d'un nouveau Directeur, & une somme pour le consoler de sa retraite.

La seconde Cabale, beaucoup plus mysterieuse & moins avancée, comprend ce qu'on a nommé très-improprement le *Parti d'Orléans*. Le feu Duc de ce nom a eu des complices, mais jamais de parti qui ait été en situation de lui procurer la couronne.—Quelques scélérats ivres de sang & avides d'argent formoient sa clientelle; mais je doute qu'aucun démagogue, doué de quelque sens & de quelque crédit, eût voulu se hasarder à unir sa cause à celle d'un Prince qui, dès 1790, faisoit horreur même à la canaille.

Il a laissé dans le Public, dans le Peuple, & même chez les révolutionnaires, une mémoire si exécrable, que nul aujourd'hui ne sera tenté de présenter son nom d'une main, & un sceptre de l'autre. Quel que fût l'usurpateur qui accepteroit celui-ci, quels que soient ses proclamateurs, ils ont besoin, si ce n'est de faveur publique, du moins de colorer ce coup-de-main. La France entière s'en indigneroit; tous les partis se révolteroient. D'ailleurs, il est raisonnable de présumer qui ni les sentimens, ni la prudence, ni l'honneur du jeune Duc d'*Orléans*, ne lui permettroient de consentir à hériter des assassinats de son père, de

son opprobre, de ses crimes, & de les surpasser.

Ni l'armée, ni les factions, ni le Directoire, ni les Conseils, n'offrent un homme dont le crédit, les partisans, l'opulence, les talens, la considération, puissent l'élever à la dignité de Chef unique. Si quelqu'un réunissoit ces divers avantages, ils décideroient son exclusion ; car, ce n'est pas un maître ni un supérieur que les agioteurs de Royauté entendent se donner.

Il leur faut une *poupée*, un usurpateur docile & reconnoissant, sans caractère, sans puissance personnelle, sans élévation & sans lumières, mais qui, nul par lui-même, ne soit pas dépourvu de quelque appui domestique dans l'étranger ; appui d'étiquette, de légitimation & de reconnoissance, sans pouvoir l'être d'aucun projet qui tendroit à tirer l'intrus de sa royale servitude.

Il seroit prématuré de désigner encore les choix étranges, sur lesquels se sont promenés les conciliabules & les intrigues des dispensateurs *républicains* de la Couronne de France.

Changement de religion, de propriétés & de dynastie, telle fut la formule primitive de l'Abbé

bé *Sieyes*, & de nombre d'autres conjurés que le rapide établissement de la République, & la suprématie de *Robespierre*, jetèrent hors de leurs mesures. Echappés des échafauds & des cachots révolutionnaires, ils ne se rattachèrent à l'état républicain que pour le maîtriser, & pour le dissoudre si l'intérêt de leur sureté ou de leur ambition venoient à l'exiger. *Changement de dynastie*, voilà le mot secret de ralliement, & le pis-aller de ces Romains de théâtre, de ces *Catons* inflexibles, qui entreprennent des révolutions comme on entreprend une manufacture, & qui ont mesuré juste la fragilité & les périls d'une Démocratie représentative.

La coterie des *Thermidoriens* forme le noyau de ce complot; il préexista à la République, il repoussa après la mort de *Roberspierre*, il a été l'une des causes principales du 18 Fructidor.

Barras en est considéré comme le fauteur au Directoire. On a tâché d'y réunir ceux qui, ayant commencé la révolution, sont, depuis 1792, opprimés par la République; ceux qui voudroient un Roi, sans vouloir le Roi légitime; qui calculant la clémence de ce Prince sur leurs fautes & leurs regrets, jugent im-

pardonnables des offenses que la justice publique ne pardonne point, dont l'orgueil combat la raison & les devoirs; indécis dans leur conduite comme dans leurs vœux; aimant peu la République, mais encore infectés des premières erreurs révolutionnaires; beaucoup plus sensibles à leurs intérêts qu'entraînés par leurs opinions; royalistes, comme tant d'autres, par considérations personnelles; enclins à relever le trône, pourvu qu'ils en occupent les gradins; & dans la fluctuation de leurs regrets, de leurs passions & de leurs craintes, concurant à écarter toute Monarchie qui ne sera pas leur ouvrage, & leur ouvrage exclusif.

Je laisse à faire le commentaire de cet exposé, aux personnes qui ont vu de près les intrigues, les Comités des deux sexes, les acteurs dirigeans, & leur funeste influence sur la rétrogradation des événemens qui, en 1795 & en 1797, tendoient à tirer la Monarchie légale de ses ruines.

L'intimité de *Buonaparte* avec ces *faiseurs de Rois*, est de notoriété publique. Si le Directoire s'en est défié; si, jusqu'à une classe des victimes du 18 Fructidor a eu la simplicité de placer des espérances dans ce Corse, il est assez plausible qu'il dût ces sentimens contraires à l'opinion de sa complicité dans les

vues dont nous avons parlé. Il seroit peu difficile de fournir des autorités nombreuses en faveur de cette conjecture.

C'eût été, en effet, un assez bel épisode de la Révolution, que le manteau de *Louis le Débonnaire*, jeté sur les épaules d'un Roi *constitutionnel*, ayant *Barras* pour son Maire du Palais, *Buonaparte* pour son Connétable, *Tallien* ou *Talleyrand* pour son Chancelier, *Benjamin Constant* pour son Secrétaire privé, & de spirituelles intrigantes pour ses délassemens.

L'activité souterraine de ce Parti n'est pas ralentie. On lui doit le dénigrement, les calomnies infâmes, les stupides absurdités que des émissaires intelligens font circuler en France, en Allemagne, dans plusieurs Cours, contre la personne du Roi légitime. Les Républicains, les Jacobins même, sont plus délicats, & moins dangereux; car, à la perfidie des imputations, ces diffamateurs apostés unissent un royalisme hypocrite, qui prévient les soupçons d'imposture.

Si la justice divine a réellement permis que *Buonaparte* & ses confidens militaires aient trouvé en Egypte la punition de trois ans de brigandages, cette perte est aussi utile aux

Républicains & aux vrais Royalistes, que désespérante pour les spéculateurs de royauté.

La guerre suspendroit nécessairement la poursuite de l'un & de l'autre des projets que l'on vient de développer. L'éloignement des armées, le retour d'indépendance qui se manifesteroit dans les opprimés, le besoin de leur opposer les Jacobins, celui de l'union entre les gouvernans, & le danger de toute commotion intérieure, forceroient d'ajourner des entreprises, au succès desquelles lés deux Cabales dominantes attachent le salut de la Révolution, & celui de leur pouvoir personnel.

A ce motif se joint la crainte des crialleries, de l'audace & des tentatives des Jacobins, si la guerre amène des revers. La fidélité des troupes, d'ailleurs, peut-être celle des Généraux, résisteroient-elles à des batailles perdues, à des retraites désastreuses, à la certitude que le jour des pillages, des hymnes & des triomphes, a disparu?

C'en est assez pour justifier les sollicitudes du Directoire, & ses efforts pour éviter la guerre; mais encore, c'en est assez pour éclairer les Puissances sur la condition actuelle d'un labyrinthe d'écueils.

ITALIE.

20 NOVEMBRE.

ON remarque dans l'armée Françoise, disséminée depuis Coni à Terracine, autant d'inquiétude que d'activité. La totalité des renforts quelle a reçus depuis un mois par la Suisse, ne s'élève pas à 30 mille hommes : ce n'est pas assez, à beaucoup près, dans la situation critique où elle se trouve, & pour la ligne de défense qu'elle doit embrasser. Ses chefs pressent, forcent l'armement des nationaux, aigrissent de plus en plus les esprits, & s'apperçoivent que l'opinion de leur invincible valeur diminue graduellement.

Joubert est le Commandant-général de cette armée dont il conduisoit une division sous *Buonaparte.* Il n'est connu en Italie que par ses échecs dans le Tirol, par ses déprédations & ses violences dans la Romagne. L'un des plus effrénés de cette bande de dévastateurs en uniforme qui depuis trois ans saccagent l'Italie, il doit, comme tant d'autres, son avancement à ses excès, encore plus qu'à ses talens.—Il a

sous lui le Général *Championnet*, tiré de l'armée de Sambre & Meuse, & qui dirige l'avant-garde à Rome.—Un officier de l'ancien régime & d'une famille noble de Franche-Comté, nommé *Montrichard*, est Chef de l'Etat Major. Le Général *Moreau* fait les fonctions d'Inspecteur-général de l'Infanterie. Le Directoire paroît l'avoir placé là comme observateur, & pour surveiller la conduite politique des Jacobins de cette armée.

Elle s'est renouvelée en très-grande partie: les anciennes & les meilleures bandes ont suivi *Buonaparte*. Même avec les divisions récemment arrivées, elle ne compte pas plus de 80 mille hommes sous les drapeaux, non compris les auxiliaires. La division de Rome devoit être portée à 50 mille hommes; elle n'en avoit que 15 à 20 mille au milieu de Novembre, exclusivement des garnisons d'Ancone & de Civita-Vecchia.

Les greniers des propriétaires & des paysans forment les magasins de l'armée, dont les nouvelles Républiques sont obligées de supporter la solde & l'entretien; mais par la conséquence ordinaire des rapines, on manque d'argent, & les emprunts suppléent à l'insuffisance des vols. Le Duc de Parme est un des principaux ban-

quiers sur lesquels tirent les Généraux François dans leurs besoins: leur amitié pour ce Prince lui coûte tous les six mois un million ou deux. Il est aussi question d'emprunter un million & demi au Grand Duc de Toscane; un corps de 5000 hommes a reçu ordre de s'approcher du Grand Duché, pour déterminer la libéralité du Souverain.

Toute l'Italie révolutionnée est dans l'anarchie: sans l'autorité militaire des François, il n'y existeroit aucun ombre de gouvernement. Cette contrée renouvelle le tableau que nous a laissé *Nicetas*, de Constantinople prise par les Croisés. *Uno consensu omnia summa scelera et piacula omnibus ex æquo studio erant . . . in angiportis, in triviis, in templis querelæ, fletus, virorum gemitus, mulierum ejulatus, lacerationes, stupra.*

Nonobstant l'inaliénabilité de la République Françoise, son Directoire peut rayer maintenant de sa géographie *une & indivisible*, le Département que sa jactance scolastique avoit nommé de la *Mer Egée*. Il n'y possède plus qu'une garnison, enfermée dans la citadelle & dans la ville de Corfou. Dès le 12 d'Octobre, le flotte combinée Russe & Ottomane, composée de 11 vaisseaux de ligne, de 16 frégates,

& autres moindres bâtimens, étoit maîtresse de l'île de Cerigo. Le 19 elle occupa Zante & Céphalonie, & le 5 Novembre elle débarqua un corps de troupes dans l'île de Corfou. Les François en très-petit nombre sur ces différens points, n'ont opposé aucune résistance: ils ont perdu, sans plus d'effort, la langue de terre que les négociateurs de Campo-Formio leur avoient abandonné dans l'Albanie Vénitienne.

Le dépôt de leurs forces dans cette partie est à Corfou, place autrefois fortifiée par le Général *Schulenbourg*, dont les ouvrages, entretenus avec soin par les Vénitiens, ont été perfectionnés par les François, où il paroît qu'ils ont rassemblé des approvisionnemens, & qui, probablement, exigera un siège en règle.

Tous les avis de Malte confirment la disette qui afflige les François enfermés dans les forts, réduits à 3000 hommes, & sûrs d'être massacrés par les paysans armés lorsqu'ils tombent entre leurs mains.

On a publié l'état nominatif des Républicains François que la Porte Ottomane a confinés dans divers lieux de détention: il s'en trouve 136, dont 21 aux Sept Tours, savoir, 12 de la Légation Françoise, le Consulat de Smirne, avec le Consul lui-même *Jean-Bon St. André*, le

le Consul de Bucharest *Fleury*, & *Parent* Consul à Yassi.—On a transféré *Jean-Bon St. André*, & quelques autres drôles de son espèce, à la forteresse de Samson, située à l'extrémité orientale de la Mer-Noire.—Le reste des prisonniers est détenu au Palais de France.

Au premier signal de guerre en Italie, la fermentation éclatera : à la première défaite des François, si leurs ennemis connoissent toute la valeur d'une victoire dans de telles conjonctures, le tocsin sonnera du Col de Tende au Gariglian ; contre ces hordes d'étrangers dont la férocité en péril fera de l'Italie antérieure un cimetière.

SUISSE.

LA Législature & le Directoire Helvétiques sont, de toutes les autorités révolutionnaires instituées au dehors par le Gouvernement François, les plus rampantes devant leurs créateurs, les plus ridicules dans leurs singeries politiques, & les plus opiniâtres à retarder la chûte de leur existence.—Ce sont deux Nations distinctes & ennemies que les Peuples de la Suisse, & leurs Régisseurs.

Effrayée de la décadence de ses protecteurs de Paris, entourée de la haine & du mépris publics, convaincue du sort qui l'attend si la guerre se déclare, cette cabale insensée n'omet rien de ce qui peut la rendre odieuse.—Dans l'espoir d'arrêter la désertion qui continue, elle vient d'imiter les loix Françoises sur l'émigration, d'ouvrir le registre des listes de proscription & des séquestres. Elle appelle toute la jeunesse à la défense de *la patrie*, c'est-à-dire à sa défense propre & à celle des François. Les efforts de tout genre, séduction, argent, violence, calomnies populaires contre la Maison d'Autriche, sont employés à favoriser cette réquisition.

Un petit-fils du célèbre *Haller*, digne d'en porter le nom, & doué de courage, de connoissances, d'une expérience supérieure à son âge, redigeoit sous le nom d'*Annales Helvétiques* une feuille ferme, sensée & patriotique, qui inquiétoit les petits tyrans de la Contrée. M. *Haller* ayant clairement averti le Peuple que cet enrôlement prétendu volontaire pour le service de l'Etat & de la liberté, n'étoit autre chose qu'une réquisition de soldats pour le Directoire de Paris, sa feuille a été supprimée, & l'auteur très-menacé.

Mais le coup est porté, & la révolution morale ne s'en relevera plus. La République Françoise en a tué le principe & l'illusion, en dirigeant ses fureurs contre des Démocraties. Le spectacle des ruines fumantes d'*Underwald* lui a ôté plus de prosélytes que le meurtre de *Louis XVI*; lorsqu'on a vu le Peuple des Ligues Grises, ce Peuple Souverain de droit & de fait, & non dans la bouche seule des rhéteurs comme les Ilotes de la France, appeler contre elle une armée Autrichienne, qui lui garantit cette liberté que des blasphémateurs effrontés poursuivent par-tout le fer à la main, les yeux ont été dessillés. Il falloit cette épreuve à l'aveuglement obstiné où persistoient en Allemagne tant d'esprits faux & de fanatiques.

Nous n'avions donné, dans le tems, qu'une notice très-succincte des événemens de l'*Underwald*. Aucun écrit, aucune feuille publique, n'ont supplée à cet abrégé. Cette scène horrible étant, sans exception, le crime le plus monstrueux des Républicains François, le témoignage le plus frappant du génie de leur Gouvernement, & du caractère de ses soldats, on nous permettra de revenir à cette catastrophe. Nous en puisons le tableau dans une lettre authentique, écrite sur les lieux, par un

Suisse respectable. On y verra que les Thermopyles, le combat de St. Jacques, & d'autres actions si vantées, n'ont pas offert un dévouement plus généreux que celui des Suisses de l'Underwald.

" C'étoit, dit l'écrivain, dans la Vallée de " Stantz, qu'avoit éclaté le mécontentement qui " agitoit plus sourdement les autres Vallées des " petits Cantons, détournés, à force d'intri- " gues, de s'unir aux habitans du Bas-Under- " wald. Abandonnés à eux-mêmes, entièrement " isolés, ceux-ci n'en prirent pas moins la ré- " solution de périr les armes à la main, plu- " tôt que de survivre à l'asservissement de " leur patrie.

" Rassemblés au nombre de 12 à 1400, ils " se retranchèrent a Stantzstadt, sur les bords " du Lac de Lucerne, à l'entrée de la Vallée " de Stantz; ils élevèrent des batteries, & fi- " rent leurs dispositions avec intelligence.

" Le 9 Septembre au matin, une forte co- " lonne Françoise, embarquée à Lucerne sur " des radeaux chargés d'artillerie, vint les at- " taquer, & fut repoussée trois fois avec une " perte énorme. Une seule décharge du riva- " ge coula bas deux barques qui portoient 500 " hommes.

" Les François découragés refuseient de re-
" tourner à la charge. Dans ce moment criti-
" que, leur Général *Schawenbourg* promit une
" gratification de mille écus (125 liv. sterl.)
" à la première barque qui aborderoit, & dé-
" clara qu'il feroit tirer à mitraille sur celles
" qui tenteroient de reculer.

" Cette mesure produisit son effet: une bar-
" que atteint le bord, met à terre deux mor-
" tiers qui démontent une batterie, & facilite
" le débarquement du reste de la colonne.
" Dans le même tems une seconde colonne plus
" forte encore double l'extrémité occidentale
" du Lac à Alpnach, & à travers les sentiers,
" arrive sur la gauche de la petite troupe de
" Stantzstadt, assaillie presqu'aussitôt sur ses
" derrières, par une troisième colonne venue
" sur le Lac par Buchs & Stantz, & ainsi com-
" plettement cernée par des forces *dix fois su-*
" *périeures en nombre*.

" Alors commencèrent le combat & le car-
" nage. Nos rustiques héros font feu de tous
" les côtés, se battent corps à corps, pénè-
" trent dans les rangs ennemis, reçoivent la
" mort après l'avoir donnée. On vit de ces
" montagnards étouffer dans leurs bras nerveux
" des officiers François; les vieillards, les fem-

" mes, les enfans, excités par ce noble exem-
" ple, & partageant l'enthousiasme de leurs fils,
" de leurs maris & de leurs pères, se préci-
" piter au milieu des bataillons François, s'ar-
" mer de crosses, de piques, de débris de fu-
" sils, même de tronçons de corps humain,
" couvrir le sol de cadavres, & succombant
" avec la satisfaction d'avoir combattu, pour
" maintenir leur terre natale, libre d'un joug
" étranger.

" Cette incroyable résistance anima le soldat
" François jusqu'à la fureur. Lorsqu'il n'y eut
" plus de victimes à egorger sur le champ de
" bataille, il en chercha dans la Vallée, qui,
" sur toute son étendue, devint la proie des
" flammes & du carnage le plus horrible.
" Stantzstadt d'abord, puis les villages, les
" hameaux, les nombreuses habitations répan-
" dues à l'entour, le bourg de Stantz, maisons,
" granges, étables, à trois lieues à la ronde,
" furent mis en feu, livrés au pillage, & sac-
" cagés avec une cruauté, avec une barba-
" rie dont les siècles modernes n'offrent au-
" cun exemple.

" La férocité des François s'est exercée sur
" les êtres vivans, & sur les corps de ceux qui
" venoient d'expirer, sans distinction d'âge ni

" de sexe, avec des détails d'une inhumanité
" monstrueuse, qui fait frémir d'horreur ceux
" qui les entendent, & dont j'épargne le ré-
" cit à votre sensibilité.

" Les gens de Schwitz qui d'abord avoient
" voulu se joindre aux mécontens, mais que
" l'on avoit contenus en leur cachant le but &
" l'étendue de l'expédition, entendant la canon-
" nade dans la matinée, furent honteux d'aban-
" donner leurs frères. Deux cents d'entre eux
" s'arment à la hâte, forcent le poste que les
" François avoient établi à Brunnen, pour in-
" tercepter la communication des deux Can-
" tons, & vers la fin de la journée arrivent à
" Stantz, dont l'incendie, dans sa plus gran-
" de force, leur apprend le résultat de l'a-
" ction.

" Alors, ces hommes dignes de leurs ancê-
" tres jurent à la face du Ciel, de ne point
" survivre au désastre de leurs frères, & de
" mourir en les vengeant: ils s'élancent aus-
" sitôt sur un corps de 600 François qu'on
" envoyoit à leur rencontre, & qu'ils exterми-
" nent. De nouveaux corps surviennent, le
" nombre les accable, aucun de ces héros n'a
" violé son serment; tous ont péri les armes
" à la main.

" Quelle force de caractère ! quelle leçon à " des Peuples abâtardis qui se vantoient d'ê- " tre des *amans de la liberté!* Mais pour quoi " un dévouement si sublime a-t-il été si tar- " dif? Il y a un an qu'il auroit sauvé la suis- " se. Les François ont attaqué & détruit ces " malheureux montagnards, avec une force de " 10 à 11 mille hommes: l'engagement se pro- " longea depuis cinq heures du matin, jusqu'à " six heures du soir.

" Il est fort aisé de dire qu'ils étoient *fana-* " *tisés* par les prêtres. C'est du moins un beau " & nécessaire fanatisme, que celui qui fait " affronter la mort pour la défense de ses loix, " de sa liberté & de sa patrie. On a cherché à " rendre ces martyrs ridicules, en leur don- " nant pour Général le Capucin *Paul Stigger :* " c'est le ton du jour; mais la fausseté de " cette sottise est démontrée par les excellen- " tes dispositions militaires qu'ils avoient exé- " cutées, de l'aveu même de leurs oppresseurs. " Non, leur gloire est pure, leur sacrifice fut " entier. Réduits à eux-mêmes, à leurs seu- " les forces, ils ne paroissent pas avoir espéré " un moment de ne pas succomber; mais at- " tachés à leur liberté, à leurs formes, à leur " sol, beaucoup plus qu'à leur vie, ils se sont

" crus

" crus déshonorés s'ils survivoient à la ruine
" de leur pays. Déplorons un patriotisme si
" infructueux, mais en nous agenouillant de-
" vant un semblable exemple.

" Un jour, quand mes enfans seront en âge
" de me comprendre, je les conduirai à Stantz-
" stadt, & sur les masures de cette vallée,
" sur les tombeaux de ces hommes généreux,
" je leur dirai: Ici habitoit un Peuple simple
" & heureux, étanger au luxe & à la corru-
" ption des villes, comme à l'ambition & aux
" démêlés des grands Etats; il vivoit paisible-
" ment dans le sein de la nature, à l'abri de
" ses montagnes & de ses mœurs. Attaqué par
" un ennemi formidable, & hors d'état de con-
" server son antique indépendance, il s'ense-
" velit sous les ruines de ses foyers plutôt que
" d'y vivre esclave.—Que le souvenir de cet
" héroïsme vous apprenne ce que votre patrie
" a droit d'exiger de vous; & souvenez-vous,
" ajouterai-je si la Suisse est encore sous le
" joug, souvenez-vous que vous avez une pa-
" trie à VENGER. "

Oui, vengeance! vengeance! car la vengeance sera justice & bienveillance envers le genre humain. Vengeance! voilà le cri par lequel 40

millions de créatures humaines accablée par la Révolution, doivent répondre aux femmes *sensibles*, & aux désœuvrés *compatissans* qui invoquent la *modération*. Ah! cette vertu sublime a ses bornes, & ses sages applications ne peuvent s'étendre à un Gouvernement, au nom duquel chaque famille doit trembler, tant que des millions d'esclaves avilis & de scélérats audacieux peupleront ses Conseils, son territoire, & ses armées.

GRANDE BRETAGNE.

DANS quelques-uns des discours prononcés à la Chambre des Communes, sur la harangue de S. M. à l'ouverture du Parlement, les orateurs avoient reproduit d'anciennes objections contre les Alliances Continentales, en les fortifiant de nouvelles considérations circonstancielles, & en concluant cette déduction par l'utilité d'isoler l'Angleterre des connexions extérieures, pour profiter plus surement des dispo-

sitions pacifiques qui pouvoient naître dans le Directoire.

Les partisans très-peu nombreux de ce système paroissent avoir senti, que les raisonnemens du commencement du siècle touchant l'intérêt de la Grande Bretagne dans les querelles du Continent, sont totalement inapplicables à la conjoncture actuelle: aussi, est-ce de l'insensibilité des Etats de l'Europe sur leur situation, de leurs divisions passées & présumables, de l'insuffisance de leur secours, & sur-tout de la nécessité de leur accorder des subsides, que les orateurs argumentoient essentiellement.

Ces observations, alors purement épisodiques, ont été recueillies, rédigées, remaniées à fond, dans une motion formelle, & réfutées, probablement pour long-tems, dans la séance des Communes du 11 de ce mois.

Les Peuples asservis par les François, les Puissances dont le Directoire médite la ruine, les Etats qu'il punit de son alliance ou de son amitié jugeront par ce débat des sentimens qui animent le Gouvernement & la Nation Britannique: ils jugeront aussi de la justesse ou de l'impropriété des reproches, sur lesquels quelques contradicteurs du Ministère ont fondé leur

séparation de l'opinion générale, & l'abandon où ils désiroient qu'on laissât le Continent.

C'est M. *Tierney* qui, dans cette séance du 11, ouvrit la motion suivante : " Qu'il étoit du " devoir des Ministres de S. M. de lui con- " seiller de ne prendre avec les Puissances " étrangères, aucun engagement qui pût met- " tre obstacle à une négociation de paix avec " l'ennemi, toutes les fois qu'il voudroit trai- " ter sur des bases conciliables avec la sure- " té, l'honneur & la dignité de l'Empire Bri- " tannique. "

Nous ne pouvons rapporter que la substance des motifs présentés pour ou contre cette motion, & que nous borner à en faire connoître l'esprit.

M. *Tierney* parcourut d'abord, & réfuta les diverses objections qui s'étoient d'avance élevées dans le public contre sa motion. On l'avoit accusé d'empiéter sur les droits de la Couronne ; mais la Chambre est compétente à déclarer, pour quels objets elle accorde des subsides. Cette motion seroit-elle propre à atiédir l'énergie qu'on commence à appercevoir sur le Continent ? Il seroit très-fâcheux qu'elle produisit ce effet, si le Continent manifestoit une énergie fondée sur aucun principe connu ; mais on ne voit dans ce qu'on appelle *énergie*, que des intérêts privés & des vues d'aggrandissement ; nulle part de plan systématique. La Prusse est en paix avec la France depuis trois ans ; l'Empereur ne dispute rien aux François ; le Congrès de Rastadt ne tend qu'à obte-

nir des conditions plus ou moins avantageuses sur les deux rives du Rhin ; la Russie se borne à des promesses de secours qui n'ont pas encore franchi l'enceinte de Pétersbourg ; le ressentiment fortuit de la Porte Ottomane ne peut être permanent.

Une Confédération générale pourroit seule être efficace ; & quand elle auroit lieu, que doit-on en attendre aujourd'hui que la France jouit d'un gouvernement établi & d'une puissance formidable ? Si les succès des François ont été l'effet de leur tactique militaire & de leur courage, ces avantages ont-ils diminué ? S'ils provenoient des dissentions des Puissances, quelle raison d'espérer d'elles plus de confiance & d'union ? Toutes les énormités de la France ont été prévues dans les manifestes de la première Coalition : les principes de la Révolution ne pouvoient pas être méconnus après l'abolition des titres, après le renversement de la religion & la mort du Roi. Mais, en supposant que l'horreur de ces principes soit augmentée, qu'une Coalition se forme, qu'on établisse pour principe de faire rentrer la France dans ses limites, ce pays-ci pourra-t-il supporter les dépenses de la guerre, tout le tems nécessaire pour l'exécution de ce projet ?

Au lieu d'exciter l'Europe à opérer sa délivrance, l'Angleterre devroit attendre qu'elle déclarât qu'elle veut être délivrée. L'Angleterre ne doit s'occuper que de ses intérêts propres, & de renouveler la déclaration qui suivit les négociations de Lille, qu'on étoit prêt à faire la paix quand la France souscriroit à des termes sûrs & honorables pour la Grande Bretagne.

Quant à la crainte que sa motion n'augmente les prétentions de la France, & ne persuade aux Puissances que l'Angleterre ne peut plus coopérer avec elles, on n'entend point décider quelles doivent être les bases d'une négociation : on se borne à démander qu'on déclare, qu'on n'a pas d'objection à traiter.

L'état de la guerre où se trouve l'Angleterre, est pour les Puissances une garantie suffisante de sa coopération ; mais cette coopération d'efforts, pareils à ceux de cette année, ne doit s'étendre ni à des subsides, ni à des armemens auxiliaires ; genre de secours qui entraîneroit une augmentation de dettes, que l'Angleterre ne pourroit pas supporter.

M. *Tierney* développa ensuite l'opinion défavorable qu'il a des finances de l'Etat, le *despotisme* des nouveaux règlemens de police, les dangers que la France créoit à l'Inde par l'expédition de *Buonaparte*.

Après avoir tracé ce tableau effrayant de la situation publique, il conclut cependant, en avançant que la France souscrira dans quelques mois à une pacification générale, si le Gouvernement persévère à lui faire une guerre vigoureuse.

M. *Canning* répondit à M. *Tierney*, dans un discours dont l'élégance, la justesse d'idées, & la dialectique ingénieuse, ne sont pas les seuls mérites, & établit que le plan de conduite proposé par M. *Tierney* seroit aussi impolitique que peu généreux, & qu'inapplicable aux conjonctures de l'Europe.

La motion de l'Honorable Membre, observa l'orateur, est sans doute un empiètement sur la prérogative de la Couronne. Deux exemples antécédens l'un en 1707, l'autre vers la fin de la dernière guerre, pourroient excuser cette illégalité ; mais aussi ils en constatent l'inconvenance & le danger : les funestes conséquences qui en résultèrent, sont présentés à tous les esprits.

Il est à remarquer que, nonobstant l'approbation que donne aujourd'hui M. *Tierney*, à la déclaration que rendit Sa Majesté, après les négociations de Lille, il n'en refusa pas moins au Gouvernement les subsides demandés à la suite de cette déclaration.

La motion actuelle concourt parfaitement avec les efforts du Gouvernement François, qui cherche à discréditer par tous les moyens possibles, l'idée d'une Confédération générale, dirigée & soutenue par la Grande Bretagne : son adoption balanceroit & annulleroit tous les salutaires effets de la victoire du Nil.

L'Honorable Membre laisse le Gouvernement seul juge des conditions d'une paix *sure & honorable*, & par conséquent de la fin qu'on doit se proposer. Alors sa motion ne peut servir qu'à entraver les moyens nécessaires à l'accomplissement du but. Il eut été plus simple de demander qu'on se réservât, en concluant des alliances, le droit de faire une paix *séparée*.

M. *Tierney* prétend ne pas connoître l'objet avoué de la guerre, ni de plan régulier pour la diriger. L'objet de la guerre, est la DELIVRANCE DE L'EUROPE : les circonstances peuvent faire varier la conduite à observer ; mais le but de cette guerre n'en est pas moins positif. Enviera-t-on le calme de l'homme qui traite de vague & de chevaleresque, l'idée de délivrer de l'oppression & du malheur, les pays où la France a étendu sa domination dévastatrice ?

L'Hon. Membre a avancé que les anciens alliés de l'Angleterre l'ayant trompée, l'on doit attendre de nouveau la même infidélité ; & pourquoi ? Parce que la Prusse a abandonné ses engagmens, s'ensuit-il que la Russie doivenous tromper ? Pourquoi la Turquie n'agiroit-elle pas d'après les principes d'une politique aussi sage & aussi fidelle que les autres Puissances ?

Peut-on méconnoître le changement d'opinion qui s'est opéré en Europe, depuis les derniers excès révolutionnaires de

la France ? La révolution de la Suisse n'a-t-elle pas produit cet effet sur un grand nombre de personnes en Angleterre ? & dans ce cas, pourquoi cet événement n'auroit-il eu aucune influence sur l'esprit des Ministres étrangers, des Princes, & de leurs sujets ? Pourquoi, les Piémontois seroient-ils moins sensibles que nous aux insultes répétées des oppresseurs de leur Monarque ? Se pourroit-il que le Peuple de Vienne fut moins indigné que les Anglois de l'insolence de *Bernadotte* ? La Révolution de Suisse qui nous inspire une horreur si méritée, seroit-elle moins détestée de ses malheureuses victimes ?

M. *Tierney* s'est appuyé sur la probabilité du manque de foi des alliés de l'Angleterre. Quels droits & quelles espérances la France peut-elle avoir de compter sur les siens ? Sont-ce ses bienfaits qui lui attacheront l'Italie & la Suisse ? Le Roi de Sardaigne lui doit-il une vive reconnoissance ? La monstrueuse alliance de l'Espagne avec les assassins de Louis XVI. a-t-elle produit d'assez grands avantages à la Cour de Madrid, pour la lui faire chérir ? Le joug sous lequel gémit la Hollande, la ruine de son commerce, de sa marine, de ses finances, doivent-ils lui paroître fort doux ?

M. *Tierney* a nié que la délivrance de l'Europe dut être un objet de sollicitude pour l'Angleterre. " Depuis quand " regarde-t-on l'indépendance de la Hollande comme une cho- " se indifférente pour l'Angleterre ? Depuis quand est-il de- " venu imprudent & impolitique d'engager l'Autriche à re- " couvrer les Pays-Bas ? Dans le cas où la paix eut été con- " clue à Lille, quelqu'un osera-t-il assurer que l'expédition " d'Egypte n'eut pas été exécutée ? Nous serions donc au- " jourd'hui obligés de recommencer la guerre à frais immen- " ses pour conserver notre commerce dans les Indes. A plus " forte raison, la délivrance de l'Egypte nous intéresse-t-el- " le en ce moment.

" Tout pays pillé par les François, leur fournit des res- " sources pour nous faire la guerre ; tout pays conquis

" leur

" leur fournit des soldats. La motion est donc non-seulement " contraire à la politique constante de nos ancêtres, mais el- " le tend à dégrader notre caractère national, à porter la " terreur & le découragement en Europe, & sur-tout à don- " ner de l'espoir & de la confiance à l'ennemi. "

Nous ne rendons ici que les élémens de ce discours semé de traits brillans, & de pensées fortes, nourri de cette éloquence positive qui s'appuye sur des faits inattaquables.

La motion de M. *Tierney* fut rejetée sans aller aux voix.

La discussion du Bill qui doit imposer le dixième du revenu général, a occupé journellement, & occupe encore les Communes, formées en Comité de Subsides. Le principe de la taxation a été admis, à la suite d'un débat très-animé, où l'on a universellement reconnu la nécessité d'une imposition extraordinaire, mais dont les clauses réglémentaires du Bill ont fourni le texte principal. Lorsque la discussion sera terminée, nous rapporterons les modifications qu'aura subi cette mesure dans sa partie d'exécution.

Ce qu'il importe d'observer pour le moment & de faire observer au Continent, c'est le concours du Gouvernement & de la Nation dans deux sentimens, dont l'énergie ne peut plus

être contrariée; le premier, qu'il faut poursuivre & soutenir la guerre avec toute la puissance de l'Empire Britannique; le second, que les ressources les plus onéreuses aux propriétaires de tout ordre, sont, dans les conjonctures actuelles, des sacrifices méritoires & indispensables. Que l'Europe veuille se pénétrer de ces deux idées, & son salut ne sera plus incertain.

De jour en jour les événemens se pressent pour l'arracher à son indécision, & pour fortifier l'opinion de confiance qu'elle doit prendre en elle-même. C'est aujourd'hui qu'on peut mesurer dans toute son étendue, la grandeur du service mémorable que l'Angleterre & sa valeureuse Marine ont rendu à l'univers.—Un seul fait en a changé la face: loin d'avoir exaggéré les effets de la victoire du 1er d'Août, les observateurs ne les espéroient ni aussi rapides, ni tellement généralisés.

Malte, cependant, ne s'est point encore rendue. La nouvelle de sa capitulation, apportée d'abord de Lisbonne, manque toujours d'authenticité. Si le sort de Mastricht, de Toulon, de Figueiras, de Luxembourg, de la Citadelle de Turin, de Mayence, livrés sans siège, ne nous eût accoutumés à voir aujourd'hui tomber les

places fortes comme par enchantement, en dépit de la science & des beaux raisonnemens des ingénieurs, on remarqueroit avec étonnement qu'en six mois la plus redoutable forteresse pût être enlevée & reprise sans qu'on dressât une batterie.

Que penser de l'habileté, de la prévoyance, ou plutôt de l'orgueilleuse présomption de ce fameux *Buonaparte*, qui laisse Malte escamotée, dépourvue de forces suffisantes à maintenir l'Isle dans la soumission; qui, satisfait d'en dérober les richesses mobiliaires, se sauve en Egypte comme un voleur nocturne, sans approvisionner la garnison, sans se douter que l'Escadre Angloise, devant laquelle il précipitoit sa fuite, employeroit quelques bâtimens à bloquer le port, & à couper les vivres à la place? Ce fait seul preuve que, nonobstant les arlequinades & les forfanteries de ce conquérant, qui *regrettoit*, écrivoit-il, de *n'avoir pas rencontré la Flotte Britannique*, il s'est sauvé de Malte plus qu'il n'en est parti.

On est instruit que les garnisons des forts, affoiblies de deux cinquièmes par leurs engagemens avec les habitans, sont pourvues d'eau & de grains, manquent d'huile & de vins, &

se trouvoient dès le milieu d'Octobre réduites à des provisions putréfiées.

Abstulit hunc tandem Rufini pœna tumultum,
Absolvitque Deos.

Ce vers de *Claudien* s'est présenté à toutes les bouches, à l'arrivée du Messager d'Etat qui, le 7 de ce mois, a apporté de Vienne la nouvelle de la fin tragique de *Buonaparte* & d'une partie de ses Officiers. Nous anticipons sur la confirmation de cet événement, pour le rapporter tel qu'il a été transmis à M. le Baron de *Thugut*, par l'Internonce Impérial à Constantinople (*).—Suivant le récit de cet Envoyé, qui écrit le 17 Novembre, sept Couriers Tartares avoient successivement informé la Porte que, *Buonaparte* instruit de l'approche d'une armée considérable en deux divisions, l'une venant de la Haute Egypte sous les ordres de *Mourad Bey*, la seconde arrivant de la Syrie sous

(*) Le fait suivant n'a pas été verifié, quoique annoncé à la Porte Ottomanne d'un ton positif.--Il pouroit bien arriver, comme du combat de Lord Nelson avec l'Escadre Françoise; lorsque le faux bruit répandu de sa victoire au mois de Juin, s'avvera d'une manière plus complette, & plus decisive le 1.er Aout.

les ordres de *Gezzar*, Pacha de St. Jean d'Acre & d'*Ibrahim Bey*, avoit assemblé les principaux habitans du Caire, pour leur signifier les *réquisitions* nécessaires à son armée & à sa défense.—Au milieu de la répugnance & des objections qu'exprimoient les tributaires convoqués, un Tripolitain tira un pistolet & brûla la cervelle à Buonaparte. Les autres Généraux ou Officiers présens furent massacrés dans le tumulte, qui s'étendit bientôt à la ville même, où les François se trouvèrent enveloppés dans le massacre. Au départ des Tartares, cette Vêpre Egyptienne s'étendoit sur tous les François répandus dans la Basse Egypte.

Selon les mêmes rapports, le Pacha de Rhodes s'est rendu maître d'Alexandrie & des vaisseaux qui se trouvoient dans le port.

Les particularités de cette catastrophe se bornent à ce peu de mots. M. *Tooke*, Agent de la Compagnie des Indes, les a transmises à la Direction, telles que M. de *Herbert* les avoit communiquées à Vienne.

Cette double autorité a considérablement affoibli les doutes naturels qu'inspire un rapport si peu circonstancié, & dans lequel on ne trouve même pas une date. Les sceptiques ont re-

légué cette nouvelle avec la fable de l'incendie des vaisseaux François à Alexandrie, parvenue à Vienne, il y à deux mois, par la même voie.

Surement il peut paroître étrange que ce *Buonaparte*, échappé aux stilets de l'Italie, aux vengeances de deux millions de familles dont il a fait le désespoir, qu'on n'abordoit à Monte-Bello qu'au travers d'une haie de hussards, défiant par tempérament & par nécessité, ait, pour ainsi dire, ouvert sa poitrine à ces Africains, dont les correspondances de son armée accusent la haine & la férocité.

On peut s'étonner qu'un Général, accoutumé à extorquer l'argent des peuples, de la même manière qu'il en répand le sang, c'est-à-dire à coup de sabres, ait soumis à une délibération des arrangemens qu'il étoit dans l'usage de forcer par une exécution militaire.

Que le carnage se soit étendu au Caire, au quartier général de l'armée, & où l'on ne peut guères supposer une garnison moindre de quatre à cinq mille hommes, une surprise par conspiration explique seule la généralité de cet égorgement.

On oppose des raisons non moins plausibles à ces objections.

Qui n'à reconnu, par exemple, dans toutes les démarches de *Buonaparte*, cette audace inconsidérée, fille de la présomption & du bonheur, qui néglige souvent les précautions, non par intrépidité d'esprit, mais par mépris pour ceux que l'on doit craindre ? Entouré de flatteurs ridicules, idolâtré par les écoliers enthousiastes qui peuplent cette croisade, & aveuglé par l'opinion de respect ou de terreur qu'il croit attachée à sa renommée, est-il absolument invraisemblable qu'il ait été trompé par une fausse confiance ?

Le dévouement du Tripolitain est tellement étranger aux mœurs actuelles de l'Europe, qu'on a peine à concevoir une résolution de cette espèce; mais, lorsque *Jean De Procida*, en 1282, donnoit à Palerme le signal & l'exemple d'exterminer tous les Provençaux, réfléchissoit-il plus aux suites de son action, que le barbare d'Afrique qui auroit défait l'Egypte d'un barbare d'Europe, *membre de l'Institut National?* Est-il impossible que la conjuration préparée au Caire, ait enveloppé les François dispersés, repartis en différens postes dans cette ville aussi vaste qu'irrégulière, & où ces étrangers n'auroient eu le tems ni de se reconnoître ni de se réunir.

Au reste, toute discussion sur la crédibilité de cette nouvelle est à pure perte; car, très-probablement, l'arrivée des premiers couriers fixera l'opinion publique. S'il en faut croire une gazette de Paris en date du 18, arrivée Samedi dernier, le Directoire ne connoissoit la catastrophe de son Général & de son armée, que par les bruits vagues qui en circuloient en Allemagne. Quelque poids qu'on veuille, d'ailleurs, accorder à l'incertitude de cette tragédie, il est permis d'en considérer la nouvelle comme purement prématurée. Dès le milieu d'Août, cette armée à qui son éloquent Général disoit le 22 Septembre, *Soldats ! votre destinée est belle*, désespéroit évidemment de son salut: la publication officielle des lettres interceptées le démontre. C'est à la lecture de ce Recueil, enrichi d'une introduction & de notes qui en forment le commentaire piquant & instructif, qu'on peut apprécier l'ignorance, la vanité insensée, les divisions, les dangers, les terreurs qui ont accompagné cette expédition. Ces lettres achèvent de flétrir la mémoire de *Buonaparte*, en prouvant la duplicité calomnieuse avec laquelle il a osé accuser son malheureux & brave Collègue, l'Amiral *Brueys*, d'avoir *refusé* de retourner à Corfou. Il résulte, au contraire

traire, des témoignages de *Jaubert*, Commissaire Ordonnateur, & du Contre-Amiral *Ganteaume*, que *Buonaparte* ne voulut jamais consentir à se séparer de la flotte, qu'il la retint à Aboukir dans le vain espoir de la faire entrer au vieux port d'Alexandrie, & qu'il insista auprès du Directoire sur le départ des vaisseaux restés a Toulon & à Ancone.

L'ingénieux Editeur n'a laissé rien à dire sur cette correspondance : nous nous permettrons seulement d'observer, qu'il paroît attacher trop de prix aux galanteries du Citoyen *Tallien* envers son épouse, & *aux larmes qui inondent son papier au moment où il écrit.* Si Tallien a pleuré en Egypte, il n'a jamais pleuré en France, & je doute qu'il y fasse pleurer personne. On doit remarquer dans sa lettre, la crainte qu'il exprime du tort que l'aventure d'Aboukir pourra faire à Paris au parti de *Barras*, de *Buonaparte*, & des autres affiliés aux projets dont nous avons parlé antérieurement.

Depuis l'impression de la correspondance d'Egypte, nous avons reçu du Continent la copie d'une lettre non moins authentique, adressée par un ingénieur nommé *Le Père*, au Citoyen *Betz*, représentant assez marquant de la Belgique au Conseil des 500. Elle est datée d'Ale-

xandrie, le 28 Août, & par conséquent postérieure à toutes celles que renferme le Receuil.—La plaie de l'armée y est sondée dans toute sa profondeur: nous en rapporterons les passages principaux.

" Au milieu des contrariétés, dit ce *La Père*, minés journellement par de petits revers, " ou plutôt par une foule d'assassinats, toujours sur l'éveil vis-à-vis de peuples qui méconnoissent *les bienfaits de la liberté*, obligés d'user de tous les ménagemens que nous " impose une invasion *qui n'a point été travaillée d'avance*, & réduits à une pénurie de subsistances, nous nous flattions d'une " perspective plus consolante, lorsque la malheureuse affaire du 14 Thermidor est venu " nous accabler, nous anéantir, & jeter dans " notre destinée future, *l'image de toutes les furies qui doivent nous poursuivre*.

" *Buonaparte* a été ACCABLÉ DE CETTE CATASTROPHE.—*Brueys* vouloit faire voile après " le débarquement; *Buonaparte* s'y est opposé. " On ne conçoit pourquoi le Général en Chef " s'est *opiniâtré* à vouloir que notre escadre se " cachât dans le port d'Alexandrie, au lieu de " retourner à Toulon pour y protéger la seconde expédition.

" Que deviendrons-nous, aujourd'hui que
" nous avons le chagrin & le dépit d'être blo-
" qués par trois vaisseaux & trois frégates An-
" gloises, qui enlèvent à notre vue tous les
" *avisos*, & nous privent de toutes nouvelles
" & de tous secours? On a beau nous bercer
" à cet égard, & prétendre que nous pouvons
" en recevoir, dès que les forces que nous
" avons à Corfou, à Malte & à Toulon, se-
" ront réunies. *On peut amuser les enfans d'un*
" *pareil hochet.* Nous ne sommes pas assez sim-
" ples pour croire que l'Amiral Nelson per-
„ mettroit cette réunion.

" Je le répète; sans secours de la France,
" notre avenir ne peut être que sinistre. Le
" climat nous énerve, les insectes nous tour-
" mentent & nous agitent. Notre armée se mi-
" ne par les maladies & par des pertes conti-
" nuelles. Beaucoup de nos détachemens de
" cavalerie ont disparu. Nous venons de per-
" dre encore le Commissaire *Jaubert* & *Pey-*
" *res*, ainsi que l'Officier de santé *Rénard*.
" Voilà donc notre situation, que je regarde
" comme le second volume de nos anciennes
" Croisades. Qui sait encore si les Turcs n'en-
" treront pas aussi en guerre . . . J'épanche

" ma douleur dans le sein d'un ami; n'alar-
" mez pas ma mère de ces détails. "

Nous avons à nous féliciter de l'inutilité des détails contenus dans une partie du premier article de ce Numero; mais il n'étoit plus tems de les supprimer, lorsque les Gazettes de Paris, du 7 & du 8 de ce mois, ont appris à l'Angleterre, que, sur un message du Directoire, en date du 6, le même jour, le Corps Législatif avoit déclaré la guerre au Roi de Naples & au Roi de Sardaigne.

Le Directoire a motivé sa demande sur la *perfidie* des deux Cours, & sur les hostilités commises par l'armée Napolitaine, qui, le 23 Novembre, a chassé les postes avancés des François de la frontière méridionale de l'Etat Ecclésiastique, à Rieti dans la Sabine.

Cette attaque des Napolitains est constatée par la correspondance du Général *Mack* qui les commande, avec *Championnet*, Chef de la division Françoise dans la République Romaine. Ce dernier s'étant plaint le 25 Novembre, en beau style, au Général *Mack*, & lui ayant demandé une explication *catégorique*, M. le Baron de *Mack* lui a répondu le 26, que la veil-

le, " L'armée de Sa Majesté Sicilienne avoit " passé les frontières du territoire Romain, ré- " volutionné & usurpé depuis la paix de Cam- " po Formio, & jamais reconnu ni avoué par " Sa Majesté Sicilienne & par son allié l'Em- " pereur & Roi.

" Si les troupes Françoises se retirent, ajou- " te M. *Mack*, les Généraux de Sa Majesté " Sicilienne ont ordre de ne point recommen- " cer les hostilités; mais je considérerai com- " me telles toute opposition, & toute invasion " sur le territoire du Grand Duc de Toscane."

Il résulte de cette lettre que la République Romaine, ainsi que nous l'avions fait pressentir plusieurs fois, formoit le texte des difficultés entre les deux Cours & le Directoire, & que la rupture de celle de Naples n'a été décidée que par l'inflexibilité du Gouvernement François à conserver ses cinq Consuls, son Capitole, & ses Tribuns de cabaret.

2° Que l'Empereur n'entre dans cette querelle qu'en qualité d'auxiliaire, & de contractant du Traité de Campo Formio.

3, Que ce traité est encore & toujours la base des rapports, des plans, des déterminations.

4°, Que tout différend eût fini, si le Directoire eût fait évacuer l'Etat Romain.

Le Roi de Sardaigne, sa vertueuse épouse modèle des Reines & des femmes, cette sœur auguste de *Louis XVI*, toujours en habits de deuil & prosternée aux autels depuis les malheurs de sa Maison, toute la Famille Royale, & le Piémont, vont être les premières victimes de la guerre. Chacun a prévu ce nouveau crime de la République Françoise, qu'il n'eût pas, cependant, été impossible de prévenir:

A moins que le Directoire ne conserve quelque espérance de neutraliser la Cour de Vienne, la Toscane sera envahie & saccagée comme le Piémont, dont les richesses & l'abondance fourniront aux besoins d'une ou deux campagnes en Italie.

On a préparé des appartemens d'hiver au Château de Schonbrün, maison de plaisance Impériale auprès de Vienne; on les croit destinés au Grand Duc ou à la Reine de Naples.

A l'égard des récits d'un Capitaine marchand arrivé de Calais, qui sur la foi d'un papier public fait prendre Rome aux Napolitains, & leur fait perdre ensuite une bataille à Civita Castellana, nous les ajournons jusqu'à des rapports plus authentiques.

MERCURE BRITANNIQUE.

N.° X.

10 JANVIER, 1799.

Relevé sommaire des tributs & des vols, arrachés par la République Françoise à l'Etranger, depuis 1794.

" SI, à l'exemple des Romains, une Puissan-
" sance de l'Europe faisoit la guerre aux dé-
" pens des vaincus, & tiroit ses moyens de
" guerre de la guerre même, elle iroit à l'em-
" pire de l'Univers. "

En écrivant ces lignes, il y a 50 ans, *Montesquieu* ne soupçonnoit guerre qu'avant l'accomplissement du siècle, on verroit ressusciter cette politique militaire, que les mœurs, les

loix de la guerre, le système général, l'expérience des représailles, & une convention morale entre les divers membres de la grande Famille des Nations, avoient reléguée dans les vieilles archives de l'Histoire.

Depuis la décadence de l'Empire Romain, les invasions exécutées par des multitudes irrégulières, furent aussi fugitives que ces transmigrations de rapides déprédateurs: plus habiles à subjuguer une contrée que puissans à s'y maintenir, ils l'abbandonnoient après une incursion désolatrice; ou, si imitant les Visigoths & les Normands, ils s'établissoient sur leurs conquêtes, c'étoit en corps de nation; ils consumoient le fruit de leurs rapines au milieu même des vaincus, avec lesquels ils finissoient par se confondre.

Jusqu'au règne de *Louis XIV*, les armées régulières ne furent point assez considérables, ni les Princes assez riches, pour conserver des conquêtes un peu éloignées. Ni *Charles VIII*, ni *Louis XII*, n'auroient pu, à l'exemple des François modernes, asservir l'Italie du rivage de Nice au Velino. Comment soumettre, comment garder & rançonner un pays de cette étendue, sans épuiser leur armée? La domination finissoit avec la retraite de cette armée, dont l'em-

pire ne passoit guères le théâtre de la campagne, celui de l'expédition, & quelques mauvaises places sur les derrières.

Si les conquêtes sont devenues plus difficiles, elles ont aussi acquis plus de stabilité. C'est un de ces effets de la multiplicité, du perfectionnement des forteresses, & de l'institution des grandes armées permanentes;—fléau dont la pesanteur écrasant à la fois les Peuples & les Gouvernemens, a converti la finance en calamité, a amené le désordre dans l'administration, & mûri les causes des révolutions populaires.

Née au sein de la guerre & pour la guerre, la République militaire de France, armant plus de soldats que n'en eurent *Auguste* & *Trajan*, recula ses limites pour verser au dehors l'excédent de ses forces, pour pomper les richesses de ce nouveau territoire, & pour y assurer la subsistance, la solde & jusqu'à l'habillement de son armée: l'armée, à son tour, sert à ravager & à conserver ces acquisitions. De ce double besoin ont dérivé l'oppression fiscale & l'oppression militaire qui dévorent les pays conquis.—On les a étendues sur ces émanations révolutionnaires, sur ces Républiques tributai-

res, que le Directoire a dédaigné, non de piller, mais d'incorporer à la France.

En fondant leurs Colonies Equestres, les Romains y apportoient avec le joug militaire, une police, des loix sages, un genie créateur: ils y ouvroient des chemins, ils y introduisoient la culture & les arts; ces établissemens offrent encore les monumens de cette munificence éclairée.

Mais l'esprit de la République Françoise ne s'est pas élevé au-dessus de celui d'un Chef de Bedouins; elle n'a différé de ceux d'Egypte & de Syrie, que par l'hypocrisie & le charlatanisme. Comité de Salut Public, Directoire, Conseils, Généraux, Administrateurs, Commissaires, se sont réunis à ce but central, de convertir le droit de conquête en droit de confiscation universelle. Aucun genre de propriété publique ou particulière n'a résisté à leur rapacité. Ennemis ou Neutres, Républicains ou Monarchiques, soumis ou indociles, tous les Peuples dont ils éprouvent la patience, ont subi un traitement uniforme. La présence des armées, la possession des places de guerre, permettent de renouveler sans trouble des concussions non interrompues: les rebellions mê-

me ne servent qu'à les augmenter, en ouvrant une nouvelle porte aux rapines des confiscateurs.

Rome eut son *Verrès*; la République Françoise en a eu, autant que de Chefs civils & militaires; *Dumourier* & *Pichegru* sont les seuls à rayer de cette liste infâme. La Sicile fut vengée, & *Verrès* puni; pas un des brigands que la France a vomis sur la Hollande, sur l'Allemagne, sur l'Italie, & sur la Suisse, n'a été menacé même d'une recherche. L'intérieur spolié avoit déjà présenté le même phénomène. La cause en est que, dès 1789, l'autorité suprême, protectrice du vol, en décrétant l'exemple & la théorie, s'est mise à la tête des crimes contre la propriété, & en a poursuivi le cours par besoin, comme elle l'avoit institué par système & par cupidité.

C'est l'avarice, & non l'attrait des droits de l'homme, ou le jargon de liberté, qui a présidé, & qui présidera éternellement à la Révolution. " Par-tout où elle a pénétré, " écrivois-" je en 1796, " le brigandage l'a suivie. La " rapine fut son premier but, la férocité n'en " a été que le moyen. La République Françoi-" se naquit entre le vol & le meurtre: ces

" deux tuteurs l'accompagneront jusqu'au der-
" nier jour de son existence. " (1)

De Brest à Spolette, propriétés & propriétaires forment aujourd'hui le capital privé d'une association, dont le plus riche sociétaire n'avoit pas mille écus de rente il y a dix ans, & à laquelle il n'est plus possible de disputer sa bourse & sa vie, autrement qu'un pistolet à la main.—Aucune responsabilité civile ou politique ne retient le bras de ces ravisseurs collectifs, armés d'édits & de soldats, de la dépravation de leur pays & de leur propre perversité, & dirigeant, sans contradiction, au milieu de leur abondance personnelle & de la misère publique, un Gouvernement ruiné que sa ruine même rend insatiable & désordonné.

On chercheroit en vain quelque époque de l'histoire, où la dissipation & le vol aient joué un rôle aussi étendu. On fonderoit, on enrichiroit, on feroit fleurir un grand empire, avec ce qu'ont coûté à la France, pour la délustrer, pour l'opprimer & l'appauvrir, la révolution, la république, & la guerre.

---

(1) *Correspondance politique pour servir à l'histoire du Républicanisme François*, 1796: à Londres, chez *Dulau*, libraire.

Des biens du clergé aux cloches des églises, de l'argenterie & des diamans au plomb & à la ferraille des châteaux, des domaines de la couronne jusqu'aux patrimoines des *suspects*, des contributions patriotiques & des emprunts forcés aux taxes *sèches*, levées par les comités & les agens révolutionnaires de l'autorité, du numéraire au papier-monnoie, tout a été pris, fondu, englouti.

Le capital de la France ainsi dévoré, le Directoire héritier des crimes & de l'industrie du Comité de Salut public, exploite l'Europe depuis trois ans, comme on ouvre une nouvelle mine, lorsque les premiers filous sont épuisés.

On a estimé à deux milliards & quatre cent millions tournois, la valeur des dépouilles que *Thamas Kouli-Khan* emporta de l'Indostan en 1739. Le mobilier & les trésors de l'Empereur formoient un quart de ce butin : on verra dans l'instant, que le Directoire a surpassé ce modèle, en fortune & en habileté; car *Thamas Kouli-Khan* n'avoit pas débuté par saccager la Perse, comme les administrateurs de la révolution ont saccagé la France; ses collecteurs vidoient les palais, san spolier les chaumières; ils ravissoient les richesses mobiliaires, sans at-

taquer les immeubles. Le Directoire, plus expert, prend les fruits de la terre & du commerce, les métaux, le numéraire, les hommes, & le sol même.

Peu de personnes se forment une idée exacte du produit de ce brigandage: on est fort loin en général d'en soupçonner l'énormité. Que les propriétaires de tout ordre, de tout pays, de toute communion religieuse ou politique, méditent le tableau suivant.

Nous l'avons dressé sur des notions authentiques. Il se divise en trois parties: la première comprend les contributions proprement dites imposées *en numéraire*, sur les nations conquises ou révolutionnées; la seconde embrasse les spoliations, indépendantes des contributions, & exécutées par les généraux & par les commissaires, pour leur compte ou pour celui de leur Gouvernement: la dernière contient l'apperçu des réquisitions en nature, qui ont completté la dévastation.

Contributions

Contributions pas Arrêtés.

	Livres Tournois.
Pays Bas & l'Etat de Liège . .	192,000,000
Pays entre Rhin, Moselle & Meuse	43,000,000
Duché de Cleves & autres Possessions Prussiennes	3,600,000
Hollande, 200 millions de livres tournois, payés en rescriptions négociées à 63 pour 100 . .	130,000,000
Solde de 25 mille hommes de troupes auxiliaires pour la République Batave, pendant 4 ans .	56,000,000
Cercle de Franconie	12,000,000
Duché de Wirtemberg	4,000,000
Margraviat de Baden	3,225,000
Cercle de Souabe	27,500,000
—— de Bavière	16,990,000
Lombardie & autres districts de la Rép. Cisalpine	62,000,000
Duché de Parme	3,650,000
—— de Modène	10,000,000
Venise, par les articles séparés 2 & 3 du traité de Milan, du 16 Mai 1797	6,000,000
Porté ci-après	569,965,000

	Livres Tournois.
De l'autre part	569,965,000
Trois Légations de la Romagne, Bologne, Ravenne & Ferrare, en 1796	12,500,000
Du Roi de Naples, par les articles séparés du traité de paix de 1796	15,000,000
Gênes	4,000,000
Etat de l'Eglise	30,000,000
Toscane	8,000,000
Suisse	15,850,000
TOTAL . .	655,315,000

VOLS DIVERS sous différentes dénominations, & constatés.

Argenterie & mobilier des Eglises des Pays Bas, de Liège, & des Electorats du Bas Rhin . . .	25,000,000
Argenterie & mobilier des Eglises de la Lombardie, des trois Légations, de l'Etat Vénitien, du Modénois, & de l'Etat de l'Eglise	65,000,000
Mont de piété de Milan, volé par	
Porté ci-après	90,000,000

	Livres Tournois.
De l'autre part,	90,000,000
Massena, sur ordre de *Buonaparte*, évalué	19,000,000
(dont 1,200,000 l. de diamans appartenant au Prince de *Belgiojoso*).	
Mont de piété de Bologne, Ravenne, Modène, Venise, Rome, &c.	37,000,000
Enlèvement des caisses des Hôpitaux à Milan, & dans plusieurs autres villes	5,000,000
Le mobilier de l'Archiduc *Ferdinand* à Milan & à Monza ; & 160 ballots d'effets précieux saisis à Bergame, *ville neutre*, par ordre de *Buonaparte*, & vendus à l'enchère	2,000,000
(On vendit jusqu'aux parquets, aux chambranles de marbre, aux cadres des croisées).	
Nécessaire précieux donné par la feue Reine de France à l'Archiduchesse, pris à Bergame & passé à la Citoyenne *Buonaparte*.	60,000
Porté ci-après	153,060,000

	Livres Tournois.
De l'autre part	153,060,000
Dépouille du mobilier, bibliothèques, effets appartenant au Comte de *Wilzech* & autres Conseillers de conférence, fugitifs	1,000,000
Vaisselle, mobilier, effets de l'Evêque de Trente, enlevés en présence du maître d'hôtel de *Buonaparte*, & emballé dans 32 caisses	700,000
Excédent de contributions, levé à Milan & dans la Lombardie (*)	28,000,000
Rançon des Décurioni de Milan & autres ôtages envoyés en France	1,500,000
Vente des permissions d'habiter leurs campagnes, aux propriétaires sommés par ordonnance de rentrer à Milan	2,200,000
Porté ci-après	186,460,000

(*) Le 31 Décembre *1796*, le Marquis *Litta* avoit déjà payé 500 mille liv. Milanoises de contribution, le Marquis T., 420 mille; le Comte *Greppi*, 900 mille; & les autres propriétaires à proportion.

	Livres Tournois.
De l'autre part	186,460,000
Saccagement des *Villa* Vénitiennes & des Palais sur la Brenta, meubles, dorures, tableaux, statues, chevaux, voitures, vendus à l'enchère, ou conservés par les pillards.	6,500,000
Volé au Duc de Modène à Venise, au mépris du droit des gens, à l'entrée des François dans cette ville, 200 mille sequins, faisant (*)	2,065,000
Spoliations à Verone, Padove & Vennise, caisses publiques, contributions en argent, partie du trésor de St. Marc, effets de l'arsenal, bronzes, statues, tableaux, &c. &c.	27,585,000
Porté ci-après	222,610,000

(*) Le soir du jour où les François entrèrent à Venise, ils reçurent l'ordre d'investir la maison où logeoit le Duc de *Modène*. Cette soldatesque se précipita dans ses appartemens, précédée d'un ancien banquier de Paris, commissaire des contributions, qui exigea du Prince son argent & *ses bijoux*. Sur la réponse du Duc, que ses effets étoient déposés chez le Ministre Impérial, on lui ordonna de s'y rendre à *l'instant*, sous une escorte Françoise; ce qu'il exécuta pour recouvrer sa liberté..

	Livres Tournois.
De l'autre part	222,610,000
Sac de Rome, contributions, pillage du Vatican, des caisses, des bijoux, des diamans, du mobilier de Sa Sainteté, des palais, des *villa*, des antiques, des collections, &c. les effets d'or ou d'argent fondus en lingots & exportés	43,000,000
Enlevés du trésor de Berne, des caisses publiques, & d'autres dépôts de la Suisse	20,000,000
Vols dans les monastères, abbayes, châteaux, maisons, fermes de Souabe, Bavière & Franconie .	8,000,000
Dépouilles de Malte, trésor de St. Jean, églises, &c.	10,000,000
Gratifications reçues par *Buonaparte* & son armée, des Républiques de Gênes & de Venise, depuis le mois de Mai jusq'au mois de Décembre 1796, par forme de *sauvegarde*, & dont le renversement de ces deux Républiques a été la rétribution	1,500,000
Total	305,110,000

Dans l'inventaire de ce butin, nous n'avons fait entrer que le produit des vols, des concussions, des exactions *légales*; c'est-à-dire, autorisées par le Gouvernement lui-même ou par ses Représentans civils & militaires. Le dénombrement des rapines particulières exercées, sans ordre, par les soldats, les Commissaires, les Généraux, & les Officiers, est immense, mais échappe à toute évaluation.

A ce total de *neuf cents soixante-huit millions, neuf cents vingt-cinq mille livres tournois*, extraits des pays incorporés ou révolutionnés, il faut ajouter le produit de la troisième branche des conquêtes Directoriales sur la propriété des Peuples *affranchis*, rendus à la *souveraineté*, & auxquels leurs libérateurs disent, comme dans le Psalmiste, *Simulacres des Nations, apportez-nous votre or, & votre argent.*

Cet article comprend les réquisitions innombrables extorquées, soit à titre d'emprunt, soit en denrées ou en marchandises, soit en argent par équivalent des unes & des autres; les enlèvemens d'hommes, de chevaux, de bestiaux de voitures; les corvées de toute espèce, les magasins publics vidés pour le service des armées Françoises; enfin, tout ce qui a dû ser-

vir à l'entretien, à une portion de la solde, & aux besoins divers de ces armées, depuis leur séjour en Italie, en Suisse, & sur les deux rives du Rhin.

Les emprunts *ordonnés* à différentes reprises au Duc de Parme, à la République de Gênes, à celle de Lucques, au Grand Duc de Toscane, aux Villes de Bremen & de Hambourg, & à divers particuliers forcés à des avances, peuvent être estimés, au moins, à . . 25,000,000

Le pillage des magasins & greniers public appartenant soit aux Hôpitaux, soit aux Communautés, soit aux villes, soit à l'Etat, & saisis en Italie, en Suisse, dans les Pays Bas, les Electorats du Rhin, &c. . 36,000,000

Les réquisitions ont embrassé non-seulement toutes les subsistances nécessaires aux armées, & les objets qu'exigeoient leur équippement, leur logement, leurs déplacemens; mais, de plus, une infinité de consommations pour les jouissances, le luxe, les fantaisies, les profusions des agens civils & militaires, ou mises à l'enchère & converties par eux en argent, après avoir été livrées en nature.

Par

Par exemple, à Milan, les magasins particuliers de draps bleus furent mis en réquisition, vendus par les Commissaires directoriaux, repris par une seconde réquisition sur les acquéreurs, & revendus une seconde fois. Les cuirs & les toiles subirent la même opération; jusqu'aux ballots de soie brute & d'organsin furent saisis dans toute la Lombardie, & vendus aux Génois par les généreux dispensateurs de la liberté.

On formeroit une bibliothèque de traits semblables, tous de notoriété publique.

Lorsque la Citoyenne *Buonaparte* alloit promener sa majesté, sous le nom de Madame *Lætitia*, sur les conquêtes de son mari, elle envoyoit un ordre à la Municipalité de Milan, ou de Modène, de lui envoyer l'argent nécessaire à son voyage. Ces réquisitions personnelles s'étoient généralisées au point que, le Général *Augereau* venant à Paris commander les Sbirres qui, le 4 Septembre 1797, chassèrent & emprisonnèrent le Corps Législatif, récompensa une prostituée avec laquelle il avoit passé la nuit à Pavie, par un *bon* de 50 *sequins* sur la Municipalité de cette ville, qui le paya & qui l'a conservé.

Ce même *Augereau*, ses prédécesseurs immédiats sur la rive droite du Rhin, ses camarades dans le Westerwald, dans le Palatinat, dans les Electorats de Mayence, de Trèves & de Cologne, avoient établi un tarif de contributions pour le service de leurs tables. Les malheureux habitans étoient contraints de livrer chaque jour tant de denrées ou de florins d'Empire pour le dîné du Général en Chef, des Généraux de division, & des Généraux de brigade.

Dans les provinces de Terre Ferme, occupées par les François avant leur rupture avec la République de Venise, les propriétés particulières des habitans ne furent pas plus respectées que celles des pays conquis: nonobstant les droits de neutralité, ils furent frappés de réquisitions en tout genre; le Gouvernement se plaignit, & fit des remontrances; les paysans se soulevèrent, ces belles campagnes n'en furent pas moins ravagées sans interruption; faute de bois, l'armée coupoit les vignobles & les oliviers. Il est vrai qu'à ces dégâts *Buonaparte* & ses agens joignoient la dérision, d'acquitter ce qu'ils exigeoient, & enlevoient de force, en *bons*, soit en billets, dont jamais il ne

fut remboursé une obole. La somme de ces *promesses* s'élevoit à la fin de 1796 à 18 millions tournois, dont Venise paya la moitié aux paysans, pour adoucir leur désespoir, & prévenir leurs vengeances contre leurs spoliateurs.

Les réquisitions de la Lombardie, des Légations, de l'Etat Ecclésiastique, d'une partie du Piémont, des deux rivières de Gênes, de l'Allemagne & de la Suisse, ont surpassé trente fois celles du Bressan, du Bergamasque & du Véronais. Ce n'est donc pas une hypothèse exagérée que de supposer à ce pillage par *réquisitions*, une valeur représentative de 300,000,000

Nous venons de voir que les emprunt *forcés*, & la saisie des magasins publics, peuvent être estimés à ——————————— 61,000,000

Total . . . 361,000,000

Lesquels ajoutés au produit des deux premiers articles, donnent la somme définitive *d'un milliard trois cents vingt-neuf millions, neuf cents vingt-cinq mille livres tournois*, imposés & perçus en trois ans sur l'Etranger, par les

traitans de la République Françoise, pour l'avancement du règne de la liberté, de l'égalité, des sciences, & du bonheur universel.

Ce n'est pas tout : une recette additionnelle se présente, & son énormité échappe au calcul. Dans les pays incorporés la confiscation a ouvert une nouvelle source d'appauvrissement. Les biens meubles & immeubles du Clergé régulier & séculier, le sequestre, la vente, ou la jouissance de la fortune des propriétaires absens, enveloppés dans l'application des loix Françoises sur l'émigration ; la saisie, l'aliénation ou l'usufruit des domaines appartenant aux Souverains, aux corporations, aux communautés, ont étendu le gouffre, qui est encore loin de se fermer.

L'esprit recule devant l'évaluation de cette dépouille. Celle du Clergé, de la Noblesse, & des domaines de la Couronne de France, étant de *six milliards*, au jugement des meilleurs calculateurs, c'est plutôt rabaisser le produit de la confiscation immobiliaire de la Belgique, de l'Evêché de Liège, de la Savoie, du Comté de Nice, & de la rive gauche du Rhin, que de la réduire à . . . . 700,000,000 liv. t.

C'est donc par un butin de *deux milliards* & au-delà, qu'a débuté l'exercice de la souve-

raineté de la République Françoise, sur les peuples qu'elle a réunis à son indivisibilité, ou honorés de sa législation & de son alliance. Combien étoit modeste ce *Treilhard* qui, le 8 Mai 1797, parlant au nom du Comité des Finances, portoit dans la balance des recettes annuelles, *vingt millions* seulement de contributions à prendre sur les pays *à conquérir*, & *dont la valeur des soldats républicains*, ajoutoit-il, *forme la garantie*.

Mais quel insipide & grossier déclamateur que ce *Cambacères*, qui s'écrioit dans la prosopopée d'un autre rapport du même Comité. " Combien est grande la nation qui, après une " guerre aussi longue, sait encore, sans em- " prunts, sans violences, pourvoir aux moyens " de la continuer ! "

Que n'eût pas fait avec une semblable dépense de *deux milliards*, ce *Gustave Adolphe* qui, du fond de la Baltique, pénétroit avec 30 mille Suédois jusqu'au centre de l'Allemagne, renversant devant lui des armées trois fois plus considérables ? Que n'eût pas fait ce *Frédéric II*, réduit à son génie & à sa monnoie de mauvais aloi ?

Cessons de nous étonner des succès & des invasions de la République Françoise. En se

délivrant, à son exemple, des loix de la guerre, en faisant des nations une caravane à piller, & de leurs propriétés le capital de la caisse militaire, il est aisé de les subjuguer l'une après l'autre. Ce que furent les chevaux Espagnols & les armes à feu pour les Américains, le droit de spoliation repris des Barbares par les Républicains François, l'est pour l'Europe retenue par les liens de la justice & du code de la civilisation. Avec la France, l'Italie, les Pays Bas, un quart de l'Allemagne pour trésor, & un million de soldats, le Prince *Eugène* eût conquis la moitié du globe. La gloire des François s'éclipse, & leurs triomphes paroissent pauvres, à côté d'une dépense si monstrueuse de population & de subsides.

En 1709, la France soutenoit une guerre malheureuse, ses frontières étoient entamées; depuis *Colbert* les finances périclitoient; plusieurs défaites sanglantes obligeoient de renouveler à grands frais de nombreuses armées; enfin, un hiver mémorable vint combler les malheurs publics; il exigea du Gouvernement des sacrifices & des dépenses immenses, pour secourir les peuples.

Cependant, dans son compte rendu au Régent, le Contrôleur-Général *Desmarets* nous ap-

prend que la dépense de cette année accablante ne surpassa point . . . 240,637,047 liv. tourn.

Même dans cette somme furent compris pour 19,526,500 liv. les bleds levés par réquisition sur les provinces, & qui furent graduellement remboursés en décharge des impositions.

La mutation fréquente des monnoies à cette époque ne nous permet pas, en ce moment, de comparer, avec une exactitude arithmétique, la valeur de l'argent en 1709, avec la valeur d'aujourd'hui; mais, en supposant que suivant un terme moyen les espèces valussent en 1709 26 livres & 4 sols tournois le marc, la dépense totale n'eût été, monnoie de 1792, que de 481 millions.

Depuis sa fondation, la République Françoise a dissipé trois fois cette somme-là, *chaque année* & de plus, *deux milliards* envahis sur l'Etranger; & elle a fait banqueroute à tous ses engagemens, à ses assignats, à ses mandats, aux créanciers, aux pensions, aux liquidations; elle a laissé dégrader, routes, canaux, édifices publics; réduit ses hôpitaux à la mendicité, son crédit à néant, ses ports à l'inaction, & laissé dépérir la plupart de ses établissemens utiles.

A la vue de la récapitulation que nous venons de présenter, qui pourra se rappeler, sans indignation ou sans rire, que cette armée Italique, gorgée de dépouilles; que cette armée de Sambre & de Meuse, mettant à contribution journalière les travaux, les subsistances & la bourse des Allemands, osèrent se plaindre en 1797 de la famine, & du défaut de solde, & en accuser le Corps Législatif? Des Généraux, devenus millionaires en 20 mois, des *Buonaparte*, des *Augereau*, des *Massena*, avoient l'impudeur de se rendre les organes de ces diatribes hypocrites. Ah! s'il est un reproche à faire aux Représentans de la Nation, qu'ont perdu ces infâmes artifices, c'est d'avoir hésité à se rendre eux-mêmes accusateurs des brigandages militaires, d'avoir profané la louange en l'appliquant à ces Chefs de flibustiers qu'il falloit réprimer, & d'avoir souffert par leur silence le déshonneur du nom François, l'insolente imposture des Généraux, & le cours d'énormités commises en Italie.

Et à quelle fin ont abouti ces dévastations? Ont-elles raffermi cet édifice de rapines & de papier, qui constitue les finances de la République Françoise? Où en est-elle avec ses confiscations, ses ravages, & ses magnifiques rap-

ports?—A des statues de bois vernissé, à ne pouvoir réparer sans impôt un seul grand chemin, à laisser ses enfans trouvés aux soins de la charité publique, & à l'impuissance de soutenir même l'Opéra.

Qu'on rapproche maintenant du tableau général des consommations de cette République, & de son anarchie financière, ces discours de *Mirabeau* qui faisoient tressaillir de joie la capitale & les provinces, à la vue des richesses futures que leur promettoient les financiers de la révolution. Qui pourroit aujourd'hui supporter la lecture d'un paragraphe de ces harangues impertinentes, de ces calculs de *Bedlam*, de ces facéties d'un *Gouy d'Arcy*, de M. de *Montesquiou*, d'un *Le Coulteux*, & de tant d'autres qui faisoient découler le Pactole de la tribune des trois Assemblées?

Ah! pauvres François! Nation spirituelle, irréfléchie & crédule! à quels jongleurs vous êtes-vous livrés! des tréteaux de leur éloquence, vous êtes tombés dans la gueule des Ogres, qui vous en tirera?

N. B. Nous n'avons point fait entrer dans l'énumération qu'on vient de lire, les dévastations & le pillage qu'ont soufferts les Sciences & les Arts; plus de 150 statues antiques d'un

prix inestimable, une multitude de bustes, de reliefs, de chefs-d'œuvres de sculpture ; au-delà de 500 tableaux originaux de *Raphaël*, de *Titien*, du *Corrège*, du *Guerchin*, des *Carraches*, &c. &c. beaucoup d'autres déchirés à coup de sabres par les officiers, ou mis en pièces par les soldats, conformément à cet amour de destruction que *Voltaire* reprocha si souvent à ses compatriotes, & que la révolution a transformé en frénésie sauvage.

Nous avons de même omis de citer le vol infâme des dépôts, des collections les plus précieuses, en manuscrits, en livres, en objets de science, tels que l'Herbier & les Tables anatomiques de *Haller*, la collection des substances volcaniques de l'Abbé *Spallanzani*, & vainement réclamées par ce célèbre & modeste naturaliste ; la collection de pierres fines conservées à l'Institut de Bologne, les manuscrits du Vatican, de la Bibliothèque Ambroisienne & du Collège de Brera à Milan, de St. Marc à Venise, de l'Université de Pavie, de l'Institut de Bologne.

Ces propriétés nationales, fruits du génie, des sacrifices, des travaux d'un pays qui tira l'Europe de la barbarie, & auquel nous devons la restauration des Lettres & des Arts,

devenus la proie d'une troupe de bandits *philosophes* & de sacrilèges spoliateurs, sont d'une valeur sans estimation. *Deux cent millions tournois* ne racheteroient pas de semblables pertes.

Premières Hostilités entre le Roi de Naples & le Directoire de France. Détrônement du Roi de Sardaigne.

DEPUIS un mois, on est privé de toute information du Continent par Hambourg, & réduit à quelques misérables Gazettes de Paris, où la fable se mêle à la vérité, & qu'on ne peut confronter encore avec nulles autres relations moins indignes de crédit.

Nous sommes donc forcés de nous renfermer, pour le moment, dans le précis des faits que nous a transmis la France, jusq'au 29 du mois passé, & dans la connoissance des principaux actes publics, qui expliquent les derniers événemens de l'Italie.

Le 23 Novembre, l'armée Napolitaine, partie du Camp de St. Germano, fit une attaque inattendue sur les postes avancés des François,

entre le Mont Cassin & Terni, & les fit replier sur cette ville & sur l'intérieur de l'Ombrie.

Le Feld-Maréchal Lieutenant Baron de *Mack*, qui dirige l'armée de Sa Majesté Sicilienne, avoit répondu aux plaintes du Général François *Championnet*, touchant cette aggression, que ni l'Empereur ni le Roi de Naples n'ayant reconnu l'usurpation & le révolutionnement du territoire Romain, consommés en contravention du Traité de Campo-Formio, il considéreroit comme une hostilité, la résistance qu'opposeroient les François à la marche des troupes Napolitaines.

A la nouvelle de cet incident, le Directoire demanda au Corps Législatif une déclaration de guerre contre le Roi de Naples; & jugeant le moment propice à l'accomplissement de ses desseins contre le Roi de Sardaigne, il l'enveloppa dans ses impostures, & dans sa résolution d'attaquer cumulativement ces deux têtes couronnées; l'une abattue, asservie & suppliante; l'autre décidée à prévenir sa ruine très-prochaine par un éclat qui fixât sa destinée.

Le Corps Législatif reçut avec allégresse, & décréta sans examen quelconque, cette double déclaration de guerre: pas une explication ne

fut demandée, aucune objection faite, nul débat. On eût dit que les deux Conseils formoient, tout au plus, une Chambre consultative du Pouvoir Exécutif, & qu'on ne requerroit leur adhésion que par formalité. C'est ainsi que l'année dernière fut jugée la République de Venise, & qu'en deux heures il fut résolu, sans la contradiction d'une seule voix, d'anéantir cette ancienne alliée de la France.

Aussitôt l'affaire expédiée dans les Conseils, il est émané du Directoire un Manifeste dont l'impudeur, la dérision & l'audace, eussent étonné même dans un *Pizarre* ou dans un *Mentzel*, mais que la République Françoise nous a accoutumés à regarder comme son style ordinaire d'éloquence & de Chancellerie.

Voici cet étrange & nouvel essai des talens diplomatiques du Directoire; il est l'extension du Message envoyé le 14 Décembre au Corps Législatif, & porte la même date.

Citoyens Représentans,

Le Directoire exécutif, dans son message du 6 du courant, vous a annoncé qu'il vous transmettroit sous peu les détails qui servent à manifester la suite des perfidies dont la Cour de Naples s'est rendue coupable, & qu'elle a portées à son comble par une attaque audacieuse contre la République Françoise. Le Directoire met aujourd'hui sous vos yeux, des détails qui ne prouveront pas moins clairement la connivence ho-

stile de la Cour de Turin, ce qui, joint aux machinations du Roi de Sicilie, a rendu nécessaire la proposition qui vous a été faite de déclarer la guerre aux Rois de Naples & de Sardaigne. Depuis long tems l'Europe retentit des bruits de la perfidie Napolitaine, & depuis long-tems elle est étonnée de la modération magnanime du Directoire ; tandis que d'un autre côté le désir sincère qu'avoit le Gouvernement François de vivre en paix avec le Roi de Naples, n'a pas été moins manifesté. Supérieur à l'indignation que provoquoit de tant de manières cette Cour ; une Cour qui, pendant la durée de la guerre des Monarques coalisés, s'est distinguée par la fureur la plus insensée contre la République ; le Gouvernement François reçut avec la plus pure bienveillance les premières propositions qui lui furent faites pour établir une bonne intelligence entre les deux Etats ; il ne se servit de la supériorité que lui donnoient nos victoires, que pour montrer sa modération. En un mot, tous les avantages du traité furent aussi réciproques que si les succès de la guerre avoient été égaux.

Tant de magnanimité auroit dû mettre fin pour jamais aux dispositions malveillantes de cette Cour, & auroit dû l'attacher à la République par les liens de la reconnoissance comme par ceux de l'intérêt. Mais son aveuglement l'a empêché de déposer ses préjugés hostiles. Elle s'est livrée sans réserve à toutes les espérances que faisoit naître l'idée de la destruction de la République, sans penser que, seuls, nous étions capables de la défendre ; & elle prit avantage de la paix pour conduire des hostilités secrètes, tandis que nous étions les plus rigides observateurs du traité. Des faits incontestables rendront ce contraste frappant. Il seroit inutile de rappeler ici la conduite odieuse & révoltante qui distingua le Cabinet de Naples pendant la continuation de la guerre. Commençons à l'époque où la Republique, mettant un terme au progrès de ses victoires, consentit à lui accorder la paix.

Par quelle conduite inexplicable depuis cette époque du mois d'Octobre 1795, cette Cour perfide ne s'est-elle pas signalée ?

Quand le Gouvernement François se montra résolu de renverser le Gouvernement impie qui fit assassiner nos guerriers, la Cour de Naples, dont il est clair que les agens ne furent pas étrangers à ces crimes, après avoir vainement tenté de s'aggrandir des ruines de Rome qu'elle feignoit de respecter, opposa toute la résistance en son pouvoir à l'établissement d'une république sur ce sol devenu une terre conquise par la liberté ; cette Cour augmenta ses armemens, & fit marcher vers les frontières des troupes destinées à entrer sur le territoire Romain. Elle ne justifia tous ces préparatifs extraordinaires que par des prétextes futiles. Elle reçut à bras ouverts les mécontens de Rome, fomenta les troubles qu'elle y avoit excités ; offrit aux rebelles des provisions & un asyle, & ne cessa de prendre l'attitude la plus menaçante envers cette nouvelle république. Tandis qu'elle n'osoit ouvertement déclarer la guerre à la France, elle cherchoit à détruire en Italie les Etats libres que celle-ci avoit pris sous sa protection.

Le Gouvernement François auroit sans doute pu tirer une vengeance signalée de cette protection publique, accordée, à Rome, aux fréquentes insurrections dirigées contre l'armée Françoise, ainsi que de l'augmentation du nombre d'espions dont notre agent à Naples fut entouré ; mais loin de se livrer à ce juste sentiment, le Directoire ne jugea pas à propos de s'opposer à la prise de possession du Duché de Bénevent. Il offrit même sa médiation au Roi de Naples pour le délivrer des prétentions féodales que Rome formoit sur ses Etats. Ce ne fut pas tout. Il envoia à Naples un nouvel ambassadeur muni des instructions les plus amicales, & des pouvoirs les plus concilians. Au moment où l'armée commandée par Buonaparte fit voile, le Directoire exécutif s'empressa de satisfaire le Roi de Naples sur le but de cette expédition. Enfin, il lui adressa des assurances répétées de son dé-

sir inaltérable de maintenir la tranquillité en Italie, en y ajoutant à la vérité le souhait non moins énergique, que la République Romaine, que le cours des événemens avoit placée sous la protection spéciale de la République Françoise, put consolider son existence politique.

Mais ni les rapports d'amitié, ni la voix de la raison, ni la nécessité de la paix, ne purent porter ces sentimens dans le sein de la Cour de Naples. On se servit de chaque prétexte pour justifier ses plaintes, ses menaces, & à la fin ses nombreuses infractions au traité.

La République Françoise répliqua au Manifeste de Malte par la conquête de cette isle ; alors, la Cour de Naples, avec la hauteur la plus ridicule, osa faire revivre ses prétentions sur un pays qui n'avoit été soumis ni à ses loix, ni à ses armes ; le Gouvernement François ne dédaigna point de répondre au long à cette prétention insignifiante, comme si elle eut pu être soutenue avec la moindre apparence de raison.

Du moment où la paix fut signée, tous les actes publics & particuliers de cette Cour ont été caractérisés par la perfidie & la haine envers la France. Le traité étoit signé, & la Cour en retarda la publication par des motifs d'égards pour les Cours de Londres & de Vienne. Le septième article promettoit la liberté à tous les François détenus pour leurs opinions politiques, & à tous les Napolitains que le soupçon d'avoir des liaisons avec eux avoit fait emprisonner. A la sollicitation de nos agens, quelques-uns des paisibles amis de la République Françoise furent rendus à la liberté ; mais ensuite, sur les plus vains prétextes, ils furent rechargés de nouvelles chaînes. Enfin, les François que des affaires commerciales seules retenoient dans les Etats du Roi de Naples, se virent chaque jour publiquement insultés, attaqués, & furent même assassinés, uniquement parce qu'ils étoient François, & ces excés demeurèrent impunis.

Le troisième article du traité stipuloit : " Sa Majesté le " Roi des Deux Siciles observera la plus stricte neutralité en-

" vers

" vers les Puissances belligérantes, & elle s'engage en conséquence à défendre l'entrée de ses ports sans distinction à tous bâtimens armés appartenant à quelqu'une des puissances en guerre, qui excéderoient le nombre de quattre, au plus, suivant les loix connues de la neutralité. Toute munition ou marchandise, connue comme contrebande, leur sera refusée."

Comment cet article, dont le sens n'est en aucune manière ambigu, a-t-il été exécuté?

Quarante jours après la conclusion du traité, les Anglois avoient sept frégates dans le port de Naples; les quattre vaisseaux de l'Amiral Nelson entrèrent le 9 Thermidor à pleines voiles dans les ports d'Agoste & de Syracuse; & de quelque manière qu'on interprète cet article, il est clair qu'il y fut fait alors une infraction. Le Gouvernement de Naples se crut obligé de justifier ce procédé, en représentant qu'il n'avoit pas été en son pouvoir de résister à la force; misérable subterfuge! car il n'essaya pas même de résister, & le Sénat de Syracuse reçut l'Amiral Anglois en lui rendant des honneurs. Vers cette époque aussi, le 4 Août, cinq vaisseaux de guerre Portugais & trois vaisseaux Anglois furent reçus avec un égal empressement dans le port de Naples.

Quant aux objets qu'il étoit défendu par cet article de fournir, n'est-il pas notoire qu'immédiatement après la conclusion de la paix, lorsque les François tâchèrent d'empêcher les Anglois de recevoir des provisions, le Gouvernement Napolitain donna des ordres au Gouverneur d'Arbello pour leur fermer le passage, tandis qu'il souffroit qu'un corps considérable d'émigrés qui étoit au service de l'Angleterre, débarquât? N'est-il pas notoire que la flotte de l'Amiral Nelson fut ravitaillée dans les ports de Sicile, & qu'ensuite, à son retour à Naples, elle reçut des arsenaux du Roi les munitions dont elle avoit besoin? N'est-il pas notoire que, long-tems avant cette époque, toute la flotte Angloise ayant paru de-

vant Naples le 27 Juin, il en fut détaché un brig, qui vint mouiller dans le port, & que deux officiers qui descendirent à terre eurent une conversation avec la Reine & le Général Acton, pour assurer tout ce qui pouvoit être nécessaire au succès de l'attaque contre la flotte Françoise; & qu'outre les promesses qu'ils en reçurent, on leur fournit aussi des pilotes pour passer le détroit de Messine, passage qu'aucune escadre n'auroit osé tenter sans un pareil secours, & en conséquence duquel ils espéroient pouvoir couper la flotte Françoise, qu'ils supposoient être encore à Malte? En un mot, n'est-il pas clair que rien de ce qui pouvoit nuire à la France, n'a été refusé par la Cour de Naples, à nos ennemis implacables?

Si, en outre, on considère les dispositions que Naples a ouvertement manifestés envers nous; si on se rappelle qu'en dépit du quatrième article du traité qui stipule, " que le Roi de Naples sera tenu à accorder dans toutes ses rades & ports, sûreté & protection à tous les vaisseaux marchands François, quelque nombreux qu'ils soient, & à tous les vaisseaux de guerre jusqu'au nombre de quatre, "—plusieurs des vaisseaux de transport de la flotte Françoise ayant été obligés de jeter l'ancre dans les rades de Sicile, des commotions évidemment excités par le Gouvernement de Naples, éclatèrent à Trépanis, à Gorgente & à Messine, dans lesquels plusieurs soldats François qui vinrent sur le rivage, furent assassinés; si on se souvient que depuis que Malte a été dans les mains des François, les bâteaux Maltois qui sont venus comme de coutume, chercher des provisions en Sicile, en ont été empêchés, & qu'ils ont été repoussés par des armes à feu; que le plan de surprendre Malte, tandis que cette isle étoit dans la possession des François, n'a pas même été dissimulé par le Gouvernement Napolitain; qu'une barque Maltoise qui portoit les commissaires François envoyés au Vice-Roi de Sicile, ayant été forcée par une chaloupe Angloise de se réfugier à Alciata, l'équipage ayant débarqué, a été poursui-

vi aussi-tôt à coup de fusil par les Siciliens, & forcé de se rembarquer, & que la barque a été prise en même tems par les Anglois, sans que le Gouvernement Napolitain ait fait la plus petite représentation pour faire respecter la neutralité :

Si on ajoute aussi que dans une autre occasion, un de nos corsaires ayant été forcé d'entrer dans le port de Baratto, le gouverneur de cette place refusa de se prêter à aucune mesure qui auroit pu prévenir une offense faite à la souveraineté du Roi des Deux Siciles ; & qu'enfin tel est le délire hostile & la haine du Roi de Naples envers les François & leurs alliés, qu'au mépris de tous les liens qui l'attachent au Roi d'Espagne, il a eu l'impudence de recevoir dans ses ports une prise Espagnole faite par les Anglois :

Si on se rappelle aussi la joie inconcevable qui a été manifestée à Naples à la vue de la flotte Angloise, les honneurs publics que la Cour elle-même a prodigués à l'Amiral Nelson en allant au-devant de lui pour le féliciter, son entrée triomphale, la récompense considérable accordée au courier qui porta la première nouvelle de sa victoire, & les illuminations & les réjouissances qui eurent lieu à cette occasion :

Si on se rappelle encore que depuis l'époque de cette victoire, l'audace du Gouvernement Napolitain n'a plus connu de bornes ; que dernièrement une populace effrénée a cassé les fenêtres de notre Consul à Naples, sans que le Gouvernement Napolitain ait pris aucunes mesures pour réprimer cette insulte ; que la dernière sédition de Malte a été ouvertement protégée dans les Etats de Naples ; que les marchés & toutes les places publiques ont retenti des plus horribles invectives contre nous ; que tous ceux qui étoient disposés à favoriser la paix avec la France, ont été persécutés avec la rage la plus acharnée ; qu'enfin le Roi de Naples donna un ordre barbare qui menaçoit de mort tous ceux qui porteroient des provisions aux François à Malte. Si l'on considère tou-

tes ces circonstances, il faut convenir que jamais on ne manifesta d'une part des sentimens plus hostiles ; de l'autre, plus de patience.

Cependant le Directoire exécutif a retardé aussi long-tems qu'il a pu, le moment où il devoit *exercer* la vengeance de la nation. Il a eu la certitude démontrée que la Cour de Naples ne bornoit point ses hostilités contre la République à des plaintes, à des menaces, à des fureurs; qu'ayant long-tems depuis la conclusion de la paix montré les dispositions les plus ennemies, elle avoit depuis long-tems aussi commencé des hostilités ouvertes; qu'elle avoit prodigué des secours de toute espèce à notre plus cruel ennemi : qu'enfin, elle étoit devenue l'alliée de la Grande-Bretagne, & aussi utile aux intérêts de cette puissance que préjudiciable aux nôtres. Et cependant le Gouvernement François, fidèle à son désir de conserver la paix même avec Naples, vouloit encore espérer la possibilité de son repentir. Cette honorable illusion a pourtant été dissipée par le Gouvernement Napolitain, qui a mis le comble à la longue suite de ses parjures. Il a osé attaquer soudainement l'armée Françoise, & accompagner cette aggression des menaces les plus insolentes. L'énergie républicaine, long-tems comprimée, va maintenant éclater avec la force du tonnerre ; & cette Cour, trop long-tems épargnée, qui imitant la conduite illégale du Gouvernement Britannique, a osé se rendre coupable de rompre les loix de la paix, sans avoir le courage de déclarer la guerre, recevera enfin la récompense de sa déloyauté.

Mais il est nécessaire aussi que ceux qui se sont montrés ses complices partagent le même sort. Le Gouvernement Sarde a été l'associé de ses perfidies, & une semblable destinée l'attend. Mille circonstances manifestent son crime comme complice de Naples ; ses sentimens, son langage, & même ses actions en proportion de ses moyens, ont été les mêmes ; & il ressemble exactement à Naples par son artifice & son hypo-

crisie. Il seroit difficile d'expliquer sa conduite récente envers la France, si l'histoire, dans tous les siècles, ne donnoit des preuves de la ruse & de la politique changeante de cette Cour, constamment occupée à fomenter la guerre parmi ses voisins, à prendre part dans toutes le guerres d'Italie, & à déserter honteusement ses alliés ; à se joindre toujours au côté qui lui paroissoit le plus fort ; à satisfaire sa vengeance & son ambition, & à offrir son appui à l'enchère à quiconque vouloit bien l'acheter.

Indépendemment de tout autre sujet de plainte, qui croiroit que le traité que nous avons voulu conclure avec la Cour de Turin, & qu'elle auroit dû regarder comme une faveur signalée, n'a pas encore été publié dans tous les Etats du Roi de Sardaigne? Les agens de la République ont en vain demandé que cela fut fait. La résistance du Gouvernement Sarde a été invincible, & les plus utiles raisons ont été assignées comme un prétexte pour ce délai, ou plutôt pour ce refus. En effet, il n'a jamais cessé de faire la guerre de toutes les manières que son imbécillité & sa lâcheté lui permettroient de mettre en exécution. Nos ennemis les plus cruels, les émigrés & les prêtres réfractaires, ont constamment reçu un accueil favorable dans ses Etats. Là, il leur a été permis d'exhaler librement leur haine & les expressions de leurs souhaits barbares contre la République. Ils ont pu même soulever le peuple contre les François, par les calomnies les plus atroces. Ce n'est pas tout ; du moment où la paix fut signée, les François, presque sous les yeux de leurs ambassadeurs, ont été assassinés de sang-froid, & cela principalement par les troupes régulières. Ces assassinats ont été commis presque journellement, & le nombre en paroîtra terrible quand la totalité en sera connue. Quelques-uns sont tombés sous le stilet ; d'autres ont été mutilés de la plus cruelle manière. Un volontaire de la 68me demi-brigade fut enterré vif après avoir été barbarement blessé : on le vit sortir encore vivant de la fosse où

il avoit été enseveli. Il étoit destiné à échapper pour servir de preuve à cette cruauté affreuse.

Les agens de la République Françoise ont exprimé au nom de la République l'indignation la plus énergique ; mais ils n'ont pu parvenir à attirer sur ces crimes, ni l'attention ni le châtiment. Des bandits enrôlés sous le nom de Barbets, dont la commission étoit de piller & de voler, mais dont l'amusement étoit de tuer des Républicains, loin d'avoir été dissipés par l'autorité publique, paroissent avoir été encouragés. On leur pardonnoit les vols faits à des Piémontois en considération des meurtres commis sur des François. Ce fut le sujet d'une longue négociation, qui fut considérée par le Gouvernement Sarde comme une calamité publique, & dont l'objet n'étoit pourtant pas d'obtenir la suppression de ces bandits, mais simplement la promesse de les réprimer. L'appui de nos armes lui fut promis à cette condition ; mais le Gouvernement Sarde craignoit d'obtenir la tranquillité à ce prix ; & après tout, il ne vouloit pas consentir à publier une loi contre les stilets & les armes cachées, tant il redoutoit que les François pussent trouver aucune sureté dans ses Etats. Pendant le cours de cette négociation, & en dépit de la promesse formelle de suspendre une procédure, dans laquelle les plus sérieuses passions se manifestèrent, plusieurs François impliqués dans une affaire malheureuse furent fusillés sans pitié.

Outre ces bandits enrôlés, outre les bandits judiciaires, le Duc d'Aost, un monstre, le frère du Roi & l'héritier du trône, semblable à un autre *Vieux de la Montagne*, ne cessoit de garder à ses ordres & sa solde, une bande de coupegorges, à qui il donnoit des ordres d'assassiner tel & tel François, & ces ordres n'étoient que trop fidèlement exécutés.

On supposeroit vainement que ces crimes ont été étrangers au Gouvernement Sarde, puisque la totalité de sa conduite a prouvé que tous lui étoient familiers. Les principales forteresses du Piémont étoient occupées par les troupes Françoises

sans qu'il fût possible de leur obtenir des provisions ; les amis de la République furent constamment jetés en prison, les François insultés, & même leur habillement tourné en ridicule ; les émigrés furent encouragés dans leur audace ; les officiers publics qui s'étoient le plus signalés par leur haine contre les François, principalement promus : les Barbets protégés, même ouvertement, par les premiers magistrats ; des poignards forgés & distribués à une grande multitude ; enfin, les plus affreux complots contre les François projetés & prêts à être mis à exécution. Il paroît, d'après un interrogatoire subi par un des chefs des Barbets, qu'un employé à la douane de Turin, chargé de payer ce bandit, avoit reçu des ordres du Gouvernement Sarde pour distribuer parmi leurs chefs des boîtes de poison, qui devoient être jetées dans les puits les plus voisins du camp François.

Il est évident qu'il existe la plus intime connexion entre la conduite d'un gouvernement pareil & celle de la Cour de Naples, par leur hostilité contre la République Françoise ; cette liaison maintenue & soutenue par tant de crimes, suffiroit seule pour impliquer la Cour de Turin dans le crime de l'autre ; mais on en trouve une preuve encore plus forte, en considérant que l'augmentation des préparatifs de guerre à Turin a été proportionnée à ceux qui se sont multipliés à Naples. La milice a été appellée dans la première de ces villes, & des armes pour 30,000 hommes lui ont été distribuées.

Les troupes Piémontoises marchèrent vers Loano & Oneille en même tems que l'armée Napolitaine attaqua les troupes Françoises sur le territoire de la République Romaine ; que 6000 Napolitains débarquèrent à Livourne, & que les côtes de Ligurie furent menacées d'un autre débarquement. C'est au même moment que l'ordre de marcher au premier signal a été donné ; que Turin s'est rempli de troupes ; que 1500 poignards ont été distribués ; que la citadelle a été presque assiégée ; que les hauteurs qui la commandent ont été garnies

d'une quantité extraordinaire d'artillerie ; & que le Gouvernement Sarde a osé requérir l'évacuation de la citadelle & la diminution de nos troupes en Piémont.

Dans une pareille situation il étoit impossible au Gouvernement François, de séparer deux Cours évidemment unies d'une manière si hostile contre la République Françoise : Mais le Directoire déclare solemnellement à l'Europe, que quelle que soit l'issue de cette guerre, aucunes vues ambitieuses ne se mêleront à la pureté des motifs qui l'ont conduit à prendre les armes ; & il déclare à tous les Gouvernemens qui ne sont pas coupables de la perfidie Napolitaine, que les traités qui les lient, n'auront jamais été plus fidellement observés dans les tems passés, ni ne le seront dans les tems futurs.

(Signé) La Reveillere Lépaux.

Que des ivrognes de la canaille, dans le tumulte d'un cabaret, s'expriment aussi décemment que le Directoire de la *Grande Nation ;* que des voleurs de grand chemin, au moment de détrousser un voyageur, l'appellent *brigand*, *parjure, calomniateur*, *insensé furieux*, *mépri-sable hypocrite*, *monstre*, cette érudition de coupe-gorge n'aura rien de déplacé. L'analogie des mœurs & des situations a conduit le Gouvernement François à imiter de tels modèles : il n'appartient plus à la société humaine ; il est simple qu'il en ait abjuré la langue.

Un pareil écrit n'est bon, tout au plus, qu'à former un supplément de la première scène du second acte du *Beggars'Opera*.

C'est

C'est le Directoire de Paris qui invoque les traités, la bonne foi, la morale publique! C'est lui qui parle de sa *modération* & de sa *magnanimité?*

Quid facient Domini, audent cum talia fures?

Oui, le Roi de Naples a fait entrer ses troupes sur le territoire de l'Eglise; il a accueilli l'Amiral *Nelson*, il a interdit d'approvisionner les ravisseurs de Malte: le droit & le devoir, le soin de sa sureté & la perfidie des François, l'y autorisoient.

Est-ce en contractans pacifiques & *magnanimes*, qu'ils avoient porté sur ses frontières les flammes de la Révolution; qu'au lieu d'un Pontife paisible, vertueux & désarmé, ils lui donnèrent pour voisins une troupe d'incendiaires, choisis dans l'écume de Rome, subordonnés à la France, & appuyés de ses soldats; qu'au mépris du Traité de Campo-Formio, ils attentèrent ainsi sur *l'engagement solemnel de contribuer de tout leur pouvoir au maintien de la tranquillité entre les Etats respectifs?* (Art. XIV.)

Etoit-ce par respect pour la tranquillité & la souveraineté du Roi de Naples, qu'un insolent Envoyé, qu'un *Garat* venoit admonester ce Monarque dans le style d'un tabarin de collège;

& lui ordonner d'élargir tous les complices des conspirations fomentées contre sa personne, contre sa famille & ses Etats, & de livrer à l'impunité les boutefeux que les Agens du Directoire avoient chargé d'embraser les deux Siciles ? Etoit-ce pour consolider l'harmonie, qu'après avoir flanqué au nord le Royaume de Naples d'une République révolutionnaire, ils s'emparoient, à la vue de ses côtes, d'une Isle & d'une forteresse sous sa suzeraineté, par une surprise dont le résultat immédiat eût fait subir à la Sicile le sort de Malte ?

Est-ce par une collusion publique avec les Révolutionnaires Romains, insultant & menaçant le Roi de Naples dans des proclamations officielles, que le Conventionnel *Bassal*, que l'agent *Duport*, que tous les préposés du Directoire à Rome, entretenoient la concorde & la *paix* ?

Il y a long-tems que la République Françoise eût retranché le Roi de Naples & le Roi de Sardaigne du nombre des têtes couronnées ; il y a long tems que sa politique *régicide* & *liberticide* eût disposé des Etats de ces deux Monarques, si la crainte d'une nouvelle Coalition, si la présence & la force des armées Impériales, si la nécessité momentanée de re-

courir aux artifices, n'eussent suspendu cet événement. Les habitans de la France peuvent être encore dupes des grossières fables de leurs tyrans; mais elles n'inspirent plus à l'étranger que le mépris & l'horreur.

Il eût manqué un trait aux attentats du Directoire sur le Roi de Sardaigne, s'il n'avoit calomnié ce Prince au moment où il le renversoit du trône. " Vas voler ton voisin, & je " dirai qu'il t'a volé; assassine ton allié, & je " dirai qu'il en vouloit à ta vie. " Cette morale publique de la Révolution Françoise dirigea de tout tems la conscience de ses Chefs divers.

Toutes les bornes de la justice & de la honte sont passées, dans cette invective directoriale contre un Prince aussi foible que malheureux, & que la France avoit réduit à un état digne de pitié.

L'appauvrissement de ses finances, & la perte de la plus grande partie de ses forteresses, l'avoient forcé de licencier la moitié de son armée & ses excellentes milices. Par le traité de paix du 15 Mai 1796, les François étoient restés maîtres, *jusqu'à la paix générale*, des citadelles d'Alexandrie & de Tortone, de Suze & de Ceva; une garnison de leurs troupes oc-

cupoit Coni, Château-Dauphin, & Valence; toute l'artillerie de ces places, & leurs magasins, étoient entre leurs mains. En vertu des articles séparés du même traité, la Brunette, Demont, Suze (*), & Exiles, étoient démolis ou en démolition; jusqu'à la citadelle, & à deux portes de la capitale, venoient de s'ouvrir aux troupes du Directoire.

Par le tableau que nous avons tracé antérieurement de l'état du Piémont, on a vu celui de la servitude où le Roi se trouvoit plongé. Contraint de disgracier ses plus intrépides serviteurs, de punir ses sujets de leur attachement, de mettre en liberté des scélérats dont la République Françoise excitoit l'activité, il ne lui restoit d'autre pouvoir que celui de supporter en silence les complots, les perfidies & les outrages de ses féroces ennemis.

Toutes ses communications avec les autres Etats étoient à-peu-près coupées. Isolé au milieu des détachemens permanens de troupes Françoises cantonnées dans le Piémont, son pays étoit, de plus, journellement traversé par les

(*) Suze, qui n'est pas une forteresse, ne devoit point être, & n'a pas été démolie. Ce que dit l'Auteur des deux portes de la Capitale cedées, n'est pas vrai. On l'a mal instruit. L'Ed.

bandes de ces étrangers qui se rendoient à l'armée d'Italie. Il avoit placé toute sa force dans sa résignation, & ses espérances dans le ciel. Avec la volonté la plus ferme, ses Ministres n'eussent osé lui dicter une conduite différente.

La seule résistance qu'il eut opposé à la tyrannie journalière du Directoire, avoit consisté à repousser l'inhibition atroce qu'osa lui faire, l'automme dernier, ce Gouvernement dénaturé, d'expulser du Piémont ceux de ses sujets du Comté de Nice & du Duché de Savoye, qui dépouillés & proscrits comme *Emigrés* de ces deux Provinces, cherchèrent un réfuge au pié du trône de leur Souverain. Demande illégitime autant qu'infâme, puisque l'article V. du traité de paix avoit formellement résérvé le droit du Prince à accueillir ces fidèles fugitifs.

Les divers prétextes inventés par le Directoire, insultent le bon sens tout autant que la vérité. Les conspirations fabuleuses dont *Robespierre* & sa Convention accusoient leurs prisonniers, étoient moins extravagantes que celle dont son effronterie charge le Roi de Sardaigne. La preuve sans réplique que ce malheureux Prince étoit sans intelligence des desseins du Roi de Naples, & étranger à tout concert,

c'est qu'il n'a pas même été averti de ce mouvement si dangereux pour sa sûreté; c'est qu'il avoit négligé toute précaution, tout rassemblement, tout moyen préparatoire; c'est enfin, que les Autrichiens l'ont abandonné à sa destinée, sans songer à fixer le moins du monde l'armée Françoise en Lombardie.

Les autres griefs ne méritent pas même d'être remarqués. Quoi! un Souverain est tenu, sous peine de perfidie & de détrônement, de faire publier dans ses Etats un traité de commerce qui n'est ni conclu, ni signé! Quoi! les vengeances, ou plutôt les représailles très-légitimes de quelques paysans contre les violences, les vols, l'impudicité, l'oppression de soldats étrangers, deviennent le crime du Monarque qui a employé ses propres troupes à combattre & à punir ses sujets désespérés; qui a proscrit leurs rassemblemens, & fait mettre en jugement plusieurs des Chefs de cette petite guerre? Ce sont les François, tyrans du Piémont, qui se plaignent de n'y pas trouver assez de sureté, & qui y exerçant une police sanguinaire, accusent l'inactivité de celle du gouvernement, accusent sa complicité dans des troubles incidentels, dont le résultat nécessaire étoit d'appesantir toujours davantage les fers, dont le Dire-

&oire & ses Généraux accabloient la Cour de Turin.

Sortons de ce dédale de scandales & d'iniquités, pour racconter en peu de mots les véritables causes & la nature de cette nouvelle catastrophe. A la fin de l'été dernier, le Directoire ayant embrassé un système de duplicité & de ménagemens, il feignit de laisser respirer le Roi de Sardaigne, & de lui épargner le coup-de-grace. On vouloit assoupir Naples, séduire l'Autriche; on espéroit encore d'éviter la guerre avec ces deux Puissances: c'eût été, dans cette circonstance, un contresens de s'emparer du Piémont, & de jeter encore une couronne à la tête des Rois, comme un gage de fraternité.

Dans ce court période de prudence, le Directoire s'étudia à rassurer la Cour de Turin, à prescrire quelques grimaces de modération à son nouvel Envoyé d'*Eymar*, & à paroître se réconcilier sincèrement avec sa victime. Tel fut le succès de cette fausseté, qu'à la fin d'Octobre passé, la Cour, la ville, le Gouvernement, & jusqu'aux Ministres Etrangers, recouvrèrent leur sécurité, dans l'illusion que tout danger étoit ajourné, & que le Directoire changeoit véritablement de maximes & de conduite.

Il n'avoit changé que de tactique. Le 23 Novembre les Napolitains descendoient des Apennins dans la Sabine; le 5 Décembre le Général Joubert entroit en Piémont avec son armée; & le 9, le Roi de Sardaigne signoit son abdication. A toute force, il est possible que le Directoire, averti en six jours des hostilités commencées sur le territoire de l'Eglisse, ait pu autoriser *Joubert* à mancher sur le Piémont: pour cela, il faudroit que les deux couriers, & le Conseil du Luxembourg, n'eussent pas perdu une minute. Une diligence si peu vraisemblable permet de supposer que *Joubert* a agi d'après des instructions antérieures, subordonnées au cas de rupture en Italie.

Cette invasion imprévue, exécutée avec secret & rapidité, a surpris Turin dans le sommeil. Aux premiers avis de l'entrée des colonnes Françoises dans le Novarrois, & dans la Vallée de Suze, il paroît que le Gouvernement a tenté quelques mesures de défense, aussitôt abandonnées à la vue de l'armée Françoise toute entière, dont on se trouvoit enveloppé.

Ce fait seul, rapporté par *Joubert* dans sa narration officielle, dément les calomnies du Directoire, en prouvant que, loin de conniver aux projets du Roi de Naples, *Victor Emanuel*, sans

sans défiance contre le guêt-à-pans dont il étoit menacé, n'avoit pourvu ni à la plus foible résistance, ni à sa retraite.

Les chemins de Coni, de Mondovi, d'Alexandrie, lui étant coupés par les divisions Françoises, & Turin cessant d'être tenable par la perte de la citadelle; le Roi s'est vu forcé de signer l'acte suivant, qui lui a été apporté tout rédigé par un nommé *Clauvel*, adjutant-général de Joubert.

ART. I. Sa Majesté déclare qu'elle renonce à l'exercice de tout pouvoir, & elle ordonne à tous ses sujets sans exception d'obéir au Gouvernement Provisoire qui sera établi par le Général François.

ART. II. Sa Majesté ordonne à l'Armée Piémontoise de se considérer comme partie intégrante de l'Armée Françoise en Italie, & d'obéir au Commandant François comme a leur Chef.

ART. III. Sa Majesté désavoue la proclamation que ses Ministres ont publiée & répandue, & il ordonne à M. le Chevalier *Damian* de livrer la (*) citadelle de Turin, comme garantie, qu'on n'opposera aucune résistance à l'exécution du présent acte, qui est émané de son libre aveu.

ART. IV. Sa Majesté ordonne au Gouvernement de la ville de Turin, de recevoir & d'exécuter exactement les ordres que le Général François, Commandant de la citadelle, pourra donner pour le maintien de la tranquillité publique.

(*) L'article est different: il dit " de se rendre dans la Citadelle " car depuis plusieurs mois elle étoit entre les mains des François. L'Ed.

ART. V. L'on ne pourra opérer aucun changement qui porte atteinte à la religion Catholique, ou à la sureté & aux propriétés des individus. Les Piémontois qui désirent changer de domicile, auront la liberté d'emporter leur mobilier, de vendre & liquider leurs propriétés, & d'en exporter la valeur. Les Piémontois absens sont libres de retourner en Piémont, d'y jouir des mêmes droits que les autres citoyens; & l'on ne pourra, sous aucun prétexte, les inquiéter relativement à aucun fait ou écrit antérieur au présent acte.

ART. VI. Le Roi aura la liberté de se rendre en .... (l'on désigna ensuite la Sardaigne). En attendant, l'on ne pourra prendre aucune mesure qui peut mettre sa personne en danger. Jusqu'au moment de son départ les troupes Françoises ne prendront point possession de ses palais ou maisons de campagne; l'on ne pourra en soustraire aucune propriété, & la garde qui faisoit précédemment le service y sera maintenue.

ART. VII. L'on donnera les passeports & ordres nécessaires pour que Sa Majesté & toute sa famille puisse arriver en sureté au lieu de sa retraite. Ils seront, accompagnés par un nombre égal de troupes Françoises & Piémontoises.

ART. VIII. Dans le cas où le Prince de *Carignan* resteroit en Piémont, il y jouira de ses propriétés, & il aura la liberté de s'en aller comme il a été stipulé pour les autres sujets Piémontois.

ART. IX. L'état des archives publiques, caisses, &c. sera remis immédiatement, & l'on mettra les scellés sur les caisses.

ART. X. Les vaisseaux des Puissances en guerre avec la France ne seront pas reçus dans les ports de l'Isle de Sardaigne.

Fait à Turin, ce 9 Décembre, 1798.

(Signé) CLAUVEL, Adj. Général.

Consenti & approuvé par moi, C. EMANUEL,

Je m'engage à ne mettre aucun obstacle à l'exécution de ce Traité. VICTOR EMANUEL.

Approuvé & accepté

JOUBERT, Commandant en Chef.

Immédiatement après la signature de cette capitulation, le Roi recouvra la liberté, ou plutôt reçut l'ordre de déserter ses Etats, & de s'exiler en Sardaigne. Ce départ fut exécuté dans la nuit du 9 au 10 Decembre, au milieu des gémissemens du Palais, des larmes & de l'effroi de la ville, & du tems le plus rigoureux. Toute la Maison Royale, à l'exception du Prince de *Carignan*, les grands officiers de la Couronne, les principaux Ministres, & nombre d'autres sujets éprouvés, ont formé ce lugubre cortège, traîné par une nuit très-sombre, & sous une escorte de cavalerie, au lieu de son embarquement.

Les relations venues de France ne nous donnent pas d'autres lumières sur cette scène abominable. Autrefois la République Françoise assassinoit les Rois, aujourd'hui elle les transporte: le sang-froid systématique de ce dernier genre d'attentats, est bien plus effrayant que la frénésie du régicide.

On ne sait pas même de quel port a fait voile pour la Sardaigne, cette Maison Souveraine, illustrée, comme celle d'*Orange*, par une suite d'aïeux, que leur courage & leur génie eussent rendus dignes du trône, si leur naissance ne les y avoit appelés.

Le Roi actuel a hérité de ses pères leur piété, leur attachement pour son peuple, & leurs vertus privées. Ainsi que la Reine, il passoit ses journées au pié des autels: arrivé à la Couronne au moment où sa Monarchie devenoit un fief de la République Françoise, il récusa le fardeau de l'administration, & le remit à un Conseil de Régence. Ni ce Conseil, ni le zèle de ses serviteurs, ni la fidélité de ses peuples & de son armée, ne pouvoient lui garantir le sceptre, aussitôt que la France auroit aucun intérêt à en rompre les débris, sans qu'aucune autre Puissance vînt à aider ce Prince à employer ses dernières ressources.

Victor Amédée, au commencement du siècle, se vit réduit à sa capitale, & à 10 mille soldats. Mais *Victor Amédée* disputoit ses états envahis, à côté du Prince *Eugène* & de 60 mille Impériaux. Tout étoit réparable avec un tel allié, avec un grand courage d'esprit, de la valeur militaire, & des talens politiques.

On blâme, peut-être, trop sévèrement, la résignation de son arrière-petit-fils, & sa foiblesse à signer lui-même l'acte de sa déposition. L'histoire nous a conservé le souvenir de plusieurs catastrophes de cette espèce; mais aucune ne

paroît applicable à la circonstance présente. Ce n'est point à un usurpateur, ni à un ennemi ordinaire, que le Roi de Sardaigne auroit eu à répondre de son refus. Il étoit en présence des assassins des Rois, instruit de leurs maximes, avertis de leurs mœurs, & entouré de leur soldatesque. Avec la volonté de leur abandonner sa vie, pouvoit-il leur livrer la Reine, la sœur de *Louis XVI*, ses frères, sa maison entière, ses ministres, ses amis, dont la captivité ou le massacre eussent puni sa fermeté? Pouvoit-il exposer sa capitale & ses peuples aux violences & aux calamités qu'auroit entraîné sa résistance?

S'il peut être l'objet d'un reproche, c'est d'avoir accepté le trône dans un instant où il devenoit si difficile de le raffermir & de gouverner. Sa perte a daté du jour de son avénement: la progression & le terme de ses malheurs ont été l'inévitable conséquence de la situation forcée dans laquelle il se trouvoit précipité. De même, *Louis XVI*, détrôné de fait le 14 Juillet 1789, fut privé jusqu'au 21 Janvier 1793 de toutes ressources de rétablissement, & ne conserva plus que le choix des abîmes. Ce fut là une de ces positions désespérées où l'on pèche également par la foiblesse ou par la

fermeté, par les conseils hardis ou par les conseils timides, par la force d'inertie ou par la résistance active. Il est fort aisé, quand on ne réponde rien, & qu'on se croit à l'abri de tout risque, d'argumenter & de déclamer contre les résolutions timides; mais quand on observe de quelle manière ces intrépides censeurs ont conduit leurs propres intérêts, on se défie un peu de leur intrépide assurance, & de la fertilité de leurs moyens de salut.

Le sort du Roi étoit prévu: personne ne doutoit que le Directoire n'en consommât la ruine, à la première convenance; mais, comment cette prévision n'a-t-elle pas déterminé les Puissances qui pouvoient méditer de recommencer la guerre, à en prévenir la Cour de Turin, à lui promettre assistance, à lui ménager quelque diversion? C'est en face des Impériaux, que l'armée Françoise de Lombardie n'a pas craint de venir s'emparer du Piémont, comme d'un village abandonné. Les Généraux Autrichiens n'ont donc pas soupçonné, ou ont considéré avec indifférence (*) cette excursion qui

(*) Il est aisé d'imaginer que toutes ces Réflexions étoient connües des Generaux Autrichiens, dans son étendüe, & avec le plus grand interêt; mais il n'est pas aisé de même

affermit la puissance des François en Italie; qui leur donne dix forteresses, qui ajoute 25 millions tournois à leurs revenus annuels, (1) qui en subsistances, en magasins, en dépouilles, d'églises, de palais, de monastères, de monts de piété, de caisses publiques, d'arsenaux, leur fournira les fonds d'une campagne & grossira ce *trésor de mort & de sang, de dépouilles & de ruine*, reproché par l'orateur Romain à *César* & à *Antoine*.

Pendant que le Directoire faisoit exécuter cette lâche trahison au Nord de l'Italie, ses

---

d'en sçavoir les raisons, qui les ont determiné à une conduite apparemment si contraire. De raisons encore plus fortes empêchent souvent de les faire paroître au public; c'est une tache a remplir par le tems. D'ailleurs pour en juger avec justesse il faut considérer l'*ensemble* & non pas un seul des elemens du calcul. Risquer de conjectures en matières d'état c'est courir l'hazard des rêves. Plutôt que d'avouer leur ignorance, les hommes préferent de dire quelque chose, & s'imaginer de raisons: C'est faire usage de sa phantaisie plutôt que de l'histoire. Il arrive des romans en politique, comme des systemes en physique. L'Ed.

(1) Les revenus du Roi de Sardaigne s'élevoient à un peu plus de trente millions tournois, dont la Savoie les Comtés de Nice & de Tende, rendoient un sixième (*). On sait que la Sardaigne coûtoit annuellement plus de 200 mille liv. de Piémont au Gouvernement.

(*) La Sardaigne étoit, il est vrai, d'un revenu modique pour le Roi, mais suppléoit à ses propres depenses, & l'on n'y faisoit point passer d'argent du Piémont. L'Ed.

troupes, s'il faut en croire ses Généraux, ont remporté quatre victoires sur les Napolitains. Nous ne répéterons pas ici ces relations de corps-de-garde, qu'on peut consulter dans les gazettes. Il suffit de recueillir le précis de ces narrations, & d'y saisir, s'il est possible, la vraie nature de ces combats.

Chaque recontre où les François ont enlevé deux pièces de canon, fait 400 prisonniers, & pris un village, équivaut toujours dans leurs bulletins aux batailles d'Arbelles ou d'Actium; mais s'ils en imposent sur les particularités, ils ont été plus réservés à s'attribuer des avantages imaginaires.

Ici les informations se réduisent à trois dépêches du Général *Championnet*, dont la dernière, du 11 Décembre; est datée de Narni. Il est avéré que les premières opérations de l'armée Napolitaine l'avoient rendue, dans les premiers jours de Décembre, maîtresse de Rome, d'où les François, leurs Consuls, leurs Tribuns, leurs Commissaires, & toute la horde de vautours qui dévoroient cette capitale, s'étoient sauvés. Les plus ardens révolutionnaires les avoient suivis, & à leur tête, ... deux *sans-culottes?* Non; les jeunes Princes *Borghese* & *Santa Croce*.

Après

Après avoir occupé la Campagne de Rome & la Capitale, une partie de l'armée Napolitaine passant à la droite du Tibre, s'étoit avancée jusqu'à Baccano, & menaçoit l'ennemi à Civita Castellana, position avancée des François qui, à la gauche du Tibre, s'étendoient par Maglione, Otricoli, Narni & Terni, jusqu'à Spolète, dans la chaîne inférieure des Apennins.

On peut induire des rapports de *Championnet*, que le Général *Mack* tenta de les déloger de *Civita Castellana*, en faisant attaquer ce poste par une colonne de 8000 hommes, repoussée avec perte d'un assez grand nombre de prisonniers; — quelques attaques de moindre importance ne furent pas plus heureuses: celle de l'ennemi, le 9 Décembre, sur les hauteurs de Calvi où une division Napolitaine étoit postée, paroît avoir mieux réussi. S'il en faut croire les vainqueurs, cette division enveloppée, & forte de 5000 hommes, fut contrainte de se rendre à discrétion.

Les Napolitains, antérieurement, avoient essuyé un autre échec dans un petit combat à Porto-Fermo; combat amplifié par les Gazettes de Paris, & livré par le Général *Rusca*, fort

médiocre médecin de Nice, sujet du Roi de Sardaigne, obligé, il y a 4 ans, de chercher dans son évasion son salut contre les poursuites juridiques auxquelles l'avoit exposé son *patriotisme* incendiaire.

De cet étalage militaire, embelli par les réflexions des Gazetiers, il résulte qu'en effet les François ont arrêté ou suspendu les progrès de leurs ennemis; mais que ces victoires mémorables n'avoient pas encore abouti à chasser de Rome les Napolitains, & à les faire rétrogader vers leurs frontières. Ainsi, l'alarme de ceux qui en ont conclu une invasion immédiate dans le Royaume de Naples, la prise de sa Capitale, & le détrônement de son Souverain, est simplement conjecturale.

On a parlé d'un débarquement, protégé par Lord *Nelson*, d'un corps de Napolitains à Livourne, où le Grand-Duc, ajoute-t-on, s'est réfugié. Si ces troupes auxiliaires furent destinées à s'unir à la grande armée, cette intention aura été trompée par les avantages des François, & l'on n'apperçoit pas qu'elles eussent encore opéré aucune diversion.

Dans le néant d'informations continentales où se trouve le Public, les hypothèses, les commen-

taires & les craintes remplacent les nouvelles positives. Peu de jours devant suffire à éclairer les incertitudes, il seroit oiseux & téméraire de s'étendre en conjectures; mais on paroît généralement frappé de deux ou trois observations.

Comment le Général *Mack*, c'est-à-dire l'un des Capitaines qui sait apprécier le mieux & les troupes qu'il conduit & les troupes qu'il a à combattre, dont le génie hardi, tempéré par l'expérience & la réflexion, est au-dessus de toute exaltation, & dont la pénétration politique égale les talens militaires, comment ce Général eût-il conseillé, hasardé, agréé de diriger une expédition aussi périlleuse, avec les seules forces du Roi de Naples? Ce Souverain lui-même se fût-il livré à une entreprise où son trône, sa Maison, ses Etats, se trouvoient en balance avec la République Romaine, où une grande défaite amenoit ses ennemis aux portes de sa capitale, sans l'assurance d'une puissante assistance, ou sans l'obligation de prévenir une aggression prochaine & inévitable?

Dans ce dernier cas, cette résolution honoreroit la magnanimité & le noble dévouement de Sa Majesté Sicilienne, mais elle feroit trembler sur ses suites.

Si, au contraire, ce mouvement n'est point isolé, & s'il a été concerté avec la Cour Impériale, comment l'armée Autrichienne d'Italie restoit-elle immobile, au moment où les Napolitains franchissoient leurs frontières? Comment a-t-elle laissé au Général en chef du Directoire, le loisir de renforcer ses divisions dans l'Italie Citérieure, & d'aller lui-même dévaliser le Piémont, s'emparer de Turin, & détrôner le Roi de Sardaigne? Si la marche des Napolitains a été prévue, comment n'a-t-elle pas été soutenue par le concours de leurs alliés? Si elle a été fortuite, que penser des motifs de la réserve gardée envers la Cour de Vienne, si ce n'est que cette entreprise n'eût obtenu ni son approbation, ni son secours?

Est-ce simplement une faute militaire, un tort de lenteur, un défaut de combinaison rapide de la part des Impériaux, ou l'intention de ne point précipiter une rupture, qui ont fait laisser le Roi de Naples seul aux prises avec le plus redoutable ennemi?

Quel début d'une nouvelle confédération! quel augure pour l'avenir, que cet abandon d'un Roi au midi de l'Italie, & l'expulsion d'un autre Roi au nord, si l'inaction des Autrichiens a eu d'autres causes que des circonstances mo-

mentanées, ou des dispositions à perfectionner avant de s'ébranler !

Ceux qui attachent un grand poids à ces considérations, & qui demeurent persuadés que le Cabinet de Vienne veut conserver la paix, présagent qu'il pourra préférer de se présenter comme médiateur armé entre le Roi de Naples & le Directoire, à prendre une part plus active dans cette guerre : on peut adopter ou rejeter cette conjecture, avec un degré égal de plausibilité ; car le voile étendu sur les desseins de l'Autriche, laisse le champ libre à tous les *sphinx* politiques qui travaillent à les déchiffrer.

A l'instant où le Roi de Naples essayoit de venger son honneur, ses droits, l'Italie & l'humanité, le jour même que le Roi de Sardaigne tomboit du trône & s'enfuyoit dans les ténèbres vers le lieu de sa relégation, *le* 10 *Décembre*, le Congrès de Rastadt signoit sa soumission aux décrets du Directoire François. Il étoit difficile de choisir une circonstance plus opportune.

Afin de consommer ce grand acte, la Députation d'Empire s'est travestie subitement en *députation extraordinaire*, pour conclure, sous

cette nouvelle qualification, une paix bien plus *extraordinaire* encore.

Elle a mis dans son *conclusum* à ce sujet un empressement, une ardeur de terminer, & une courtoisie qui percent à chaque ligne. " Puis-" que le Directoire l'ordonne ainsi, *catégori-*" *quement*, nous devons lui obéir sans plus en " délibérer; " tel est le sens littéral de cette note approbative, où l'on renvoie les questions, les modifications, les incidens débattus, Ehrenbrenstein, le séjour des troupes Françoises sur la rive droite, & le sort des Emigrés Allemands de la rive gauche, à *la justice* du *Gouvernement François*. C'est aux pieds de ce tribunal, que la députation a déposé ses inquiétudes & sa transaction, en admettant le dernier *ultimatum* des Plénipotentiaires François.

Ces derniers ont répondu à l'Empire avec leur majesté accoutumée. Après s'être félicités de leur *humanité éclairée*, ils ont assuré les députés qu'ils recevoient *avec plaisir* leur déclaration, & qu'il ne restoit plus à traiter qu'un chapitre dont le principe étoit déja admis & reconnu, *celui des indémnités par des sécularisations*. — Nous avons développé entièrement

le but & les effets de cette mesure : c'est une arène de pillage, de discorde & d'anarchie, ouverte au sein de l'Allemagne.

Il est probable que la peur a précipité ce dénouement. Aussitôt que l'Empire aura été instruit d'un renouvellement d'hostilités en Italie, il sera rétombé dans ses premières angoisses ; & par la crainte d'être enveloppé dans la querelle, il aura cherché à écarter les armes Françoises, en faisant la paix à tout prix. La Commission Impériale a confirmé l'ouvrage de la députation. Ne voulant ni ne pouvant peut-être défendre l'Empire abandonné à lui-même, le Cabinet de Vienne ne pouvoit lui refuser de se mettre, par un diplome, sous la sauvegarde du Gouvernement François.

Lorsqu'en 1453 *Mahomet II* s'approcha de Constantinople, les Princes de la Morée & des Isles de la Grèce s'empressèrent d'avertir le vainqueur Ottoman de leur *neutralité* : plusieurs autres petits Souverains sollicitèrent de sa bienveillance des traités particuliers, c'est-à-dire, l'honneur d'être dévorés les derniers. La cupidité des Grands, des Nobles, & des riches, refusa lâchement à l'Empereur Grec des se-

cours, avec lesquels ont eût acheté des armées de défenseurs.

The groaning Grecks dig up the golden caverns,
Th'accumulated wealth of hoarding ages;
The wealth which, granted to the weeping Princes.
Had rang'd embattled Nations at their gates.

Johnson. Trag. d'*Irène*.

GRANDE

GRANDE BRETAGNE.

De ce ténébreux aspect du Continent qui court au suicide, passer au tableau de l'Angleterre, c'est franchir en quelque sorte plusieurs siècles, & se transporter chez un autre genre humain. Quel sujet de méditation sur l'influence des Gouvernemens, & sur le naturel des Peuples, que cette dissemblance!

Après avoir voté une force maritime & une armée de terre, qui rendroient peut-être croyables les fables de Xercès, le Parlement à voté définitivement l'imposition du dixième sur le revenu des Propriétaires. Plusieurs clauses ont été emendées, on ajoutées; chacun de ces changemens a été discuté, adopté avec maturité: le Ministre lui-même a donné l'exemple des propositions favorables à la liberté publique, des égards dûs aux droits de la propriété, des modifications nécessaires au soulagement des classes de citoyens, à qui la taxe, dans sa rigueur, pourroit devenir oppressive.

Jamais une mesure si vaste ne fut délibérée avec plus de calme, décrétée avec plus d'una-

nimité (93 voix contre 2), reçue du Parlement & du Public avec moins de contradictions. Tel est l'effet du grand sens qui caractérise la Nation, qu'après avoir compris sans effort, sans séduction, & calculé la nécessité d'un subside extraordinaire, elle n'a pas hésité à s'y soumettre. Elle a confronté sa situation avec ses forces, & mesuré la grandeur de sa libéralité par la gravité des circonstances. Les murmures particuliers qu'a pu exciter cette aggravation des charges publiques, ont eu pour objet la nature, les inconvéniens de la taxe, ou les formes de sa perception; mais le vœu général a sanctionné la principe de cette imposition, & tout ce qu'ont pu dire les Ministres sur les motifs & sur la destination de ce sacrifice national. Chacun l'a jugé indispensable; & ceux même qui en accusoient le mode, n'ont indiqué aucun moyen moins onéreux de pourvoir aux besoins publics.

Dans la Chambre des Pairs, Lord *Holland* & le Comte de *Suffolk* ont seuls renouvelé les objections déjà développées dans les Communes. En réfutant ces deux préopinans, Lord *Auckland* a pour ainsi dire, rajeuni ce sujet épuisé, par des observations générales sur l'état des finances publiques, sur les causes de la prospérité

& de la force que déployoit la Grande Bretagne, & sur sa situation comparée avec celle de la France. A sa troisième lecture, le Bill a été adopté sans division de suffrages.

Nombre de calculateurs expérimentés présagent que le produit de cette taxe s'élevera à 13 ou 14 millions sterling: en général, on paroît être convaincu que M. *Pitt* a plutôt réduit qu'exaggéré les estimations sur lesquelles il a fondé son plan.

Quelques papiers publics ont fait un relevé des sommes que payeroient, pour le dixième de leur revenu, 21 des plus riches propriétaires de la Grande Bretagne. Cet état pouvant intéresser les étrangers, nous allons le transcrire, sans nous rendre garans, toutefois, de sa parfaite exactitude.

	Par année. *liv. st.*		Par année. *liv. st.*
Mr. *Beckford* payera	11,000	Le Comte de *Fitzwilliam*	3,500
Le Duc de *Northumberland*	8,000	Le Duc de *Portland*	3,000
Le Comte de *Lonsdale*	7,500	Le Marq. d'*Abercorn*	2,800
Le Marq. de *Donegal*	6,000	Le Marquis de *Bath*	2,500
Le Duc de *Bedford*	5,000	Le Comte de *Derby*	2,300
Le Duc de *Marleborough*	5,000	Sir *W. Pulteney*	2,300
Le Duc de *Buccleugh*	5,000	Le Marq. de *Lansdown*	2,200
Le Duc de *Devonshire*	4,500	Le Comte d'*Egremont*	2,300
Le Duc de *Norfolk*	4,000	Lord *Petre*	2,200
Le Marq. de *Buckingham*	3,500	Le Duc de *Richmond*	2,000
		Sir *James Tilney Long*	2,000

L'on observera que les propriétés ci-dessus désignées, sont toutes des propriétés territoriales. Il se trouve dans le commerce & parmi les capitalistes, des fortunes qui égalent ou qui surpassent plusieurs de celles dont on vient de lire l'apperçu.

Au milieu des délibérations de la Chambre des Communes sur le Bill de la nouvelle taxe, il s'est élevé deux débats épisodiques, dont l'objet intéresse essentiellement la liberté publique & la Constitution.

Le premier est né de la proposition de prolonger la suspension de l'acte d'*Habeas Corpus*; suspension, en vertu de laquelle une vingtaine de personnes très-suspectes, appartenant la plupart à l'ancienne assemblée connue sous le nom de *Corresponding Society*, ont été arrêtées, & se trouvent encore détenues.

La nécessité de suspendre ultérieurement le bénéfice de l'*Habeas Corpus*, a été facilement démontrée, & n'a rencontré qu'une foible opposition; mais divers membres, entr'autres M. *Courtney*, ont introduit dans cette question, un tableau lamentable des privations & des souffrances qu'éprouvoient dans leurs lieux de détention, les particuliers enfermés; entr'au-

tres, il a cité le cas d'un Irlandois, le Colonel *Despard*.

Pour terminer la dispute, on a laissé les argumens vagues, & recouru aux faits. Eclarcissemens, dépositions, visites, papiers, le Gouvernement a tout exhibé, & prouvé qu'aux premières plaintes formées par un ou deux détenus, le Département de l'Intérieur avoit sur-le-champ pourvu à leurs besoins. Si cette question accidentelle mérite de fixer l'attention, c'est comme ayant fourni de nouvelles preuves du profond intérêt qu'obtient tout ce qui touche aux droits de la liberté civile & de l'humanité, même envers les mal-intentionnés qui les respectent le moins.

Le second débat tenoit à un sujet plus délicat, & plus inhérent à l'essence même de la Constitution. Un papier public s'étant permis de dénaturer une opinion émise dans l'une des séances par M. *Tierney*, ce membre de l'Opposition s'est plaint de cette infraction des privilèges de la Chambre. La gazette compromise passant pour être ministérielle, son accusateur, justement offensé, avoit pu croire qu'elle ne resteroit pas sans défenseurs. Au contraire, un Ministre lui-même, M. *Windham*, a traité ce grief avec toute la gravité qu'il méritoit. Il a

développé avec sagacité les altérations qui pouvoient résulter, dans la Constitution, de cette publicité des débats, transmis, souvent infidèlement, par les feuilles publiques, au Peuple, qui ne peut juger de la véracité de l'éditeur, & qui devient ainsi le censeur, peu éclairé de ses représentans. Cet usage transformeroit insensiblement la Constitution en Démocratie; dans les tems de trouble & de séditions il devient pernicieux: c'est par les loix, par les actes du Parlement, & non par les opinions individuelles de ses membres, que la Nation doit apprécier cette Assemblée.

- En conséquence, M. *Windham* réclamoit l'observation rigoureuse du règlement, qui interdit la publication des débats. M. *Tierney*, au contraire, appercevant les conséquences de sa motion, demandoit qu'elle fût regardée comme non avenue. M. *Wilberforce* a ramené la Chambre à cet avis, en lui réservant la consécration de son privilège, & la liberté d'en faire usage, lorsque l'abus de la presse l'y obligeroit.

P. S. Au moment de terminer ce Numéro, nous trouvons dans les Gazettes de Paris du 30 Décembre au 6 de ce mois, arrivées la nuit dernière, la malheureuse certitude que les revers essuyés par les Napolitains du 5 au 10 Décembre, ont entraîné leur retraite sur leur territoire. Ils ont évacué Rome avec autant de précipitation qu'ils l'avoient occupé. Les

François les ont harcelés, poursuivis, & forcés de dépasser Aquila, capitale de l'Abbruzze antérieure, où l'armée directoriale avoit porté son centre, le 12 de Décembre.

Le Directoire a communiqué ces nouvelles au Corps législatif, dans un message pompeux & ridiculement ampoulé, où il se donne la gloire d'avoir fait 12000 prisonniers, & pris 99 pièces de canon (il valoît mieux dire *cent*, ce qui eût fait un nombre rond); de plus, un butin immense en chevaux, mulets, bagages, caisses militaires.

Pendant ce désastre, & jusqu'au 20 Décembre, la Cour de Vienne n'est pas sortie de son attitude d'observation & de neutralité. Nulle déclaration, nul mouvement offensif dans aucune armée. Nous avions préparé nos lecteur à la vraisemblance de cette inconcevable inaction. — Les Gazettes Françoises, cependant, ajoutent que le Gouvernement Impérial a dépêché un *agent secret* au Directoire. Seroit-ce pour intercéder en faveur du Roi de Naples, & pour obtenir de la *clémence* des Directeurs, la grace d'un Monarque abandonné de son gendre & son allié? Nous ne nous permettons ni de croire, ni d'accréditer une semblable supposition.

Si le salut du Roi de Naples est encore possible, il faudra l'acheter au prix de nouveaux sacrifices, d'humiliations, de compensations, qui n'assureront pas plus sa couronne qu'elle n'ont assuré celle du Roi de Sardaigne, & qui feront bientôt perdre à l'Empereur lui-même toutes ses possessions en Italie.

Mais comment expliquer cette entreprise offensive des Napolitains, exécutée sans appui, sans précautions, sans que rien fût préparé, avec des troupes qui n'ont jamais vu le feu? Comment le Général *Mack* s'est-il livré à cette expédition, s'il lui restoit le moindre doute sur le concours prompt & certain de l'armée Impériale?

Voilà l'Europe retombée dans l'état de dépression & dans le démembrement où elle se trouvoit au printems dernier; la terreur va rétablir son empire; nous en avons déjà le témoi-

gnage dans la conduite du Congrès de Rastadt. -- Le Directoire le tient lui & l'Allemagne, avec une telle assurance, qu'il a retiré ses troupes de la rive droite du Rhin, à l'exception du corps qui bloque Ehrenbrenstein.

Les mêmes Gazettes de Paris avouent, mais dans une narration très-confuse, le soulèvement du Caire, & le massacre de 500 François, dans le nombre desquels sont deux Généraux; mais ils persistent à nier la mort de *Buonaparte*, qu'ils prétendent s'être retiré dans son camp de 6,000 hommes, à Boulac, après avoir ensanglanté le Caire, & fait égorger ses habitans jusques dans les Mosquées.

MERCURE BRITANNIQUE.

N.° XI.

25 JANVIER, 1799.

Question résultant du tableau des rapines Françoises, présenté dans le Numéro précédent.

QUEL est aujourd'hui le résultat définitif de la guerre universelle que poursuivent le Directoire François & sa République? Apperçoit-on sur le Continent aucun symptôme de ralliement contre ce résultat? Y découvre-t-on aucun esprit public contre un danger qui frappe tous les individus?

La République Françoise a jeté l'interdit sur celle d'Europe; elle la mange feuille à feuille, comme une pomme d'artichaud; elle s'en sert

comme d'une ferme dont on chasseroit les maîtres & les gardiens, pour en devaliser les greniers, les appartemens, les bergeries, le mobilier, & pour en vendre ensuite le sol tout nud au premier brigand qui voudra en traiter.

C'est pour dépouiller les nations qu'elle les révolutionne ; c'est pour subsister elle-même qu'elle les dépouille. Le cercle de sa *philosophie* ne dépasse pas cette limite; elle échangeroit toutes les chartes des *droits de l'homme* contre un boisseau d'écus, si ces chartes & l'appareil républicain n'étoient entre ses mains ce qu'est un verre de poison, versé à un convive par des voleurs qui méditent de le dérober pendant la nuit.

Il découle de cet état de choses, qu'on se méprend grossièrement à n'y considérer qu'une guerre faite aux Rois, aux Nobles & aux Prêtres. C'est prendre la route pour l'issue. Dans l'origine, le fanatisme des applanisseurs & des athées a pu concourir à la destruction des cultes, des autorités souveraines, & des rangs; mais l'avarice, le besoin d'impunité, & l'instinct de son propre salut, ont depuis long-tems succédé à la fièvre de l'enthousiasme. C'est comme autant d'institutions conservatrices de *la propriété*, que le Gouvernement François pour-

suit maintenant, dans les quatre parties du globe, la religion, la royauté, & la noblesse.

Il les rétabliroit demain, si leur existence favorisoit ce système de brigandage fondé sur l'anarchie, sur la conquête, & la dissolution de tous les droits. Celui d'une possession légitime anéanti, la terre appartient au plus fort. La Révolution Françoise n'a pas d'autre sens.

Peu importe, à cet effet, que la France soit monarchique ou républicaine. Si elle formoit une République réglée, il ne s'ensuivroit nullement de sa nature, que tous les Etats, tous les titres, tous les patrimoines, dussent devenir la proie de son ambition. De même, elle pourroit être soumise à un seul maître, qui mettroit sa gloire à désoler, à subjuguer, & à dévaster l'Europe. Tout dépend de la position, du génie, & des maximes du Gouvernement.

Mais elle n'est ni république, ni monarchie. Une association sans frein & sans loix d'hommes sans morale & sans remords, après avoir consommé la ruine de son pays, marche à celle des autres peuples, & par les mêmes motifs. La chûte des trônes, des autels, des châteaux, n'est qu'un accident, qu'une mesure dans ce grand ravage qui renverse en passant ces pre-

mières barrières, pour atteindre le principe vital de la société civile, *la propriété*.

Si, dès l'origine, on eût tenu ce langage aux peuples, au lieu de chercher sans succès à les émouvoir sur les pertes particulières des classes supérieures; si, au lieu d'une question de gouvernement, on leur eût présenté une question d'intérêt personnel; si on leur eût parlé de ce qui les touche, & de ce qu'ils comprennent, au lieu de discuter à pure perte toutes les vieilles & abusives controverses sur les Républiques ou les Monarchies, sur la Noblesse ou la roture, peut-être le premier pas que hasardoit la révolution hors de son berceau, eût creusé son sépulchre.

Jusqu'au moment où son influence sur la propriété publique ou privée, sur tous les genres de propriété, sur le crédit & le travail général, sur le sort du pauvre comme du riche, du citadin & du villageois comme sur celui du courtisan & du prélat, n'a point été une notion vulgaire, la partie demeuroit trop inégale entre la puissance de la France mise en activité par des ravisseurs passionnés, & la froide indifférence avec laquelle les classes mitoyennes & populaires en Europe considéroient ce duel entre des

Républicains & des Rois, entre des Niveleurs & des Gentilshommes.

Sans doute, c'étoit en observant combien peu on avoit popularisé la haine de la Révolution, & éclairé les peuples sur ses résultats, que le sage Empereur *Léopold* s'écrioit: " Un politi- " que célèbre a dit qu'il faut se garder de tou- " cher certaines choses, sans être capable de " les arracher: la plus dangereuse de toutes les " choses à toucher, c'est la Révolution Fran- " çoise. "

Mais les flatteurs séduisoient les Souverains; mais, on exaltoit la force toute-puissante de leur autorité; mais les gens de guerre promettoient de renverser, avec des bataillons & de bonnes cartes topographiques, ces armées de *gueux* commandées par des *Officiers de fortune*.

Témoignage éternel de l'impéritie des uns & de la crédulité des autres! C'étoit les nations, & non des poignées de soldats, qu'il falloit avoir à soi; car, sans les nations, quelle valeur pouvoient conserver les armées dans une querelle de ce genre? Sans les nations, point de subsides, point de secours équivalens au péril; point de ces sacrifices auxquels s'attache la destinée des Empires chancelans; peu de zèle & d'obé-

issance, nulle énergie dans la résistance, & l'Etat perdu à la première invasion.

Lorsqu'on a vu les Puissances de l'Europe, l'Angleterre exceptée, méconnoître ces vérités, craindre leurs Peuples autant que leurs Ennemis, n'oser ni demander un impôt extraordinaire, ni intéresser leurs sujets à des concessions de libéralité, ni armer leurs bras, ni éclairer leur esprit, l'issue de la guerre n'a pu demeurer douteuse.

Maintenant, la Révolution a jeté le masque de son enfance; à ses attraits a succédé l'expérience de ses fureurs & de son but: elle n'a rien épargné; ses pieds nagent dans le sang des Peuples libres commes des Peuples sans liberté; elle a dit à toutes les conditions, à tous les hommes: " Je vous conquiers pour vous " ruiner, j'abats vos loix pour emporter votre " bourse. "

Graces lui soient rendues, elle a ainsi simplifié les questions, abrégé les disputes, marqué elle-même le point de réunion des intérêts qu'elle écrase ou qu'elle menace.

DEUX MILLIARDS, en trois ans, pompés par cette éponge dévorante sur le terrein de ses victoires & de ses perfidies! DEUX MILLIARDS,

qui ne sont autre chose qu'un prélude! car elle n'est pas près d'abandonner ces Peuples *restaurés*, dont ses financiers ont seulement ébauché la misère. Sous leurs habiles mains, la confiscation & la rapine promettent d'ultérieures récoltes jusqu'à l'épuisement total.

Qu'on cesse donc de parler de Couronnes, du Pape, de l'Eglise, & des Seigneurs de Fiefs: c'est entrer dans les vues du Directoire, dont toute l'étude est d'abuser les Peuples par cette fausse attaque. Ils ne peuvent plus s'y méprendre: *corps* & *biens*, voilà ce qu'exige la révolution; *corps* & *biens*, voilà sa devise, son point de mire, & sa proie.

Il faut la considérer, avant tout & exclusivement, comme liguée contre la propriété universelle de l'Europe. — Des domaines du Monarque au mobilier du sénateur, de la caisse du banquier au bijou de la villageoise, tout est destiné à lui appartenir: c'est en ce sens qu'elle établit l'*égalité*. Le monde est à ses yeux une voiture publique dont elle tue les cochers, les chevaux, & les gardes, pour détrousser les passagers, sans distinction de rangs, de naissance, ou de fortune.

Est-il besoin, aujourd'hui, de chercher l'objet & les bases du ralliement général? La Fran-

ce a rayé le droit de propriété du code des loix civiles; elle l'a rayé du code des Nations; elle a converti la différence de culte, de gouvernement, d'opinions même, en droit de conquête & de pillage universel. Même par ses alliances elle opprime la propriété; elle n'en reconnoît plus d'autres que la sienne; tous les titres s'invalident en présence de ses docteurs, de ses légistes, & de ses soldats.

De cette spoliation illimitée où viennent aboutir les guerres du Directoire & ses Traités de paix, est-ce à un Peuple seulement, à un Gouvernement, à une condition de citoyens, à s'en défendre? Non: cette défense devient le devoir de la propriété universelle; celle-ci peut opter entre sa subversion ou ses tributs; elle doit périr ou payer.

C'est une puérilité, maintenant, de distinguer les Nations dans ce bouleversement cosmopolite. Anglois ou Allemand, Italien ou Russe, Africain, Américain, ou Asiatique, les noms n'y font rien dans les registres de la rapacité Françoise: il n'y a plus de distinction entre les Peuples que dans les époques de leur prochain naufrage; cette vérité est aussi evidente que le soleil.

Sans recourir aux décrets d'une prédestination céleste, comment donc expliquer le délire qui

¡sole les propriétaires, qui désintéresse ceux de Vienne sur le sort de ceux de Londres, ceux de Berlin sur le danger de ceux de Naples? — Il n'y a plus qu'un Peuple en Europe: il se compose de l'assemblage de tous les individus à qui la République Françoise a vingt écus à dérober.

Il ne s'agit ici ni de théories politiques, ni de gouvernemens, ni de loix à perfectionner. L'analyse de la circonstance se résume en deux mots: *défends ton argent & celui de ton voisin, car dans 24 heures il ne vous restera pas une chemise.*

Les rvisseurs ne voient en Europe qu'une seule & même propriété. En volant un Egyptien, ils apprètent la dépouille d'un Indous; en ruinant un Piémontois, ils accélèrent la ruine d'un Autrichien. La postérité pourra-t-elle croire que vingt nations considèrent encore avec indifférence ce jeu étrange, & qu'elles refusent d'opposer les forces de la propriété de tous, à la force d'une invasion qui n'épargne la propriété de personne?

On nous parle de la Confédération des Rois, on nous dénombre des régimens. Quand nous parlera-t-on de la Confédération de quiconque

a quelque chose à perdre, un Etat à conserver, une famille à soutenir, une fortune ou une industrie à protéger, de quiconque possède un toît sous lequel il dort en paix, sur le bouclier des loix, & où, au premier son de la trompette Françoise, il sera livré aux furies, à la misère & au désespoir?

L'Europe se trouve partagée en deux races d'hommes, celle des propriétaires & des citoyens laborieux qui s'occupent de le devenir, & la race des spoliateurs *tricolor*, commandés par le Directoire François. Entre les premiers tout devroit être commun pour leur mutuelle protection. C'est à la ligue générale des fortunes qu'il importe de recourir: c'est à la finance publique de l'Europe, & non à celle de tels ou tels Etats, à porter le fardeau du monde en écroulement. Nulle autorité, nulle armée, ne sont maintenant assez puissantes, sans le concours d'un grand subside universel.

L'Angleterre fournit l'exemple de cette libéralité publique. L'Angleterre seule a saisi le danger & le préservatif. Là le Gouvernement & la Nation, étroitement coalisés, ont mis en commun leurs intérêts, leurs ressources, leur génie & leur direction. Dix millions sterling

forment le noble contingent dont ils ont fait l'offrande à la délivrance de l'Europe. Que le Continent assemble des Congrès, & députe des Plénipotentiaires; qu'il se repose sur ses armes ou qu'il combatte, son salut est une chimère, tant qu'il refusera d'intéresser les Peuples à de grands sacrifices personnels, tant qu'il s'effrayera de la dépense de sa conservation, plus que du péril dans lequel elle est plongée.

Si le Duc de Modène, si le Pape, si l'Archiduc *Ferdinand*, (*a*) si le Grand Duc de Tosca-

---

(*a*) Cette accusation générale est tout à fait gratuite. On connoît l'intérêt de quelques Puissances, qui ne s'est pas borné toujours à des expressions d'usage. Si elles n'ont pas fait d'avantage, il faut avoir égard aux circonstances, qui, quoique ne soyent pas connues assez généralement, ne laissoient pas d'être moins vraies, & moins, peut-être, impérieuses. Il seroit injuste de ne pas les apprécier.

Quant à l'Archiduc Ferdinand, qui ne jouissoit d'aucune souveraineté, seroit encore plus revoltant que de le soupçonner calculateur froid entre ses intérêts particuliers, & ceux du Souverain. Ne s'agissoit il pas de son Auguste Maison, dont les intérêts ne pouvoient être aucunement separés des siens? L'enlevement que les François se sont permis de ses propriétés, & d'une partie de son mobilier, même chez un état neutre, au grand mépris du droit de gens, ne prouve que leur rapacité d'un coté & une faiblesse de l'autre, jamais un manque en Lui de désintéressement pour la cause publique, à laquel-

ne, si les Républiques de Venise & de Gênes, si cette foule de propriétaires déshérités par la République Françoise, eussent versé la moitié de leurs trésors dans la caisse militaire des défenseurs de l'Italie, ils ne pleureroient pas aujourd'hui sur l'abîme de ses ruines. Et que leur auroit coûté de plus ce dévouement éclairé, si le sort des armes en eût trompé le bût?

Malheureusement, ces idées sont encore peu familières en Europe; les Gouvernemens craignent de tomber dans la dépendance de leurs sujets, en les identifiant à leur défense; le sujets privés d'énergie voudroient conserver la tranquillité & leur fortune, sans qu'il leur en coûtât un impôt additionnel. Chacun craint un sacrifice ou un mouvement; on se sent

---

le il auroit sacrifié de bon cœur tout ce qu'il, avoit au monde. D'ailleurs le zèle qu'il a placé toujours pour le service de l'état, & de l'armée, avec une assiduité & un devouement digne de son rang ne peut-être ignoré de personne, si ce n'est de quelqu'un peut-être, à qui sa bonté auroit donné un titre à la plus atroce ingratitude, titre consacré en principe par l'esprit de la Révolution, où de la Calomnie qui se plait a déchirer sa proie dans le mystere, & dans l'ombre.

Ces bruits vagues, & obscurs peuvent induire en erreur malheureusement ceux même, a qui l'enthousiasme pour la bonne cause ne laisse pas toujours raisonner à loisir. C'est aussi ce qu'il arrive, quand on veut devancer le tems. L'Ed.

glisser dans le tombeau; on préfère cette mort douce à la convulsion d'une crise salutaire.

Toute mesure forte épouvante, comme un annonce de danger: tout élan de l'opinion, du patriotisme, de l'instinct naturel, semble une infraction de la neutralité, une atteinte à la paix, un outrage à la République Françoise.

Si elle est forte & victorieuse, c'est aux sentimens & non aux talens de ceux qui la conduisent, qu'elle doit sa prospérité militaire. Contre des passions sans frein, des habitudes exaltées, & des ames toujours dans la tempête, comment ne succomberoient pas des Etats, où l'on évite de parler à tous les intérêts, de soulever tous le cœurs, d'embraser les opinions, & de s'entourer du dévouement public!

Quelles espérances conserver, lorsque dans une cause aussi nationale, aussi universelle, & qui embrasse la vie, la sureté, la propriété de chaque Européen, on entend un Congrès Germanique discuter un banc de sable ou un château, réduire à des pauvretés semblables l'importance de la paix ou de la guerre, & s'occuper de dépouilles à faire beaucoup plus que de dépouilles à recouvrer?

La propriété de cent millions d'homme est dans la balance, celle de 50 millions d'Européens a disparu sous les griffes sanglantes du monstre qui s'approche, & on nous entretient du Traité de Campo Formio, de la République Romaine, de l'Adige, & du Mincio! *(b)*

(*b*) Il est cruel quelquefois, ou plaisant, pour un Ministre qui travaille pour le bien de l'état, d'entendre les charges que l'on fait courir dans le monde sur leur conduite politique, auxquelles bien souvent il est sage de n'y rien opposer, & de laisser au tems le développement des negotiations, & des faits. Au reste de Notions à demi ne produisent que de demi-raisons, & toutes ces demies, multipliées tant qu'on voudra, ne forment jamais une preuve complette. L'Ed.

Nouvelle Fraude Politique du Directoire François.

A LA lecture du manifeste de ce Gouvernement contre les Rois de Naples & de Sardaigne, on aura observé qu'à défaut de griefs positifs contre ces deux Souverains, le rédacteur de ce libelle recouroit aux insultes. Si le Directoire avoit en porte-feuille quelques preuves écrites de ses accusations, qui peut douter qu'il n'en eût orné son message au Corps Législatif, & dissipé sur-le-champ toutes les incertitudes sur la justice de sa cause?

Après coup il s'est ravisé, en ordonnant au Bureau des fabrications, de lui composer quelques pièces justificatives. — Il s'agissoit d'établir, 1°, la collusion des deux Cours; 2°, l'influence de l'Angleterre sur l'agression de celle de Naples. Aussitôt on a vu paroître la correspondance suivante, sans que les éditeurs se missent en peine d'en prouver l'authenticité, en divulguant le lieu & la manière dont ces lettres leur avoient été transmises. — Il n'est par un critique qui ne rélègue parmi les fables, toute publication ténébreuse, dépourvue de cette formalité.

Le PRINCE PIGNATELLI, *au* CHEVALIER PRIOCCA *Ministre de Sa Majesté le Roi de Sardaigne. — Naples, le 2 Octobre 1798.*

LA Providence est fatiguée de favoriser le crime, & la cause des Rois ne sera plus flétrie par les rigueurs de la bizarre fortune. La bataille d'Aboukir doit être le signal du réveil énergique de l'Europe ; & la Nation Angloise jouit d'une gloire à laquelle auroient pu aspirer certaines Puissances, si l'intérêt particulier n'avoit pas prévalu sur l'intérêt général du continent. Nous pouvons dire que Sir *George* Nelson a dissipé ce charme qui sembloit avoir subjugué tous les peuples ; il semble que, même en vous écrivant, j'entends ce murmure léger qui circule sur tous les points de l'Europe, pour apprendre à chacun qu'avec de la prudence & du courage il peut contribuer à la ruine de ce gouvernement régicide, le fléau des Rois & l'oppresseur des peuples.

Je vous répéterai, M. le Comte, ce que Sir Nelson a dit lui-même au Roi son maître, lorsque Sa Majesté daigna descendre à bord de l'Amiral Anglois : Sire, un gouvernement révolutionnaire est un torrent grossi, pour ainsi dire, de tous les crimes de l'audace : mais lorsqu'il trouve une digue dans son débordement, ses eaux stagnantes se dessèchent dans les immenses prairies qu'il a couvertes par ses inondations ; & retiré bientôt dans son ancien lit, il n'est plus qu'un foible ruisseau comme il étoit avant. Oui, M. le Comte, vous pouvez être convaincu que la Nation Françoise a fini son rôle chevaleresque, que la chûte éclatante de sa puissance maritime doit nécessairement entraîner sa décadence continentale. L'Anglois nous donne un exemple auquel doivent se rallier tous les gouvernemens ; il vient de frapper les pieds d'argile de ce colosse, & le colosse est ébranlé.

Vous pouvez assurer Sa Majesté Sarde que les nouvelles les plus heureuses viennent de nous arriver de Berlin : je ne vous apprendrois

apprendrois pas, cependant que cette Cour accède à la coalition ; l'influence Françoise y règne toujours, & l'incertitude du Cabinet de Berlin paroît se communiquer à celui de Vienne ; mais de grands événemens décideront peut-être ces deux Puissances, & ces événemens décisifs s'élaborent, en quelque sorte, dans le vaste génie du Prince Repnin. Je n'ai pas besoin de vous observer que derrière Repnin nous devons appercevoir le puissant empire des Russies, la Porte Ottomane, & toutes les forces de la Grande-Bretagne. L'Ambassadeur Russe mande à M. le Chevalier Acton, qu'il ne peut rien sur l'esprit de Frédéric, qu'il renonce même au projet d'arracher la Cour de Vienne à son système d'une timide temporisation ; (*) mais que si Naples se déclare, & si dans le Piémont vous continuez à creuser, dans le silence d'une prudente circonspection, le tombeau des François, alors il répond d'une grande révolution dans le système de l'Europe ; & qu'une fois la campagne commencée, elle ne se terminera pas sans amener des changemens auxquels on est loin de s'attendre.

A la réception de ces dépêches, il s'est tenu un Conseil secret dans le cabinet aux livres de la Reine. Le Chevalier Acton a développé avec cette dialectique éloquente, que ses ennemis privés admirent même en lui, toutes les chances qui sembloient assurer le succès de la Coalition ; il a fait valoir la triple alliance du Nord comme nous protégeant par une masse de forces qui peut nous faire hasarder l'offensive avec la plus entière sécurité. Brûlons une seule amorce, a-t-il souvent répété, le Congrès de Rastadt est aussitôt dissous, les armées Impériales d'Italie & d'Allemagne s'ébranlent ; si la Prusse reste neutre, au-moins fera-t-elle chèrement payer à la France sa neutralité. C'est sur la position militaire des Républicains dans la Lombardie, l'Etat Ecclésiastique, &

(*) Les événemens ont prouvé encore plus ouvertement la fausseté de la pièce, ainsi que de toute induction prétendue confidentielle, & secrete. L'Ed.

dans le Piémont, que le Ministre se confie avec la plus entière assurance pour le succès décisif de cette campagne.

Je crois remplir les intentions du Roi mon maître en vous assurant, M. le Comte, que la délivrance de l'Italie tient, en ce moment, à l'intérêt que Sa Majesté Sarde voudra prendre pour la cause de ses amis communs. Notre contrée peut devenir encore le tombeau de la Nation Françoise, si les Piémontois courageux, au milieu des fers pesans dont le peuple régicide les accable, conspirent dans le silence de la servitude la mort de leurs tyrans.

Nous savons ici que des membres du Conseil du Roi votre maître, circonspects jusqu'à la timidité, reculent d'horreur à la seule idée de parjures & d'assassinats, comme si le traité d'alliance qui lie Sa Majesté Sarde au Gouvernement François, pouvoit être un titre politique que l'on doive respecter. La force oppressive du vainqueur ne l'a-t-elle pas dicté? Ne l'avez-vous pas accepté pour plier sous la dure nécessité des plus malheureuses circonstances? Mais de tels traités sont des injures dont on se venge, en les violant à la première occasion favorable qui se présente. Comment, en présence d'un Roi prisonnier dans sa capitale, environné de baïonnettes ennemies, appeler assassinats le massacre partiel des soldats de vos tyrans! La foiblesse n'a donc pas de ressources légitimes contre la force oppressive? Parce que l'ennemi entrelace vos chaînes des rameaux d'une paix flétrissante, est-ce un crime que de l'en écraser? D'après l'axiome des Républicains, le baiser fraternel qu'un tyran veut bien recevoir de nous, doit être un coup mortel qu'on dirige contre son sein; & pour parler à la Françoise, Brutus poignarda César qui l'embrassoit en l'appelant son fils.

Oui, M. le Comte, Sa Majesté Sarde, sans armes, sans places fortes, se trouvant même environnée de bataillons républicains, peut encore aspirer à la gloire de sauver l'Italie.

Les troupes Françoises sont éparses dans le Piémont sous la foi des traités; il faut exalter le patriotisme Piémontois

jusqu'au sentiment du plus effervescent enthousiasme, & que chaque habitant aspire ainsi à l'honneur d'étendre à ses pieds un des ennemis de son pays. Ces massacres partiels seront plus décisifs pour le Piémont qu'une bataille rangée; & jamais la juste postérité ne flétrira du nom d'assassinats, ces actes énergiques de tout un Peuple, qui marche sur les cadavres de ses oppresseurs, à la conquête de sa liberté. J'espère, M. le Comte, que vous ferez valoir ces considérations puissantes dans le conseil de Sa Majesté Sarde, & qu'elles ne trouveront pas d'opposition dans une Cour si cruellement victimée par les Républicains, & que les Puissances coalisées prennent sous leur protection spéciale.

Croyez, M. le Comte, que je suis, avec les sentimens de, &c.

Extrait d'une Lettre du même au même. -- Naples, le 4 Octobre, 1798.

(Cette lettre est jointe à la précédente.)

J'avois fini ma lettre, lorsque l'arrivée de Berlin de M. le Baron d'Awerveck, agent secret de Sa Majesté Britannique, m'a fait retarder le départ de mon courier, pour vous mander des détails du plus grand intérêt.

M. le Baron de Awerveck, le diplomate le plus actif du continent, qui semble se multiplier par-tout où il peut servir les intérêts de cette cause qui devroit réunir tous les Princes de l'Europe contre la France, après avoir été à Carlesruhe, comme vous l'avez su, pour entrer en pourparler avec M. le Comte de Metternich, est parti pour Berlin, combiner avec le Prince Repnin les ressorts qui doivent rattacher à la coalition toutes les Puissances intéressées. Il arrive en ce moment; & l'entretien que je viens d'avoir avec lui, me fait insister auprès de vous sur la grande importance des observations que j'ai pous la liberté de vous simettre.

Le Baron doit écrire à M. N*** (cet émigré Niçard, gouverneur de Turin, dont j'ai oublié le nom), en l'invitant de vous communiquer sa lettre. Vous verrez, M. le Comte, que la fortune cessera de nous être rebelle, si nous avons le courage de la violenter. Le génie du Prince Repnin, secondant les vastes conceptions du Cabinet de St. James, se dispose à convertir en lugubres cyprès, les lauriers dont les Républicains ont couvert l'Italie : nos braves Napolitains, commandés par le Général Mack, sonneront les premiers le tocsin de mort contre l'ennemi commun ; & du sommet du Capitole, nous annoncerons à l'Europe que l'heure du réveil est sonnée ; alors, infortunés Piémontois, agitez les chaînes que vous êtes forcés de porter, pour en frapper vos oppresseurs.

La Ligurie & la Cisalpine, qui paroissent en ce moment des remparts politiques, érigés pour la défense de la France & l'asservissement de l'Italie, vont devenir un volcan qui dévorera leurs protecteurs : les fureurs démagogiques sont déjà lancées dans le sein de ces Républiques éphémères ; les esprits y sont exaspérés ; la force militaire est devenue le soutien de la turbulence factieuse ; son état politique, chaque jour, y prend une forme nouvelle, & le Général François vient de son autorité privée y détruire l'ouvrage de son gouvernement, annullant ses choix, replaçant ceux qu'il avoit destitués. Vous devez savoir, M. le Comte, combien une telle confusion est utile, & combien il nous importe de saisir cet heureux à-propos, en offrant des vengeurs à tous ces mécontens, que tant d'actes arbitraires ont dû multiplier.

Je prends donc la liberté de recommander à votre attention particulière, la lettre que vous communiquera M. N.... (l'émigré Niçard, dont j'ai oublié le nom.)

Je suis, avec la plus haute considération.

*Le Baron d'*AWERVECK *à M..., Gouverneur de Turin. — Naples, le 6 Octobre, 1798.*

Je suis arrivé depuis deux jours de Berlin. M. le Prince *Pignatelli* a dû mander dernièrement au Comte *Priocca* l'heureux résultat des négociations. Malgré l'opiniâtre neutralité de la Prusse, & les tâtonnemens timides du Cabinet de Vienne, le Prince Repnin saura soutenir, par des alliés puissans, tous les Princes qui voudront délivrer l'Europe de l'influence Françoise, & le Gouvernement Britannique, unissant ses efforts à ceux de la Russie, aura la gloire de pacifier le Continent, puisque certaines Puissances, s'isolant par des traités particuliers, paroissent voir, avec une apathique insouciance, l'asservissement du reste de l'Europe. On reprochera peut-être un jour à l'Angleterre son alliance avec l'ancien ennemi des Princes Chrétiens, & l'intervention qu'elle donne aujourd'hui à la Russie dans les affaires du Continent; mais les circonstances extraordinaires qui l'environnent, nécessitent un développement hardi dans son système politique.

La France est devenue un colosse qui pèse sur un côté de la balance; il faut donc créer un contrepoids encore plus puissant qui l'entraîne. Il faut avouer, Monsieur, qu'aucune Puissance ne joua jamais un plus beau rôle que celui dont vient de s'emparer la Grande-Bretagne: sa gloire nécessairement doit rejaillir sur tous les Etats qui voudront, non partager ses périls, mais s'associer à ses triomphes: le Piémont, sur-tout, doit s'intéresser à sa cause, puisqu'elle lui garantit de lui faire reprendre sa place parmi les Puissances Continentales, si, alliant la prudente circonspection au courage le plus déterminé, il oppose aux légions Françoises qui l'inondent, ces attaques partielles auxquelles le peuple, même le plus docile se trouve excité par le sentiment de l'orgueil national, lorsqu'on a su l'exalter jusqu'au fanatisme.

Sir Sidney, l'Ambassadeur de la Cour de Londres à Berlin, vient de concerter avec le Prince Repnin, le coup le plus hardi que la diplomatie moderne pouvoit concevoir dans les circonstances actuelles, pour faire violence en quelque sorte à l'indécision de l'Autriche. On fera commencer les hostilités par la Cour de Naples : le traité d'alliance offensive & défensive, conclu entre ces deux Puissances, autorisera Sa Majesté Sicilienne à requérir le contingent Autrichien : alors toute l'Europe s'ébranle sur les rives du Bosphore comme sur celles du Danube, sur les bords du Niéper, comme sur ceux du Rhin, pour se précipiter en masse sur le peuple usurpateur ; & c'est alors que la Tamise se mêle avec un juste orgueil, aux flots de l'océan, pour porter a toutes les rives Européennes, le laurier triomphal entrelacé du pacifique olivier.

Peut-être qu'au moment où vous recevrez ma lettre, les hostilités seront commencées, & l'étendard Napolitain, conduit à la victoire par le célèbre Mack, flottera sur le sommet du Capitole.

Nous voulons la guerre avec d'autant plus de sécurité, que l'ennemi s'obstine à vouloir la paix : il la mendie même comme la plus insigne faveur. Le Directoire, oubliant son ancienne fierté, semble briser son front d'airain sur les degrés de tous les trônes de l'Europe, pour nous faire illusion sur son aggrandissement gigantesque, & sur la foiblesse de ses ressorts domestiques. Il veut ainsi nous donner le change sur son impuissance réelle, afin que nous ne voyons dans elle qu'une excessive modération ; mais ce Gouvernement ne nous trompera pas sur l'essence qui le constitue ; nous savons que l'effervescence révolutionnaire qui semble avoir fait jusqu'ici le principe de sa force, est épuisée par ces longs efforts qu'il dirige, depuis si long-tems, contre le repos de l'Europe. Il ne regarde plus la Cisalpine comme un rempart de première ligne, qu'il peut opposer à des aggressions étrangères ; mais ce pays de nouvelle conquête l'inquiète par l'effervescence factieuse dont nous alimentons la guerre, & par laquelle nous neu-

tralisons cette espèce de régularité politique qu'il essaie en vain d'organiser.

Déjà les feux de la guerre civile embrâsent les provinces Brabançonnes ; les Grisons tiendront en respect l'Helvétie ; la Cisalpine se répand en forfanteries républicaines, mais c'est par sa turbulence démagogique que nous la combattrons. Le Prince Repnin m'a dit, que toutes les instructions qu'il envoyoit aux personnages les plus influens de la Lombardie, & qui veulent arracher leur pays au joug de la France, tendoient à tuer le républicanisme par ses propres folies, afin d'opposer à l'influence du Directoire les principes mêmes de liberté dont il se constitue l'apôtre universel. Aussi vous n'avez pas dû voir avec étonnement les changemens que nous avons provoqués de la fougue hautaine du Général François qui commande à Milan ; certains dissentimens entre l'Ambassadeur Trouvé & lui, ne nous avoient pas échappé.

L'agent diplomatique vouloit modifier les institutions politiques de la nouvelle République, d'après cet esprit de conciliation dont le Directoire François semble s'être fait un système pour consolider son autorité au milieu même de la tourmente des factions. Le Général, par le sentiment d'une rivalité jalouse, s'est environné de tous les élémens révolutionnaires qui se trouvent froissés dans la nouvelle organisation : Les cercles jacobites étoient fermés ; son palais est alors devenu le point de ralliement des démagogues les plus exaltés ; enfin, il a fait intervenir son autorité militaire pour protéger les principes violés, rétablir dans leur intégrité les droits de la souveraineté nationale. Il a donc tout bouleversé pour inoculer, dans toutes les parties de la République Cisalpine, la perfection démagogique. Les premières magistratures ont été renouvelées, & l'ouvrage de l'Ambassadeur non-seulement a été annullé, mais encore déclaré, par des placards, attentatoire aux droits politiques de ce Souverain en tutelle.

La Ligurie va se ressentir de toutes ces crises convulsives ; les troupes Françoises seront disséminées pour protéger ce tripotage politique : & c'est alors que l'Italie pourra se venger de ses oppresseurs : les braves soldats Piémontois trouveront ainsi le chemin frayé pour se réunir sous les étendards de la redoutable coalition. Voilà, Monsieur, le plan combiné par le vaste génie du Repnin, dont vous voyez aujourd'hui les premiers développemens. Vous pouvez assurer votre Cour que la Grande-Bretagne ne s'allie avec Sa Majesté l' Empereur de toutes le Russies, que pour garantir l'existence politique de chaque Prince qui se trouve enveloppé par les tourbillons révolutionnaires qui, jusqu'à présent, ont soumis tant de provinces à la France Républicaine.

A l'examen de cette correspondance, si l'on s'étonne de quelque chose, c'est de la grossièreté d'une semblable imposture. Elle a frappé tous les esprits sensés ; nous n'ajouterons rien à leur conviction, mais il importe de la généraliser, afin qu'une fois pour toutes, chacun puisse évaluer le crédit que méritent ces facéties pseudonymes dont le Directoire fait un si fréquent usage.

Quel est ce Prince *Pignatelli?* Si c'est le Prince *Belmonte Pignatelli*, ci-devant Ambassadeur du Roi des deux Siciles à Madrid, & signataire du traité de paix de sa Cour aver la République Françoise, laissons à ceux qui connoissent son ton, son esprit, & son caractère, de démentir cette absurde déclamation de collège. Comment ce Prince écrit-il au *Chevalier Priocca*,

Priocca, qui n'est point Chevalier, & qui dans ses relations publiques ou privées s'appelle constamment le Comte *Damian?* — Si ces lettres sont adressées au frère du Ministre, le Commandeur de *Priocca*, quel poids à ce bavardage confidentiel sur les affaires publiques, entre deux particuliers qui ne les gouvernent ni l'un ni l'autre? En supposant même qu'un tel écrit eût existé, quelle induction en tirer contre la Cour de Turin & son Ministre? Les sanguinaires exhortations du prétendu Prince *Pignatelli*, prouveroient-elles autre chose que la résistance du Gouvernement Piémontois, à entrer dans les vues qu'on prête ici à celui des deux Siciles, au Prince *Repnin*, &c.

Est-ce un Ambassadeur Napolitain qui place le Prince *Repnin* à Berlin au moment où il étoit à Vienne; qui appelle Lord *Nelson*, *Sir George*: qui fait parler cet Amiral dans le style de *Barrère* ou de *Le Cointre-Puyravaud*; qui parle lui-même du *murmure léger qui circule sur tous les points de l'Europe*, du *puissant Empire des Russies*, de *Brutus poignardant César*, *des lauriers convertis en lugubres cyprès*, *du volcan des fureurs démagogiques*?

Qui ne reconnoit, à ce jargon d'un faiseur de parodies, quelqu'un de ces grimauds que

tiennent à Paris le sceptre de l'éloquence révolutionnaire, & l'élocution littérale des *La Réveillere*, des *Barras*, de tous ces arlequins-orateurs qui ont travesti la langue Françoise en patois figuré imité du 16e siècle.

Molière, dans une de ses Comédies, fait dire à l'un de ses personnages, *assassiner est le plus sûr*; mais c'est la première fois, je pense, qu'un homme de naissance, qu'un homme élevé en dignité, s'est avisé de répéter cette leçon à un premier Ministre, de la lui répéter *par la poste* au travers d'une armée ennemie, & de lui confier amicalement qu'il peut tuer, un à un, tous les François répandus dans le Piémont. De si affreuses impertinences peuvent s'écrire à Bedlam; mais je ne sache pas que ce soit aujourd'hui le style diplomatique des Cours & des Ministres.

Le Marquis d'*Argenson*, Ministre des affaires étrangères durant la guerre de 1741, que les Courtisans de Versailles appeloient la *bête*, & qui a prouvé par un des meilleurs ouvrages qu'on ait écrit sur le Gouvernement de France, qu'il étoit du moins une *bête* rare, le Marquis d'*Argenson*, disons-nous, reçut un jour la visite d'un aventurier, qui se proposoit pour aller assassiner le Roi d'Angleterre : *Cela ne me*

regarde pas, répondit-il; *allez à mon frère, qui est Ministre de la Guerre; ces choses-là sont de son département*. Probablement, le Comte *Damian* eût reçu de même l'ingénieux *Condottieri*, qui imaginoit dans les vapeurs du vin, cette subtile boucherie de 15 à 20. mille soldats étrangers. — Si *César Borgia* a laissé des bâtards, c'est à Paris, & non à Naples qu'il faut les chercher.

Quant au Baron d'*Awerveck* qui mêle la *Tamise, avec un juste orgueil, aut flots de l'océan*, & qui *entremêle le laurier triomphal au pacifique olivier*, on prétend qu'au moment où on lui faisoit écrire de si belles choses à Naples, il se trouvoit à Rastadt.

Qu'il fût à Rastadt ou ailleurs, il est palpable que sa missive a été inventée, ou du moins revue & corrigée par le secrétaire qui a composé celles du Prince *Pignatelli*. Même boursuflure, même phraserie, même instruction, même génie.

Cet *agent confidentiel* de M. *Pitt*, *ce diplomate le plus actif du Continent*, est si bien informé, qu'arrivant de Berlin, il ne sait pas même le nom du Ministre Britannique, résident auprès de cette Cour : il l'appelle *Sir Sydney*. C'est néanmoins sur les confidences de cet

imaginaire *Sir Sydney*, que roulent toutes les révélations du Baron d'*Awerveck;* c'est ce *Sir Sydney* qui a concerté avec le Prince *Repnin*, de faire commencer les hostilités par la Cour de Naples, pour engager dans la querelle l'Autriche & la Prusse.

Déjà, dit-il, *les feux de la guerre civile embrasent les Provinces Brabançonnes:* il écrit cela de Naples le 6 Octobre, & l'insurrection Brabançonne n'a commencé que dans les premiers jours de Novembre.

Il se charge ensuite de l'apologie des révolutions successives, opérées par le Directoire dans la Cisalpine, même de celles que ce Directoire étoit encore à méditer. A l'entendre, c'est le Prince *Repnin* qui a dirigé le Général *Brune* dans la réintégration du Corps Législatif de Milan. Des palefreniers riroient de pitié à la vue de cette interpolation, dont chaque mot porte le cachet du Directoire.

A qui écrit ce Baron d'*Awerweck?* A un *émigré Nicard*, *Gouverneur de Turin*, dont le Prince *Pignatelli* a *oublié le nom*. Le faussaire a ici en vue le Comte de St. *André;* déplacé trois mois auparavant sur la réquisition de la France, & de notoriété publique; le Comte de St. *André*, tellement connu de l'Italie entière,

qu'autant voudroit que le Prince *Pignatelli* eût ignoré le nom du Comte *Damian de Priocca*, auquel il écrivoit.

Ce Baron d'*Awerveck* est un Hongrois qui a résidé quelque tems en France. Il doit être un peu surpris de la réputation que lui fait le Directoire, car cet agent *si actif & si multiplié* est fort inconnu, je crois, des Cours de l'Europe. Ou sa lumineuse dépêche est son ouvrage; & elle le montre sous le jour d'un imposteur si ridicule, que c'est outrager le bon sens que de supposer le plus chétif Comte d'Empire, confiant des missions à un pareil homme. Ou, beaucoup plus probablement, le Directoire a emprunté son nom pour donner le change sur ce griffonnage; & quelle opinion prendre de tout ce qui émane de la même source?

Ce n'est pas la première fois que les Beys de Paris se sont rendus coupables de ce crime de faux: leur histoire & celle de la Révolution sont remplies d'attentats du même genre. — Aussitôt que ce Gouvernement a exécuté une proscription ou un complot, il se présente comme calomniateur contre les victimes qu'il a faites. — Il frappe, ensuite il accuse.

L'hiver dernier, par exemple, il fit publier une correspondance qu'il m'attribua avec le

premier Ministre du Roi de Sardaingne, & trouvée, disoit-il, dans les papiers des *Inquisiteurs de Venise*. Il est de fait que je n'ai de ma vie écrit une ligne au premier Ministre, ni à aucun Ministre de Sa Majesté Sarde ; que j'ai eu encore moins de communications avec les Inquisiteurs, ou avec aucun Magistrat de Venise ; & que ce fatras avoit été fabriqué à Paris, pour appuyer l'opinion que le Conseil des Cinq Cents, expulsé & déporté, entretenoit des desseins de royalisme.

Maintenant on est en droit de demander à tout Gouvernement, à tout Ministre, à tous les Peuples, à quiconque ose s'abandonner à une transaction avec la République Françoise, ce qu'ils pensent d'une autorité assez lâche pour récourir à de semblables armes, assez vile pour ne pas rougir à la pensée d'une pareille prostitution, assez effrontée pour se permettre de tels outrages à la foi publique? Ce n'est pas le tout d'en rire, car il faut en frémir. De quoi n'est pas capable un Gouvernement que les loix puniroient du dernier supplice? Quelle valeur peuvent conserver ses sermens, ses promesses, ses allégations & ses actes publics? Quel est le père de famille qui entreprendroit un marché avec un faussaire? Est-ce depuis que les faussaires sont

armés du pouvoir révolutionnaire, qu'il devient plus sûr de négocier avec eux, & de s'en fier à leur probité? Crédules Députés de Rastadt! le bon billet que vous aurez dans un traité de paix sur parchemin, scellé en cire rouge par le Chancelier du Directoire François!

Des Aventures de Buonaparte en Egypte.

QUE savons-nous de la situation de ce Général & de ses guerriers *philosophes?* Rien; ou autant vaut. Presque tout ce qu'on raconte à ce sujet depuis un mois, ressemble à un chapitre des mille & une nuits.

Vienne nous envoie ses relations, le Directoire fait les siennes; les Gazettes recueillent ces amphigouris; le public crédule les médite; le public sensé rit & attend.

D'une part, on fait arriver des bulletins de Constantinople, qui un jour annoncent le massacre général des François; le lendemain ils les ressuscitent pour les faire tailler en pièces par *Mourad Bey*. — Vient ensuite un état des forces innombrables qui ont enveloppé cette même armée, déjà détruite à deux reprises.

Paris, au contraire, nous présente *Buonapar-*

te, à la fois *Numa* & *Alexandre*, conquérant & législateur ; égorgeant le matin dix mille Mussulmans dans une mosquée, & dictant le soir des questions de physique à l'Institut National ; catéchisant des Muphtis, interrogeant des Pelerins sur les chroniques de la Nubie ; & passant sa vie gaiement en parodies politiques, religieuses & académiques, sans autre trouble que celui d'éventrer de tems à autre quelques milliers d'Arabes, pour diversifier la scène.

Jamais on ne s'est moqué du pauvre genre humain, avec moins d'esprit que ne le font les relateurs de Constantinople & de Paris. Les dupes qui prennent au sérieux toutes ces facéties, & qui les ornent de longs commentaires, ont assurément beaucoup de tems de reste. Nous avons peine à savoir, avec quelque exactitude, un fait survenu dans la rue qui nous touche, & les discoureurs nous donnet leurs mémoires sur les annales journalières de l'Egypte !

Le seul fait constaté par l'accord de tous les partis, est celui d'un soulèvement au Caire ; soulèvement dont les François portent la date au 21. Octobre dernier.

De même qu'en Europe les Curés & les Capucins son les auteurs de toutes les insurrections présentes, passées & futures, contre la *liberté Fran-*

Françoise; ce sont en Egypte les Muphtis, les Imans & les Derviches, qui ont armé la multitude du Caire contre Buonaparte, Musulman si dévot, & théologien si profond dans la doctrine du Coran. — C'est ainsi que le Directoire fait écrire l'histoire de son tems, pour l'amusement des Parisiens.

Que cette émeute (car les récits les moins apocryphes ne permettent pas de donner un autre nom à ce mouvement, ait eu pour cause une imposition de dix piastres par maison, ou des réquisitions d'un autre genre; de quelle espèce d'oppression qu'elle ait résulté, il est évident que le peuple de la terre le plus timide, le plus lâche, & le plus complettement désarmé, ne se révolte point contre une armée qui campe dans ses murailles & à leur porte, sans y être poussé par des excès atroces. Quelque jour nous en saurons la nature; l'expérience la fait pressentir.

A ses troupes, *Buonaparte* par précaution avoit ajouté la réunion des goujats de son armée & des Européens établis au Caire. Un rassemblement des *séditieux* s'étant formé dans une Mosquée, le Général *Dupuy*, Commandant du Caire, s'y transporta avec une escorte de dragons, & y fut mortellement blessé. — *Buo-*

naparte fit battre la générale & marcher une force nombreuse sur la Mosquée principale, où 80 *mille Musulmans*, disent leurs bourreaux, étoient enfermés. Une Mosquée capable de contenir 80 mille hommes, est assurément un fier édifice.

On attaqua, on bombarda même cette enceinte, où les assiégés désespérés préférèrent de recevoir la mort au danger de se rendre à discrétion. — Les autres Mosquées furent assaillies en même tems, leurs portes enfoncées, & leurs parvis couverts du sang & des cadavres de ces malheureux. Trouvant ensuite que le carnage demeuroit incomplet, les François le recommencèrent le lendemain, & égorgèrent quiconque se trouva armé *d'un bâton*. Tout ce qui échappa de cette St. Barthélemi, chercha son salut dans la fuite à la campagne. Le massacreurs même, & leurs frères de Paris, avouent ces affreux détails; ils les racontent avec gloire.

Suivant eux, *Buonaparte* ne se trouvoit pas dans la mêlée; il y a survécu, pour recommencer au besoin ce sacrifice de sang humain; féroce par ambition, il est condamné à le devenir par nécessité.

On peut s'attendre qu'il traitera les Egyptiens, comme *Cortès* traita les Mexicains, &

Pizarre les habitans du Pérou. Sa position est analogue à celle de ces deux Espagnols. Ses partisans justifient ses exécutions atroces, en alléguant qu'elles sont indispensables à sa sureté. Oui; mais étoit-il indispensable à sa sureté, à celle de ses professeurs & de ses soldats, d'aller porter sur les rives du Nil le ravage, le meurtre, l'oppression, la discorde, & la guerre, parmi un Peuple qui ne connoissoit pas même son existence? C'étoit aussi pour leur *sureté*, que les spoliateurs de l'Amérique faisoient griller *Guatimozin*, étrangler *Atabalipa*, & qu'ils massacroient les sujets de ces deux Princes comme des troupeaux de daims.

Ainsi, un premier crime conduit à un second; l'injustice & l'usurpation à la révolte, la révolte à l'extermination. Toute la Révolution Françoise est comprise dans ces deux lignes. Pavie, Binasco, Terracine, Frosinone, Vérone, Viterbe, la Vendée, l'Underwald, les villes ou bourgs des Pays-Bas, réduits en flammes, ou livrés au saccagement, ont expié, à l'exemple du Caire, la présence de ces étrangers inhumains, qui, de contrée en contrée, vont dire aux Peuples: " *Abjure* ton Dieu, tes " coutumes, & tes institutions, ou je t'écrase " sous les ruines de ta maison; rends-moi ta

" ville, ou je la brûle; obéis à mes décrets;
" ou je t'assassine. "

Du moins, les Espagnols avoient aux Indes Occidentales, l'excuse de leur petit nombre: en détestant leur cruauté, on admire l'intrépidité de 1500 aventuriers qui détruisent un empire défendu par 200,000 hommes.

Et l'exterminateur de l'Egypte est le même individu qui disserte dans une académie, qui s'agenouille devant Mahomet comme il s'agenouilloit devant le Pape en Italie, & devant l'athéisme à Paris; qui érige des salles de spectacles & de concert sur les cadavres des Africains. Ah! la Divinité ne permettra pas longtems la durée d'un tel scandale. *Buonaparte* danse sur les tombeaux; le jour viendra où l'on dansera sur le sien.

Sa mort, d'ailleurs, sera l'événement le plus indifférent pour Paris, où l'on ne fait pas plus de cas d'un homme que d'un hanneton; où, fût-on César ou Thémistocle, on n'intéresse plus une Nation qui ne s'intéresse à rien; & où la Révolution marche au-dehors comme au-dedans, sans avoir besoin du nom & des talens d'un Corse, placé par le hasard à la tête d'une armée victorieuse, qui auroit vaincu sans lui.

FRANCE.

Quelques Notions authentiques sur l'état de cette Contrée.

PERSONNE n'osant plus ni contredire l'autorité, ni jeter, sans péril de sa vie, aucune lumière dans le public, touchant l'effroyable situation à laquelle le Gouvernement a réduit ses concitoyens; la presse & la poste étant soumises à une inquisition bien plus vigilante & plus expéditive que celle du Saint Office, on ne lit dans les papiers publics, & l'on n'entend guères dans les conversations, que la caricature de la France. Sa difformité disparoît sous l'enluminure & les masques de tout genre, dont ses maîtres & leurs secrétaires la couvrent aux yeux de l'étranger. Les voyageurs sont rares, le plus souvent peu éclairés, & la plupart fascinés par l'esprit de parti.

Nos informations sont insuffisantes à éclaircir des ténèbres qu'épaisissent journellement le despotisme & la terreur: personne à Tyr ne pouvoit décrire le Palais de Pymalion. Cependant, toutes les bouches ne sont pas closes; ni toutes

les issues fermées. A défaut d'une esquisse moins incomplette, on pourra lire avec quelque intérêt, & recevoir avec assurance, les particularités suivantes; elles nous sont transmises par des organes dont le discernement & la véracité nous autorisent à répondre de la fidélité de leur rapport.

Dans toute l'étendue de la République, la misère s'accroît à vue d'œil, & atteint toutes les classes, écrasées, d'ailleurs, par des impôts progressifs qui augmentent en raison directe de la détresse publique.

L'on presse à outrance & par les voies les plus violentes, la rentrée des taxes. Des milliers d'invalides à jambes de bois, accoutrés d'uniformes nationaux, vont s'établir en garnison chez les contribuables, qui ne payent pas à la volonté des percepteurs. La proportion des impositions actuelles avec celles de l'ancien régime, est de 32 livres à 288, pour les villes généralement. D'abord un peu plus foible pour les campagnes, la surtaxe y devient aussi monstrueuse par la multiplicité des nouveaux impôts indirects. Les administrations chargées de la répartition & du recouvrement, mettent le comble à l'oppression. Tel homme qui n'a jamais en sa vie vendu que des gants ou des

dentelles, préside le département provincial, arbitre absolu de la cottisation respective des citoyens; trop heureux encore, lorsqu'une régie si délicate & si dangereuse n'est exercée que par un ignorant ou un imbécille!

Le commerce se traînoit encore avec le secours de la *Caisse des comptes courans*, qui ayant pour 20 millions de papier-monnoie, faisant office de numéraire, suppléoit un peu à la disette des métaux. L'aventure de cette caisse le 19 Novembre dernier, & l'espèce de banqueroute où elle se trouve, ont porté au crédit le coup le plus funeste qu'il ait reçu depuis la Révolution. Il est devenu impossible de négocier aucun papier sur la France comme sur l'étranger. A la vue de cette position extrême, l'étranger refuse d'aider le commerce François, même des moyens usuraires qu'il lui fournissoit.

On peut avancer, sans exaggération, que toutes les maisons de commerce sont en liquidation; car ne vivant que sur des négociations de papier, & cette ressource leur étant enlevée, elles sont forcées de solder leurs engagemens avec des écus; & où les prendre?

Vingt-huit des plus considérables à Paris dans la banque, la commission, &c. 32 à Nan-

tes ; Lyon, & Rouen, ont *manqué* en moins de quinze jours : c'est une dissolution totale. Il faut allier l'immoralité à l'ignorance la plus profonde des affaires, pour avoir entassé, en si peu de tems, tant de sottises & de turpitudes. *Que l'étranger pense de la France ce qu'il voudra ; elle est dans un état cent fois pire encore.*

Tout est enlevé, jusqu'aux moyens de voyager. Les plus belles & les plus grandes routes ressemblent à des terres labourées ; & cependant de deux en deux lieues, des barrières exigent des droits onéreux sur les voitures de toute espèce. Il est impossible aujourd'hui de se rendre à Bourdeaux, à Strasbourg, à Lyon, à Brest, sans inconvéniens multipliés : ajoutez-y les risques pour la vie par le brigandage qui se commet sur les routes, en plein soleil comme pendant la nuit. Sur nombre de chemins, on est obligé de marcher en caravanes, de même qu'on traverseroit les déserts de l'Arabie.

Paris est devenu le cloaque le plus infect de l'Europe. On ne sait plus ce que c'est que de balayer les rues & d'enlever les boues ; l'illumination est dans le même état. Il existe pourtant des entrepreneurs de ces divers services ; mais le Gouvernement ne les payant point, ils

ne

ne sont pas assez fous pour les exécuter à leurs dépens. On a, il est vrai, rétabli, sous le nom pompeux d'*Octroi de Bienfaisance*, les droits d'entrée sur les vins, les eaux-de-vie, &c. dont le produit devoit être affecté aux besoins de la Capitale; mais à chaque heure il est détourné & dévoré: les gouvernans, qui dévoreroient mille & mille fois le revenu & les fonds de la France, qui ont de bons carrosses, des cuisiniers & des maîtresses, s'inquiètent fort peu que les Parisiens marchent dans la fange, qu'ils soient éclairés ou non, que les hospices soient sans bouillon, sans médicamens, & sans employés. Depuis six ans on n'a pas pavé une seule rue; aussi y rencontre-t-on des ornières comme dans un chemin de traverse. A côté de ces détails hideux de l'état sauvage, c'est une belle figure que font les Musées & les Lycées, les catalogues de statues & de tableaux, l'Institut National, & les périodes arrondies des discoureurs républicains, sur *la magnificence & la prospérité de la Grande Nation*!

Les mesures de *sureté*, c'est-à-dire d'inquisition, sont en pleine activité contre les Prêtres, les Députés, les Journalistes, & autres *Conspirateurs*, proscrits par la loi du 5 Septembre 1797. Tous s'enfoncent dans des retraites

ignorées, dans des souterreins, entre deux planches, dans les asyles les plus obscurs. La route de Rochefort est couverte de charettes, qui, de tous les points de la France ancienne & moderne, transportent au lieu de leur embarquement, de malheureux Ecclésiastiques, de prétendus Emigrés, des *suspects* de toute couleur.

La nouvelle réquisition de jeunes gens âgés de 20 ans a fourni 80 mille sujets, arrachés à leurs familles le sabre à la main. Les larmes des parens, les objections, les supplications, les remontrances, tout a été inutile; il a fallu partir. C'est à cette mesure qu'on doit le soulèvement de la Belgique, où l'on brûle bourgs & villages sans remission, comme dans la Vendée il y a cinq ans.

Rien, au reste, n'est plus indifférent à la Nation que la paix ou la guerre; on est tellement affaissé sous le poids de ses peines, qu'on n'entrevoit plus, dans aucun cas, aucune perspective de soulagement.

Le découragement, l'égoïsme, la lâcheté, sont aussi répandus que le mécontentement, & préviennent qu'il ait aucun effet contre la tranquillité du Gouvernement. On souffrira tout en silence; la guillotine seule pourroit rendre quelque mouvement à cette masse dénaturée. Les

honnêtes gens bénissent même le Directoire de ne point adopter encore dans toute sa rigueur le système de *Robespierre*. Il ne reste plus en France que des individus isolés; tous les liens de la nature, de la société, de la morale, de l'honneur, sont brisés. Le mécontentement, au reste, (ne vous abusez pas à cet égard) porte plus sur les gouvernans que sur la forme même du gouvernement. On vous trompe, si l'on vous dit que le désir du Royalisme anime la majorité de la France. Si demain le Directoire pouvoit adopter des formes protectrices de la liberté individuelle & des propriétés, s'il laissoit quelque liberté à l'exercice du culte, il rallieroit à lui les 18 vingtièmes de la République; mais son caractère, la force des choses, l'impulsion des antécédens, ses passions, sa position, tout doit faire reléguer cette hypothèse parmi les chimères.

Il contient l'intérieur, beaucoup plus par la crainte du retour au régime entier de la terreur, que par ses armées. Les Chefs de celles-ci sont indisposés de la méfiance que leur témoigne ce Gouvernement, en les faisant postillonner sans cesse d'une armée à l'autre, afin de leur ôter le tems de s'y accréditer. Quant

à l'officier ordinaire & aux soldats, ils ne sont fatigués que de l'inaction : ils désirent la guerre, le pillage est leur élément & leur passion. Depuis quelque tems, leur solde est assez régulièrement payée.

Voulez-vous connoître l'esprit de tout ce qui gouverne la République ? Apprenez l'anecdote suivante. A la clôture de la dernière session du Corps Législatif, il restoit dans la caisse de cette assemblée environ un million, pour arrérages du traitement non payé des Députés, déportés ou chassés le 18 Fructidor, an 5 (4 Septembre 1797). Leurs collègues n'ont pas eu honte de s'adjuger & de diviser entr'eux cette somme : la part de chacun a été de 14 à 15,000 liv. tournois. *Tous* ont reçu cette aubaine : aucun même de ceux qu'on nomme *gens de bien*, ne l'a refusée. Un tel systême de partage, au marc la livre, de la dépouille des Représentans exclus par le Directoire, est dans les mains de celui-ci un moyen irrésistible de corruption, & lui assure toute la facilité nécessaire pour démembrer, choisir & restreindre à son gré le Corps Législatif. Cette année-ci, ces honnêtes Représentans du peuple se partageront le traitement des Jacobins exclus l'été dernier par le

Directoire; & aux élections prochaines, leurs efforts se réuniront à écarter de même le plus de Députés légitimes qu'ils pourront.

La rupture de la Cour de Naples a été inattendue pour le Gouvernement. — Le commandeur de *Ruffo*, Ministre de Sa Majesté Sarde, étoit parti avec les assurances les plus pacifiques; on lui avoit promis de rappeler *La Combe St. Michel*, & de ne plus insister sur la mission de *Mangourit*. On alloit, de plus, moriginer les Consuls Romains, & chasser l'agent *Bassal*, ancien Curé de Versailles & Conventionnel, aposté à Rome en qualité de secrétaire général du Consulat, & auteur de la philippique publiée contre le Roi de Naples.

On exigeoit un prêt de 4 millions de la Cour de Toscane, & un autre prêt de deux millions de celle de Turin. On proposoit au Danemarck de renouveler le Traité de 1742; au Roi du Suède d'accepter, pour la forme seulement, l'Ambassadeur *Lamarque*, que ce Prince avoit refusé; on promettoit de changer aussitôt la destination de cet homme. Les mêmes ménagemens & des offres plus séduisantes circuloient à Vienne, & en Allemagne.

L'Evêque d'Autun étoit le principal auteur & l'artisan en chef de ce système de dissimu-

lation, pendant la durée duquel le Directoire eût achevé ses levées en Suisse, ses organisations militaires en Italie, son plan de brouilleries, d'indemnités & de discorde dans l'Empire, sa compression des Jacobins, ses réquisitions militaires, la soumission de la Belgique, l'assujettissement de l'Espagne, & l'invasion du Portugal.

Les événemens de l'été dernier avoient inspiré au Gouvernement un repentir mortel d'avoir lâché l'Europe, au moment où il la tenoit presque subjuguée. Il s'appercevoit qu'en cela, lui-même avoit mal-entendu la Révolution, & que ses desseins périclitoient pour avoir voulu mêler l'état & presque les formes de Puissance ordinaire & régulière, aux conditions & aux us de Puissance révolutionnaire. Il est des choses qu'on ne peut faire à moitié; & la révolution, moins que tout autre souffre les tempéramens & les délais: mais les embarras du moment, mais l'espoir de se rapprocher du but par des négociations cauteleuses, mais la crainte de rendre les Jacobins trop nécessaires, suspendoient le retour au franc déployement de la politique & de la guerre révolutionnaires.

L'aggression Napolitaine a culbuté toutes ces temporisations. L'extermination de la Monar-

chie Sarde, l'arrestation des Ambassadeurs, les proclamations du Directoire, les discours tenus dans les Conseils, tout vous annonce la résurrection de la première tactique, & sur quels principes va se faire une nouvelle guerre.

Les Jacobins en triomphent : ils sentent qu'on ne pourra guères se passer d'eux. Déjà, nous avons entendu le Directoire déclarer qu'à présent il n'y avoit plus *qu'un esprit dans l'assemblée*, & que les efforts du Gouvernement seroient aidés par tous les moyens des législateurs.

Mais, en régularisant la terreur, il veut en rester dispensateur : il n'admettra les Jacobins à cet emploi qu'avec précaution, ou lorsque des revers lui forceroient la main. En attendant, nous ressentons déjà les effets de ces combinaisons. Ce régime de terreur organisée s'approche & se décèle : le nouveau Ministre de la Police vient d'expédier l'ordre à tous les Commissaires du Pouvoir exécutif dans les Départemens, de lui envoyer l'état & le nom des personnes qui dans chaque ville & dans chaque Canton ont, durant le cours de la révolution, professé des opinions, ou observé une conduite qui lui étoient contraires.

ALLEMAGNE & ITALIE.

Apperçu de la situation de ces deux Contrées, & des événemens généraux, jusqu'aux derniers jours de 1798.

LES informations particulières, & beaucoup moins encore, les nouvelles publiques apportées par les malles arrivées, n'ont point fixé les incertitudes, ni éclairé la prévoyance. Quelques faits noyés dans des rapports incertains, dans de vagues conjectures & des contradictions, ne suffisent pas à déterminer l'opinion sur ce que va devenir le Continent.

Au commencement de ce mois, on n'y connoissoit les revers de l'armée Napolitaine, que par les relations de Paris; ainsi, point de lumières sures touchant la nature, l'étendue, & les suites de cette disgrace.

Si nombre de gens prenoient encore une confiance exaggérée dans les premiers événemens de cette campagne, il paroît que le Cabinet de Vienne

Vienne la partageoit peu, & que, loin d'approuver cette démarche prématurée & isolée du Roi des deux Siciles, il n'étoit ni préparé, ni peut-être disposé à la seconder.

Quels qu'aient pu être les motifs qui ont entraîné la Cour de Naples à cette dangereuse expédition, il est plus aisé d'en comprendre le sort, que d'en justifier l'époque. Toutes les autorités dignes de crédit rendent à-peu-près certain que le Directoire, occupé d'embrouiller le Continent, & de gagner le tems nécessaire au succès de ses artifices, ne méditoit aucune attaque prochaine sur l'Etat de Naples; mais en lui supposant ce dessein, son aggression, n'eût-elle pas ébranlé l'Empereur bien plus surement que celle du Roi de Naples? Si l'on étoit assuré de l'appui de l'Autriche, dans le cas où les François commenceroient les hostilités, étoit-il prudent de les commencer soi-même, au risque de rester seul à découvert, & d'être écrasé par l'ennemi avant que le Gouvernement Impérial eut achevé de délibérer sur cette circonstance inopinée?

Le Roi de Naples a mis dans sa décision toute la grandeur d'ame du dévouement: on admire le sentiment que l'a dicté; mais on gé-

mit qu'il n'ait pas été précédé de quelques semaines de patience.

Tandis que les folliculaires & les politiques de café insultent le Général *Mack*, les gens instruits du Continent rendent justice à son plan & à ses dispositions. En moins de dix jours, il avoit forcé l'ennemi d'évacuer une plus grande partie de l'Etat ecclésiastique, couvert la Toscane par un corps de troupes, & séparé un moment de l'armée principale, la division Françoise réfugiée sous Ancone. Toutes les parties bien liées de ce projet avoient été exécutées avec précision, célérité, & concert. — Si, depuis, la conduite des troupes Napolitaines a trahi les espérances de leur Chef, il est absurde de lui imputer légèrement cette infortune, dont les causes & les circonstances sont encore absolument ignorées.

Son armée ne passoit pas 40 mille hommes: 7000 Napolitains débarqués à Livourne n'ont pris aucune part aux opérations offensives. *Championnet* avoit, au moment de l'invasion, 18 mille hommes, auxquelles il joignit un corps d'auxiliaires Romains assez nombreux, la Légion Polonoise, & ensuite plus de 12 mille hommes, attirés à lui de la gauche des Ap-

pennins, de la Romagne, &c. Ce dénombrement fait disparoître le prestige d'un succès, remporté, disoient les arithméticiens de Paris, par 15 mille hommes sur 80 mille.

Au lieu du ridicule Manifeste que les faussaires du Directoire ont attribué au Roi de Naples, & que les Gazettes étrangères ont transcrit de celles de Paris, ce Monarque avoit publié, en entrant sur le territoire Romain, une Proclamation aussi sage que fondée sur la vérité. Cette pièce explique les motifs, les espérances & le plan qu'on se proposoit de suivre: en voici la traduction exacte.

FERDINAND IV. *par la Grace de Dieu, Roi des Deux Siciles & de Jérusalem, Infant d'Espagne, Duc de Parme, Plaisance, Castro, &c. Grand Duc Héréditaire de Toscane, &c. &c.*

DEPUIS le commencement des Révolutions politiques, qui ont détruit toute espérance de tranquillité dans diverses parties du monde, nous nous sommes appliqués à pourvoir avec soin à la sureté de nos Domaines Royaux; nous en avons éloigné les séducteurs & leurs maximes pernicieuses; nous avons réorganisé & accru nos armées, resserré les nœuds de nos alliances avec les Puissances amies, stipulé un Traité de Paix avec la République Françoise, épuisé tous les autres procédés pacifiques: & cependant nous nous trouvons dans la dure perspective d'un danger qui menace la paix & l'intégrité de notre territoire, & qui est la suite du renversement qui s'est opéré dans le Pays Romain, qui touche nos limites, & des outrages

qu'a essuyés la Sainte Religion Catholique, qui ont entraîné des discordes civiles, des scènes de massacres & des dépréda-tions. "

" Ces événemens, réunis à l'invasion de l'Isle de Malte, qui est dans notre mouvance royale ; aux continuelles menaces d'une invasion prochaine de nos propres domaines, confirmées par les préparatifs militaires ; les mouvemens de troupes destinées à *révolutionner* notre Royaume de *Naples*, nous ont contraints à prendre des mesures plus efficaces encore, pour éloigner de nos domaines le danger qui les menace. C'est pourquoi nous nous sommes déterminés à faire avancer notre Armée Royale dans l'Etat de *Rome*, partout où besoin sera ; avec la volonté stable d'y rétablir la religion *Catholique*, y comprimer l'*Anarchie*, y terminer les désastres & les déprédations, y ramener la paix, & le replacer sous le Gouvernement régulier de son légitime Souverain. "

" Nous déclarons à nos très-aimés sujets, aux habitans de l'Etat Romain, & aux peuples de toute l'Italie, que bien loin de vouloir ressusciter la guerre contre aucune Puissance, il n'y a que le désir de pourvoir à leur sureté, & de rendre à la religion l'hommage qui lui est dû, qui ait pu nous porter à cette entreprise, dans laquelle, avec l'aide de Dieu, & secondés par les puissans secours de nos grands alliés, ainsi que par les efforts des Nations Italiennes, nous espérons obtenir des succès. Nous-mêmes, à la tête des braves soldats de notre armée, nous dirigerons les opérations militaires, promettant de n'en faire usage que dans le cas de résistance ou d'aggression : autrement tous nos soins se porteront sur l'établissement de la religion & du Gouvernement de l'Etat Romain.

" A ces causes, nous exhortons tous les habitans de cet Etat à déposer les armes au moment de l'entrée de nos troupes sur ce territoire ; à se conformer aux dispositions que nous prendrons en leur faveur & pour la sureté commune ; à facili-

ter de tous leurs moyens & secours, notre très-juste entreprise; à être bien persuadés, qu'en faisant usage de notre justice naturelle & de notre clémence, non seulement nous protégerons & récompenserons les bons & vertueux sujets, mais encore nous accueillerons dans nôtre affection paternelle les hommes égarés, qui, après être repentis de leurs erreurs, reviendront volontairement dans le droit chemin, & se soumettront à nos commandemens. Nous inspirerons à tout le monde le désir d'oublier leurs insultes personnelles & tout sentiment de vengeance, pour ce qu'ils ont souffert dans la dernière Révolution, & de s'abstenir de tous excès & représailles, sous peine d'être frappés de notre indignation royale, & traités comme contrevenans à la sureté publique. Nous exhortons pareillement les Généraux & Commandans de toute Armée étrangère d'évacuer sur-le-champ avec leurs troupes tout le territoire Romain, sans prendre aucune part ultérieure aux destinées de cet Etat, dont le sort, à raison de son voisinage, & pour les motifs les plus légitimes, intéresse spécialement notre puissance Royale."

"Enfin, nous attestons, que, du moment où notre armée sera entrée librement sur le territoire Romain; les communications seront libres entre les deux peuples: Nous ferons venir de notre royaume, au secours de l'Etat Romain toutes les espèces de vivres & de subsistances dont il pourra avoir besoin."

Au Quartier Général de St. Germain,
le 14 Novembre 1798.

(*Signé*) FERDINAND.
(*Et plus bas*) JEAN ACTON.

L'effet de cette proclamation, soutenue de la discipline des troupes Napolitaines, fut rapide; il sert à prouver les dispositions qui animent

les habitans de l'Italie envers leurs oppresseurs. Des soulévemens eclatèrent dans toutes les parties de la contrée; les Révolutionnaires Romains & leurs protecteurs François furent assaillis, à leur départ de Rome, par les *Transteverains*; par-tout les Napolitains furent reçus comme des libérateurs: le mouvement commençoit à gagner la Romagne, le Mantouan & le Modénois. Ces démonstrations de vengeance ont entraîne des exécutions épouvantables. Ce n'est pas contre les François d'aujourd'hui qu'il faut se révolter légèrement & à demi.

On n'a, je le répète, aucune notion ultérieure sur leurs progrès dans le Royaume de Naples. Les communications se trouvant coupées par eux avec l'Allemagne, on étoit à Vienne, le 30 Décembre, dans l'ignorance de la position des armées, & même des derniers combats. dont la France informé l'Europe.

Pas plus d'éclaircissemens sur la marche du Roi de Sardaigne: on apprend seulement que ce Monarque & la Famille Royale partirent de Turin dans six voitures que suivoient quatre chariots de bagages, seul reste de l'héritage d'une Maison souveraine, dont la générosité de *la Grande Nation* ait permis à son *allié* de disposer. En montant en carosse, le Roi versa

quelques larmes, il fut baigné de celles des assistans; le Peuple consterné éclatoit en gémissemens & en cris que les François étouffèrent, en garnissant de troupes nombreuses toutes les rues principales. L'armée de ce Prince consistoit en 18 mille hommes, au nombre desquels cinq régimens Suisses, dont nous indiquerons dans l'instant la destination.

Aucunes traces certaines de la route de cette auguste Famille: mais l'on doute que le Directoire la laisse même aborder en Sardaigne. Pourquoi l'engagement qu'il a contracté à cet égard, seroit-il plus valide que la capitulation de Malte? On se souvient qu'elle avoit assuré aux Chevaliers François leur rentrée en France & une pension. Antibes avoit été indiqué comme le lieu de réunion où exhiberoient leurs certificats aux préposés du Gouvernement. Aussitôt qu'ils sont arrivés dans ce port de la Provence, on leur a signifié qu'ils seroient déportés à Mayorque & aux Canaries, aussitôt qu'on auroit arrangé l'affaire avec la Cour de Madrid.

L'Empereur s'est rendu le 26 Décembre à Brünn, en Moravie, où la première colonne des troupes Russes, forte de 23 mille hommes, étoit arrivée les jours précédens: à cette date

les deux dernières colonnes de cette armée n'avoient pas encore dépassé la Pologne. Il est sensible que ces corps auxiliaires, en supposant qu'ils avancent en Souabe ou en Italie, n'y arriveront qu'au printems.

Si tout annonçoit dans la Monarchie Autrichienne des remuemens militaires & des dispositions de sureté, rien encore n'annonçoit des mesures d'aggression. Sur l'Adige, dans le Tirol, dans les Grisons dont M. de *Bellegarde* avoit dernièrement reconnu & fortifié tous les défilés, les opérations se bornoient à des mouvemens préparatoires & défensifs.

Les habitans de Vienne se berçoient encore de l'espoir de la paix & de la neutralité. On y attribuoit les difficultés & l'incertitude subsistantes, à la nature des demandes faites par le Cabinet au Directoire, & déjà proposées aux conférences de Selz. S'il faut en croire le bruit public, ces demandes consistoient, 1°, dans la restauration du Pape; 2°, dans la retraite des troupes Françoises hors du territoire de la Cisalpine & de l'Helvétique, & dans l'entière émancipation de ces deux Républiques; 3°, dans l'évacuation de Malte, de l'Egypte, & des Isles de l'Adriatique.

Si le Gouvernement de Paris s'est roidi contre

tre ces concessions, à l'époque où il en offroit à tous ceux qu'il vouloit désarmer, quelle ne sera pas sa résistance, aujourd'hui qu'il s'est emparé d'une nouvelle couronne, & qu'il poursuit le Roi de Naples jusqu'aux murs de sa capitale?

Si ce Monarque ne peut défendre ses Etats, son allié devra le sauver par les armes ou par les négociations. Dans celles-ci, le Directoire opposera ses succès & son insolence, à toute revendication des articles que nous venons d'enumérer; & leur abandon absolu sera le prix auquel il consentira de laisser subsister la Monarchie des Deux Siciles. — Par conséquent, la Cour de Vienne perdra dans cet arrangement forcé le fruit de ses temporisations, l'espérance de huit mois de pour-parlers, & celle de dissoudre cette coalition, si ménaçante pour elle, de la République Françoise avec celles de Suisse & d'Italie; coalition qui ne lui laissera ni un jour de sécurité, ni une année de repos.

Cette observation est tellement frappante, qu'on pénètre difficilement comment la Maison d'Autriche échappera à la nécessité d'une rupture très-prochaine, ou à sa ruine non moins prochaine si elle s'abaisse à une capitulation; mais, après toutes les scènes que nous présente

l'Europe depuis six ans, ce ne sont pas les vraisemblances qu'il faut consulter; les conjectures ont rarement été fausses, lorsqu'elles ont contrarié toutes les règles de probabilité.

Encore au commencement de Décembre, le Directoire a dépêché à Vienne un émissaire avec de nouvelles phrases. Cet agent, Génois de naissance, & ce qu'on nomme un Gentilhomme *Rivierasque*, escroc sans fortune, espion d'un autre bandit nommé *Tilly*, Ministre François à Gênes en 1793 & 1794, auteur de l'incendie du *Scipion* en 1794, connu pour avoir fait une prostitution publique de sa femme, & l'un des estafiers de *Barras*, s'appelle *Botto*. Il passa le 6 Décembre à Rastadt, ayant en poche l'*ultimatum* de ses commettans.

Les dispositions & la marche du Cabinet de Berlin sont moins obscures. Il a soutenu & soutient avec fermeté sa juste prétention sur l'Isle de Buderich; il s'est préparé sans éclat aux conjonctures dans lesquelles il est à la veille de se voir entraîné; il a repris envers le Directoire l'attitude de force qui convient à sa dignité & à sa puissance; il semble indiquer la décision de s'ébranler, aussitôt qu'il y seroit appelé par l'accord & la détermination virile de la Cour Impériale, par un systême d'ensemble, de

sincérité & de vigueur, propre à prévenir les catastrophes de la première Confédération.

Si la confiance dans ce système étoit aussi générale qu'elle l'est peu, qui peut douter qu'il ne fût embrassé à l'unanimité? Toutes les redites sur l'aveuglement, l'indécision, la pusillanimité des Puissances Continentales, ne peuvent s'appliquer avec justice à aucun Gouvernement en particulier. — Quel est celui qui entreprendroit sans témérité, de lutter seul contre la République Françoise, contre ses armées, ses artifices, ses corruptions, ses crimes, ses désorganisations? Par sa position, par sa constitution dont la crise actuelle a développé le prodigieux ressort, par une foule de causes locales, l'Angleterre peut braver ses ennemis; mais où est le second Etat qui possède de semblables avantages?

Tant que tous ne sont donc pas ralliés par des combinaisons, qui promettent aux Confédérés fidélité dans les engagemens respectifs, harmonie dans les opérations, sagesse dans les plans, cohérence dans le but, concours assuré dans l'emploi des moyens, & tranquillité sur l'avenir, chacun hésite & recule, & personne ne hasarde d'entrer seul sur le champ de bataille; mais, pendant ces fluctuations, la Répu-

blique Françoise mine ou attaque les Etats divisés, & les subvertira successivement, avant qu'ils se soient conciliés sur leur défense mutuelle.

De toutes les parties de ce triste tableau, les scènes de Rastadt seroient les plus risibles, si elles n'étoient les plus révoltantes.

L'appât des sécularisations & des indemnités a été pour cette Assemblée la boëte de Pandore, & le moyen décisif d'influence & discorde que s'est ménagé le Directoire. Aussitôt que ses Plénipotentiaires eurent remis le 6 Décembre leur *Ultimatum*, les Ministres de Wirtemberg, des Deux-Ponts, de Hesse-Darmstadt, de Salm, des Comtés du Cercle de Souabe, de ceux de Wetteravie, de la Maison de Nassau, de celles de Linange, de Wartenberg, &c. s'empressèrent le 7 de remettre à la Députation d'Empire un Mémoire, où ils la conjuroient d'accorder la paix sans délais & sans conditions. — Le 8, les Plénipotentiaires François jouèrent la comédie, en faisant aux Députés leur visites d'adieu, & en annonçant leur départ immédiat.

Délibérant sous la double impulsion de la peur & de la cupidité, la Députation se scinda: des éclats, des reproches, & presque des voies de

fait, animèrent la discussion: enfin, les avis se résumèrent; pour l'accession pure & simple aux décisions du Directoire, les suffrages de Mayence, de Bavière, de Bade, de Darmstadt, de Würtzbourg, de Francfort & d'Augsbourg; contre ce vœu d'abjection, les voix de l'Autriche, de Saxe, & de Bremen. Les Ministres de ces trois députations protestèrent avec force contre la délibération, & firent enregister leur déclaration.

Immédiatement après, l'esprit de rapine s'est déployé. Mettant l'Empire à l'encan, les adjudicateurs François ont sorti la liste des Principautés, des Evêchés, des Abbayes, des Monastères, dont ils entendent récompenser les services & la docilité des *amis de la France*. On s'est précipité sur ces lots comme un affamé sur un festin: c'étoit une Saturnale. Chacun arrivoit à la porte des donateurs avec sa carte géographique, son arpentage, sa demonstration statistique. L'Empire entier eût à peine suffi à rassasier les impétrans, & aux indemnités qu'ils réclamoient. Tel Baron immédiat, qui n'a jamais eu que des dettes, demandoit un Etat. Les mémoires s'entassoient sur le bureau des Plénipotentiaires François, révoltés eux-mêmes de cet acharnement spoliateur. Les Pétitionaires se croyoient déjà à l'âge d'or.

Tout-à-coup une nouvelle note fulminante est venu déconcerter la joie, & a fait disparoître les châteaux de cartes: cette note, la voici; elle date du 13 Pluviose (2 Janvier).

Les soussignés, Ministres plénipotentiaires de la République Françoise, sont chargés par leur Gouvernement de faire à la Députation de l'Empire cette déclaration formelle, que, si la Diète de Ratisbonne consentoit à l'entrée des troupes Russes sur le territoire de l'Empire, ou si même elle ne s'y opposoit point efficacement, la marche de l'armée Russe sur le territoire Germanique sera regardée comme une violation de neutralité de la part de l'Empire; que la négociation qui se fait à Rastadt sera rompue, & que la République & l'Empire se retrouveront sur le pied où étoient les deux Etats avant la signature des préliminaires de Léoben, & la conclusion de l'armistice.

A cette déclaration, dictée par la gravité des circonstances, les soussignés joignent avec plaisir l'assurance la plus expresse de leur Gouvernement pour le soulagement & la satisfaction de l'Empire, & du désir sincère qu'il a, qu'un incident aussi peu prévu que celui qui fait l'objet de cette note, & qui pourroit devenir si funeste à la tranquillité intérieure de l'Allemagne, ne vienne pas détruire les espérances presque réalisées d'une réconciliation parfaite, & d'une paix perpétuelle entre les deux nations.

Personne, au surplus, ne sauroit se tromper sur les motifs & le but du Cabinet de Pétersbourg: la Députation de l'Empire, sur-tout, est trop instruite dans les affaires de l'Europe, pour ne pas voir clairement que la Russie, après avoir entretenu la guerre pendant six ans sans y prendre part, ne se met si ouvertement aujourd'hui en état d'aggression contre la France, que pour traverser la pacification du Continent, & dans l'intention non moins évidente de couvrir la grande usurpation qu'elle médite depuis long-tems.

Les soussignés ne doutent donc pas que la Députation ne voie, dans la démarche du gouvernement François, une preuve de plus de ses sentimens pacifiques, & une occasion pour l'Empire, en évitant un danger personnel, d'acquérir de nouveaux droits à l'amitié de la République.

(Signé) BONNIER,
JEAN DE BRY,
ROBERJOT.

Le sens & le but de cette notification sont clairs. Surement le Directoire n'en est pas à savoir que les Landgraves & les Margraves, les Comtes & les Barons de Souabe & de Vetéravie, n'ont pas la puissance de *s'opposer efficacement* à la marche de 60 mille Russes, qui les feroient bientôt rentrer dans le rôle de spectateurs. Il sait bien que les Hérauts de la Diète de Ratisbonne ne chassent point des Cosaques; comme il sait encore que, cette redoutable armée une fois en Allemagne, les Cercles antérieurs qui l'auroient sur leurs derrières & sur leurs flancs seroient bientôt forcés de renoncer aux écrivailleries de Rastadt, & de revenir à leurs devoirs de membres du Corps-Germanique.

Il les met donc dans la nécessité, ou de se jeter entre ses bras, & de recevoir ses soldats comme des protecteurs & des alliés, ou de subir le saccagement qu'il ne manquera pas d'exécuter, sans délai, sur la rive droite du Rhin. De même qu'il fera la guerre en Italie avec les vivres & l'argent du Piémont, il entend faire la guerre en Allemagne avec les dépouilles de la Haute Souabe, des Cercles du Haut Rhin & de Franconie.

Cette demande sera donc suivie d'une invasion immédiate dans l'Empire antérieur, si les Russes continuent à s'avancer. En conclurra-t-on qu'elle réduit l'Empereur à l'alternative, ou de renvoyer des alliés accourus pour le défendre, ou de recevoir une déclaration de guerre? On ne peut encore être informé de l'impression que cette note du 2 Janvier aura produite à Vienne. Combinée avec la situation du Roi de Naples, elle sembleroit ne laisser aucune ressource aux évasions ultérieures, aucun espoir à la Maison d'Autriche de conserver la paix.

Cependant, on doit observer que, par l'expression de *territoire de l'Empire*, le Directoire très-probablement entend désigner, non les Etats héréditaires de S. M. I. où les troupes Russes se trouvent en ce moment, mais les provinces d'Allemagne au travers desquels elles poursuivroient leur route, soit en Souabe, soit en Italie. La question alors sera de savoir, si la Cour de Vienne portera ses auxiliaires hors de son territoire, au risque d'une rupture avec la République Françoise, & non si elle sera tenue de les renvoyer en Pologne.

De jour en jour il devient plus urgent, qu' enfin la communication de l'Allemagne avec la France

France soit coupée, & que la guerre autorise à y rétablir une police sévère. Les empoisonneurs publics y reprennent leur activité, surtout dans le midi: on y est inondé de pamphlets, de gazettes, d'almanachs, de journaux pernicieux. Il y a telle Université où l'on ne trouveroit pas trois Professeurs qui osassent convenir qu'ils croient en Dieu. A Rastadt même la Légation Françoise fait circuler des écrits incendiaires & des libelles diffamatoires: dans leur nombre on a distingué une brochure Allemande, dont l'auteur est un Salzbourgeois, sous le titre de *Bernadotte à Vienne, ou Eclaircissemens sur le soi-disant véritable Exposé de l'Emeute du 13 Avril 1798.* La terreur, qui commence à reprendre son premier ascendant, s'unit aux ravages de l'opinion & au défaut total de surveillance, pour ouvrir la route à la désorganisation. On se formera une idée juste de cet empire de la crainte, par le fait suivant dont nous garantissons l'authenticité. A la fin de Novembre passé, une très-grande Cour d'Allemagne fit signifier au journaliste de Francfort, dont la feuille impartiale étoit rédigée avec les plus grands ménagemens, d'avoir à s'abstenir de *rien dire de désobligeant sur la République Françoise.*

Forcés de renvoyer au Numéro suivant les détails qui nous sont parvenus sur la situation & les dispositions de la Suisse, nous les décrirons en deux lignes. Des loix sans nombre & des injustices, des impôts, & des confiscations, des réceptions d'Ambassadeurs, & des levées de soldats, quelques mouvemens sans cohérence & sans moyens réels, l'attente cruelle de plus grands malheurs, peu de confiance dans les déterminations de l'Autriche, & un asservissement complet, voilà les principaux traits du tableau. Le corps auxiliaire de 18 mille hommes que le Directoire Helvétique a vendu au Directoire de Paris, se recrute progressivement: on y fondra les cinq Régimens trouvés en Piémont, & l'on ne doit pas se dissimuler qu'il sera complet dans six mois, si une puissante & sure assistance du dehors ne vient conserver ces troupes à leur patrie.

Quelle que soit l'énergie du mécontentement en Suisse, elle est nécessairement contenu jusqu' à la reprise des hostilités continentales. Enfermée par le territoire ou par les armées de la France, la Suisse n'a pas, comme la Belgique, l'avantage d'être contiguë à des pays presque aussi impatiens qu'elle de leur servitude, ou à des pays neutralisés.

Aussi, ce soulèvement d'une partie des Pays-Bas resiste-t-il aux attaques & aux défaites. Dans le milieu de Décembre il s'est livrée encore deux combats meurtriers auprès d'Hasselt & de St. Trond. Les François battus dans l'un n'ont pu sauver la première de ces deux villes, dont les insurgens se sont emparés, & qu' ils ont reperdue dans une nouvelle action.

Tous ceux qui connoissent à fond ces Provinces, qui ont étudié l'histoire & le caractère de ses habitans, sont unanimes à penser que cette révolte peut facilement devenir interminable & irrésistible, & se généraliser de la Province d'Oostfrise aux lignes de Landau.

" Ce Peuple Belge, " nous mande un des hommes dont le long séjour, & les emplois dans les Pays-Bas, dont les lumières & la pénétration accréditent le jugement, " ce Peuple " Belge mérite une grande attention de la part " des Puissances qui peuvent influer sur la " durée de sa résistance. Il est difficile de le " monter, impossible de le ramener. Toutes " ses révoltes contre la Maison d'Autriche éto- " ient pitoyables, parce qu'elles manquoient de " bases, qu'elles n'étoient point universelles, " qu'il existoit divers partis, & une armée *Na-* " *tionale* dans la contrée, au service de l'Em-

" pereur. Aujourd'hui c'est la révolte des Pro-
" vinces Unies contre le Duc d'Albe. Depuis
" *Philippe II* les Belges n'eurent jamais de
" semblables motifs d'obstination & de vengean-
" ce. C'est un sentiment, un vœu communs,
" une nécessité générale.

" Flanqués de la Hollande, qui est en ca-
" hos & non moins combustible, de la rive
" gauche du Rhin, qui s'indigne, gémit & se
" remue; ayant derrière eux, non la mer com-
" me la Vendée, mais un Continent immense
" & mécontent; répandus avec des armes sur
" la surface du pays le plus chicaneux & le
" plus susceptible de défense partielle que je
" connoisse, les Belges ne seront pas soumis
" si tôt; ils absorberont l'armée Françoise jour
" à jour. Tous les *corps* que la République y
" enverra successivement, se fonderont en dé-
" tail, & ne serviront qu'à donner une nou-
" velle impulsion à l'acharnement populaire.

" Que la Grande Bretagne ne perde pas un
" moment de vue cette importante guerre de
" la Belgique. "

MERCURE BRITANNIQUE.

N.° XII.

FÉVRIER 10, 1799.

Quelques Remarques sur l'anarchie où se trouve le Système politique de l'Europe.

LA supériorité qu'ont gagné sur le Continent la République Françoise & ses entreprises révolutionnaires, occupe journellement les conversations, la presse, & les Conseils. Nous avons déjà une centaine de théories à ce sujet; aussi notre intention n'est point d'en augmenter le nombre.

Malheureusement, tant d'explications ingénieuses ne servent pas à conserver un pouce de terrein.

Les uns, après de longues dissertations, finissent par voir dans le bouleversement actuel l'ouvrage *direct* de la Providence dont ils expliquent les décrets. — Si cette révélation se trouvoit, du moins, à la première page du livre, on seroit dispensé de le lire; car, il n'est pas besoin d'un volume ou deux pour annoncer un mystère, confié à l'Auteur par la Divinité. La foi suffit.

D'autres s'en prennent aux armées: à les entendre, un jour elles triomphent par le nombre, le lendemain par les talens de tel Général; le Général disparoit-il, c'est leur génie propre qui les conduit à la victoire. Tantôt c'est une attaque trop précipitée, tantôt une attaque trop tardive; tantôt c'est la perte d'un défilé, & tantôt l'infériorité de leur artillerie volante, qui font succomber les soldats des Rois devant les soldats républicains. De troisièmes découvrent une conjuration secrette, invisible & universelle, contre le *Trône* & l'*Autel*.

Viennent ensuite les accusateurs armés d'arrêts diffamatoires, qui interprêtent tous les revers par la subornation des Ministres & des Généraux. Ceux qui visent à la profondeur & que mécontentent les trivialités, font de la Ré-

volution un chapitre du Tasse ou de l'Arioste; ils ont à leurs ordres un Génie surnaturel, invulnérable, & irrésistible, dont le talisman se joue des résistances, & fait évanouir les montagnes, les feux, les abîmes, les dragons, & les murailles.

Celui qui, dédaignant ces divers poëmes, cherche dans la nature très-ordinaire des choses, telle que l'histoire de tous les siècles nous l'a développée, la solution de ce problême, passe pour un esprit trop sec: heureux encore si des inquisiteurs pénétrans ne démontrent pas qu'il est atteint d'une hérésie *cachée*, & qu'on doit se défier de lui.

Cependant, en s'en tenant à la raison commune, peut-être seroit-il permis de réduire à une seule cause fondamentale, toutes celles qui concourent à accélérer la ruine de l'Europe: cette cause est la désunion des forces résistantes, & l'unité de la force assaillante. *Dum singuli pugnant, universi vincuntur*, disoit *Tacite* des Gaulois.

Fût-il trois fois plus étendu, plus riche & plus puissant, le Continent disjoint n'en succomberoit pas moins devant un aggresseur, supérieur, en moyens de tout genre, à chacune

des parties séparées qui forment la République Européenne.

Ainsi les Macédoniens se rendirent maîtres de la Grèce, des Gaules, & de l'Asie Mineure; ainsi les Anglois ont fondé un Empire dans l'Indostan; ainsi les Barbares envahissoient l'Empire d'Occident sans qu'on s'en émût à Constantinople, plus que l'Europe ne s'émût à l'arrivée de *Mahomet II* sur le Bosphore. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil, quoi qu'en disent les déclamateurs; la perversité & la foiblesse humaines ramènent sans cesse les mêmes catastrophes.

Si l'Allemagne seule & l'Angleterre réunies eussent été dirigées par une seule impulsion, par le même Gouvernement, par une armée, une politique & un trésor communs; si M. le Duc de *Brunswick* eût été le Connétable de cet Empire, M. *Pitt* le Surintendant de ses finances, & son Conseil formé du choix de cinq ou six des Ministres qui ont gouverné l'Europe depuis dix ans, on ne parleroit plus de la République Françoise.

Ce qu'il y a d'étrange, c'est qu'elle soit parvenue à l'unité de forces, de régime, & de but, par les deux mobiles qui la rompent, par

la violence, & par le désordre de tous les sentimens publics. Après avoir soulevé les passions particulières, la Révolution a soulevé les passions nationales; elle a opposé ensuite les unes aux autres lorsqu'elle a apperçu leur résistance, & a fini par les courber sous son joug, pour les faire marcher en esclaves, à l'exécution de ses volontés.

Son Gouvernement, concentré à mesure que sa puissance extérieure gagnoit de l'étendue, attache à ses desseins ses adversaires comme ses instrumens; ses adversaires, par la terreur & l'expérience de ses excès; ses instrumens, par la terreur du retour de l'ordre & des vengeances publiques. Chaque crime qu'il fait commettre lui en assure les agens; chaque révolution qu'il institue lui en assure les complices. Tels sont ses boucliers contre le repentir & la haine, ses gages contre l'infidélité des scélérats, & le nœud du faisceau par lequel il lie entre eux & coordonne à ses intérêts, ces troupes de forcenés ensevelis dans les forfaits, qu'il traîne à sa suite en France, en Hollande, en Suisse, en Italie, en Allemagne.

Le Directoire & ses prédécesseurs ont réduit les hommes à deux conditions, celles d'oppres-

seurs ou d'opprimés. Leur présenter le choix de faire du mal ou d'en souffrir, c'est dicter la décision : on est assuré du nombre de recrues que donneront la peur, l'immoralité & l'égoïsme. Aujourd'hui, serviteur forcé de la Révolution, tel individu en devient le défenseur nécessaire, au premier attentat qu'elle lui fait commettre. Ainsi se compose & se soutient cette association unie par une responsabilité commune, par un vœu uniforme de s'enrichir promptement & de dominer, &. dont la sureté étant inséparable de celle du Gouvernement, lui répond de l'obéissance implicite de ses membres, toutes les fois qu'il s'agit de saisir une proie ou de se garantir d'un danger.

A une union de cette espèce entre des particuliers, on oppose la Maréchaussée & les potences ; mais ce n'est pas trop de toute la puissance politique, morale, & militaire de la société humaine, pour lui résister lorsqu'elle a envahi la suprématie impériale sur trente millions d'hommes, enchaînés par ses armes ou par ses loix.

Combien, alors, sera insuffisante contre ses ravages, la résistance incohérente de corps passifs, irrésolus & isolés, qu'elle surprend, atta-

que, & renverse l'un après l'autre, sans que durant le cours de huit années ils aient tenté de se liguer sérieusement?

On s'explique aisément pourquoi dans les premiers tems de la guerre actuelle, chacun s'est laissé traîner, plutôt qu'il n'est accouru à la défense publique; & pourquoi une confédération partielle & peu systématique s'est dispersée, sans paroître soupçonner les effroyables suites de sa dispersion. Mais, qu'aujourd'hui, lorsqu'il n'est plus en Europe un seul homme sachant lire, qui ne pénètre le secret d'un avenir prochain, & qui ne voie aussi bien que le Directoire même, le Continent dissout à la veille d'être réduit ou à demander grace sans l'obtenir, ou à tomber en lambeaux par des résistances de detail, la division prenne un caractère d'opiniâtreté, & qu'elle se fortifie de nouveaux prétextes, ce phénomène occupera les siècles, sans étonner peut-être les esprits réfléchissans.

Rien n'est plus rare dans l'histoire du monde, que la formation, la durée, & la fidélité d'une Ligue qui n'est inspirée ni secourue par un enthousiasme commun politique ou religieux. Quelquefois même cet enthousiasme fut insuffisant. Qu'on se rappelle les obstacles qu'eut

à vaincre *Gustave Adolphe*, avant de parvenir à confédérer les Princes Protestans de l'Allemagne, & les fréquentes occasions où ils faillirent d'échapper à l'Union. Sans l'éclat & les conquêtes des armes Suédoises, sans l'infatigable dextérité du Chancelier *Oxenstiern*, cette guerre mémorable à laquelle étoient attachés l'indépendance de vingt Souverains, la liberté des consciences & le sort de l'Empire, n'eût pas résisté trente années aux divisions intestines qui sembloient en accélérer la fin.

La plupart des hommes & des Gouvernemens d'aujourd'hui, sont-ils susceptibles de cette intensité d'exaltation qui rapproche les intérêts par un sentiment uniforme & passionné, qui identifie les Nations par une communauté d'opinions ardentes, & qui, étouffant les jalousies, anéantit la difference des climats, des usages, des loix, des langues, & même celle des intérêts? — Les lumières, le raisonnement, le commerce, les mœurs, ont affoibli le principe des grands mouvemens du cœur humain; dans la politique comme dans les relations privées, l'égoïsme a tout rétréci & tout concentré.

" Dans le 11e siècle, dit *Gibbon*, l'Europe " entière, docile à la voix d'un Moine fanati- " que, se précipita sur l'Asie pour délivrer le

" St. Sépulcre; & dans le 15e, les plus puis-
" sans motifs de politique & de religion ne
" purent réunir les Latins pour la défense com-
" mune de la Chrétienté. "

Ceux qui confondent l'enthousiasme avec l'esprit de brigandage, ont souvent proposé d'opposer aux Jacobins leurs propres armes, & de les combattre par une conformité de crimes & de passions. — Former des scélérats pour anéantir d'autres scélérats, & commencer par la dissolution de la société civile le travail de la défendre, est une invention à laquelle nul Gouvernement, je crois, ne sera tenté d'avoir recours. Les moyens de ce genre sont excellens pour généraliser la dévastation du monde, & nuls pour le sauver.

Au défaut du fanatisme d'opinion devenu presque étranger aux Européens modernes; au défaut de l'enthousiasme patriotique, réservé aux Peuples à qui la liberté donne un esprit public, les calamités & les dangers de l'époque actuelle sembloient devoir coaliser toutes les passions, conservatrices de l'intérêt public & de l'intérêt personnel; mais la désunion des Gouvernemens a entraîné celle des Peuples, & neutralisé, pour ainsi dire, les sentimens. On n'a vu qu'avec inquiétude ce qu'on devoit en-

visager avec horreur; on a comprimé le zèle, il s'est éteint; on s'est perdu en incertitudes & en dissentions, qui, dans tous les esprits, ont laissé des doutes sur le péril ou sur la certitude de le vaincre, & fait évaporer le principe de toute résistance énergique.

La DIVISION, voilà la grandé alliée & la meilleure armée de la République Françoise. Elle a résisté aux exemples, à la raison, aux avis, aux secours; elle résiste à tous les complots du Directoire, à ses trahisons, à ses invasions interminables. — L'Italie laissa le Roi de Sardaigne isolé sur le champ de bataille, & l'Italie en a partagé le sort. — Le Roi de Naples s'est vu abandonner comme le Roi de Sardaigne & le Pape l'avoient été. La Confédératiou Helvétique a vu périr Berne & l'Underwald, sans leur envoyer un soldat.

L'Empire Germanique délibère à Rastadr sa dissolutiou, & la précipite par la confusion des idées, des intérêts, & des projets.

L'Irlande échappe à la plus redoutable rebellion, au fer des assassins, à la cupidité des spoliateurs, à un ennemi étranger dont la politique ne fait grace à aucun nom, à aucune croyance, à aucun propriétaire; elle y échappe par l'assistance de la Grande Bretagne: son sa-

lut à venir est dans la jonction la plus intime avec cette associée; leurs destinées comme leurs dangers sont inséparables: mais l'Irlande veut que les Etats demeurent séparés; elle veut qu'il reste au Directoire, aux conspirateurs & aux factieux, un moyen toujours renaissant de féconder les troubles; elle le veut le lendemain de sa résurrection; l'intérêt de son indépendance lui paroît supérieur à celui de sa conservation, & elle jure de s'opposer à son salut. Le Directoire François reçoit ce serment, & ne l'oubliera pas.

A la suite de tant d'outrages, de menaces, d'hostilités, de pirateries, exercées par la République Françoise contre l'Amérique Unie; à la vue du traitement fait aux Républiques d'Europe & aux Etats neutres, qui auroit douté que le Congrès fût unanime à adopter des mesures de défense, d'honneur & de sureté? — Au contraire, nous voyons un parti s'acharner à rompre ces mesures, & sous des prétextes encore plus odieux que frivoles, favoriser une division dictée par l'ennemi.

Parcourons la plupart des Cours du Continent, leurs Conseils, les divers Ordres de la société, les cercles, les réunions de fugitifs expatriés par la Révolution, nous retrouvons le

même esprit de controverse & de discorde. Dans la prospérité on conteste sur les moyens de la conserver; dans l'adversité on conteste sur les moyens d'en sortir. Chacun se classe, s'accuse, distingue les espèces; on diroit que le genre humain est une coterie ou une secte, dont les élus doivent être marqués d'un signe particulier. Ici on demande la paix, là on invoque la guerre: les débats sur la nature & les effets de l'une & de l'autre sont interminables. Tout le monde a son spécifique, & réprouve comme un poison celui que propose son voisin.—Est-on uni sur les principes, on diffère sur le but, & encore plus sur l'emploi des ressources; les récriminations, les reproches & les plaintes ne tarissent pas. C'est au pied de cette tour de Babel que la Révolution fait avancer ses étendarts.—A tous les fléaux dont elle a gratifié le monde, il faut ajouter l'esprit de dispute, qui rend tout incertain, & qui alimente l'anarchie des opinions.

Ses ravages augmentent à mesure que les dangers approchent, & que les Gouvernemens flottent dans leurs résolutions.—L'état de guerre a l'avantage de fixer les indécis, de rallier les vœux, de faire taire les lâches & les sceptiques, de contenir les gens suspects, d'animer

les bons citoyens, & de régler la marche des affaires. — Une paix qui ne seroit point troublée par les intrigues, & par les conspirations d'une Puissance révolutionnaire, seroit suivie d'une partie des mêmes conséquences; mais se balancer entre la paix & la guerre, & ne jamais se résoudre que par nécessité, c'est dire trop publiquement le secret de la foiblesse, & placer le public dans la situation d'une déroute prévue, & à l'approche de laquelle chacun crie *Sauve qui peut!*

Comment, dans une crise de ce genre, les Peuples & les individus seroient-ils d'intelligence, lorsque leurs Gouvernemens ne le sont pas? Où est la boussole qui guideroit leur zèle, en éclairant la route dans laquelle ils doivent se jeter? Comment jugeroient-ils la Révolution si pernicieuse, en voyant des Monarques s'allier à ses administrateurs? Pourquoi reconnoîtroient-ils la nécessité de lui résister, lorsque des Souverains lui envoyent leurs Plénipotentiaires?

Cet inconvénient perdroit de sa gravité chez les Nations abruties par l'ignorance & par la servitude; il est incalculable chez les peuples raisonneurs. — S'ils ne sont entraînés par l'ascendant du Gouvernement, ou par celui d'un

homme dont le génie forme le sens de l'opinion publique, tout esprit national, tout unité de sentiment, toute volonté active, disparoîtront.

Pourquoi l'Angleterre développe-t-elle une force de réaction qui contraste avec l'inertie générale? C'est que chaque citoyen a pris son parti; c'est qu'une immense majorité a fixé ses idées, ses efforts, & son but; c'est que le Gouvernement se trouve le Chef de cette confédération des lumières, de l'intérêt & du patriotisme; ensorte que, si les Ministres actuels n'eussent pas tenu d'une main aussi vigoureuse le vaisseau menacé, l'équipage eût demandé d'autres pilotes. Ici les écueils sont reconnus; plus d'incertitudes ou de variations sur la manœuvre. Ailleurs, on jette l'ancre au milieu des bancs de sable, en attendant le premier coup de vent qui fera échouer le navire.

Rien n'est plus ordinaire que les exclamations contre l'état de désunion où persistent les Puissances Continentales. Il paroît, sur-tout, incompréhensible à des hommes qui peuvent à peine s'entendre sur leurs intérêts domestiques, & qu'aucune leçon, aucune expérience n'a pu concilier sur leurs intérêts publics, il leur paroît incompréhensible que l'universalité des Etats ne se réunisse pas contre la République

Françoise; mais un examen rassis ne permet pas de partager cet étonnement.

On doit l'avouer, la politique conservatrice avoit fait en Europe beaucoup moins de progrès que la politique d'usurpation. Depuis la mort de *Guillaume III*, l'équilibre étoit demeuré imparfait. On accusoit, il y a cent ans, la France d'aspirer à la Monarchie universelle; ce préjugé prouvoit du moins l'opinion qu'on avoit de sa puissance & de ses desseins. Qu'avoit-on fait pour s'en préserver? Dans la guerre d'Amérique tous les vœux favorisoient la cause de la France. Tour à tour la Prusse & l'Autriche s'étoient disputé son alliance.

A la place d'un Roi guerrier & ambitieux qui ressuscitât les invasions de *Louis XIV*, est survenue une République qui, aux anciennes forces de la France, a ajouté toutes celles que développoit une Révolution dogmatique, conquérante, & dévastatrice. Elle a surpris l'Europe dans l'incohérence de son système politique; la guerre commença avant qu'on fût parvenu à l'étendre & à le consolider. Cette Ligue incomplette n'a pu résister aux revers; son démembrement les a rendus sans remède; & au mépris des alliances & des conjonctures, on

s'est isolé dans les pacifications, comme on s'étoit séparé dans les combats.

Pour renouer des connexions après une expérience aussi malheureuse, que de défiances à détruire, de préjugés à surmonter de contradictions & de terreurs à traverser! Il a fallu toute l'insolence & tous les brigandages du Directoire, pour rapprocher une seconde fois des Puissances qui venoient d'abjurer tout lien commun; mais, en reconnoissant la nécessité d'une nouvelle confédération, chacune d'elles cherchoit à se garantir des hasards de cette Ligue, à en diriger l'effort vers le but qui l'intéressoit le plus fortement, & à pourvoir à l'avenir.

Les jalousies & les ombrages ayant subsisté, on s'est retranché dans le projet d'une alliance défensive, qui permettoit de poursuivre des négociations secrettes avec la France, qui présentoit l'avantage de se prémunir contre elle sans rupture, & d'obtenir sans combattre quelques moyens additionnels de force ou de sureté.

Cette timide combinaison en est encore à se conclure, ou du moins à se généraliser. Au lieu des concessions attendues, le Directoire a affermi ses premières usurpations, & en a opé-

ré

ré de nouvelles, en renouvelant ses offres hypocrites. Pendant ses revers & son patelinage de l'été dernier, on se flattoit de le voir céder à la force des circonstances & à la crainte d'une nouvelle Ligue; depuis qu'il a repris sa première contenance on a repris les premières terreurs, & on a laissé périr deux Monarchies, plutôt que de les sauver en hasardant une guerre offensive.

Cette série de vacillations démontre à la fois, la conviction où est le Continent du danger qui l'enveloppe, son anxiété sur le choix des mesures préservatrices, ses dissentimens sur les bases & sur l'objet précis d'une union générale.

Est-ce en six mois, ou dans une année, qu'on seroit parvenu à fixer des systêmes aussi chancelans, & à raccorder des intérêts si composés? — Les rapports des divers Etats sont subordonnés à une telle complication de traités publics, & touchent à une si grande variété de conséquences, que l'unité de vues & d'action parmi des corps politiques si dissemblables, est l'ouvrage le plus difficile de l'entendement humain: l'art & le génie seuls n'y réussiront jamais, s'ils ne sont aidés du tems, & de la force des choses qui entraîne malgré eux les Empires & les hommes.

Les événemens antécédens pèsent, comme un joug de plomb, sur l'inertie des Puissances: le passé ne leur présente que des disgraces, ne leur rappelle que des sujets de méfiance, ne leur imprime que des doutes sur leur mutuelle sincérité. De-là, la continuité d'isolation, des temporisations, & des incertitudes. On ne sort pas si promptement d'un pareil dédale; ce n'est pas trop d'une année pour en saisir le fil.

Le meilleur guide, à cet égard, est le Directoire. — A chaque heure il répète à l'Europe d'abréger ses contestations & d'ajourner ses dissentimens. — De ses bras étendus du Texel à la pointe de la Calabre, il lui trace sa destinée, plus énergiquement que dans des visions miraculeuses. S'il est obéi, celui qui défend à l'Empereur de faire avancer les Russes, lui ordonnera bientôt de descendre du trône.

Si ce futur contingent n'est pas aussi palpable que la lumière du soleil aux regards des Cabinets, le Christianisme, la Royauté, le droit de propriété, la liberté, & l'édifice entier de la société, finiront pour l'Allemagne entière à l'ouverture du 19e siècle.

Quatre Puissances dont les ressources peuvent balancer, & surpassent même la fortune de la

République Françoise ; l'Angleterre, la Russie, l'Autriche, & la Prusse, sont maîtresses de suspendre cette catastrophe. Le but de leur alliance est aussi clair que ses motifs. Elles ne sauroient se diviser sur ceux-ci ni sur celui-là. Il ne s'agit plus aujourd'hui ni de Contre-Révolutions en France, ni de répétitions sur son territoire, ni de sacrifices pour l'entamer. La délivrance des Etats qu'elle écrase de son joug & des ses armes, peut être l'espérance, & non l'objet primitif d'une confédération. Un intérêt plus immédiat & plus urgent appelle la concorde & les efforts. C'est le jour du jugement dernier ; c'est l'assaut donné au corps de la place ; tous ses ouvrages extérieurs sont emportés ; il faut périr, ou la sauver.

Si les causes de division résistent à une position si extrême, si des craintes de courtisans pusillanimes, si l'influence de favoris ou de favorites, si de méprisable intrigues, & de plus méprisables calculs, perpétuent l'anarchie du Continent ; si les vices qui ont entraîné la décadence & la ruine des Empires, prévalent sur les remontrances des hommes généreux, & sur les avertissemens de l'évidence, qui osera en accuser le Ciel ? A-t-il attaché la durée des Monarchies à l'aveuglement de la folie, à l'effé-

mination des courages, & à la perte de toutes les vertus?

Quoi qu'il en soit; l'Angleterre a prouvé que sa puissance, son indépendance & sa gloire, pouvoient résister à ses ennemis & à la défection de l'Europe. Ses digues sont intactes contre les vagues du déluge; & s'il vient à les surmonter, ce sera lorsque la concorde en aura déserté la défense.

LETTRE à L'AUTEUR.

" VOUS avez rappelé, Monsieur, & développé d'une manière lumineuse, le grand principe sur lequel la guerre actuelle auroit dû être conçue & poursuivie. La propriété étant la base fondamentale du système social, il est évident qu'une révolution qui tend à mettre les non propriétaires à la place des propriétaires, doit être combattue, dans ses principes, par ceux de la propriété; dans ses moyens, par les forces réunies de tous les propriétaires.

" Toute mesure, toute combinaison politique contraire à celle-ci, non-seulement ne vont pas au but, mais servent l'ennemi commun.

" Ainsi, dans cette lutte, tout ce qui présente le caractère d'ambition tourne à son profit; & si, dans les institutions politiques qu'il renverse, en les attaquant par leur côté fort, la *propriété*, on les défend seulement par leur côté foible, les *distinctions*, les *prétentions individuelles*, c'est opposer des matières combustibles aux boulets rouges qu'on nous lance.

" Cet état de choses est-il prêt à changer? Comment y persévère-t-on? Et si l'on ne change pas de mesures, quel doit être le dernier résultat de cette Révolution? Telles sont les questions que m'a suggéré la lecture de votre dernier Numéro, & sur lesquelles je vais hasarder quelques réflexions.

" Rappelez-vous, Monsieur, comment s'est formé ce terrible ouragan, ou plutôt, dans quelles circonstances & à quelle occasion l'explosion s'est faite; car je n'entends pas recommencer ici l'interminable & fastidieuse dispute sur les causes & les auteurs de la Révolution.

" La grande question de la propriété en a été le texte: tout étoit mûr pour la consécration du principe, qu'elle ne peut être imposée que du consentement des propriétaires; & c'est lorsqu'il a été proclamé unanimement par le Clergé, la Noblesse, les Parlemens, par le Roi

lui-même, que la convocation des Etats-généraux est devenue indispensable.

" Alors ont commencé les erreurs, les exagérations dans toutes les classes de la nation, mais principalement dans celle des Communes; c'est sous le prétexte de mettre la *propriété* sous une plus sure garde contre les privilèges des deux premiers Ordres, que la double représentation fut généralement réclamée par le peuple.

" Ressaisis du droit d'accorder ou de refuser l'impôt, comment le garderons-nous? Voilà la question que se faisoient tous les François de 1788. Si les honnêtes gens qui se sont chargés d'y répondre, n'avoient laissé prendre le pas aux factieux dans la proclamation des droits & libertés du peuple, ceux-ci ne l'auroient pas enivré de leur fureur, en lui représentant successivement le Clergé, la Noblesse, le Monarque, & enfin tous les anciens propriétaires, comme composant un Corps d'Aristocratie systématique, oppressive pour les classes inférieures.

" Leur destruction opérée en France, menaçoit évidemment tous les Gouvernemens & tous les propriétaires de l'Europe. L'usurpateur d'un trône, s'il n'attente point à la propriété, aux

loix civiles & religieuses, peut se mettre en harmonie avec les Puissances voisines ; mais ceux qui usurpent tout à la fois la souveraineté & les propriétés d'un pays, se constituent en état de guerre contre tous les autres, s'ils persistent à fonder leur domination sur la proscription & la confiscation, sur le renversement du culte public, des anciennes loix, & des anciennes mœurs.

" La nature de cette usurpation étant inconciliable avec la liberté, la tyrannie lui est nécessaire au dedans pour se maintenir, & la guerre au dehors pour alimenter la tyrannie.

" Et comme ce n'est pas la tyrannie d'un seul, mais de plusieurs, qu'elle est née de la Démocratie, & qu'elle s'exerce en son nom, elle appelle, sans cesse, les indigens de tous les pays au partage des dépouilles des propriétaires de tous les pays.

" Ainsi, cette apparente anarchie forme une puissance compacte, composée d'intérêts homogènes, de passions viles mais féroces, dont l'énergie se résout en une force militaire d'une espèce redoutable & nouvelle, car au centre de ce mouvement sont une cupidité & des espérances sans bornes.

" Tel est le caractère de la puissance ré-

volutionnaire en France depuis le 10 Août 1792.

" Pour la combattre, vous dites avec raison, Monsieur, que *c'étoit les nations, & non des poignées de soldats, qu'il falloit avoir à soi; car, sans les nations, quelle valeur pouvoient conserver les armées dans une querelle de ce genre? Sans les nations, point de subsides, &c.*

" Mais, surement, vous sous-entendez le moyen de faire intervenir *les nations dans une querelle de ce genre*; ou si vous en concevez le danger pour certains gouvernemens, votre intention a été de leur dire: " Vous voilà placés entre deux périls; celui d'être attaqués & détruits par une force impétueuse, supérieure à votre discipline & à vos moyens militaires; ou celui d'appeler votre nation au soutien de la puissance publique, en rendant aux propriétaires celle de l'impôt, & en n'en n'exigeant plus que des subsides volontaires.

" Je crois bien que ce dernier parti eût été le plus efficace, en prenant les précautions trop négligées en France en 1789.

" Mais, comme les plus fortes raisons peuvent être alléguées contre toute innovation politique dans les circonstances actuelles, & que parmi

parmi les hommes d'Etat il en est peu qui sachent obéir à-propos à la nécessité, & conserver, en y obéissant, l'attitude du commandement, on eût desiré qu'ils déployassent, au moins, contre la puissance révolutionnaire, toute la vigueur qui compose l'intégrité de leur système politique, où qu'en se saisissant *uniquement* des principes & des intérêts communs à toutes les sociétés, ils fondassent sur cette communauté une véritable coalition de forces. Ainsi, les Gouvernemens absolus ne pouvoient pas donner à leurs sujets la même impulsion que les Anglois & les Américains reçoivent de leur Constitution comme propriétaires, comme hommes libres; mais ils avoient entre eux un grand motif d'harmonie, & vis-à-vis de leurs peuples un grand ressort de mouvement.

" Ils pouvoient réunir contre l'ennemi commun tous les moyens de la souveraineté, & les intérêts les plus sensibles de la société, celui de la liberté civile, de la religion, des mœurs, l'horreur des proscriptions & des confiscations. Heureux d'avoir dans cette guerre des points de contact & d'adhésion avec les peuples libres, les gouvernemens absolus pouvoient encore s'aider de toute la force des institutions,

des opinions, & des intérêts que la Révolution Françoise a le plus violemment poursuivis, telles que la royauté, la noblesse, & le sacerdoce.

" Le Jacobinisme, attaquant dans toutes ses dimensions le monde civilisé, sembloit indiquer lui-même à ceux chargés de le défendre, la distribution de leurs rôles, & la nécessité de concerter leurs plans; il disoit aux Rois: " Nous avons massacré le plus juste; dans son arrêt lisez le vôtre!" Aux nobles: " Nous vous renvoyons ceux de votre caste nuds & proscrits; même sort vous attend si nous pouvons vous atteindre!" Aux chrétiens de toutes les sectes: " Vous êtes nos ennemis; renoncez à vos prêtres, à vos autels, ou périssez avec eux!" — Aux propriétaires de tout pays: " L'égalité, la liberté, voilà nos titres, qui valent mieux que vos contrats; *veteres migrate coloni!* — Aux peuples libres: " Votre liberté, vos loix, votre prospérité, nous insultent; professez notre doctrine, & subissez notre joug."

" De tous ces avertissemens, le dernier seulement a produit son effet sur les Anglois & les Américains; & au grand honneur de la vraie liberté, c'est la Nation la plus puissante & la

plus libre, qui s'est dévouée avec le plus de zèle & de succès à la défense de toutes les bases du système social.

" Dans le reste de l'Europe, la souveraineté, la hiérarchie politique, perdant sensiblement leur éclat & leur force; la terreur, l'égoïsme gagnent de proche en proche, & les Princes n'ont plus que des bataillons à opposer au Directoire. Vous avez dit, Monsieur, ce qu'il faudroit y ajouter; je reprendrai dans une autre lettre cette discussion; car je suis loin du découragement, & je ne regarde surement pas comme impossible de mettre un terme à cette époque de calamités."

N. B. L'estimable Auteur de la lettre précédente nous permettra un seul éclaircissement, sur le sens des idées que nous avions manifestées. Nous pensons, avec lui, que les *plus fortes raisons* s'opposent à toute innovation dans les principes constitutifs d'un Gouvernement quelconque, à une époque d'agitation, de guerre, & de discorde. Ce seroit vouloir guérir la léthargie par des convulsions mortelles: la Suisse a péri peut-être, pour avoir tenté une semblable expérience; mais il est d'autres moyens

moins périlleux, d'ajouter les ressources de la puissance nationale à celle des Gouvernemens.

Crassus demandoit à *Sylla* des gardes pour traverser une contrée occupée par des détachemens de l'armée de *Marius*. " Je te donne pour „ gardes, répondit *Sylla*, ton père, ton frè- " re, tes parens, tes amis, tes voisins, mas- " sacrés par *Marius*, & dont je poursuis la " vengeance."

Prélats, Bénéficiers, Chanoines, Moines rentés, Courtisans, Seigneurs, Capitalistes, Fermiers, Négocians, *vestra res agitur*. Si vos Souverains n'osent pas encore vous le faire comprendre, & malgré vous, qu'ils méditent le discours de *Sylla*, & qu'ils vous en fassent le commentaire.

SUISSE.

CE fut l'excès des dépenses & l'abus du droit d'imposer, qui provoquèrent & qui ont introduit la Révolution Françoise. Telle est sa nature, cependant, tels sont ses prosélytes & ses prestiges, que, dévorant ce qu'elle touche, partout où elle institue son régime elle le fait

suivre d'une aggravation des charges publiques, de concussions qui en doublent le fardeau, & de péculats qui perpétuent l'insuffisance des taxes & des concussions. Jamais plus vaste friponnerie n'a été essayée sur le genre humain.

La Mère patrie de cette Révolution libérale en est à regretter comme l'âge d'or, le gouvernement de ses Rois qui lui faisoient supporter cinq cents millions de revenu fiscal. Impôts directs & indirects, tout a été rétabli avec une profusion égale à l'impudeur des démagogues qui, en 1789, ameutoient la Nation, au cri de *Plus d'impôts*.

En cinquante années la Lombardie n'eût point payé au Gouvernement Impérial, ce qu'elle a payé depuis trois ans aux Républicains François & Cisalpins. L'établissement de finance sur cette Colonie démocratique, surpasse deux fois & demi celui qu'elle soutenoit sous la Maison d'Autriche; & déjà, elle est grevée d'une dette énorme, & toutes les parties d'administration sont en souffrance.

Il en est de même dans la Ligurie; de même encore dans la Belgique, sur la Meuse, & sur le Rhin, où les contributions *fixes* & paternelles, exigées par la métropole, égalent le

revenu que tiroient en trois ans les anciens Souverains de ces contrées.

Enfin, la Suisse, exempte jusqu'en 1798 de ces besoins publics qui nécessitent un système d'impositions, la Suisse a reçu à la fois les droits de l'homme & des taxes. Les économies, les caisses de réserve, les magasins, les revenus des domaines, consumés en six mois par les Rédempteurs & par les nouveaux *magistrats* de l'Helvétie, il a fallu soutenir l'entretien & les dépenses de ces Républicains fort chers, par un appel à la bourse des citoyens.

A l'exemple de leurs maîtres, les régisseurs Helvétiques ont débuté par spolier les possesseurs quelconques de redevances féodales. Ils ont anéanti les dîmes ecclésiastiques & séculières, en réservant aux propriétaires une indemnité de *deux & demi pour cent* de la valeur des fonds; valeur estimée arbitrairement, & sans le concours des intéressés. Toutes les réclamations ont été repoussées, & même celles des contribuables qui ont prévu, tout de suite, que cette suppression tendoit à introduire un genre d'impositions infiniment plus onéreux. Les censes foncières ont été de même anéanties, moyenant un dédommagement de quinze fois leur prix: tous les autres droits seigneu-

riaux, lods, redevances, subventions, demeurent abolis, sans indemnité.

Ce beau décret a ruiné non-seulement une foule de particuliers de tout ordre, le service du culte & l'entretien de ses ministres, mais encore la pluralité des villes, des communes, des hôpitaux, des établissemens publics, dont les revenus consistoient essentiellement en redevances & en censes seigneuriales.

Mais, en dépouillant une partie de leurs concitoyens, leurs Représentans & leurs Ministres n'ont pas négligé de les opprimer tous. Sans perte de tems, ils ont imposé sur la Suisse, une taxe générale de *deux pour mille du capital* de chaque fortune individuelle; mais seulement par mesure provisionnelle, & *à compte* de nouvelles contributions qui doivent suivre, pour subvenir aux besoins du régime moderne, aux gages des Directeurs, des législateurs, des ministres, de leurs secrétaires, de leurs agens, & de toute la nuée de vampires attachés à ce Gouvernement déprédateur. L'entretien de ces généreux Républicains & leur administration coûtent à leur patrie plus de neuf millions tournois par année.

Ils se préparent une autre proie dans la saisie des biens communaux, des caisses des pau-

vres, des caisses des tribus & de familles. — Le séquestre & le recensement en sont ordonnés. Ce capital va se fondre dans le creuset de *régénération*.

Des taxes sur les chiens, sur les montres, sur le sel, dont le Directoire Helvétique s'est réservé la vente en en rehaussant le prix, &c. &c. ont aussi signalé l'industrie de la Régence; elle va introduire le timbre; elle impose jusqu'à la population, en livrant 18 mille hommes à la République Françoise.

Telles sont les bénédictions révolutionnaires. Et ces créations fiscales ne sont qu'un prélude, & elles tombent sur une contrée appauvrie par la nature, & toute saignante des blessures incurables que la rapacité Françoise a faites à sa prospérité.

C'est ici le lieu de rétracter une erreur qui nous est échappée, dans le recensement des pillages commis en Suisse par les François. Dans le N° X, nous ne les avions évalués qu'à 35 millions. Par les informations aussi détaillées qu'exactes qui nous sont parvenues, nous sommes en état de rétablir la vérité.

Dans le *Canton de Berne seul*, les François ont enlevé en numéraire, en métaux, en magasins de bleds, de sels & de vins, une valeur de

de 80 *millions tournois*, & de plus 600 pièces d'artillerie, & pour 25,000 liv. sterling de poudre à canon.

Ainsi, leur butin sur la Suisse entière peut sans exaggération être porté à 120 millions, non compris les réquisitions & les vols de détail.

Il est constaté que le Général *Brune* a ravi pour sa part, en six semaines de séjour, un nombre considérable de médailles d'or volées à l'Hôtel-de-Ville de Berne, 22 carosses de divers particuliers qu'il a pris, vendus, distribués ou emmenés; les chevaux du malheureux Général d'*Erlach*, enlevés du château d'Hindelbank, ceux de M. d'*Erlach* de Jeggistorf, & plus de trois cents mille livres tournois en espèces.

Ses deux Généraux de brigade *Rampon* & *Pijon* sont partis avec une fortune qui, pour chacun, passe 216 mille livres. — Les adjudans & les officiers de l'armée d'Italie dérobèrent toutes les voitures & tous les chevaux qu'ils purent découvrir.

Le Commissaire Directorial *Rapinat*, le Général en chef *Schawenbourg*, & le Commissaire ordonnateur *Rouhière*, ont emporté chacun un million tournois, sans compter un bénéfice de 20 pour 100 pour le dernier de ces brigands, sur chaque ordonnance qu'il délivroit aux en-

trepreneurs des services; — bénéfice qui s'est élevé à plus de 350,000 livres.

Son premier Secrétaire *Toussaint* a volé à Berne seulement, 150,000 livres; son valet-de-chambre *Nicolas*, 500 louis d'or; *Basin*, autre valet, 400 louis d'or; le palefrenier *Louis*, 250; le cuisinier de ce même *Rouhiere*, 160.

Le Secrétaire de *Rapinat*, *Amberg*, s'est retiré avec 300,000 livres. — Tous les Commissaires de Guerre qui étoient arrivés déguénillés, sont devenus riches, & se sont montés en linge, vaisselle, & bijoux.

Schawenbourg payoit sa table, son bois, ses lumières, &c. avec des *bons* sur les magasins du Gouvernement de Berne: *Rouhiere* l'imitoit.

Le Général *Lorge* se fit entretenir de tout, & payer une table de vingt couverts par la Municipalité de Berne, outre un cadeau en porcelaine qu'il fit donner à sa femme, & 165 mille livres tournois qu'il avoit apportés du pillage de Sion, capitale du Valais, & dont il embrasa la moitié des édifices.

J'abrège cette énumération: si j'en ai rapporté quelques fragmens, c'est dans la vue de faire connoître par des circonstances nominatives & personnelles, la manière dont ces géné-

reux François, ces *soldats citoyens*, ces vertueux *défenseurs des propriétés*, exploitent les pays & les peuples qu'ils honorent de leur *fraternité*.

Doit-on demander, après cela, pourquoi ces dévastateurs veulent des invasions, entreprennent des guerres continuelles, & parviennent à les soutenir? Demandera-t-on quel est le ressort d'armées de cette espèce, & si elles sont *Royalistes* ou *Républicaines?*

Ce seroit une illusion de supposer que le fruit de ces saccagemens se réduit à élever quelques fortunes particulières, & que le Gouvernement n'en jouit point. — Le Gouvernement a des espions dans toutes les armées; il n'ignore ni les brigandages, ni les richesses de ses Généraux & de ses Commissaires: il les autorise & les sanctionne comme étant une source d'émulation, & un gage de l'attachement des intéressés à une République si honorablement constituée.

A-t-on jamais entendu parler d'une recherche ou d'une restitution? — Entre les motifs qui, journellement, font déplacer les Chefs militaires ou les ordonnateurs civils, a-t-on ouï citer leurs rapines?

Ce fond des spoliations étrangères est d'autant plus précieux au Directoire, qu'il en reste

le dépositaire & le dispensateur indépendant. Dans son Rapport du mois de Mars 1797, *Barbé Marbois* lui reprocha de n'avoir présenté aucun compte de plus de 240 millions de contributions directes, qu'il avoit perçues sur l'étranger. Est-ce aujourd'hui qu'il se trouvera dans les Conseils un rapporteur assez hardi pour répéter cette accusation?

Extraits du Discours prononcé dans la Chambre des Pairs le 8 Janvier, par Lord Auckland.

En rendant un compte sommaire de la discussion qui eut lieu dans la Chambre Haute, à la troisième lecture du Bill pour imposer le dixième du revenu général, nous fûmes réduits, par l'imperfection des traditions, à la simple annonce de ce discours.

De l'examen de la question proposée, l'Orateur s'est élevé à des notions générales & positives sur l'état comparatif des ressources, du crédit, du revenu public de la Grande Bretagne. Peu de personnes, sans doute, ont réuni

au même degré que Lord *Auckland*, & d'aussi bonne heure, une application constante aux recherches d'économie politique, à la sagacité, aux connoissances, & aux méditations qu'elles exigent.

En 1796, le 2 Mai, S. S. présenta dans un discours du même genre, le tableau de situation du commerce & des finances de l'Angleterre, en y joignant les relevés des importations & exportations, du produit des taxes de la navigation marchande, de la dette flottante, des effets du fonds d'amortissement, durant un période de 12 années (de 1783 à 1796).

Le discours d'aujourd'hui forme le supplément & la preuve du premier: il en justifie les principes & les faits, en même tems qu'il confirme la prospérité progressive de la Grande-Bretagne & la fécondité de ses ressources, à cette heure de décadence, de ruine ou de danger, où se trouvent ensevelis la plupart des Etats de l'Europe.

Si les étrangers en sont encore à croire que l'Angleterre va succomber sous sa dette publique, sous l'énormité de ses dépenses & sous le fardeau de ses taxes, nous l'invitons à méditer la déduction de Lord *Auckland*. Beaucoup de raisonneurs sur le Continent regardèrent son

premier tableau comme chimérique. En France sur-tout, où depuis 25 ans chacun s'amusoit à démontrer la banqueroute, l'épuisement & la foiblesse de l'Angleterre, on ne cessoit de répéter, & l'on croyoit avec une candeur d'ignorance, que sa puissance n'étoit qu'*artificielle*. La vanité nationale, source de ces erreurs, s'appuyoit sur les prédictions périodiques des exaggérateurs de l'Opposition, qui, depuis la Reine *Anne* jusqu'à *George III*, ont répété toutes les années ces déclamations de parti.

Lord *Auckland* observe avec justesse, qu'à toute autre époque que celle-ci, il eût été impossible de faire adopter aussi universellement, le vaste & salutaire plan d'une taxation extraordinaire du revenu.

" A la première explosion des crimes & des " calamités de la Révolution, dit-il, des hom- " mes de grands talens, des hommes dirigeans, " même en Angleterre, croyoient, ou affecto- " ient de croire, se persuadoient à eux-mê- " mes, ou persuadoient aux autres, que la " Révolution Françoise étoit la plus glorieuse " production de la sagesse & de l'intégrité hu- " maine, le triomphe de l'éternelle vérité sur " les préjugés, & que les atrocités des révo- " lutionnaires n'étoient que les ébullitions pas-

" sagères d'une nouvelle liberté, qui formeroit " l'époque & la consommation du bonheur gé- " néral. Cette misérable illusion s'étoit propa- " gée, & régna dans toute sa force jusqu'au " jour de la négociation de Lille. Même alors " une grande partie de la nation étoit disposée " à abandonner tout le continent de l'Europe, " à le laisser subjuguer & détruire, & à des " sacrifices ruineux pour acheter une paix no- " minale qui eût été plus funeste que la guerre.

" Lorsque je reporte les yeux sur cette épo- " que, j'éprouve toutes les sensations pénibles " d'un songe effrayant.

" Les conférences de Lille furent rompues. " La France avoua son dessein d'anéantir l'Em- " pire Britannique: elle proclama ce dessein " avec ostentation, & fit les préparatifs les plus " extravagans pour l'exécuter. — Alors, tout " doute disparut, & il devint manifeste que " notre existence, comme peuple indépendant, " exigeoit que nous poursuivions la guerre avec " constance & vigueur. "

Quels qu'aient été l'extension & le poids des taxes qu'a nécessité cet état de crise publique, elles n'ont entraîné ni gêne ni embarras dans le mouvement des affaires commerciales & des travaux. " V. S., ajoute l'orateur, trouveront

" la preuve complette de cette assertion dans " les états comparés de notre commerce, dans " le cours favorable du change avec le conti- " nent, dans le produit net du revenu perma- " nent, qui s'est élevé dans l'année dernière, " 1798, à 21,049,000 liv. sterling, & dans " l'accroissement du produit net des taxes per- " manentes qui ont préexisté à la guerre. Dans " l'année précédente elles ont excédé de 2,021,200 " liv. sterl. le produit commun des trois an- " nées qui finirent le 5 Janvier 1796.

Pour trouver le contraste de cette situation, il faut le chercher chez l'ennemi. " Ses finan- " ces en état de banqueroute, ses manufactu- " res ruinées, sans aucun commerce, frustrés " dans ses projets d'invasion à notre égard, " déshonoré & battu dans toutes les tentatives " qu'il a faites pour nuire à cette contrée, ob- " jet particulier de son inimitié; accablé de la " perte de flottes & d'armées considérables; " luttant contre la haine, l'exécration & le dé- " sespoir de nations qu'il a asservies, & expo- " sé à de nouvelles hostilités de la part des " autres Etats, qui enfin commencent à sentir " le danger général: il n'en continue pas moins " sa carrière atroce & extravagante: ici trom- " pant un allié, là extorquant de l'argent à un

" autre,

" autre, ou pillant impunément un troisième, " pour réunir des moyens d'envahir un qua- " trième sans occasion & sans prétexte; fomen- " tant & soudoyant des révoltes & des révolu- " tions, menaçant, dévastant indistinctement " les républiques & monarchies. Et à cet ex- " cès de scélératesse continue, se mêle une té- " mérité présomptueuse, & une cruauté froide " & calculée, dont il n'y a pas d'exemple dans " les annales des plus horribles & les plus avi- " lissantes de la dépravation. "

Analysant ensuite la nature de la taxe proposée, l'orateur développe l'objet de cette mesure, qui consiste à lever dans le cours de l'année une portion considérable des subsides annuels, & de pourvoir à la prompte liquidation de la somme partielle de ces subsides qu'on levera par un emprunt.

Cette imposition extraordinaire qu'on peut appeler *subside de guerre*, monta l'année dernière à 7 millions & demi, produit du triplement des *assessed taxes*. Le Bill actuel & la taxe de guerre sur les importations & les exportations, rendront cette année environ douze millions.

On a évalué à dix millions le produit du dixième que payera la portion du revenu na-

tional, assujetti à la contribution proposée. Lord Auckland regarde ce calcul comme étant modéré, & croit possible de démontrer que le revenu général de la classe exemptée de toute contribution, est au moins aussi considérable que la portion du revenu national sur laquelle doit porter le Bill.

Après avoir exposé les nombreux avantages qui résultent du nouveau système, adopté par le Ministère & par le Parlement, l'orateur réfute les principales objections formées contre le Bill. On a prétendu, entr'autres, qu'exemptant tous les revenus au-dessous de 60 liv. sterling, & qu'ayant déterminé la quotité de la taxe sur une échelle progressive depuis 60 liv. jusqu'à 200, on auroit dû poursuivre cette progression dans toutes les classes des revenus plus considérables.

" Une telle gradation, répond très-pertinem-
" ment l'orateur, digne tout au plus du Con-
" seil des 500, seroit déshonorante pour le Par-
" lement Britannique: elle introduiroit le prin-
" cipe d'un plan de nivellement des fortunes,
" en inférant que, parce qu'un homme pos-
" sède beaucoup, on doit lui prendre enco-
" re plus qu'on ne prend aux autres à propor-
" tion. "

Qu'on nous permette de transcrire ici en entier une note additionnelle de ce discours, concernant la nature & les effets du fond d'amortissement; — sujet très-peu connu des étrangers, qui nous sauront gré de mettre sous leurs yeux l'idée sommaire, précise, & complette, qu'en donne Lord *Auckland*.

" A la fin de la dernière guerre, la Dette Publique s'élevoit à 239 millions sterling.

" Cette Dette étoit composée en partie d'annuités perpétuelles, mais rachetables, & en partie (quoique dans une proportion très-peu considérable) d'annuités à terme fixe, & de rentes viagères.

" La *Caisse d'Amortissement* consiste en un million de livres sterling annuellement réservé depuis 1786, pris sur le revenu général du Royaume, & régulièrement payé de trois mois en mois, en portion égales, à des Commissaires spécialement chargés d'appliquer inviolablement cette somme à la réduction de la Dette Publique.

" Les intérêts de la Dette, ainsi graduellement éteinte, ajoutés aux épargnes provenant de la cessation du paiement des annuités dont le terme expire, s'accumulent & sont appliqués de la même manière, & au même objet,

par les Commissaires. Mais *l'accumulation* doit cesser du moment où la somme entière, mise à la disposition des Commissaires, se montera au *maximum* de *quatre millions* de livres sterling par an. Dès-lors le Parlement pourra disposer annuellement d'une portion du produit des taxes, égale à l'intérêt de la dette qui aura été annuellement rachetée & éteinte au moyen de quatre millions susdits.

" Afin d'empêcher que de nouvelles dettes résultant de nouvelles guerres, ne détruisent ou n'interrompent les bons effets de cet établissement, une Caisse d'Amortissement additionnelle fut fondée en 1792. La loi qui en porte création, ordonne qu'à chaque nouvel emprunt il sera pourvu à une somme suffisante, non-seulement pour payer les intérêts annuels du capital emprunté, mais aussi pour éteindre graduellement ce capital même (au moyen d'un paiement additionnel équivalent à un pour cent par an du capital). De cette manière le capital emprunté doit se trouver éteint dans le terme d'environ quarante ans, du plus au moins, selon les prix des Fonds Publics.

" Ces deux établissemens, joints à une somme de 2,000,000 livres sterling votée pour la première fois en 1792 & depuis affectée an-

nuellement à l'augmentation de la première des deux Caisses susdits, produisent dès à présent beaucoup au-delà de quatre millions par an, & leur accroissement progressif, au prix actuel des fonds, est très-rapide.

" Plus de 37 millions du capital de la dette publique ont déjà été rachetés. "

Ce discours est terminé par une distinction de raison & d'équité, sur le caractère de la Nation Françoise; les sentimens de l'orateur à ce sujet ne seront désavoués par aucun homme dépouillé des préjugés nationaux.

" Assurément, le Peuple François a été, & " est depuis neuf ans, le plus détestable qui " ait jamais déshonoré le globe. Il a été, & " il continue d'être le fléau & la peste de " l'humanité affligée; mais je désire, une fois " pour toutes, que l'on n'entende point que je " parle des François, tels que je les ai vus & " connus il y a douze ans, ni des François " tels que j'espère les revoir un jour. J'en " parle d'après leur caractère actuel; peu- " ple crédule, subjugué, irréligieux, immo- " ral & cruel; instrument aveugle de la cor- " ruption, des caprices & des crimes d'un " petit nombre de régicides furieux & déses- " pérés.

" Mais à Dieu ne plaise que j'applique de " semblables expressions à la Nation que j'ai " vue, composée d'une Noblesse brave & gé- " néreuse, & d'un peuple ingénieux, aimable, " & bon."

Dans l'*Appendix* annexé au discours, l'auteur a présenté le tableau comparatif des importations & exportations de la Grande Bretagne, dans le cours de neuf années, depuis 1790 à 1798. C'est le résumé de l'histoire & de la prospérité croissante du commerce Britannique.

En 1790 la valeur des importations & exportations pendant l'année, *liv. st.* fut de 20,120,121
En 1794 (seconde année de la guerre) elle monta à 26,748,966
En 1797, à 29,217,041

Le compte de 1798 n'est dressé que jusqu'au 10 Octobre; mais dans les trois premiers quartiers seulement, l'estimation s'élève à 22,977,000. Il y a peu de doute que, pour l'année entière, elle n'atteigne au moins l'évaluation de 1797.

En analysant le premier discours de M. *Pitt* touchant le Bill qui impose les revenus nous, fûmes induits en erreur par les papiers publics,

dont nous suivîmes la tradition dans le rapport des estimations arithmétiques. Pour rectifier cette énumération, qui doit guider dorénavant les politiques & les philosophes dans leurs opinions sur l'économie publique de la Grande Bretagne, & faire rire à la lecture de toutes les sottises imprimées en France depuis 25 ans sur ce sujet, nous placerons ici la table plus exacte des Revenus, qui se trouve jointe au discours de Lord *Auckland*.

	Revenu Annuel.	Déduction pour la Portion de ceux au-dessous de 60l. qui ne payeront rien, & pour ceux au-dessous de 200l. qui l'un dans l'autre ne payeront qu'un 50.	Revenu Taxé.
	L.	L.	L.
Rentes des Propriétaires de Terre, 40,000,000 d'Acres en Culture, estimés à 12s. 6d.	25,000,000	$\frac{1}{5}$-- 5,000,000	20,000,000
Profits des Fermiers, les $\frac{1}{4}$	19,000,000	$\frac{2}{3}$--13,000,000	6,000,000
Dixmes	5,000,000	$\frac{1}{5}$-- 1,000,000	4,000,000
Mines, Navigation, & Bois	3,000,000	. . . . .	3,000,000
Maisons	6,000,000	$\frac{1}{5}$-- 1,000,000	5,000,000
Rentes sur des Maisons habitées, 4,500,000			
Professions	2,000,000	. . . . .	2,000,000
Ecosse, un huitième de l'Angleterre, du Revenu taxé	5,000,000	. . . . .	5,000,000
Revenu des Possessions d'outre-Mer	5,000,000	. . . . .	5,000,000
Intérêts de Fonds Publics, déduction faite des Sommes données aux Commissaires, comme Fonds d'Amortissement, & Intérêt de Capitaux rachetés	15,000,000	$\frac{1}{5}$-- 3,000,000	20,000,000
Profits sur le Commerce avec l'Etranger, supposé être de 15 pour Cent sur 80,000,000l. de Capitaux assurés	12,000,000	. . . . .	28,000,000
Bénéfices sur le Commerce intérieur, à 15 pour Cent	18,000,000	. . . . .	28,000,000
Autres Commerces	10,000,000		
	L. 125,000,000	23,000,000	102,000,000

RÉSUMÉ

Des derniers Rapports arrivés du Continent.

DEPUIS un mois, la communication avec l'Elbe étant de nouveau interrompue, on n'auroit eu de notions des affaires continentales que par le secours des Gazettes de Paris, sans l'arrivée d'un *aviso*, porteur des dépêches de Lord *Nelson* au Gouvernement. Par cette voie on a appris d'une manière authentique la retraite du Roi de Naples en Sicile, & les principales circonstances de cette évasion.

C'est le 25 Décembre dernier que ce malheureux Monarque & sa famille, ont débarqué à Palerme, après une traversée très-orageuse à bord du *Vanguard*, vaisseau amiral de Lord *Nelson*. Le dernier des fils de Leurs Majestés, le Prince *Albert*, âgé de 7 ans, n'a pu résister à ce trajet, & est expiré pendant la tempête. Si quelque chose pouvoit consoler cette Maison Royale, fugitive, de ses disgraces & de ses douleurs, c'est l'accueil loyal & affectueux qu'elle a reçu des habitans de Palerme.

La fermeté du Roi, la force de caractère qui a toujours distingué la Reine, ne les ont point abandonnés. Si la résolution de leur départ a paru désespérée, leur situation ne l'étoit pas moins, & leur plus long séjour à Naples entouré de périls de toute espèce.

Les revers de l'armée, sa mauvaise conduite, la défection de plusieurs corps, & la certitude de prochains désastres décisifs, n'ont pas été les seuls motifs de cet embarquement précipité. On avoit tout à craindre de la terreur & de l'agitation de la Capitale. La plus grande partie de la Noblesse, donnant au Peuple l'exemple de la sottise & de l'effroi, avoit conspiré de contraindre le Roi à capituler avec les François, & à passer sous les fourches caudines. S. M. ayant résisté à cette absurde dégradation qui, le réduisant à la condition passée du Roi du Sardaigne, lui en eût fait incessamment éprouver le sort, ce complot s'étoit aggravé au point, de prendre le caractère d'un attentat sur la liberté du Monarque & de sa famille. Il étoit à la veille de se voir livré dans son palais à la discrétion de l'ennemi, par la criminelle lâcheté des gens titrés, & par l'effervescence du Peuple qu'ils s'efforçoient d'échauffer.

LL. MM. se sont échappées, plus qu'elles ne sont parties librement : les préparatifs de leur embarquement & leur départ ont été clandestins. On a sauvé les effets les plus précieux, les diamans, la trésorerie, & les deux vaisseaux de ligne la *Parthénope* & le *Tancrède*. Lord *Nelson* a incendié une partie des bâtimens de guerre, des magasins & des chantiers qu'on laissoit derrière soi.

Quant au cours des opérations militaires, depuis l'entrée des François dans l'Abbruzze, nous n'avons d'autres sources de lumières que la lettre officielle du Général *Championnet*, en date du 4 Janvier, rapportée dans les feuilles de Paris. Le Général *Mack* ayant concentré les débris de l'armée Napolitaine sur la position de Capoue, pour couvrir cette ville & la route de Naples, l'ennemi n'avoit éprouvé aucun obstacle à pénétrer dans la Terre de Labour, Gaëte, place importante, défendue par une garnison de 5000 hommes, munie de tout, & qui pouvoit résister plusieurs semaines, se rendit au premier obus. Les François estimèrent le Gouverneur & les officiers à leur valeur, en leur rendant leur liberté. *Pescara*, & trois mille hommes qui gardoient cette forteresse, ont

imité l'ignominie de Gaëte. Voilà les troupes dont le Général *Mack* a eu la témérité de prendre la direction.

Heureusement, il se trouvoit en personne dans Capoue, défendue par un camp retranché : à la sommation que lui fit le Général François *Macdonald*, il répondit qu'il attendoit l'attaque. Elle se fit sans succès, & l'ennemi fut repoussé.

Pour la renouveler, *Championnet* pressoit la marche de ses divisions, & annonçoit au Directoire, le 4, une action immédiate aussitôt que ses colonnes seroient rassemblées.

On débite maintenant, mais sans autorité authentique, que le Général *Mack* & son armée ont été forcés de mettre bas les armes. Vraisemblablement cette nouvelle, ou telle autre analogue, n'est qu'anticipée; mais, du moins, l'intervalle écoulé entre la reddition de Naples & le départ du Roi aura laissé les moyens de sauver les richesses mobiliaires, les dépôts, l'argenterie & les trésors des églises, & même une grande partie des magasins les plus précieux; si toutefois on a pu maintenir à Naples assez de police & de tranquillité pour exécuter ce déménagement.

Le Corps Napolitain débarqué à Livourne a évacué la Toscane, & gagné la Sicile. Déjà les François, sous la conduite du Général *Serrurier*, s'approchoient du Grand Duché, & étoient arrivés à Pistoia, lorsque de nouveaux ordres ont suspendu leur marche: chemin faisant ils ont volé, par forme de contribution, deux millions à la République de Lueques, en protestant de leur respect pour elle & pour ses propriétés.

Ce *Serrurier* est un officier de l'ancien régime, autrefois Lieutenant-Colonel du Régiment de Medoc. Sous *Buonaparte* il montra une intégrité personnelle, qui contrastoit si fortement avec les rapines des autres Généraux, qu'on l'avoit surnommé la *Vierge de l'armée*. Comment concilier cette probité privée avec un métier aussi infâme que celui d'exécuter les pillages, la désolation, les brigandages politiques & pécuniaires qui marquent la trace des armées du Directoire?

Que des *Sans-culottes*, des bandits de profession, des fanatiques révolutionnaires se chargent de combattre pour de semblables intérêts, & de les diriger, on excuse, l'on comprend du moins, une telle conduite dans les hommes

que la société & la nature n'ont pas destinés à en tenir d'autre. On nous vante, cependant, les sentimens *honnêtes* & les regrets de ces gentilshommes, de ces émigrés rentrés, de ces braves *Royalistes* contraints d'aller ravager l'Europe; mais disposés aux plus belles actions, le jour où ils pourront servir leur Roi, sans avoir peur du Directoire. Fable puérile! prétexte méprisable! Dans mon opinion, cette classe de serviteurs de la République Françoise, qui vont indifféremment en Egypte, en Suisse, en Italie, & par-tout, égorger quiconque résiste à la domination, à la doctrine, & à l'avarice de leurs maîtres, en formant des vœux *secrets* pour le rétablissement de la Monarchie Françoise, sont plus vils & plus criminels que les plus effrénés de leurs soldats. Qu'importe à l'Europe leur naissance, leur royalisme, & leurs gémissemens?

Les égards subits qu'a obtenus le Grand Duc de Toscane, n'étonneront personne. Cette Cour est trop utile au Directoire depuis six mois, pour qu'il ait l'imprudence de l'écraser, au moment où elle travaille, avec tant de succès, à paralyser celle de Vienne.

On ne tardera pas à connoître les causes qui

ont fait abandonner le Roi de Naples, & à savoir de quel côté se trouvent ou l'imprudence ou l'infidélité. On pénétrera, s'il est vrai, s'il est possible qu'un Lieutenant Feld-Maréchal Autrichien envoyé à Naples par sa Cour, que le plus circonspect des hommes sous le Gouvernement le plus méthodique, que le Baron de *Mack* se soit chargé, à l'insu du Cabinet de Vienne, d'une expédition que ce Cabinet pouvoit désavouer, & ne vuloit pas secourir.

Si l'armée Impériale a refusé son appui au Roi de Naples, à l'instant où ce concours eût assuré les projets de ce Monarque pour la délivrance de l'Italie citérieure, il devient peu vraisemblable qu'on lui permette de s'ébranler, aujourd'hui que le Roi de Naples est en fuite, celui de Sardaigne dépouillé & déporté, & le Directoire maître de l'Italie entière. Les raisons de prudence ou d'intéret qui ont décidé la neutralité du Cabinet Autrichien dans le premier cas, auront acquis, dans le second, une force encore plus prépondérante.

Chacun cherche le secret d'une conduite aussi mystérieuse; elle confond à tel point le raisonnement & la raison, qu'il seroit impossible de tenter de l'expliquer, sans courir le ris-

que de se rendre peut-être coupable de libelle.

Quoi qu'il en soit, l'impénétrable obscurité qui enveloppe les intentions du Gouvernement Impérial, sera probablement dissipée par la réponse qu'il fera, au sujet de la marche de l'armée Russe dans les Etats héréditaires. Afin de lever tout mésentendu sur la distinction entre l'Empereur & le Roi de Hongrie & de Bohême, les Plénipotentiaires directoriaux à Rastadt ont remis au Comte de *Lehrbach*, le 4 Janvier, une note subsidiaire de celle qu'ils avoient, le même jour, délivré à la Députation d'Empire.

" Les Ministres François, " disent-ils, " préviennent celui de S. M. l'Empereur, comme " Roi de Hongrie & de Bohême, que la Légation Françoise a remis le même jour à la " Députation de l'Empire une note relative à " la marche des Russes: ils croient en devoir " communication à une *Puissance amie*; mais " en même tems ils ont ordre de déclarer à " S. M. l'Empereur, comme Roi de Hongrie " & de Bohême, & Archiduc d'Autriche, qu' " en laissant le passage libre aux troupes d'une " Puissance en guerre avec la France, & en

" leur

" leur permettant de traverser ses états pour " atteindre les troupes Françoises, l'Empereur " met la République dans le cas de regarder " cet acte comme une rupture des liens qui " unissoient les deux Etats. En conséquence, " S. M. est invitée à donner à cet égard une " explication précise satisfaisante, capable de " rassurer les amis de la paix."

Cette déclaration aura forcé la Cour de Vienne, ou à confiner les Russes en Moravie, ou à rompre avec la France; mais les Russes n'étant point accourus, suivant les vraisemblances, pour être le témoins neutralisés d'une pacification, si l'Empereur achève de se réconcilier, avec le Directoire en cédant à sa demande, il est à croire que l'armée auxiliaire retournera chez elle: si, au contraire, on persiste à la faire avancer, le Congrès de Rastadt sera rompu, la guerre déclarée, & l'armée Françoise du Rhin sur la droite de ce fleuve.— Pour accrédier la probabilité de ce dernier futur contingent, il faut supposer à Vienne une révolution complette dans les idées, dans les projets, les craintes & les illusions.

Les papiers François se sont empressés de publier un malheur qui ne seroit pas le moin-

ère de la Monarchie Autrichienne. Ils font mourir le Prince *Frédéric d'Orange* à l'armée d'Italie dont-il étoit le chef. Perdre un Général qui joignoit à l'activité de la jeunesse, l'instruction de l'âge mur, des talens déjà éprouvés, le courage de ses aïeux, & sur-tout ce zèle ardent pour une cause à laquelle sont attachés le sort de sa patrie & de sa maison, le perdre dans un pays où des qualités si rares ont été si rarement réunies pendant la guerre dernière, seroit une disgrace irréparable. Nous aimons à conserver des doutes sur cette nouvelle, & à espérer que si elle est controuvée, le Gouvernement Impérial ne rendra point inutile l'énergie & la capacité du Prince d'*Orange*, en le subordonnant à des Conseils faits pour lui donner des dégoûts, & lui attirer des revers.

Mais, avant que l'Autriche ait tiré l'épée, nous serons peut-être témoins d'une nouvelle scène préparée au midi, & qui complettera l'asservissement & la ruine de cette partie de l'Europe; le Directoire va profiter du sommeil de l'Allemagne, pour consommer ses projets sur le Portugal & sur l'Espagne.

Des avis récens ont confirmé les craintes antérieures, que la Cour de Madrid ne livrât,

enfin, son territoire à une armée Françoise, pour aller saccager, révolutionner l'héritage de la Maison de Bragance, & en disposer. Il faudroit attribuer au Gouvernement Espagnol une stupidité ou une perversité monstrueuses, pour expliquer une résolution semblable, autrement que par la terreur, & par les artifices qui accréditent l'opinion de l'impuissance où l'on est de résister. Voilà où la Monarchie de *Charles-Quint* est descendue. Ses administrateurs pensent, qu'au lieu de réunir ses forces, ses ressources de tout genre, à celles du Portugal, pour disputer le passage à 40 mille François, il est beaucoup plus sage de les introduire au milieu de soi, de se confier en leur *loyauté*, & d'aller égorger de compagnie un voisin paisible, inoffensif, gendre & allié du Roi d'Espagne.

Ce dénouement étoit prévu par les personnes qui ont suivi de près le mouvement des intrigues de la Cour, & qui connoissent l'esprit, le caractère & les vues de ceux à qui ces intrigues, secondées par le Directoire & par son plus fidelle défenseur, M. le Chevalier d'*Azzara*, ont livré la direction des affaires.

Depuis la retraite du Prince de la *Paix*, l'af-

foiblissement de son parti, & la faveur des nouveaux venus, la Cabale Françose a gagné de l'ascendant de jour en jour. Elle a fait confier la porte-feuille des affaires étrangères à un jeune homme, nommé d'*Urquejo*, employé cidevant dans l'ambassade de Londres, détestant l'Angleterre, ivre de philosophie moderne, & ayant l'ingénuité de ne point déguiser son attachement aux nouveautés de la Révolution. Placé d'abord, par *interim*, pendant la maladie de M. de *Saavedra*, il continue à gérer le département depuis le rétablissement de ce Ministre; la confiance & l'estime dont l'honorent les François l'ont affermi dans ce poste, où il enterrera la Monarchie Espagnole. Servi par M. d'*Urquejo* & par le Chevalier d'*Azzara*, *Charles IV.* finira son rêve royal, comme l'ont fini tous les Princes subjugués par de tels Conseillers. Jamais la chûte d'un Empire ne fut marquée par le doigt du Ciel en caractères plus visibles.

Après l'avoir empoisonné de ses caresses, la France dissoudra ce phantôme de Gouvernement, le jour où elle sera maîtresse de Lisbonne. — La subornation, le prosélytisme, les émissaires, & le convoi des machines révolutionnaires,

vont voyager avec son armée, & l'Espagne sera républicanisée avant que le Portugal ait été conquis.

Nous n'aurons que trop l'occasion de revenir sur ce sujet. Attendons de nouvelles lumières, pour hasarder d'autres conjectures touchant les ressorts & les effets d'une détermination aussi étrange.

GRANDE BRETAGNE.

QUELQUE opinion qu'on veuille adopter sur la cause des troubles interminables qui agitent l'Irlande depuis plusieurs siècles, on est forcé de convenir qu'aucune nation n'a une histoire plus effrayante; & que si, après des événemens tels que le massacre de 40 mille Protestans en 1641, & la rebellion de l'année dernière dont les suites exterminatrices eussent fait oublier ce premier carnage, un Peuple ne ressentoit pas le besoin du repos & d'un Gouvernement propre à le lui garantir, la nature l'eût doué d'un esprit de turbulence insurmontable.

En étudiant les annales de l'Irlande, on ne sait quelle espèce de regrets donner à sa primitive indépendance; on ne conçoit guères d'état plus horrible que cette aristocratie féroce, sauvage & féodale, qui se partageoit le pays avant la conquête: ce n'est pas sûrement à cette époque de servitude, de barbarie & de mi-

sère, que les Irlandois sages entendent faire remonter l'ère de leur liberté.

Quelles qu'aient été les rigueurs exercées par l'Angleterre sur l'Irlande, pour en réprimer les fréquentes rebellions, c'est à l'introduction des loix, des habitans, de l'autorité, & de l'industrie de la Grande Bretagne, que cette contrée a dû sa police, sa civilisation, sa culture, ses arts, son commerce, & jusqu'à un Parlement véritablement national.

Sans les liens qui l'attachoient à l'Angleterre malgré le vœu des anciens Catholiques, elle fût tombée au 16e siècle sous le joug de l'Espagne, & au 17me sous la suzeraineté de la France. — Elle seroit aujourd'hui un département de la République de Paris, sans l'assistance navale & militaire de la Grande Bretagne, & sans l'intérêt qu'avoit celle-ci de la sauver.

La profondeur & l'étendue de la dernière conspiration, cette confédération entre le Directoire & cent mille Irlandois-Unis, organisés comme un bataillon, & faisant servir à leurs vues les passions religieuses, politiques & privées, cette confédération rivale du Gouvernement, & en poursuivant la ruine avec une fé-

condité de secours & de moyens, sembloient rattacher invinciblement l'Irlande & l'Angleterre.

Les deux pays ne se dissimuloient point que, si les instrumens de la révolte & de l'indépendance étoient brisés ou démontés, le machiniste existoit toujours; & que l'industrie infatigable, l'argent, les armes, les troupes, les agens du Gouvernement François, ne laisseroient pas s'éteindre un incendie maîtrisé, dont toute agitation nouvelle ranimeroit bientôt les étincelles.

C'est dans cette conjoncture qu'est né le plan d'Union, pour consolider les trois divisions de l'Empire Britannique en un état homogène, dirigé par la même autorité législative, & plus capable de préserver l'Irlande de ses ennemis extérieurs, ainsi que de remédier aux causes toujours agissantes de ses discordes intestines.

Le 22 Janvier, les deux Chambres du Parlement Britannique reçurent un message du Roi, dans lequel Sa Majesté leur recommandoit, " de prendre les moyens les plus efficaces pour " faire avorter définitivement le dessein invé- " téré qu'avouoit l'ennemi de séparer l'Irlande " de la Grande Bretagne. Sa Majesté se persua-

" suadoit qu'on obtiendroit ce but, par l'arran-
" gement d'un accord complet & définitif, pro-
" pre à perfectionner & à perpétuer une liaison
" essentielle à la sécurité commune, & à con-
" solider la puissance & la force de l'Empire
" Britannique."

Dans la séance des Communes du lendemain 23, au moment où M. *Dundas* eut proposé de remercier S. M. de sa communication, & d'en reconnoître l'importance sans discuter la question en elle-même M. *Sheridan* entra dans l'examen de celle-ci, & motiva par une suite d'objections la demande d'un amendement, tendant à supplier S. M. de ne point écouter ceux qui lui conseilloient une mesure, contraire à l'arrangement final & complet fait avec l'Irlande en 1782.

L'orateur déploya dans cette discussion, l'abondance, la force de raisonnemens, & l'élégance de style qui le caractérisent, mais sans faire d'impression sur la Chambre, qui accorda la même attention & plus de confiance aux argumens de M. *Pitt*. Ce Ministre, ce jour-là, étonna même ses amis, par l'art avec lequel, écartant avec soin la question même de l'Union, il réfuta M. *Sheridan*; par l'étonnante liaison,

la diction toujours pure, la fécondité facile de ses idées dans un discours subit, qui se prolongea plus de deux heures. — L'amendement de M. *Sheridan* n'eut pas de suite, & la motion de M. *Dundas* fut généralement adoptée.

Dans l'intention de récapituler, par la suite, les argumens opposés qui composent la substance des divers discours, prononcés ou à prononcer su ce texte si important de l'Union, nous nous renfermons aujourd'hui dans le précis des résultats des différentes délibérations.

Celle qui fut agitée dans le Parlement d'Irlande, le même jour 22, d'après un message du Viceroi, analogue à celui de S. M., fut loin de présenter le sang-froid, la dialectique, & la gravité calme qui avoient régné dans les Communes Britanniques.

Dans la Chambre Haute d'Irlande, l'adresse de remercîmens, après des débats animés sans cesser d'être décens, passa à la pluralité de 32 suffrages; mais dans les Communes, la tempête souffla des quatre coins. Elle commença par une attaque personnelle de M. *Ponsonby* contre Lord *Castlereagh*, Secrétaire d'Etat au Gouvernement d'Irlande, auquel on disputa le droit de siéger dans la Chambre. — La violence de

plusieurs discours, entremêlés de personnalités, l'excentricité de quelques argumentateurs passionnés, le tumulte des galeries qui mêlèrent leurs apostrophes & leurs jugemens à celles des orateurs, des attroupemens de populace au dehors, qui prodiguèrent leurs hommages aux antagonistes de l'Union & leurs insultes à leurs partisans, rappelèrent un autre pays & une autre assemblée. Au milieu de cette effervescence de 22 heures, il fut décidé à la majorité de *deux voix*, 107 contre 105, d'adopter l'adresse de remercîment, telle qu'elle avoit été proposée par Lord *Tyrone*, organe du parti du Gouvernement.

Dans le nombre & à la tête de l'Opposition, se trouvoient deux membres généralement considérés, & jusqu'ici très-attachés au Gouvernement; M. *Foster*, Orateur de la Chambre Basse; & le Chevalier *Parnell*; Chancelier de l'Echiquier, déplacé peu de jours auparavant. On a regretté que leur sagesse n'ait pu modérer l'impétuosité des débats.

La minute de l'adresse ayant été rapportée le lendemain, la dispute, les personnalités & les éclats se renouvelèrent. Nonobstant la longueur des deux séances, le sujet fut à peine effleuré. Les orateurs abondoient en sentimens

plus qu'en raisonnemens, & la discussion fut plus dramatique que didactique.

Pendant que cet échauffement imprévu & dangereux se nourrit ou se calme en Irlande, le Parlement Britannique a persévéré dans les résolutions du Ministère. M. *Pitt* a soumis aux Communes le plan des bases sur lesquelles il entendoit effectuer l'Union, en demandant qu'après un mûr examen elles fussent adoptées, pour servir au moment où la majorité de la Chambre Basse d'Irlande consentiroit à revenir sur sa précipitation, & où elle réfléchiroit plus attentivement sur une mesure qu'elle s'étoit hâtée de rejeter, sans en demander, ni sans en connoître les conditions & les limites.

Tels sont les articles fondamentaux du projet d'Union entre la Grande Bretagne & l'Irlande, tels que les a proposés M. *Pitt*.

I. Qu'afin d'assurer les intérêts essentiels de la Grande-Bretagne & de l'Irlande, & de consolider la puissance & les ressources de l'Empire Britannique, il est à propos d'adopter les mesures qui tendront le mieux à *unir* les *deux Royaumes de la Grande-Bretagne & d'Irlande* en *un Royaume*, d'après le mode & les conditions que pourront établir les Parlemens respectifs desdits Royaumes de Sa Majesté.

II. Qu'il paroît convenable au Comité de proposer comme *le premier article* qui servira de base à l'Union, que les Royaumes de la *Grande-Bretagne* & d'*Irlande* soient unis en *un Royaume* sous le nom de *Royaume Uni de la Grande-Bretagne & d'Irlande*.

III. Qu'il paroît aussi convenable, que la succession à la monarchie & à la couronne impériale du royaume uni, demeure fixée & limitée comme elle l'est maintenant sur les deux royaumes, par les loix existantes & aux conditions de l'*union* entre l'Angleterre & l'Ecosse.

IV. Qu'il paroît aussi convenable, — Que le royaume uni soit représenté en un seul & même Parlement, nommé le Parlement du royaume uni de la Grande-Bretagne & d'Irlande; — qu'il puisse siéger & voter pour l'Irlande dans le dit Parlement, un certain nombre de Pairs spirituels & temporels, & de membres de la Chambre des Communes, qui sera fixé par des actes des Parlemens respectifs; -- que lesdits membres soient choisis & convoqués selon un mode fixé par un acte du Parlement d'Irlande antérieur à l'union; & que les membres qui siégeront & voteront dans le Parlement du royaume uni, continuent à prêter le serment & à faire la déclaration que les loix exigent des Parlemens de la Grande Bretagne & de l'Irlande, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par ledit Parlement.

V. Qu'il paroît aussi convenable -- Que les *églises* d'*Angleterre* & d'*Irlande*, leur doctrine, leur culte, leur discipline, & leur régime, soient maintenus selon les loix maintenant établies.

VI. Qu'il paroît aussi convenable -- Que dans tous les cas qui ont rapport au commerce & à la navigation dans les ports & lieux appartenant à la Grande Bretagne, dans tous ceux qui ont rapport aux traités que pourront faire S. M. ou ses successeurs avec les Puissances étrangères les sujets Irlandois aient les mêmes droits & soient regardés sur le même pied que les sujets Britanniques. -- Qu'il ne sera imposé aucun droit sur les objets importés & exportés, qui en sont maintenant libres, entre la Grande-Bretagne & l'Irlande; que pour un tems limité, il sera établi sur les autres objets d'importation & d'exportation, un taux modéré de droits égaux, convenu avant l'union par les Parlemens respectifs, & qui sera

sujet, après l'expiration de ce tems limite, à être diminue également par rapport aux deux Royaumes, sans pouvoir jamais être augmenté. -- Que tous les objets qui seront à l'avenir dans le cas d'être importés de l'étranger dans la Grande-Bretagne, pourront être importés dans chacun des deux Royaumes par l'autre, & seront alors soumis aux mêmes règlemens que s'ils étoient directement importés de l'étranger. -- Que dans les cas où quelque marchandise du produit ou des manufactures de l'un des deux Royaumes s'y trouve sujette à des droits intérieurs, il sera établi la balance d'imposition nécessaire pour empêcher dans ce cas l'inégalité : que tous les autres objets de commerce, ainsi que ceux qui n'auroient pas été spécialement réglés avant l'union, relativement à l'encouragement dû à l'agriculture & aux manufactures des Royaumes respectifs, seront réglés de tems à autre par le Parlement uni.

VII. Qu'il paroît aussi convenable -- Que le payement de l'intérêt ou du fonds d'amortissement pour la réduction du principal de la dette contractée par chaque Royaume avant l'Union, continue à être supporté séparément par la Grande-Bretagne & l'Irlande ; -- que pendant un nombre limité d'années, la dépense ordinaire future du Royaume uni en tems de guerre & en tems de paix, soit défrayée par la Grande-Bretagne & l'Irlande conjointement, selon les proportions qui seront établies avant l'Union, par les Parlemens respectifs. -- Et qu'après l'expiration de ce tems, ces proportions ne puissent être changées que selon les règles & les principes qui auront été convenus de la même manière avant l'Union.

VIII. Qu'il paroît aussi convenable -- Que toutes les loix en force au tems de l'Union, & que toutes les cours de jurisdiction civiles & ecclésiastiques établies dans les Royaumes respectifs, subsistent sur le même pied, toujours sujettes aux changemens que le Parlement uni pourra juger nécessaires d'y introduire.

MERCURE BRITANNIQUE.

N.° XIII.

FÉVRIER 25, 1799.

LETTRE

A l'Auteur du Mercure Britannique.

(Traduite de l'Anglois.)

" MONSIEUR,

" LE meilleur ouvrage qui ait jamais paru dans ce pays-ci, celui auquel la nation doit une partie de ses connoissances & le plus heureux développement de son véritable caractère, fut écrit par différentes personnes, soumises aux mêmes règlemens. Il est presque inutile d'en ajouter le titre; car vous avez sans doute lu le *Spectateur*. Le rédacteur principal de cet

ouvrage avoit, comme vous, entrepris la défense de la cause de l'Europe, contre les attaques de l'ambition Françoise. Il recevoit les opinions & examinoit les préjugés des différens partis. Il s'empara des passions dominantes de son tems; & employant avec discernement la puissance que donnent une raison & un génie supérieurs, il imprima une direction aux talens de différens écrivains, qui, par la suite, devint plus funeste au despotisme François que toutes les victoires de *Marlborough*.

" Ayant lu tous vos Numéros successifs, je dois vous prévenir avec franchise, que je diffère d'opinion avec vous sur plusieurs points essentiels: mais j'approuve entièrement l'ensemble de votre ouvrage, & je désire concourir avec vous au but salutaire qui vous guide.

" Une figure de votre No XI m'a frappé par sa justesse: *La République Françoise*, dites-vous, *a jeté l'interdit sur* CELLE D'EUROPE; *elle la mange* FEUILLE *à* FEUILLE *comme une pomme d'artichaud*. Jamais sentence ne fut plus vraie, & jamais la vérité ne fut mieux mise à la portée de tous les hommes. Cette figure est également intelligible pour le politique le plus habile de l'Europe, pour l'honnête Alderman de la Cité de Londres, le cultivateur

des bords du Rhin, le paysan des Alpes, & le contadino d'Italie.

" Mais une seule goutte d'eau n'a aucun effet sur le rocher : le *sœpe cadendo* peut en avoir. Soyez bien persuadé, Monsieur, que la révélation de la plus positive des vérités ne peut produire d'impression durable, si elle n'est souvent répétée. — Répétez-la donc sous toutes les formes, fortifiée de toutes les preuves dont elle est susceptible.

" *Montesquieu*, que vous avez si heureusement cité au commencement de votre N° X, a dit dans la partie de ses ouvrages que je regarde comme la plus précieuse (sa Correspondance privée), que les hommes de lettres, de génie, & de probité, sont concitoyens de toute nation civilisée. Dès l'instant où j'ai lu vos Numéros X & XI, je vous ai regardé comme naturalisé dans les Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse, & je désire pouvoir ajouter d'Irlande. Oui, vous êtes un des meilleurs défenseurs de ce que même les Juifs avouent être la *véritable foi*, celle du *Crédit Public*, celle qui, depuis le commencement du monde, a servi de lien d'union & de moyen de communication entre les hommes. La propriété fut toujours l'objet principal de la protection de tout Gou-

vernement légal, quels que fussent ses dogmes religieux. L'instituteur de la plus pure, la plus sociale, & la plus charitable religion que le Ciel ait jamais révélée aux hommes, exigea qu'on rendît à César ce qui appartenoit à César. Peut-on s'étonner, ensuite, de ce que les spoliateurs François ont commencé par nier les vérités de cette religion?

" Je partage toute votre horreur pour ces spoliateurs; mais je diffère avec vous sur quelques accusations particulières. Il est politique de taxer un Peuple entier des erreurs & des crimes de ses usurpateurs; peut-être même est-ce le seul moyen d'exciter le ressentiment national d'un peuple contre les crimes d'un autre. Mais vous, Monsieur, qui connoissez à fond la Nation Françoise, qui avez étudié la Révolution dès sa naissance, qui êtes remonté à ses causes, & qui nous avez enseigné les moyens assurés de nous préserver de ses dévastations, vous avouerez, dis-je, en y réfléchissant avec sang-froid, & en mettant de côté toutes les persécutions dont vous avez été l'objet depuis 1789, que le Peuple François actuel, comme tous les joueurs de profession, a commencé par être dupe avant d'être fripon.

" Nous avons plusieurs exemples de spoliations, pareilles à celle dont le Clergé de France a été l'objet. *Henri VIII*, de ce bon royaume, après avoir obtenu le titre de *Défenseur de la Foi*, fit plus d'un tour du même genre. *Elisabeth*, qui défendit la cause Protestante, se trouva passablement aidée dans ses desseins, par les subdivisions faites antérieurement de la propriété du Clergé: & vraiment les Protestans ont dû presqu'entièrement leurs succès, jusqu'au Traité de Westphalie, aux confiscations, ainsi qu'à cet amour de l'indépendance qui est le grand ressort des nouvelles doctrines. Le Directoire n'a pas eu de peine jusqu'à présent à manger l'artichaud *feuille* à *feuille* dans l'Empire & dans les foibles Etats d'Italie; mais il approche de plantes mieux enracinées & mieux défendues. Les grands spoliateurs d'autrefois, les Romains, trouvèrent enfin leurs limites; & jusques dans notre Calédonie, *nemo me impune lacessit*.

" Il me semble, Monsieur, que la langue Françoise n'a pas de terme qui définisse, avec justesse & concision, le véritable caractère du Directoire & de ses révolutionnaires. Ces gens-là sont ce que nous nommons en Anglois de véritables *swindlers*. Cette expression indique,

non un voleur, un simple escroc, un scélérat, un imposteur, ou un anarchiste; mais une *distillation* de ces divers caractères. Le *swindler* est un fourbe qui, masqué en homme d'affaires, travaille avec ses associés à vivre sur le bien d'autrui.

" Les Cinq Archi-*Swindlers* du Luxembourg ont tenté de *swindle* les Américains de 50,000 liv. sterl. Ils ont *swindled* le pauvre Roi de Sardaigne de sa couronne, les Bernois de leurs trésors, les Vénitiens de leur République, &c.

" Si la France actuelle fournit un ample moisson de modèles du *swindler*, je doute qu'elle en offre de ce que nous appelons un *fair dealer*, l'honnête homme qui fait son devoir dans le commerce de la vie, celui dont Pope a dit.

An honest man's the noblest work of God.

On ne se sert plus en France de ce terme d'*honnête homme* que par dérision.

" Si je voulois vous dépeindre le *fair dealer* Anglois, je choisirois pour exemple un personnage qui en *agit bien avec lui-même*, qui vit sobrement, se lève de bon matin, & se couche de bonne heure avec le calme d'une conscience pure. Il en agit bien envers sa famille, car

il est bon époux, père tendre & ferme d'une nombreuse postérité.

" Ses amusemens correspondent à ses habitudes domestiques: il aime les sciences, les lettres, & l'exercice sain & noble de la chasse, sans jamais souhaiter de donner la mort à l'animal qu'il poursuit. Il traite avec bonté & familiarité les personnes destinées à son service personnel. En affaire, il est ponctuel & régulier; il paye toutes ses dettes avec une scrupuleuse exactitude, & déteste toute espèce d'imposition. Sa dévotion est sincère; il est exact à remplir ses devoirs religieux, & aussi exemplaire dans sa piété qu'aucun Evêque du royaume. Enfin, pour achever son portrait, il est l'ennemi le plus déterminé & le plus ferme des plus grands coquins de l'Europe, le cinq *swindlers* de Paris.

" D'après cette description, je crois que tous mes compatriotes préféreront le titre de *fair dealer* à celui d'*Anti Jacobin*.

" Je vous prouverai dans une prochaine lettre, qu'en donnant aux Directeurs le titre de *swindlers*, vous les placerez dans leur véritable jour aux yeux de l'Europe & de la France.

" J'ai eu dernièrement des nouvelles du *swindler* par excellence, de *Buonaparte*, par

un Juif Arabe arrivé avec les dernières malles. *Buonaparte* avoit envie d'escamoter les feuilles d'artichaud renfermées à la Mecque; mais ce grand consommateur avouoit aujourd'hui qu'il avoit fait un mauvais calcul, & trop peu réfléchi, les Arabes du désert étant aussi voraces que lui: loin de l'associer au butin, ils le cernent & le harcèlent, pour lui arracher les *artichaux* qu'il a recueillis à Malte, ou qu'il a enlevés aux Mamelouks.

Le seul moyen de défendre efficacement nos patates Angloises, est d'établir une association d'*Anti-swindlers*, munie de certains pouvoirs. Les voleurs se disputent entr'eux, quand ils ont manqué la proie sur laquelle ils comptoient. Ne pourrions-nous pas rassembler, après en avoir donné également avis, quelques centaines de milliers de Maroquins, Algériens, Tunisiens, Arabes d'Egypte, Grecs, Turcs, Talpaches, Cosaques, Russes, Tartares, qu'on débarqueroit ici & là sur les côtes méridionales de France, afin de persuader aux sujets des *Archi-Swindlers* de Paris, que le pillage attire de nouveaux amateurs. Les hommes qui nient l'existence d'un Suprême Souverain, sont également en guerre avec les Mahométans du Sud, & les Chrétiens de toutes les sectes. Les Tartares même

me les considéreroient comme en état de guerre avec leur Lama.

" J'espère que l'Irlande appercevra que, déjà unie de droit & de fait à la Grande Bretagne, par la souveraineté générale, par l'amalgame des forces militaires, & par des intérêts réciproques & indivisibles, j'espère, dis-je, qu'elle sentira la nécessité de consolider & de fortifier cette connexion, en assurant à l'Empire Britannique cette unité, à laquelle la puissance de Louis XIV. n'eût pas osé subordonner les provinces de la Monarchie Françoise, & dont la Révolution a brisé les limites. Nous resserrerons de même le faisceau de résistance contre les spoliateurs étrangers.

" Si nos *O'Connor*, nos *Fitz-Gerald*, avoient expérimenté, comme vous, les fruits de l'arbre de la nouvelle liberté Françoise, l'impression d'aucune injustice, ni le délire d'aucune réforme, ne leur eussent fait ambitionner la fraternité & accepter les offres des *dona ferentes* du Luxembourg. Où sont les premiers alliés de la prétendue liberté & de l'indépendance révolutionnaire de la France, de Genève, de Berne, d'Amsterdam, de Gènes, de Milan, de Venise, & de Rome? Presque tous ont été pillés, expatriés ou décapités, comme *traîtres* à leur pro-

pre système ; mais la Révolution a ses dupes comme l'ambition. Un Vizir étranglé injustement, & une succession de Vizirs étranglés, ne découragent point leurs successeurs.

Uno avulso non deficit alter.

" C'est donc à un Gouvernement sage de prévenir, que des têtes brûlées & des foux ambitieux ne parviennent une seconde fois à livrer l'Irlande aux désorganisateurs de Paris. A la lecture de nos papiers publics, l'étranger imaginera peut-être que nos débats parlementaires vont nous conduire à la guerre civile. Rassurez-le, en lui apprenant qu'il ne s'agit que d'une guerre d'éloquence, dont le résultat, quel qu'il soit, affermira les racines & les bras de notre Empire.

" Je suis, &c. &c.

" *A Frequenter of the Royal Exchange.*"

N. B. Le *Fair-dealer*, à qui nous devons la lettre qu'on vient de lire, n'a que trop raison d'observer que, plusieurs des abominations dont la France actuelle a été souillée, ne sont pas étrangères à l'histoire antérieure de cette contrée, ni à celle de l'univers. Les massacres de

Septembre 1792 ne furent pas plus atroces que celui de 4000 citoyens, égorgés en 1418 dans les prisons de Paris par le Cabochiens & les Bourguignons. Le Peuple que nous avons vu dévorer les chairs palpitantes de M. *Bertier* de *Sauvigny*, est le même qui dévora celles du Connétable d'*Armagnac*.

Auguste, célébré par *Horace*, & dépouillant tous les propriétaires du Mantouan & du Crémonais pour enrichir les meurtriers qu'il appeloit ses *soldats*, mérite autant d'horreur que les proscripteurs de Paris; mais nous hasardons de contester à notre correspondant, l'analogie des confiscations républicaines de France, avec celles reprochées aux Protestans.

Ceux-ci, réformant la religion même, n'étoient pas du moins inconséquens ni hypocrites dans leur cupidité; au lieu que les Révolutionnaires François ont spolié le Clergé, en protestant de leur respect pour la religion Romaine, & sans supprimer ni ses dogmes ni ses ministres. Les biens de l'Eglise étoient déjà saisis & vendus, lorsque la Convention de 1792 abjura toute croyance religieuse.

Les Protestans respectèrent en Suisse, en Prusse, en Hollande, &c. &c. les fondations qui furent maintenues, ou restituées aux héritiers

des fondateurs. Les hôpitaux, les collèges l'Eglise même, & nombre de Chapitres encore existans, héritèrent d'une grande partie des dépouilles du Clergé Catholique. Enfin, les Protestans n'alloient pas, le fer à la main, prêcher l'athéisme aux autres nations, renverser par-tout les autels, proscrire les prêtres, & confisquer les propriétés ecclésiastiques. La guerre de trente ans offrit sans doute une réciprocité de brigandages de la part des deux religions; mais ils s'exerçoient entre des ennemis, & non par un système combiné d'impiété & de rapine, appliqué à tous les Peuples indifféremment, par des ravisseurs sans loix, sans culte, sans morale, sans droit des gens, & qui, dans une République policée, eussent péri du dernier supplice.

FRANCE.

Notice des derniers Récits débités à Paris jusqu'au 31 de ce mois, touchant les Occurences du Continent.

Periere mores, jus decus, pietas, fides,
Et qui redire nescit, cum perit, pudor.

SENEC.

ON pourroit terminer, par cette exclamation, toute lecture des gazettes de Paris, dont ces deux vers comprennent le résumé, le commencement, le cours, & la fin. Heureux ceux qui ne sont pas condamnés, par état, à parcourir ces archives de la bêtise insolente, où l'on ne sait quel est le plus vil du narrateur ou de ses héros, & où le crime habillé des guenilles de la *philosophie*, monte sur les tréteaux pour proclamer ses triomphes, & insulter à ses victimes.

Nombre de papiers étrangers qui transcrivent ces bulletins du Tartare, ont trop souvent la précaution de n'en omettre aucune imposture, d'en citer les sottises sans élever un doute, & de rendre ainsi le Public complice de leur

crédulité. C'est la sonde à la main qu'on doit marcher dans cette fange, pour en retirer quelques fragmens de vérité ou de vraisemblance.

Les informations qu'on peut en extraire, touchant la nature des événemens qui ont précédé l'occupation de Naples par les François, sont un véritable hiéroglyphe. Pendant trente-quatre jours qui se sont écoulés depuis la dernière lettre du Général *Championnet*, en date du 4 Janvier, jusqu'au 7 Février, jour où le Directoire a rompu le silence par un message laconique, on avoit gardé un secret absolu sur les opérations. Paris épuisoit sa curiosité sur des fragmens de lettres de Milan, de Gênes, & de Florence, fabriquées ou ajustées par les folliculaires.

Mille versions romanesques se succédoient, lorsque, le 7, le Directoire envoya à sa Cour d'enregistrement, au Corps Législatif, un message où il lui apprit que. " Le 21 Janvier son " Armée de Rome avoit été attaquée par une " foule innombrable, formée des débris de l'Ar- " mée Napolitaine, des Lazzaroni, des pay- " sans, tous bien armés, bien dirigés, & em- " brasés des torches du fanatisme le plus déli- " rant. Enveloppés de toutes parts, les soldats

" de la liberté ont enfoncé les assaillans, & " après *trois jours de prodiges de valeur* (qu'on " ne croiroit pas sans les victoires antérieures " de la République) tous les obstacles ont été " vaincus & l'armée s'est établie dans Naples. " L'energie des patriotes Napolitains, si long- " tems comprimée, s'étoit ranimée avec for- " ce.—Leur voix, réunie à la clémence du " vainqueur, a converti dans un saint enthou- " siasme pour la liberté, le fanatisme qu'on " avoit soufflé dans le cœur d'une multitude " égarée, & la République Napolitaine est pro- " clamée."

C'est à ce galimathias ampoulé que se bornent les lumières, dont le Gouvernement a bien voulu éclairer les Représentans du Peuple & la Nation. Autrefois, la Gazette de France, qui étoit assurément la plus pitoyable des gazettes, montroit plus d'égards pour l'attente publique.— Jusqu'au 10, date des derniers papiers, le Directoire n'avoit fait suivre son message d'aucun éclaircissement, d'aucun détail, d'aucune relation de faits si mémorables. Pas un mot sur les événemens intermédiaires du 4 Janvier au 21.

Nous ne nous chargerons pas de suppléer à cette discrétion, puisqu'il nous manque onze

malles de Hambourg; mais le Directoire a cru devoir composer ses récits avant de les promulguer, afin de dissimuler les moyens & les pertes qui lui ont ouvert le chemin de Naples.

Ce qu'attestent ses aveux, c'est que le Peuple s'est porté sur les brigands à livrée tricolore, & que là, comme ailleurs, les Libérateurs du Peuple ont commencé par l'égorger pour lui faire comprendre leur théorie. *Habemus confitentem reum.*—C'est malgré le Peuple & sur ses cadavres, que la République est instituée à Naples.—Quant à ses *torches* & à son *fanatisme délirant*, on pardonneroit un pareil langage aux geoliers qui seroient parvenus à renfermer dans le bagne des esclaves révoltés; mais qu'une troupe d'assassins révolutionnaires nomment *fanatiques* des hommes qui disputent leur pays, leurs foyers, leurs loix, leurs femmes, leurs propriétés à des énergumènes venus des bords de la Seine, en portant les *droits de l'homme* dans leur valise, il n'y a pas de terme pour exprimer l'effronterie de ce jargon.

Si ces troupes invincibles ont été *enveloppées*, s'il leur a fallu *trois jours* de bataille & des *prodiges de valeur*, pour percer au travers d'une *innombrable multitude*, *bien armée*, & *bien conduite*, nous avons la consolation de croire

croire qu'elles auront chèrement payé leur infâme victoire.—Naples est entre leurs mains; mais leur sang a du moins baigné la route.

Pour traduire littéralement le style figuré du Directoire, touchant l'érection de la République Napolitaine, il faut dire que les *Patriotes*, c'est-à-dire les malfaiteurs, les banqueroutiers, les Nobles perdus de dettes & ruinés, les Moines scandaleux, & les conspirateurs détenus dans les prisons publiques, ont été élargis, & que leur illustre Assemblée a proclamé la République. Ainsi le fut celle de France par les vertueux *Marseillois* de 1792; ainsi l'ont été & le seront toutes les Républiques à son image.

La perte de Capoue, de Naples, & du royaume entier, étoit prévue; mais la résistance sanglante des habitans ne l'étoit point. En pleurant sur leur dévouement, on est du moinscertain de leurs dispositions, certain des regrets qu'ils donnoient à leur Souverain, certain que leurs oppresseurs se trouvent en pays ennemi. Les François y remplaceront les volcans & les tremblemens de terre; mais la vengeance les y décimera; ils y ensevelirontautant de monde qu'en ensevelit *Charles VIII.*

Au moment où le Directoire s'est enfin expliqué, les papiers publics ont inondé le Public de relations apocryphes, de fables & de contradictions: ils font massacrer 60,000 Lazzaroni, tuer leurs Généraux *Rey* & *Le Moine*, blesser *Championnet*. De toutes ces narrations dignes de l'*Almanach boiteux*, il résulte un fait positif; c'est l'opinion unanime que la conquête de Naples a été précédée d'actions disputées & très-meurtrières.

Mais le voile est entier sur la reddition de Capoue, sur la débandade des troupes Napolitaines, & sur la perfidie dont le Général *Mack* a été victime.—On découvre de l'intention dans cette réticence qu'a partagé le Gouvernement lui-même. Vraisemblablement, là comme en Suisse, la corruption sera venue au secours de la valeur.

Le Général *Mack* a-t-il été pris dans quelque action, ou livré par ses troupes, ou s'est-il rendu volontairement à l'ennemi? Les relations Françoises ne nous offrent là-dessus que des variantes. Les unes le font arriver prisonnier à Milan; d'autres le transfèrent à Briançon dans le Haut Dauphiné; de troisièmes lui font trahir sa parole, déserter le camp de *Cham-*

pionnet, & fuir on ne sait où.—Ces Editeurs Parisiens ne s'accordent que sur les outrages qu'ils prodiguent à leur captif. Sans égard pour son mérite & pour son infortune, ces sauvages ivres dansent & chantent autour de la victime. Tout ce que la grossièreté, la férocité & la dépravation d'esprit, peuvent vomir de brutales platitudes, de chansons dégoûtantes, de bassesses & de turlupinades, se trouve rassemblé dans ces horribles publications. Le Journaliste Directorial, le *Rédacteur*, l'emporte à cet egard sur ses confrères.—Il suffit de parcourir ces turpitudes, pour se confirmer dans l'opinion que, cette nation dénaturée est devenue absolument étrangère à l'espèce humaine, & à l'instinct de la pitié.

La pitié ! dont la voix,
Alors qu'on est vengé, fait entendre ses loix.

Le Peuple de la Sicile est dans les mêmes dispositions que celui de Naples. On n'a pu soustraire à sa fureur quelques Emigrés François, débarqués à Palerme, qu'en les faisant partir pour Trieste sur-le-champ. Deux de ces malheureux réfugiés ont été mis en pièces à Naples par les Lazzaroni. Tel est leur sort aujourd'hui, que, persécutés, proscrits, réniés par leurs indignes Compatriotes, ils partagent la

haine publique qui poursuit ces derniers, & le châtiment de leur méchanceté.

Les Jacobins étrangers qui censurent avec tant d'énergie le Roi de Naples, pour avoir prévenu l'aggression ouverte du Directoire, & qui, en conséquent, excusent & excuseront telles horreurs qui peuvent ou qui pourront accompagner la conquête des deux Siciles, ont à peine daigné remarquer la confiscation de la République de Lucques.

De quelle injure envers leurs Protégés & leurs Protecteurs du Luxembourg, étoit coupable ce petit Etat, l'un des plus sagement, des plus paternellement gouvernés, couvert d'une population de 5000 habitans par lieue quarrée, & où brilloient l'industrie, l'agricolture, l'ordre, l'aisance? Quel démêlé pouvoit avoir la République Françoise avec cette Famille inoffensive, étrangère à toutes les querelles du tems, & hors d'état de nuire à personne?

Non contens d'avoir antérieurement rançonné les Lucquois, violé leur indépendance & leur territoire, extorqué de leur foiblesse des emprunts & des réquisitions, les François n'ont pas eu honte de piller de nouveau & de subvertir, enfin, cette heureuse République. Sans prétextes, sans plaintes, sans déclaration, ils

ont forcé les portes de Lucques, imposé cette ville à deux millions tournois, requis des fournitures de souliers, de chemises & d'habits pour leurs soldats déguenillés, saisi & spolié l'arsenal, renversé le Gouvernement pour y substituer leur autorité civile & militaire, vidé les prisons de tous les scélérats érigés en *Patriotes*, & fait demander par ces malfaiteurs, la réunion de leur patrie à la République Cisalpine. Ce sont eux-mêmes qui nous instruisent de cette escroquerie, dont ils célèbrent l'avantage & la subtilité.

En attendant qu'ils disposent définitivement du Roi de Sardaigne, ils promènent ce malheureux Prince de contrée en contrée, de Parme à Modène, de Modène en Toscane; au mépris de sa capitulation, dont les feuilles Françoises, copiées par l'étranger & par nous-mêmes, ont défiguré plusieurs passages. (*) Nonobstant l'article 5 de cette convention qui laissoit à tout Piémontois la liberté de s'expatrier, le Bailli de *St. Germain*, ami personnel & intime de

(*) Nous donnerons plus bas une copie authentique de ce dernier Acte du règne de *Charles Emmanuel*, tel que ce Prince l'a fait publier lui-même à Turin.

S. M., le Comte de *St. André*, l'un de ses plus recommandables & plus héroïques serviteurs, ont été enlevés au Roi, arrêtés à Parme & enfermés à Pizzighetone. Les Comtes de *St. Marsan*, *Alfieri*, &c. &c. &c. ont eu le même sort.—D'autres ont été traduits en France comme ôtages. Une Commission militaire, instituée à Turin, poursuit, emprisonne, & va juger tous les Piémontois suspects de donner des regrets à leur Souverain, ou de l'avoir trop bien servi. Les échafauds & le pillage s'organisent dans cette contrée, comme dans un pays rebelle, réduit par ses maîtres irrités. Un bandit nommé *Grouchy*, GENTILHOMME, & beau-frère de *Condorcet*, tient à Turin le sceptre de l'inquisition, de la terreur & du crime.—Telle est la *liberté* dont ses commettans font jouir le Piémont, qu'il a proclamé la peine de mort, contre quiconque garderoit chez lui un *fusil ou de la poudre-à-tirer*. " Les Nobles & les riches qui auront, dit-il, " excité le Peuple à la révolte, seront arrêtés, " transférés en France, & la moitié de leurs " biens confisquée."

Une Municipalité, dont les Magistrats les plus éminens sont un sellier & un cordonnier, administre Turin sous les ordres du Général François. Elle a débuté par faire ouvrir les tom-

beaux des Rois & Princes de la Maison de Savoie, dans la belle église de la *Superga*, par souiller leurs cendres, exporter les cadavres, chasser & voler les Chanoines chargés de la garde de ce monastère. Par-tout cette impie Révolution a les mêmes caractères; par-tout elle fait la guerre à la nature, encore plus qu'aux Rois & aux Propriétaires, & convertit les hommes en monstres, indignes d'être comparés aux tribus sauvages les plus abruties.—

Le Piémont consterné touche à la plus affreuse misère: toute la puissance de ses oppresseurs ne peut les garantir des assassinats populaires. Leurs succès dans le Royaume de Naples, ont augmenté en Italie le désespoir & la haine, encore plus que l'effroi. Plusieurs soulèvemens ont éclaté en Lombardie. Rome, sans bois, sans, pain, sans bled, au milieu de Janvier, ne renfermoit que des squelettes faméliques, hurlant dans les rues, en demandant la subsistance.

Illustres libérateurs des nations, sycophantes en toge & en cocarde, magnanimes Directeurs, déclamateurs des Conseils législatifs, phrasez sur votre valeur & vos triomphes! Dictez à vos complices dans l'étranger de répéter cette admiration de vous-mêmes, & l'éloge de vos

mœurs ! mais souvenez-vous, tyrans à baïonnettes, que votre éloquence n'émoussera pas un stylet Italien, & que le jour viendra où les Peuples que vous désolez, vous témoigneront énergiquement leur *reconnoissance*.

Celle du Directoire pour la neutralité de l'Empereur, & pour le sang-froid avec lequel on a vu subjuguer Naples & Turin, ne s'est pas fait attendre. Si la Cour de Vienne a compté sur le succès de ses négociations secrettes, & de son inaction, elle est cruellement dupe. La République Françoise la traite précisément comme elle traitoit en 1792 la ville de Genève, en lui ordonnant de renvoyer les Suisses qui gardoient ses murailles. Si le parallèle est peu glorieux, il n'en est pas moins exact.

Le 26 Janvier, la Députation de l'Empire ayant décliné à Rastadt sa compétence au sujet de la réquisition faite au sujet des troupes Russes; la Diète de Ratisbonne, nantie de la délibération, ayant, au préalable, consulté la Cour Impériale & celle-ci n'ayant encore rendu aucune réponse, le Directoire a fait remettre au Plénipotentiaire Autrichien, Comte de *Lehrbach*, une nouvelle réquisition tranchante, en date de 31 Janvier, & ténorisée en ces termes:

" Les

" Les soussignés Ministres Plénipotentiaires de la République Françoise expriment à M. le Comte de Lehrbach, Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie & de Bohême, Ministre d'Autriche, leur étonnement, de n'avoir pas reçu de réponse sur la marche des Russes; ce qui annonce hautement que c'est contre la République Françoise qu'ils sont dirigés.

" Le Gouvernement François ne peut supporter plus long-tems une incertitude qui compromet la dignité & les intérêts de la République: les soussignés ont ordre de demander à Sa Majesté l'Empereur, par l'organe de M. le Comte de Lehrbach, son Ministre Plénipotentiaire, une assurance positive, que les troupes Russes évacueront le territoire de Sa Majesté l'Empereur & Roi, & que des ordres sont donnés en conséquence. Ils demandent que, dans l'espace de quinze jours, à compter d'aujourd'hui 12 Pluviose, cette assurance leur soit donnée, déclarant que la marche ultérieure des Russes sera regardée par le Gouvernement François comme aggressive; & que le silence, ou le défaut de l'assurance demandée par la présente note, étant une preuve manifeste de l'accession de l'Empereur aux entreprises de la Rus-

sie, seront regardés forcément par le Gouvernement François comme un acte d'hostilité.

" Le Directoire exécutif accueilleroit avec le plus grand plaisir, & de l'Empire & de l'Empereur, telle preuve d'évacuation du territoire Autrichien par les Russes, qui seule annonceroit la franche & ferme disposition, soit d'observer les traités conclus, soit de hâter en commun la conclusion de celui qui est en négociation à Rastadt.

Rastadt, le 12 Pluviose, An 7 de la République Françoise.

(Signé) BONNIER, JEAN DEBRY, ROBERJOT.

L'assignation péremptoire de *quinze jours* n'a point pour objet d'obtenir le renvoi des Russes, à l'expiration de la *quinzaine*, comme s'y sont mépris la plupart des papiers Anglois. Il s'agit d'une *assurance* à recevoir, avant le 17 Février, que les Russes seront congédiés. Nous ignorons si le Cabinet de Vienne cherchera ou non à établir de nouvelles négotiations, des conférences, des explications & des pis-aller, pour éluder cette réquisition flétrissante; mais il est permis de douter que le Directoire ait aucun égard aux milieux imparfaits, & aux évasions qui n'entraîneroient pas une

satisfaction suffisante. Qu'une Monarchie dont trois cent mille soldats défendent les approches, soit réduite à recevoir de semblables intimations, il faut en gémir, & se défendre tout commentaire.

Nous ne préjugerons point les résolutions que prendra le Conseil Impérial. S'il adopte un parti de fermeté, on demandera pourquoi il ne l'a pas accéléré; pourquoi (*), devant prévoir la querelle actuelle, il n'a pas défendu son Allié le Roi de Naples, & commencé au mois de Novembre une guerre qu'il étoit certain d'avoir à soutenir trois mois après? S'il fléchit, il rappellera les paroles du sénateur Romain *Lampadius*, au moment où *Stilichon* & les Conseillers d'*Honorius* se soumirent à promettre à

(*) Il n'est pas encore tems de répondre à tous ces pourquoi. Les Cabinets ne sont pas tenus d'en prevenir les Curieux, ni de leur rendre un Compte exact des motifs qui ont provoqué telle ou telle demarche ainsi que le Public n'est pas en droit d'en être instruit sur le champ. Les événemens qui ont eu lieu après cette epoque, se chargent journellement d'éclaircir des mesures, sur lesquelles on étoit, il n'y a que deux mois, si inquiet.

En voyant que le Vaisseau s'élance au milieu des flots, & que rien ne retarde sa route Majestueuse, le passager se rassure, & admire la manœuvre qui n'est commandée, ni connüe que du Pilot. L'Ed.

Alaric un subside de quatre mille livres d'or; *Non est illa pax, sed pactio servitutis.*

Au milieu de ces irrésolutions, de ces guerres partielles, de ces paix partielles, de cet inconcevable décousu des combinaisons & des moyens, *Erebrenstein* affamé, & réduit à vivre de cheval, a ouvert ses portes le 27 Janvier, à la vue de l'armée Prussienne d'observation. Aucun effort tenté pour le ravitailler; l'Empire se reposoit de la garde de cette forteresse sur la *probité* du Directoire, à qui il avoit adressé de si touchantes représentations. Le Colonel Trevirois, *Faber*, chargé de défendre la forteresse, l'a soutenue jusqu'à la dernière extrémité: la reddition de vingt places majeures, livrées avant que l'ennemi eut ouvert la tranchée, rend la constance & le dévouement de ce brave Allemand encore plus digne de renomée.

Pendant que les soldats du Directoire renversent les empires, s'ouvrent les places fortes, & devalisent les nations, les humbles Républicains de France sont traités par leurs maîtres comme les Peuples vaincus. A chaque Roi détrôné, le Gouvernement de Paris exige un nouvel impôt de ses sujets. Plus il prend au dehors, plus il exige au dedans: ses exactions

suivent la proportion de ses triomphes ; & à l'exemple d'*Annibal*, il mesure ses besoins par ses victoires.

Nous nous abstiendrons de la suivre dans ses *Budgets*, dans les comptes facétieux de son Ministre des finances, de ses trésoriers, & de ses manipulateurs ; comptes précis & opportuns, dont il résulte constamment que le pauvre Directoire est dans la misère, & que, nonobstant celle de la Nation, il lui faut de nouveaux revenus.

Ses réquisitions en ce genre s'étoient tellement multipliées depuis un an, que le Conseil des 500 avoit à peine le tems de décréter ce torrent de contributions successives. Leur excès & leur emploi inspiroient une défiance, qui avoit éclaté sur-tout à la proposition de rétablir l'impôt sur le sel.

Ce seroit, je pense, une méprise, d'attribuer l'opposition d'une partie de la Chambre législative des 500, à aucun sentiment de ses devoirs, de commisération pour le peuple, ou de crainte de se dépopulariser. Ces Représentans n'en sont plus aux considérations d'intérêt public, ni aux remords ; mais, si le Peuple n'a aucun parti parmi eux, les ennemis, les rivaux du Directoire, les imperturbables Jacobins, en ont un

assez puissant. — Plus clairvoyans & moins serviles que leurs collègues, ils ne sont pas plus dupes des lamentations financières du Directoire & de ses messages, qu'ils ne sont aveuglés sur ses dissipations. Pour rejeter sur lui le décri dont il affecte de les couvrir aux yeux du Public, ils contestent la fidélité de ses bilans & la nécessité de nouvelles taxes. C'est une querelle de parti, & non de discussion sur l'état des finances.

Il règne, d'ailleurs, une telle confusion dans cette administration, un si grand mépris pour les assertions de ses conducteurs, & une telle ignorance de ses principes & de sa situation réelle, qu'on soutient le pour ou le contre sur chaque question, uniquement suivant l'intérêt de la circonstance.

Cette imposition sur le sel avoit été déjà demandée, & repoussée; mais l'inflexible âpreté du Directoire ne s'est point découragée. Harcelant les 500 de mémoires menaçans, il les avoit forcés de recommencer leur discussion sur cette mesure réprouvée: les débats se prolongeoient de jour en jour; les Jacobins luttoient avec avantage.

La moitié de la Chambre paroissoit partager leur résistance, lorsqu'au travers de la délibé-

ration, le 2 de ce mois, arriva un message directorial.

C'est, il faut en convenir, un plaisant Sénat Républicain, que celui où le Pouvoir Exécutif, auquel la loi constitutive a interdit l'initiative, se permet d'interrompre une discussion ouverte & d'y l'influer par un mémoire brusquement interjeté au travers des débats.

On pressent aisément de quelle nature étoit cette note financière du Directoire: exhibant les chiffres de son Ministre *Ramel*, il a averti les Conseils que, " sur l'état comparé des recettes " & des dépenses du premier trimestre de l'an " 7, il se trouvoit un déficit de 43 millions " 778, 262 francs (*juste*); que les derniers " impôts décrétés pouvoient *peut-être* réduire " ce déficit à 31 millions par trimestre, soit " à plus de 120 millions pour l'année entière."

Revenant ensuite à ses litanies habituelles, il a peint la subsistance des armées " comme " n'étant plus assurée" (ces armées trionphantes, payées & entretenues par les deux rives du Rhin, par l'Italie, par la Suisse, par la Hollande). " Les approvisionnemens de la " marine sont *nuls* ou *incomplets*; les traite- " mens d'un grand nombre de fonctionnaires

" publics arriérés de *quatre mois*. Les hospices " sont dans les plus grands besoins, & l'on ne " peut venir à leur secours. Les paiemens pu- " blics les plus urgens sont suspendus; le cré- " dit public retombe au lieu de se relever; " les dépenses vont en augmentant; & le ser- " vice, déjà compromis, est exposé à une ca- " tastrophe funeste & prochaine."

Voilà donc, sous la plume de ses Chefs, quelle est la splendeur de cette République fortunée, de cette gueuse couronnée de lauriers qui ne peut même couvrir ses lambeaux & ajuster son dépenaillement, avec le sang & les trésors de la moitié du Continent Européen!

Ce tableau directorial est fidelle: nous demeurons convaincus de même, que les peintres disent vrai en accusant une énorme *déficit* entre leurs recettes & leurs dépenses; mais l'imposture est dans l'état des unes & des autres. Il existera éternellement des *déficit*, quelle que soit l'énormité des revenus, sous le Gouvernement le plus dissolu, le plus déprédateur, le plus environné de fripons nécessaires; par habitude, comme par besoin & par goût, traînant la vie des mendians & des voleurs qui dérobent pour dissiper; un Gouvernement, en un mot,

niot, réduit au rôle de régisseur & de dispensateur de confiscations, de rapines, & d'escamotages.

Peu touchés, néanmoins, de ses calculs & de ses misères, les Jacobins persistèrent dans leur opposition. " *Je déclare*, dit l'un d'eux, *que je ne crois pas au déficit.*" — D'autres réclamoient l'économie & les réductions. Enfin, une majorité de 46 voix a prononcé, le 6, qu'il seroit mis un impôt sur le sel.

Cette taxe n'a rien de commun avec l'ancienne Gabelle, la plus odieuse des inventions fiscales par son poids, par sa perception, & par son inégalité. Le commerce du sel continuera d'être libre; mais il sera perçu un sou par livre pesant de la denrée, à son extraction aux marais salans.

Le Directoire a profité de l'occasion, pour énoncer une théorie qui atteste sa tendresse pour le Peuple, ses lumières, & ses vues pour l'avenir. Dans une dissertation contre l'insuffisance des impôts indirects sur les superfluités, il a démontré que ces taxes étoient abusives, parce qu'elles n'atteignoient que les gens riches. " Qu'on renonce, dit-il, aux déclamations " bannales & *populacières*, & qu'on frappe de

" *contributions* le *pain*, le *sel*, la *viande*, les " *vins communs*; la consommation n'en dimi- " nuera pas, & l'Etat sera enrichi." (1) Depuis l'Abbé *Terray*, aucun financier François n'avoit été plus franc & plus ingénieux.

Maintenant, on peut apprécier le degré de bon sens ou de bonne foi qui, au moment où, le 8, le Conseil des Anciens venoit d'apprendre du Directoire ses succès à Naples, dicta à *Garat*, Président de ce Conseil, une singerie vraiment digne de remarque. Il invita le Corps Législatif à " prier le Gouvernement de dispen- " ser les troupes de lever des contributions sur " les pays *délivrés*, ensorte que le bienfait de " la liberté y fut pur comme son objet."

Garat n'est point stupide, & a fait ses preuves; il connoît surement trop bien la rotation révolutionnaire & ses ressorts, pour ignorer qu'un Gouvernement tel que le sien ne peut se permettre de semblables libéralités, & qu'autant vaudroit lui proposer de licencier ses armées; mais on découvre ici l'hypocrisie & le manège d'un *philosophe* Parisien, qui voudroit disculper la République de l'opprobre de ses bri-

(1) Voyez le Journal officiel, le *Rédacteur*, N° 1146.

gandages & du mensonge de ses manifestes, en les colorant d'une feinte *réclamation*.

C'est avec la même candeur, que cet homme envoyé un moment à Naples avec le caractère d'Ambassadeur, a inculpé le Roi d'avoir repoussé tous les sacrifices qu'il lui avoit offerts, pour assurer la paix entre les deux Etats. Nous déclarerons à notre tour que, les instructions de *Garat* à Naples portoient d'exiger l'élargissement de tous ceux qui avoient favorisé les opinions & les complots de la France, de se faire le Chef de cette troupe en liberté, de s'en servir pour opérer à Naples ce qu'on opéroit en Piémont, c'est-à-dire pour y faire naître des insurrections, & de coopérer à cette entreprise avec les agens Directoriaux de Rome, & les *Philosophes* de cette métropole. C'est ainsi que le Citoyen *Garat* travailloit à la *paix*.

Au reste, son témoignage ayant été cité par plusieurs journalistes étrangers, comme une preuve des torts du Roi de Naples, nous devons au Public de lui faire connoître le poids que mérite une femblable autorité.

Chacun sait l'histoire révolutionnaire de *Garat*; mais ce qu'on ignore, c'est la duplicité, c'est la bassesse servile, c'est la flexibilité à

adopter, à excuser, à encenser tous les crimes, qui caractérisent ce fanfaron de raison & de vertu, ce Socrate Gascon, qui, le 21 Janvier dernier, a recommencé l'apologie la plus méthodique du meurtre de *Louis XVI*, dans une harangue étudiée où l'ame de *Ravaillac* se trouve incorporée dans l'esprit de *Condorcet*.

Il y a trois ans que *Garat* publia un *Exposé de sa conduite pendant la Révolution*. Les terroristes, les massacreurs, les *gens à principes*, ayant perdu à cette époque leur empire & leur crédit, *Garat*, leur avocat & leur complice, tenta de se raccommoder avec le public, surtout avec les *Girondins*, qui remontoient au timon révolutionnaire. Dans cette brochure de 200 pages, que parcoururent ceux qui méditent la Révolution Françoise, *Garat* nommoit *Roberspierre* un *monstre*, & son éloquence un *rabachage éternel*, *un bavardage insignifiant*. P. 50.

Voici, cependant, quels étoient les sentimens de cet héroïque discoureur, & son admiration pour le *monstre*, au moment où celui-ci versoit des flots de sang François. Le 30 Octobre 1793, *Garat* lui écrivit spontanément la lettre suivante, trouvée dans les papiers de *Roberspierre*, & copiée sur l'original, au bureau même du Comité chargé d'inventorier ce porte-

feuille, par la personne qui nous l'a transmise: nous en garantissons l'authenticité.

Décadi de la 1re décade de Frimaire, l'an 2 (30 Octobre, 1793).

" J'ai lu votre rapport sur les Puissances étrangères & les extraits de vos derniers discours aux Jacobins; & dans ce moment où je n'ai aucune manière de parler au Public, je cède au besoin de vous entretenir un istans vous-même de l'impression que j'en ai reçue.

" Le rapport m'a paru un magnifique morceau de politique, de morale républicaine, de style & d'éloquence; c'est avec ces sentiment profonds & élevés DE LA VERTU, & j'ajouterai avec un tel langage, qu'on honore aux yeux de toutes les nations, la nation qu'on représente. Je ne fais pas plus de cas qu'un autre du mérite du style, lorsque ce mérite n'est qu'une vaine parure du langage; mais j'appelle style l'art de saisir les objets de ses pensées sous les rapports les plus étendus & les plus vrais, & l'art de rendre ensuite les rapports qu'on a saisis sous les expressions & sous les formes les plus frappantes pour toutes les imaginations, les plus sensibles pour toutes les ames. Si tel est le talent du style, on est forcé d'a-

vouer qu'un pareil talent est l'instrument le plus nécessaire dans une Révolution, qui a pour objet de perfectionner le Gouvernement par les lumières, & l'espèce humaine par le Gouvernement. Le style du Rapport sur les Puissances étrangères est par-tout net, ferme piquant ou élégant; & lorsqu'il s'élève au ton de la plus haute éloquence, c'est toujours par la grandeur des sentimens & des idées.

" Votre discours à Louvet, votre discours sur le jugement de *Louis Capet*, & ce rapport, sont, à mon avis, les *plus beaux morceaux qui ayent paru dans la Révolution*. Ils passeront dans les écoles de la République, comme des modèles classiques de l'éloquence, & dans les tableaux de l'histoire comme les causes qui auront agi le plus puissamment sur la destinée de la France. "

C'est l'écrivain d'une lettre semblable, qui, dans la brochure dont nous avons parlé, se comparoit à *Jésus-Christ persécuté*, qui déclaroit que *sa mémoire n'étoit plus dans la main des hommes*, qui accuse le Roi de Naples, & qui préside les Pères Conscripts de la République Françoise.

Huic versatile ingenium sic pariter ad omnia fuit, ut natum ad id unum diceres, quodcumque ageret. -- TIT. LIV.

D'une Fausseté sur Venise & sur les Vénitiens.

PARMI les fables que l'Etranger reçoit de France & qu'il accueille en les répétant, il faut compter la peinture que nous font les derniers papiers de Paris, des dispositions des Vénitiens. Suivant ces romanciers, Venise est dans la plus vive agitation: le Doge outragé s'y prépare à abandonner la ville; on y poignarde les nobles à coups de stylets; on demande les têtes de *Gallino*, de *Vidimano*, de *Dandolo*; on y invoque le Général François *Joubert*, on lui promet des *autels*, semblables à ceux que la *reconnoissance* Vénitienne éleva à *Buonaparte*.

Il suffit d'énoncer ces fictions pour les détruire. Le Doge n'est plus qu'un Gentilhomme les Nobles ne dirigent plus l'Etat; on n'en connoît aucun des noms de *Gallino* & de *Vendramino*: sujets de l'Empereur comme le Peuple même, ce n'est pas à eux que s'en prendroit ce dernier, des motifs de mécontentement qu'il peut avoir. Il faut être dépourvu de toutes notions sur l'état moral de Vénise, sur les événemens

survenus dans cette République depuis trois ans, & sur les sentimens populaires qui s'y sont manifestés, pour avancer des suppositions aussi absurdes (*).

Que les Vénitiens de tout ordre, Patriciens & Plébéiens, regrettent amèrement leur indépendance; qu'ils n'ayent aucune affection pour le régime Autrichien; que cet éloignement se perpétue très long-tems, il est raisonnable de le croire.

Si l'on nous disoit que des officiers ou des soldats Autrichiens ont été assassinés par des Barnabottes, nous en douterions, parce que le Vénitien assassine peu; mais qu'on lui fasse égorger des Nobles, & outrager dans la personne du Doge le dernier simulacre d'un Gouvernement qu'il a vu tomber avec désespoir, cette imposture est à peine digne d'être relevée.

Que

(*) Ces fictions ne sont pas moins absurdes, que les inductions du raisonnement pour en conclurre leur fausseté en sont inexactes.

Regretter ses anciennes habitudes n'est souvent que l'expression de la reconnoissance. Ce sentiment honorable s'allié très bien au respect qu'on doit à son Souverain; il est même, peut être, le gage le plus sur de l'amour & de la fidélité qui sont dus à ses vertus autant qu'à ses droits. L'Ed.

Que le Peuple Vénitien redevînt libre, il releveroit son ancienne constitution, & recréeroit ses dernières magistratures ; mais quelle que puisse être son aversion pour les Autrichiens, il ne chargera sûrement pas les François de sa délivrance.

Il n'est aucune contrée où ces ravisseurs ayent été plus impitoyables, plus déprédateurs & plus abhorrés. — La *reconnoissance Vénitienne* pour *Buonaparte* s'exprima par un soulèvement de la Terre Ferme, par la résistance populaire de Venise même à l'abdication du Gouvernement, par l'attaque dans leurs maisons des créatures désignées par *Buonaparte* pour former la Municipalité provisoire, par la lacération en plein midi de toutes les ordonnances de cette Municipalité & des François pendant 15 jours consécutifs; par tous les témoignages de douleur, de rage, & de mépris qu'osa se permettre le peuple, au milieu des canons & des potences de ses oppresseurs. Du gondolier au dernier ouvrier de l'arsenal, du soldat Esclavon au dernier Sbirre, contadins & citadins furent presque unanimes dans leur haine pour les François & pour leur révolution.

Ils le sont encore & le seront éternellement. Un siècle de rigueurs Autrichiennes feroit des

blessures moins profondes à la sensibilité, à la liberté, à la propriété, que celles dont *Buonaparte*, dans le cours d'une année, a déchiré cette malheureuse République.

L'affectation avec laquelle les François accréditent cette rumeur de troubles à Venise, est un indice non équivoque de leur dessein d'en opérer. Toutes les fois qu'ils ont entrepris un travail révolutionnaire, ils ont anticipé sur la nouvelle de son succès: fidèles en cela à la maxime du Cardinal *de Retz*, *En matière de sédition; tout ce qui la fait croire la prépare, ou l'augmente*, ils sont les machinistes de l'insurrection en feignant de n'en être que les historiens.

On peut donc, je crois, sans se tromper, conclure de leurs récits, que leurs émissaires sont répandus dans l'Etat Vénitien, pour y ranimer l'agitation, pour y provoquer des tumultes, & pour convertir à leur usage l'indisposition publique qui peut exister contre les Autrichiens.

Ils avouent même aujourd'hui la nécessité de républicaniser l'Italie entière, & d'en expulser les Allemands. Ainsi, tandis qu'on se flattoit peut-être à Vienne de recouvrer le Mantouan, le Directoire visoit à dépouiller l'Empe-

reur des Etats Vénitiens. — Ce grand systême de républicanisation Italique ne peut, en effet, se concilier avec le morcellement actuel, avec l'existence d'un Prince Allemand en Toscane, & avec la séparation des Etats Vénitiens, réunis sous une domination monarchique.

Si les Autrichiens savent la soutenir, la guerre pourra retarder cette réunion générale; leur neutralité sur la défensive en mûrira les moyens, & en avancera l'époque: dans un an, S. M. I. sera probablement contrainte ou de céder Venise au Directoire, ou de la lui disputer les armes à la main.

CAPITULATION DU ROI DE SARDAIGNE.

PRISONNIER des François dans sa Capitale & dans son Palais, *Charles Emmanuel* détrôné n'avoit plus que le choix de ratifier sa déchéance, ou de se voir enlevé de force de la demeure de ses pères, & enseveli lui & sa famille dans le premier cachot que la loyauté Françoise eût désigné. Sa mort auroit été un suicide inutile; aucune évasion n'étoit exécutable.

La dérision & la nullité de toute transaction, exigée d'un Souverain descendu à une condition pareille, n'ont point arrêté les agens de la République Françoise: sans attacher aucune importance au consentement forcé du Roi, ils ont considéré cette cession de sa couronne, comme un moyen d'obéissance de la part des Piémontois, & comme le texte d'une jonglerie à faire valoir en tems & lieu, pour démontrer la *libre & volontaire* abdication de *Charles Emmanuel*.

Cet acte inouï a été imprimé à Turin par ordre du Roi: c'est sur une copie authentique que nous allons rectifier la traduction infidelle que nous avions puisée dans les Gazettes de Paris.

ART. I. Sa Majesté déclare renoncer à l'exercice de tout pouvoir ; & avant tout, Elle ordonne à tous ses sujets, quels qu'ils puissent être, d'obéir au Gouvernement provisoire, qui va être établi par le Général François.

ART. II. Sa Majesté ordonne à l'Armée Piémontoise de se regarder comme partie intégrante de l'Armée Françoise en Italie, & d'obéir à son Général en chef comme à Elle-même.

ART. III. Sa Majesté désavoue la publication de la Proclamation répandue par son Ministre, & ordonne à M. le Chevalier Damian de se rendre à la Citadelle de Turin, comme garant de sa foi & de sa ferme intention qu'aucun recours quelconque ne puisse être porté contre le présent acte émané de sa propre volonté.

ART. IV. Sa Majesté ordonne au Gouverneur de la Ville de Turin de recevoir & de faire exécuter exactement tous les ordres que le Général François commandant la Citadelle jugera à-propos de lui donner pour le maintien de la tranquillité publique.

ART. V. Il ne sera rien changé à tout ce qui a rapport au culte Chatolique & à la sureté des individus & des propriétés.

Les Piémontois qui voudront transporter leur domicile ailleurs, auront la faculté de sortir avec leurs effets mobiliers dûment constatés, de vendre & de liquider leurs biens & créances pour en exporter le prix.

Les Piémontois absens pourront librement revenir en Piémont, & y jouir des mêmes droits dont jouiront leurs concitoyens.

Les Piémontois ne pourront, sous aucun prétexte, être accusés ni recherchés pour propos, écrits, ou faits politiques, antérieurement au présent acte.

ART. VII. Le Roi & toute la Famille Royale pourront se rendre en Sardaigne, passant par Parme.

En attendant, il ne sera rien changé aux dispositions qui regardent la sureté de sa personne.

Jusqu'à son départ ses palais & ses maisons de campagne ne seront point occupés par les troupes Françoises; rien ne sera distrait de ce qui y existe; & la garde continuera à être confiée à ceux qui y sont maintenant employés.

ART. VII. Les passaports & les ordres nécessaires seront donnés pour que Sa Majesté & toute sa famille arrivent surement au lieu où Elles se retirent.

Elle sera accompagnée par des détachemens d'égale force de ses Gardes & des troupes Françoises.

ART. VIII. Dans le cas où le Prince de Carignan resteroit en Piémont, il y jouiroit de ses biens, maisons, & autres propriétés; il pourra toujours en sortir, ainsi qu'il est réservé par l'Article V, pour les habitans du Piémont.

ART. IX. L'état des caisses publiques & l'inventaire des archives seront remis sur-le-champ & les scellés apposés sur les caisses.

ART. X. Les vaisseaux des Puissances qui sont ou seront en guerre avec la République Françoise ne pourront jamais être reçu dans les ports de l'Isle de Sardaigne.

Fait & arrêté à Turin, le 9 Décembre, 1798 -- 19 Frimaire, an 7 de la République, une & indivisible.

Clarzel, Adjudant-Général. — *Raimond de St. Germain*, G. Ecuyer.

Consenti & arrêté par moi,

C. EMMANUEL.

Approuvé & accepté, le Général en Chef, *Joubert*.

Je garantis que je ne porterai aucun empêchement au présent acte,

VICTOR EMMANUEL. *

(*) Duc d'Aost.

Tout le fruit que Sa Majesté Sarde avoit pu attendre de cette capitulation, pour la sureté de ses serviteurs & de ses sujets, s'est promptement évanoui. Les tyrans *républicains* ont recherché ceux que le traité rendoit *irrechérchables*; ils ont soumis à leurs loix & à leurs tribunaus *rétroactifs*, les actions & les pensées antérieures; ils séquestrent les fortunes des Piémontois qu'il leur plaît d'accuser d'exciter des révoltes; ils répètent à Turin ce qu'ils ont pratiqué en France: mais ici, la perfidie se joint à l'injustice; nulle violation d'engage mens publics ne fut plus prompte & plus atroce.

Il demeure douteux si les casuistes du Directoire ne se réservent pas de comprendre la Sardaigne même, dans le sens du premier article. La renonciation arrachée à Sa Majesté Sarde y est généralisée.—L'Article X, cependant, est une reconnoissance de la souveraineté du Roi sur cette île, d'où les vaisseaux des Puissances ennemies de France doivent être exclus. Les interprêtes du Citoyen *Talleyrand* fixeront, avec leur sagacité ordinaire, la concordance de ce deux stipulations. Cet arrangement, d'ailleurs, n'est évidemment que provisionnel : ou le sort de l'Italie changera, ou il

ne restera pas plus de Roi en Sardaigne, que de Duc à Parme & à Florence.

Des Maisons Souveraines qu'a frappé la République Françoise, aucune ne méritoit plus d'intérêt que la Maison de Savoie. Le rôle honorable que joua cette Monarchie secondaire dans les guerres précédentes, l'importance de sa position, l'habile emploi de ses ressources, & le caractère du plus grand nombre de ses Souverains, avoient jeté de l'éclat sur sa politique & sur ses armes. Sa considération se trouvoit supérieure à ses forces ; preuve assurée d'un Gouvernement respectable & soutenu.

Entre les Monarques dont la carrière a illustré le 18e siècle, je ne sais si aucun se présente à la postérité, avec plus de titres d'estime que *Charles Emmanuel*, aïeul du Roi qui vient de perdre le Piémont.—Guerrier actif, plein de valeur, d'émulation & de prudence; administrateur laborieux, instruit, & prévoyant ; réformateur avec mesure & discernement, Roi populaire & bienfaisant, personne ne posséda à un plus haut degré l'esprit d'ordre, de suite, & de justice. Sa Cour étoit réglée comme ses Etats: son application s'étendoit à tout; pas un désordre qui lui fut inconnu, nul

nul dérangement imprévu auquel il ne porta remède. Ferme sans despotisme, il ne se laissoit jamais ébranler par les considérations personnelles.—Son armée, qui l'avoit vu combattre à sa tête, avec la plus rare intrépidité, entr'autres au combat sanglant de Notre Dame de Lorme, l'aimoit avec enthousiasme. Il n'étoit pas moins cher aux Peuples, dont les intérêts & les besoins occupoient son attention journalière. Aucune branche de gouvernement ne lui étoit étrangère. Après avoir sauvé le Piémont par son courage dans la guerre de 1741, il négocia avec gloire & avec succès au Congrès d'Aix-la-Chapelle; il aggandit ses Etats, releva les places fortes, en augmenta le nombre; & nonobstant le fardeau qu'avoit laissé la guerre, il rétablit ses finances en peu d'années. Tous les payemens furent assurés & ponctuels; les arrérages de la dette publique acquittés avec une régularité inaltérable.—Ses sujets lui durent la belle opération du cadastre des terres, l'affranchissement des mains mortables, le rétablissement des grandes routes, & une fuole d'institutions utiles.

Tandis que de petits Princes d'Allemagne se ruinoient en faste, en opera, en danseurs, en imitations de *Louis XIV*, *Charles Emmanuel* se considéroit comme l'économe de ses Etats. Toute

profusion fut interdite sous ce règne réparateur. Jamais la dépense publique n'excéda la recette annuelle. Si quelque accident imprévu venoit déranger la balance fixée, on couvroit le *déficit* par des retranchemens.—Chaque année le Roi passoit 40 jours de l'été à la Vénérie, où sa dépense étoit irrévocablement arrêtée à mille livres de Piémont par jour (50 liv. sterl.). Dans l'un des voyages de la Cour à cette maison de plaisance, & le lendemain de son arrivée, il tomba une grêle affreuse qui saccagea les campagnes d'alentour.—*Charles Emmanuel* manda l'Intendant de sa maison, & lui ordonna de préparer leur retour à Turin dans 24 heures.— " Oui," ajouta-t-il à cet officier surpris, " il faut soulager ces pauvres malheureux ruinés par la grêle. Je leur donne les 40 mille " livres que j'eusse dépensées ici, & l'on n'au- " ra pas besoin de rien changer au bilan ordi- " naire de l'entretien annuel."

La vie systématique de ce Prince fut une suite de traits semblables.—Il portoit dans ses desirs & dans ser desseins politiques, la modération & le calcul qu'il avoit introduit dans ses finances. Aucun projet d'ambition ne troubla ses projets d'ordre, & la paix de ses Etats. Un jour, le Marquis de *Fontana*, son Ministre à

Berlin, lui racontoit, en présence de nombre d'auditeurs, que parcourant une carte d'Italie, *Frédéric* le Grand l'avoit assuré qu'en 1745 il n'avoit tenu qu'au Roi de Sardaigne de réduire le Pape à l'état de son aumônier. " *Oh!* " répliqua le Roi, " *je ne doute pas qu'à ma place, il ne l'eût fait.*"

Son discernement & ses lumières ne le trompèrent jamais sur le choix, sur les qualités, sur les défauts de ses Ministres, dont il fut le coopérateur, le surveillant, & quelquefois l'ami. —Il protégea invariablement le Marquis d'*Orméa* contre toutes les attaques de ses nombreux antagonistes: il avoit créé le célèbre Comte *Bogin*, qui lui survécut. La Chancellerie des affaires étrangères fut, sous ce règne, la mieux ordonnée, la mieux servie, la plus exacte de l'Europe: On se souvient qu'à la pacification de 1762, la Cour de Turin eut l'honneur de servir de canal aux negociations qui rapprochèrent les Puissances belligérantes.

A ce Souverain, dont l'histoire particulière seroit un monument & une école de l'art de règner, succéda, en 1773, *Victor Amédée III.* Ce Prince trouva sa Monarchie florissante, riche, & sur la route de tous les genres de per-

fectionnement ; il l'a laissée expirante, il n'en a légué que les ruines à son héritier, en lui léguant toutes ses vertus.

A la piété de son Père, à la plus honorable & la plus constante probité, aux qualités du meilleur chef de famille, du meilleur des citoyens, & du plus moral des Princes, *Victor Amédée* n'unissoit ni les connoissances, ni l'activité, ni la fermeté de *Charles Emmanuel*. Eloigné des affaires pendant la vie de ce Monarque, il prit le sceptre à un âge où l'on contracte peu l'esprit, l'habitude, & le goût de l'administration.

Sa première faute fut de disgracier le Comte *Bogin*, qui, au moment où l'on vint lui retirer le porte-feuille, se retourna vers un portrait de *Charles Emmanuel*, qui ornoit son appartement, & s'écria avec un mâle attendrissement : *Sono ancora calde le ceneri del povero Re!*

Des personnes peu capables de gouverner, impatientes de briser les sages entraves dont le dernier Roi avoit entouré les diverses départemens publics, prirent sur *Victor Amédée*, & dans l'administration, un ascendant nuisible. Le relâchement se glissa dans toutes les parties ;

le trésor considérable laissé par *Charles Emmanuel*, fut dissipé sous le Roi le plus modeste & le plus simple.

Dans l'armée on introduisit des réformes dispendieuses, par esprit d'imitation & d'innovation.—La bonté du Roi, son indulgence, sa piété même, facilitèrent le retour de ces intrigues de cour bannies sous son prédécesseur: de fréquens changemens de Ministres altéroient la confiance & l'unité.—On dépensoit en négligences; on favorisoit les désordres par l'impunité.

Cet affoiblissement dans l'administration se fit appercevoir au commencement de la guerre avec les François en 1792; il fallut remonter des ressorts détendus, employer des gens incapables, pourvoir aux besoins des finances par des ressources qui en annonçoient la détresse. —Le Roi s'étoit reposé sur l'intégrité de ses intentions: on l'avoit vu refuser son concours aux projets fantastiques des contre-révolutionnaires Francois: persuadé que tant que *Louis XVI* demeuroit en France, les mouvemens extérieurs pour le secourir seroient iusuffisans ou funestes à ce malheureux Prince, il n'aspiroit qu'à sauver des embûches de la Révolution sa propre

indépendance, sa sureté, ses Peuples, & sa dignité.

Au mépris de sa modération, les François multiplièrent les efforts pour troubler la tranquillité de ses Etats. Il refusa d'admettre un incendiaire qu'on lui envoyoit, en qualité d'Ambassadeur; il adopta quelques mesures défensives en Savoie, où, sans déclaration de guerre, sans formalités, sans plaintes préalables, il fut attaqué.

Précipité par cette aggression dans une guerre imprévue, le Gouvernement fit des efforts disproportionnés à ses ressources, & que la négligence antérieure rendit plus onéreux. Privé, dès la première campagne, des revenus de la Savoie & du Comté de Nice, le Roi n'en soutint pas moins un état militaire de 40 à 50 mille hommes. Cette force suffit pendant trois années à couvrir la frontière du Col de Tende au Grand St. Bernard. La fidélité du Roi dans ses alliances égala son désintéressement dans cette guerre, où il risquoit tout sans ambitionner la conquête d'un hameau.

Malheureusement cette rectitude ne fut pas générale; plus malheureusement encore, la politique & les opérations de la Cour de Turin se

trouvèrent assujetties à la marche de celle de Vienne. Il est problématique si, réduit à ses seules forces, mais aidé d'un subside superieur à celui qu'il recevoit de l'Angleterre en vertu du Traité de Worms, le Roi de Sardaigne n'eût pas écarté l'ennemi de ses Etats.

Les secours de l'Autriche furent de 6 à 7 mille hommes en 1792 & en 1793: ils étoient principalement formés de deux régimens Italiens incomplets, & dont l'un *(Caprara)* fut cassé avec ignominie. Dans les deux campagnes suivantes, les Impériaux en Piémont ne s'élevèrent pas à 20 mille hommes de troupes médiocres, sans bataillons de grenadiers, manquant des choses les plus nécessaires, commandés par des Généraux dont plusieurs ne dissimuloient point leur regret de cette guerre contre les assassins d'une Archi-Duchesse.—Le mystère de leurs instructions, l'influence du Gouvernement intimidé de la Lombardie sur leurs opérations, cette défensive dans laquelle en 1795 ils s'obstinèrent à Vado, & qui fut honteusement forcée, rendirent inutiles & l'avantage des circonstances & le zèle des Piémontois.

Les plaintes, les remontrances, les exposés les plus persuasifs, rien ne tira le Cabinet de Vienne de l'obscurité de son systême, de son

insouciance sur les dangers du Piémont, de ses lenteurs, & de sa répugnance à envoyer en Italie autre chose que des détachemens. M. de *Beaulieu* ne commandoit pas 30 mille hommes en 1796, y compris les garnisons de Lombardie & de Mantoue. Les revers des Autrichiens entraînèrent ceux des Piémontois qui s'étoient maintenus dans le Mondovi: telles étoient à Turin l'indisposition, les reproches, & la défiance contre les Impériaux, que les plus fidèles serviteurs du Roi de Sardaigne opinèrent à se séparer, enfin, de ces dangereux auxiliaires, pour se livrer à une pacification non moins pernicieuse que la guerre l'avoit été. (*)

L'impartialité & la vérité historique commandent d'affirmer que, si la République Françoise

a passé

(*) La paix faite sans communication préalable à ses alliés exposa par une retraite imprevüe l'armée Autrichienne. L'état des choses étoit allarmant, mais non pas tout à fait desespéré. Son abandon decida de son sort. Au reste l'armeé du Roi qui étoit sur les rôles du bureau de la guerre porteé au nombre de 40 à 50 mille hommes étoit bien au dessous en effectif; nul ordre dans la dépense, nul système dans les fournitures: La première année lui couta ce qui auroit suffi pour deux Campagnes; Le Roi ignoroit ces desordres, ou sa bonté les pardonnoit, & les affaires empiroient toujours. Tandis qu'un parti en accuse l'autre il est bon quelquefois de s'en prendre au destin. L'Ed.

accuser la politique Impériale beaucoup plus que le Piémont.—Quels qu'aient été les motifs secrets de l'opposition constante du Cabinet de Vienne aux plans, aux mesures, aux demandes justes & nécessaires de *Victor Amédée*, cette opposition a décidé du destin de l'Italie.

L'armée Piémontoise a soutenu son ancienne réputation. Généraux & officiers montrèrent, dès 1793, un dévouement, un courage, & des sentimens partagés par leurs soldats. Nulles troupes n'ont perdu un aussi grand nombre d'officiers; aucune action, dans le cours de la guerre générale, n'a été plus éclatante que celle du Col de Raous. Les milices surpassoient en patience, en bravoure, en bonne conduite, les meilleures troupes de ligne.

La Monarchie s'éteignit avec *Victor Amédée*, & fut ensevelie dans le traité de 1796.—Cette capitulation, ouvrage du découragement, des défaites, & de l'effroi de Turin, secondée par des trahisons, & par la haine universelle dont les Autrichiens étoient l'objet, a servi de passage à celle qui vient de substituer quelques Régicides de Paris aux descendans d'*Emmanuel Philibert*, de *Victor Amédée*, de *Charles Emmanuel II.*

Les vertus privées de son père & de son aïeul, le Roi actuel les réunissoit. Sa simplicité, sa bonté, la justesse de son esprit, son amour de la justice, sa fidélité dans sa parole, son attachement à sa famille, à ses serviteurs & à son peuple, en eussent fait le Souverain heureux d'une Nation heureuse, s'il suffisoit aujourd'hui de si précieuses qualités, pour mériter & pour conserver des couronnes.

Charles Emmanuel ne partageoit aucunement les illusions dont on se berçoit à Turin. Il avoit jugé le présent & l'avenir. *Je ne porterai pas long-tems ma couronne d'épines*, répondoit-il à ceux qui cherchoient à lui rendre des espérances. Sa conscience & la religion lui assurent des consolations que le Directoire ne pourra lui ravir; mais il existe pour ce Prince infortuné une amertume de tous les jours, c'est le sort & l'affliction de la Compagne qu'il avoit associée au trône, de cette héritière des catastrophes de sa Maison, dont l'ame pure, sensible, & résignée, se considéroit comme une victime frappée par le Ciel, en acusant sa propre destinée des malheurs de ses sujets.

GRANDE BRETAGNE.

L'EXAMEN & la discussion des Résolutions proposées par M. *Pitt*, pour servir de fondemens à l'union de l'Irlande, ont occupé presque exclusivement la Chambre des Communes, jusqu'au 15 de ce mois. Dans la séance du 14 la Chambre en Comité entendit la seconde lecture, & adopta, avec quelques amendemens, les huit articles dont nous avons rapporté le texte dans le Numéro précédent.

Il fut ordonné ensuite, qu'on auroit une conférence avec la Chambre des Pairs, relativement anx moyens de perfectionner & de perpétuer la connexion qui unit la Grande Bretagne & l'Irlande, & sur ceux de consolider la force, la puissance, & les ressources de l'Empire Britannique.

Cette conférence a eu lieu: au premier jour, les Résolutions prises dans les Communes, seront discutées dans la Chambre Haute. Nous attendrons le complément de ces débats parle-

mentaires, pour hasarder d'en présenter le résumé succinct.

En général, les discours prononcés dans les Communes, ont eu pour objet de démontrer ou de contredire la nécessité de l'Union, l'opportunité de cette mesure, & la légalité de son application. Quant aux effets de l'amalgame des deux Parlemens, & de l'accroissement numérique qui en résultera dans celui de la Grande Bretagne; quant aux conséquences pour ainsi dire constitutionnelles de cette Union, quant à leur influence sur la balance des pouvoirs, & aux intérêts législatifs, cette question n'a été indiquée que par deux orateurs de l'Opposition. Les inconvéniens, s'il y en a, ont généralement paru beaucoup moins redoutables que la division actuelle de l'autorité législative entre les deux contrées.

En Irlande même, la question n'a point encore été reproduite au Parlement: elle se discute dans une multitude de pamphlets polémiques, dans plusieurs desquels on retrouve plutôt le style d'un *Irlandois Uni*, que celui d'un Irlandois indépendant, & où les principes du Jacobinisme sont infusés dans des invectives & des déclamations. — L'agitation que le projet d'Union a excité dans les esprits, n'est pas,

cependant, à beaucoup près générale. — Dublin en est le centre & la limite. Les villes de commerce, telles que Cork, Limerick, Waterford, &c. passent pour différer de sentimens avec la Capitale. L'opinion des Comtés est partagée; & quant à la masse du Peuple proprement dit, il semble considérer la proposition avec assez d'indifférence.

La persévérance du Parlement Britannique, & le sang-froid de ses délibérations sur cette matière, paroissent inquiéter & embarrasser l'Opposition d'Irlande, bien plus que ne le feroient une marche moins réservée, ou plus impérative. Les antagonistes de l'Union eussent desiré que ce projet fût abandonné pour toujours; sans doute par la crainte que leur nombre ne vienne à diminuer, & que les inconvéniens de la scission actuelle ne frappent nombre de gens assez fortement, pour en chercher le remède & le terme dans l'adoption du plan Britannique.

Ces considérations dictèrent probablement la motion que fit le 14, dans les Communes Irlandoises, Lord *Corry*, l'un des principaux Membres de l'Opposition. Il demanda que la Chambre fixât un jour pour se former en Comité général, & pour y prendre en considé-

ration l'état de la Nation. — Lord *Castlereagh*, Secrétaire d'Etat *ad interim*, combattit cette proposition & triompha. Plusieurs *Anti-unionistes* abandonnèrent Lord *Corry*, dont la motion fut rejetée par une majorité de 20 voix.

Les dépenses de l'Irlande, telles que les a estimées Lord *Castlereagh* dans la séance du 18, s'éleveront à 7,000,000 liv. sterl. L'établissement militaire, tel que l'exige la situation de la contrée, entre pour 4,815,367 liv. sterl. dans cette somme, & se trouve composé

	Hommes.
En troupes réglées de l'armée d'Irlande	32,281
En Milices Irlandoises . . .	26,634
En Yeomanry	52,274
En troupes Britanniques	23,201
Pour le service de l'artillerie . . .	3,200
Total	137,590

Si l'expérience & les faits suffisoient pour entraîner la conviction humaine, pour faire taire les passions, & éclairer les déterminations de l'homme public, le tableau des effets qui ont résulté de l'union de l'Ecosse avec l'Angleterre, seroit un guide assez sûr dans la question actuelle. Rien n'est plus frappant que la com-

paraison de l'état où se trouvoit l'Ecosse avant sa réunion, & de sa prospérité actuelle. Dans le discours qu'il prononça le 7 de ce mois, M. *Dundas* récapitula ces différences.

En 1692 la navigation marchande de l'Ecosse fut de 8,618 tonneaux; en 1792 elle étoit de 162,274.

En 1700 la fabrication des toiles en Ecosse s'élevoit à 1,000,000 de verges; en 1796 elle a été de 23,102,404.

Les douanes au moment de l'Union produisoient 34,000 liv. sterl. En 1798, elles ont rendu 284,577 liv. sterl. L'Excise, aux mêmes époques, offre une différence de revenu, de 33,500 liv. sterl. à 851,775.

Enfin, la population, dans l'intervalle seul de 1755 à 1795, s'est élevée de 1,265,000 à 1,534,000 habitans. La ville de Glascou n'en comptoit que 14,790 en 1710; elle en renferme aujourd'hui 77,041.

Cependant, a observé M. *Dundas*, les adversaires de l'Union se répandirent en prophéties sinistres sur la décadence où l'Ecosse seroit précipitée. Lord *Belhaven* fut le plus affirmatif & le plus menaçant de ces augures.

" Je vois, annonça-t-il, l'Eglise nationale " réduite au niveau des Juifs & des Papistes;

" je vois les Pairs d'Ecosse réduits à l'égalité " avec leurs vassaux; on se promènera dans " les rues désolées des bourgs déserts. Nos ma- " gistrats seront forcés d'abandonner leur pra- " tique, leurs décisions & la loi d'Ecosse, pour " étudier la loi commune d'Angleterre. Le " marchand sera réduit à boire de l'eau au lieu " d'*ale*, de se refuser le sel de son potage, & " de se fatiguer en pétitions inutiles pour l'en- " couragement des manufactures. Le laboureur, " hors d'état de vendre son grain, regrettera le " jour de sa naissance."

Rapprochées des événemens postérieurs, de semblables prédictions sont une excellente leçon de sagesse & de défiance contre toutes les argumentations de même nature.

Pendant que Lord *Belhaven* & ses collègues dans l'Opposition multiplioient ces pronostics, la Reine *Anne* écrivoit au Parlement d'Ecosse: " Une union entière & parfaite affermira votre " religion, votre liberté, vos propriétés; elle " étouffera vos animosités intestines, les jalou- " sies & les dissentimens qui subsistent entre " les deux Royaumes; elle accroîtra votre for- " ce, vos richesses, votre commerce; l'Ile en- " tière unie par l'affection, & libre des inquié- " tudes qui naissoient de la différence des in-

térêts,

" térêts, sera en état de résister à tous ses en-
" nemis, de soutenir par-tout ses intérêts, &
" de maintenir la liberté de l'Europe. "

" Ce passage remarquable, a continué M. *Dundas*, atteste que la Reine fut la véritable
" prophétesse, car il n'est pas une syllabe de
" sa prédiction qui ne soit accomplie. "

L'Europe n'a pas encore tout-à-fait oublié la républicaine friponnerie de 50 mille livres sterl. tentée par le Directoire & son Ministre envers les Etats-Unis. On se souvient peut-être du beau mémoire apologétique que répandit à ce sujet le Citoyen *Talleyrand*, mémoire où ce véridique gentilhomme affirmoit qu'il n'avoit jamais donné aucune autorisation aux agens X & Y, tandis que son plénipotentiaire, M. *Bellamy* de Hambourg, affirmoit lui dans le Nord, & par imprimé, *qu'il n'avoit rien fait, rien dit, rien écrit, sans les ordres du Citoyen* TALLEYRAND.

Le 21 Janvier dernier, le Président du Congrès a envoyé à la Législature le rapport du Secrétaire d'Etat, M. *Timothée Pickering*, qui fait suite aux publications officielles antérieures. Le retour de M. *Gerry*, la prolongation de ses négociations privées & non autorisées à

Paris, après le départ de ses deux collègues, le détail, la confrontation & l'examen de ses relations personnelles avec le Gouvernement François, forment l'objet essentiel de cet ouvrage instructif.

On se rappelle que le Directoire s'efforça d'enfiler M. *Gerry* dans une négociation séparée à l'insçu de ses co-députés, & que *Talleyrand* fondoit la convenance de cette tricherie sur la confiance qu'inspiroit au Gouvernement les *opinions* de M. *Gerry*.

M. *Pickering* dèveloppe à ce sujet une observation très-judicieuse, & qu'auroient besoin de méditer celles des Cours de l'Europe, qui se sont empressé d'envoyer à Paris des négociateurs, dont les *opinions* fussent agréables au Directoire. " Depuis quand, " dit-il, " est-il " établi dans le droit public, que les *opinions* " d'un Ambassadeur pacifique justifient le re- " fus de l'admettre? Puisqu'il est député pour " arranger des *différends* entre sa patrie & un " Etat étranger, il est simple qu'il ait sur l'ob- " jet de ces *différends* des opinions dissembla- " bles de celle du pays où il va négocier. Un " Gouvernement réellement disposé à traiter " sur des bases légitimes, n'objectera jamais

" les opinions du Plénipotentiaire qui lui est
" envoyé. Il le recevra; il autorisera ses Mi-
" nistres à traiter avec lui, à proposer des
" conditions, à en recevoir, à discuter les unes
" & les autres, & s'ils ne peuvent se conci-
" lier, à terminer la négociation.

" Mais le Gouvernement François, conclut
" très-justement M. *Pickering*, ne desiroit pas
" *négocier*; il desiroit *imposer* un traité aux
" Etats-Unis. Il s'est accoutumé à cette métho-
" de en Europe, avec de petites Puissances
" qu'il a soumises à ses volontés: il attendoit
" une soumission pareille de la part des Etats-
" Unis. "

Si le Directoire entretient encore cette espérance, les Américains sont plus loin que jamais de se prêter à ses fantaisies, & d'*acheter* son amitié qu'ils apprécient à sa juste valeur. Leur fermeté se soutient, ainsi que leur zèle & leur activité à se préparer aux événemens.

L'intensité & la durée du froid ont été suivis de débordemens & de tempêtes qui ont occasionné nombre d'accidens. La navigation a essuyé des interruptions en plusieurs lieux, & des naufrages plus ou moins funestes. — Plusieurs petits bâtimens de la marine royale ont

péri, & l'un d'eux, le *Weazel*, avec tout son équipage de 106 hommes. Depuis trois mois, le cours des paquebots de l'Elbe n'a été libre qu'une seule fois. Le 17, l'embouchure de cette rivière, depuis Cuxhaven à l'île d'Héligoland, étoit encore obstruée de glaces impénétrables. Le paquebot le *Prince de Galles*, revenu à Yarmouth sans avoir pu les surmonter, a déposé que d'Héligoland on avoit vu, le 2, la frégate la *Proserpine* embarrassée dans les glaces, qu'on avoit entendu long-tems ses signaux de détresse, & qu'ensuite on l'avoit perdue de vue.

Cette frégate portoit M. *Thomas Grenville* & sa Légation, qui se rendoient à Berlin, après avoir inutilement tenté d'aborder au Continent, un mois auparavant. --- Les inquiétudes que donnent ce bâtiment & ses passagers, ne détruisent pas, cependant, l'espoir que ces derniers auront pu atteindre la terre sur la glace, ainsi que l'avoit fait antérieurement le Prince Héréditaire d'Orange.

Suivant le rapport d'une personne arrivée la semaine dernière de Paris, où elle poursuivoit un procès, les papiers du 13 avoient annoncé l'arrivée d'un négociateur Autrichien avec des

propositions de paix. Sans donner à cette nouvelle plus de crédit qu'elle ne paroît en mériter, nous ne pouvons nous défendre de la considérer comme peu invraisemblable. La crainte de la guerre est évidemment l'objet dominant des sollicitudes de la Cour de Vienne. Après les sacrifices qu'elle a faits à la conservation de sa tranquillité, il n'est pas déraisonnable de présumer qu'elle n'est pas au terme de sa condescendance.

Si elle souscrit à renvoyer les Russes, cette démarche décisive l'isolera entièrement des autres Puissances, & la conduira à se jeter dans la dépendance de la République Françoise. A la suite du Traité de Campo-Formio, plusieurs personnages importans dans ce Gouvernement caressoient l'espérance d'un rapprochement sincère & *amical* avec le Directoire. On fondoit sur le bienveillance de *Buonaparte* & sur sa *toute-puissance*, la base de ces connexions.

En se décidant enfin à préférer la France à l'Europe, ou du moins à séparer totalement ses intérêts de ceux des autres Puissances, l'Autriche leur nuira moins peut-être qu'elle ne le fait par son ambiguité & par ses irrésolutions. Son attitude équivoque entre la guerre & la

paix a fait avorter une partie des résultats qui devoient suivre la victoire d'Aboukir : elle a servi à la fois à exciter la confiance du Roi de Naples, & à la trahir; elle a précipité du trône le Roi de Sardaigne; elle a paralysé la Prusse, & le secours si décisif de la Russie; elle a redonné à l'Allemagne cet esprit de tâtonnement, de terreur & d'incohérence, qu'une détermination virile eût fait disparoître.

L'arrivée des paquebots contribuera à éclaircir les doutes. Jusqu'à ce moment, on est réduit à fatiguer le Public de conjectures & de raisonnemens superflus.

ERRATUM, pour le N° XII.

Page 214 ligne 3. Les *Macédoniens* -- lisez les *Romains*.

MERCURE BRITANNIQUE.

N.° XV.

MARS 25, 1799.

TABLEAU HISTORIQUE ET POLITIQUE des Pertes que la Révolution & la Guerre ont causées au Peuple François, dans sa Population, dans son Agriculture, ses Colonies, ses Manufactures & son Commerce. Par SIR FRANCIS D'IVERNOIS. Vol. de 500 pages. A Londres, chez *De Boffe*, Libraire, Gerard-street.

Second Extrait (communiqué.)

APRÈS avoir classé & suivi dans le plus grand détail tous les désastres de la Révolution, *Sir F. d'Ivernois* en présente le résumé dans un tableau estimatif, dont il dit lui-même qu'il seroit difficile de vérifier les calculs. Son résultat est que l'ancien capital du Peuple

François est aujourd'hui déprécié *des quatres cinquièmes*, & son revenu réduit des deux tiers.

Cet ancien capital est estimé par l'auteur à trente milliards pour la valeur des terres, & vingt milliards pour les autres propriétés non rurales, telles que les maisons de villes, les établissemens dans les colonies, le fonds de la dette publique, les meubles, bestiaux, les instrumens des arts, les vaisseaux, les fonds employés dans le commerce, les créances sur l'étranger; enfin, trois milliards de métaux précieux monnoyés ou ouvragés.

Cette réduction du capital de la France de 50 milliards à 10, ne peut être, l'auteur en convient, qu'un calcul *approximatif*, dont il développe les élémens; mais on conçoit sans peine, que ce capital a dû effectivement subir une diminution effrayante, par deux causes sensibles.—La violation des propriétés a nécessairement fait baisser la valeur des terres dans une proportion connue, qui peut être fixée à trois cinquièmes; & l'épuisement sans reproduction des valeurs mobilières tend aussi à un appauvrissement progressif, mais dont la mesure & les limites échappent au calcul; sauf l'article de la dette publique, dont la banque-

route est bien positivement pour les créanciers une perte des deux tiers en revenu ou capital, en supposant qu'on leur paie l'autre tiers, ce qui n'est pas encore arrivé.

" Il est essentiel d'observer, dit *Sir F. d'Ivernois*, que cette énorme réduction de capitaux n'est guère plus causée par l'anéantissement des richesses réelles de la France, que par le déchet qu'elles ont éprouvé dans l'opinion. Cela est si vrai, que la valeur des terres pourroit doubler soudainement, le jour même où le Roi légitime remontera sur le trône, & que s'il prend des arrangemens solides & bien combinés pour payer seulement 60 millions des intérêts dûs par la Monarchie, les titres constitutifs de la dette publique qui représente à peine aujourd'hui 200 millions, pourroient représenter un capital de plus d'un milliard."

L'auteur s'aide dans ses recherches, des opinions les plus accréditées sur les richesses réelles & mobiliaires, rurales & industrielles, de la France & de l'Angleterre. Il examine quel étoit avant la Révolution, & quel est aujourd'hui dans l'un & l'autre pays, le revenu imposable. M. *Pitt* l'a estimé pour l'Angleterre, dans un de ses derniers discours, à 127 mil-

ces de ce surplus sont " la population, l'agri-
" culture, les colonies, les manufactures & le
" commerce; qu'ainsi, s'il prouve que la po-
" pulation de la France est décroissante, son
" agriculture détériorée, ses colonies conqui-
" ses ou bouleversées, son industrie en dépé-
" rissement, & son commerce anéanti, il en
" résultera évidemment qu'elle ne crée ni ne
" possède aujourd'hui ce *surplus* qui fait la
" base d'une prospérité durable, car personne
" ne confondra avec ses ressources intérieures
" le pillage qu'elle exerce sur tant de peu-
" ples, & qui ne prouve pas moins la misère
" des spoliateurs que la lâcheté des spoliés:
" une nation, comme un individu, ne se livre
" à un pareil métier, qu'après avoir perdu
" tous moyens de subsister avec honneur par
" son travail, ou par son industrie."

Ces principes sont justes; mais l'application que l'auteur en fait à la France, dans ce moment-ci, en confondant la nation avec son gouvernement, est susceptible de contestation. Les François ne sont pas devenus les Normands de *Rollon*; avec le tems ils arriveront à ce terme: jusqu'à present, la violence exercée par le Directoire pour recruter les armées, prouve

bien la servitude du peuple, mais non son besoin de piller au-dehors pour subsister au-dedans. (1).

Les causes physiques, politiques & morales de la dépopulation présente & future de la France, se trouvent exposées dans le second chapitre; & quoiqu'il soit difficile d'évaluer au juste la perte d'hommes qu'a causé la révolution, à beaucoup de probabilités *Sir Francis d'Ivernois* réunit des faits positifs: Il porte à deux millions cinq cent mille hommes, tout ce qui a péri dans les armées, ou dans l'intérieur de la France, depuis 1789. Il regarde comme avéré, 1°, qu'au commencement de 1795 les armées de la République furent portées au complet effectif de 1,200,000 hommes; 2°, qu'en Octobre 1797 le Ministre de la Guerre a certifié qu'il restoit de cette immense armée 528,007 hommes, & qu'au 1er Juillet 1798 le rapporteur Villers n'a plus parlé que de 400,000 hommes. Donc, à cette époque 800,000 auroient

(1) L'Auteur du *Mercure Britannique* a exprimé plus d'une fois une opinion à ce sujet, absolument conforme à celle que paroît combattre l'analyste de *Sir Francis d'Ivernois*; & il y persiste.

péri. Mais l'auteur observe que dans ce calcul n'est pas comprise la consommation des deux premières campagnes 1793 & 1794, qui ont été les plus meurtrières; & que dans l'intervalle du complément de l'armée à 1,200,000 hommes en 1794, à sa réduction à 400,000 en 1798, il y a eu d'immenses recrutemens. *Dumas* affirma dans le Corps Législatif, que *la garde nationale avoit renouvelé trois fois les bataillons des défenseurs de la patrie.*

D'après tous les témoignages, soit du dedans, soit du dehors, qui peuvent balancer ceux produits par l'auteur, nous ne pensons pas que la France ait jamais eu un million d'hommes sous les armes. Un Gouvernement aussi atroce ne pouvant être servi que par des hommes peu délicats, il est dans l'odre qu'il soit volé; & nous avons vu dans tous les rapports relatifs aux armées, qu'on ne cessoit de dénoncer les déprédations & les brigandages de toute espèce. Mais en réduisant à 600,000 hommes l'état constant de l'armée Françoise jusqu'au 1 Janvier 1798, époque à laquelle elle étoit de beaucoup inférieure, nous ne croyons pas pour cela que l'estimation de 1,500,000 morts par le fer de l'ennemi, ou dans les hôpitaux, soit fort exagéré. Il passe pour constant dans le

Parti Royaliste, comme chez les Républicains, que la Vendée a coûté plus de 400,000 hommes Un autre fait non moins avéré est l'indigne administration des hôpitaux, où, de l'aveau des généraux, des commissaires, des députés, les soldats périssoient faute d'alimens & de remèdes. Si l'on ajoute à cela la prodigalité avec laquelle les premiers conducteurs de ces armées faisoient tuer des hommes pour former des soldats qui tuassent à leur tour, on concevra fort bien le *triple renouvellement* dans un espace de sept années.

La consommation d'hommes dans l'intérieur est estimée par l'auteur à un million, depuis les brûleurs de châteaux qu'on a commencé à tuer en 1789, jusqu'aux fusillades d'émigrés & de Chouans qui continuet encore. Dans cette chaîne de massacres se trouvent ceux de Paris, d'Avignon, Lyon, Marseille, Nantes, Toulon, Orange, & les nombreuses victimes de la guillotine, & ce qu'on appelle les réactions royalistes, & tous ceux qu'une mort prématurée a enlevés dans les prisons, avant, pendant, & depuis le règne de *Roberspierre*, qu'on distingue beaucoup trop de ses successeurs.

Quelque épouvantable que soit cette liste funèbre, " ce qu'il s'agiroit d'inscrire sur ce ter-

" rible registre, dit fort bien *Sir Francis d'I-*
" *vernois*, c'est bien moins les hommes que la
" Révolution a tués, que les enfans qu'elle a
" empêché & qu'elle empêchera de naître. Voi-
" là la blessure la plus profonde qu'ait reçu la
" population Françoise.

" Pour en sonder toute la profondeur, il ne
" faut pas perdre de vue que jusqu'ici, dans
" les guerres modernes, les hommes qui se
" vouoient à l'état de soldats étoient pour la
" plupart tirés de la classe la plus vagabonde,
" la plus paresseuse, & la plus dissipée de la
" société, & déjà tellement appauvrie que le
" célibat lui est en quelque sorte imposé par
" sa pauvreté; mais la population guerrière que
" les François ont sacrifiée depuis sept ans, a
" été indistinctement tirée de toutes les clas-
" ses, sans égard pour la classe aisée qui avoit
" le plus de penchant pour l'état du mariage,
" & le plus de moyens pour subvenir aux frais
" de l'éducation d'une nombreuse famille. Les
" aveugles réquisitions ont traîné de force aux
" armées, cette classe précieuse qui y a péri
" par milliers: c'étoit à elle sur-tout à réparer
" les brêches que la guerre faisoit à la popu-
" lation, & elle a été fauchée dans sa fleur,
" dans l'âge de force & de vigueur, entre 18

" & 35

" & 35 ans. Encore faut-il faire entrer dans " ce calcul, un nombre proportionnel de fem- " mes condamnées à la stérilité ou à la dé- " bauche. Supposons seulement que par la " masse des hommes détruits, deux millions " eussent été destinés à être unis à autant de " femmes: d'après les calculs de *Buffon*, ces " deux millions de couples auroient dû mettre " au jour douze millions d'enfans, pour en a- " mener à l'âge de 39 ans un ombre égal à " celui de leurs pères & mères. Voilà le point " de vue sous lequel cette déperdition d'hom- " mes devient en quelque manière incalcu- " lable."

A ces réflexions judicieuses M. d'*Ivernois* ajoute des faits, qui prouvent combien les mœurs & les fléaux de la Révolution ont nui à la reproduction & à la conservation des enfans. — Sur 3122 enfans portés à l'hospice des enfans trouvés pendant l'an 4 il n'en avoit survécu que 215 au bout de l'année. " C'est l'horrible " faim, disoit *Génissieux* à ses collègues, qui " consume & dévore chaque jour la moitié des " innocentes victimes, qu'y dépose le crime " audacieux ou la vertu malheureuse."

La facilité des divorces, l'insubordination des enfans, la dissolution de tous les liens moraux,

ne nuisent pas moins à la multiplicité des mariages, ainsi que l'instabilité des nouvelles propriétés qui résultent des confiscations; source éternelle de troubles & de malheurs dans tous les pays où cette mesure inique a été adoptée, & jamais elle ne le fut avec autant d'étendue & d'inhumanité qu'en France.

Sir Francis d'Ivernois cite à cette occasion l'état de l'Irlande, où, depuis plusieurs siècles, les descendans des spoliateurs & des spoliés sont toujours irréconciliables. Il examine ensuite si cette dépopulation ne pourra pas être compensée par les causes même de reproduction qui peuvent en résulter. Il pense que toute destruction grande & rapide de l'espèce humaine est en quelque manière une *prime*, qui pousse vers la reproduction les individus qui survivent: il y a plus de moyens de subsistance, & conséquemment moins de célibataires; les domestiques de ville l'étoient presque tous, & cette classe en sera diminuée. L'exhaussement du prix des salaires répand plus d'aisance parmi les ouvriers, & multiplie les mariages: mais l'auteur remarque, avec raison, que le développement de toutes ces causes de reproduction ne peut avoir lieu que sous un gouvernement légitime & sage, sous une Monar-

chie tempérée; les élémens de la République actuelle ne présentant la possibilité d'aucune espèce de bonheur & de sécurité au Peuple François,

C'est à la suite de ce triste tableau, que l'auteur rappelle cette étrange & audacieuse imposture du Directoire François: " *Nous nous sommes convaincus d'une vérité importante, & il est essentiel qu'elle soit connue; c'est que la France n'a point eu de guerre à soutenir qui ait été moins meurtrière pour ses armées.*

" Quoi! dit-il, une guerre qui a mis le monde en feu & toute la France en deuil! une guerre pour laquelle l'histoire ne trouvera d'autre nom que celui de boucherie d'hommes; une guerre où la République n'a triomphé sur le Continent, qu'en sacrifiant trois fois plus de soldats que toutes les Puissances coalisées ensemble, & où sa garde nationale a renouvelé trois fois ses armées! voilà la guerre sur laquelle ses conducteurs essaient d'étourdir encore aujourd'hui ceux qui y ont survécu, en les assurant froidement que la France n'en a point eu de moins meurtrières à soutenir, & que ses *ressources sont entières.*"

Il nous seroit difficile d'analyser le chapitre de l'agriculture, qui, quoique fort étendu, ne présente aucun détail inutile, & peut être considéré comme un recueil complet des vues les plus saines sur l'agricolture actuelle de la France, sur les causes de sa décadence, & sur les moyens de sa restauration. Nombre de lecteurs, cependant, pourront s'étonner que, dès le début, l'auteur reproche à plusieurs écrivains de représenter la France comme le pays le plus fertile de l'Europe & le plus agricole: il ne veut accorder cet avantage qu'aux pays qui, comme la Sicile, la Pologne, la Hongrie, les Etats Unis, ont une surabondance de récoltes qui fournit à une exportation régulière; mais il oublie que les raisons de la préférence donnée au sol de la France, sont la réunion de toutes les cultures & de tous les genres de récoltes dans son enceinte, ainsi que l'abondance de tous les produits, lorsque l'industrie du cultivateur ou la fertilité du sol ne sont point contrariées par une administration vicieuse ou oppressive. Il démontre lui-même comment le régime des confiscations, & celui des impôts excessifs sur les biens ruraux, en ont avili la valeur & altéré les produits. Pourroit-on donc

partir de cette base, ou des vices même de l'ancien régime, pour juger le mérite du sol & du climat? C'est, au surplus, la seule différence d'opinion qui se trouve entre nous sur cette article: rien n'est plus clair, plus precis, plus satisfaisant que son exposition des bienfaits illusoires de la révolution, & des fléaux épouvantables qu'elle a versés sur l'agriculture.

Par les bienfaits de la révolution, on entend la suppression des dixmes, celles des chasses, des droits d'aide, des corvées, des droits féodaux. L'auteur, en passant en revue toutes ces parties du nouveau régime, prouve que ce qu'on a mis à la place, & les désordres qui ont accompagné les réformes, ont diminué les moyens, l'aisance, la sureté du propriétaire comme celle du cultivateur.

Après les bienfaits de la Révolution viennent ses fléaux, parmi lesquels il faut compter les ravages de la guerre, la diminution des bestiaux propres aux labours & aux charrois, celle des engrais, la dégradation des routes, le haut intérêt de l'argent, la rareté des bras, la cherté excessive de la main-d'œuvre, l'appauvrissement des consommateurs, &, enfin, l'avilissement du prix des comestibles qui en est l'effet inévitable.

Du concours de toutes ces causes, & particulièrement de la cherté de la main-d'œuvre & du bas prix des denrées de première nécessité, résulte la réduction du revenu territorial du royaume, estimé aujourd'hui à 800 millions seulement. C'est sur cette somme que sont exigés 600 millions d'impôts; donc la moitié est répartie sur les biens ruraux ! Aussi un déficit énorme dans les recettes, la ruine imminente des propriétaires, leur impuissance d'acquitter les charges publiques, constatée par quarante mille contraintes décernées contre eux dans un seul département, tels sont les traits principaux qui forment le complément du tableau. Mais il faut lire dans l'ouvrage même, le rapprochement de cet état de la France & de celui d'Angleterre, comparées dans leur régime agricole & fiscal; quels effets produisent la subdivision des propriétés provoquée en France avec tant d'ineptie, & leur distribution en grandes fermes chez les Anglois; & ce qui résulte de la proportion de l'impôt direct dans l'un & l'autre pays. Ici c'est le douzième seulement des produits de la terre; en France plusieurs cantons payent jusqu'aux quatre cinquièmes: & c'est dans cet état de misère, de détresse universelle, que le Directoire croit en imposer,

en proclamant la fête de l'agriculture, en faisant promener les chars de *Cibèle* & de *Bacchus*! Malheureux peuples! absurdes tyrans!

En peignant les désastres des Colonies, *Sir Francis d'Ivernois* reste fort au-dessous de la vérité. On peut être embarrassé en Europe de prononcer quelle partie de la propriété, ou même de l'ordre social, a été le plus cruellement frappée par la révolution; en Amérique on ne l'est pas; c'est là que la subversion est complette, horrible, irréparable. Nous n'entreprendrons pas de détailler les preuves de cette assertion; cela nous meneroit trop loin. En deux mots, les Colonies que possède encore la France sont détruites; & celles qu'elle n'a pu encore atteindre le seront, car leur perte est préparée par une intrigue infernale, qui s' est d'abord décorée du nom de philanthropie; mais qui n'avoit d'autre objet que d'élever contre les gouvernemens & les institutions Européennes, une nouvelle & irréconciliable espèce d'ennemis dans les Noirs & les Mulatres.—Voilà le grand plan politique des révolutionnaires. Leurs ouvriers cupides & féroces ont ajouté à cela tous les crimes que l'amour de l'argent, & l'ivresse du despotisme, peuvent suggérer.—On a tout dit sur cet article, en annonçant que

deux cent cinquante millions de revenu que la France retiroit de ses Colonies, n'existent plus; que le gouvernement révolutionnaire a fait périr plus de deux cent mille nègres, & huit ou dix mille blancs; que le surplus des propriétaires est dans la misère, & ce reste de noirs dans l'anarchie. Mais l'invasion de l'Egypte, & l'Institut qui s'y est établi sous la présidence de *Buonaparte*, devoient réparer toutes ces pertes.

Les chapitres antérieurs à celui, où l'auteur traite de l'état actuel des manufactures & du commerce de France, ont préparé le lecteur aux détails qu'a rassemblés *Sir Francis d'Ivernois* sur le dépérissement de l'industrie sous le régime républicain.

Il commence sa description comparative par celle des fabriques de Lyon, qui importoit autrefois pour 90,000,000 tournois d'étoffes de soie.

" Cette ville, dit-il, est encore en état de " siège au moment où j'écris, & les plus ri- " ches de ses manufactures n'existent aujour- " d'hui que dans le souvenir de ceux qui, hier " encore, alloient y admirer ce déploiement " imposant de l'industrie, & de l'activité Fran- " çoise." Le croiroit-on? lorsqu'il n'a plus été possible

possible de cacher que cette œuvre de destruction est consommée, l'un des principaux législateurs (*Jean Debry*) a essayé de faire croire à ses collègues qu'il falloit en accuser le Gouvernement Anglois. " Sa main, sa main dévastatrice, disoit ce forcené, a brisé les superbes " métiers de Lyon, comme elle a traîné dans " les cachots ou à l'échafaud, sous les plus lé- " gers prétextes, tous les chefs de nos manu- " factures nationales, les chefs des atteliers de " Rouen, de ceux de Sédan, de St. Quentin, " de Cambray. Représentans! que du haut de " cette tribune le tocsin soit sonné contre " l'éternel ennemi de la France."

Lyon avant la Révolution achetoit pour environ 27 millions de soies crues, quelle exportoit ensuite fabriquées. Aujourd'hui, faute de bras, de capitaux & de machines, cette ville vend ses propres soies aux fabricans de Berlin.

Les manufactures de soierie des villes de Nimes, Orléans, Tours, Avignon, Bedouin; ont subi le même sort que celles de Lyon, & par les mêmes causes.

Celle des Gobelins, située sous les yeux du Gouvernement, en avoit obtenu secours & protection, & se soutenoit au milieu des ruines de toutes les autres; mais les besoins publics ayant

forcé le Directoire de suspendre le paiement des ouvriers, ils sont près, a dit Portier de l'Oise à la tribune, de périr de misère.

Les fabriques de Sédan, Louviers, Elbeuf, Carcassonne, & Abbéville, ont conservé une partie de leurs métiers de draperies fines; mais un fait authentique, & qui n'a pas échappé à *Sir Francis d'Ivernois*, c'est que les manufactures Angloises fournissent la presque totalité de l'habillement des troupes Françoises.

Il en est de même des toiles peintes qui s'impriment en France. Sur cinq cent mille pièces qui sortent de ses atteliers, cent mille seulement sont fournis par les métiers François: le reste est vendu par la Compagnie des Indes Angloise, & le plus souvent en contrebande, attendu le droit énorme de 75 par cent qu'on leur fait payer à l'entrée.

L'auteur ne compte que trois obstacles à la renaissance des manufactures Françoises, savoir; la hausse excessive de l'intérêt de l'argent, celle de la main-d'œuvre, & la dégradation des routes de terre & d'eau: mais ces trois obstacles tiennent à tant d'autres qui appartiennent tous à la nature du gouvernement révolutionnaire, que c'est s'engager dans une discussion oiseuse que d'en détailler les consé-

quences nécessaires. Ruine & malheur, crime & misère, voilà la cause inévitable de cette organisation monstrueuse: qu'on cherche ensuite les raisons de la rareté du numéraire, de l'intérêt usuraire, de l'absence du crédit; & que le Ministre *Ramel* consulte sérieusement les Députés du Commerce sur les moyens de rendre à la France ses manufactures, son commerce, son industrie; ils ne pouvoient que lui répondre comme ils l'ont fait, non pas littéralement, mais substantiellement: — " Vous êtes des tyrans sanguinaires & voraces; vous ne pouvez recueillir que ce que vous avez semé: après avoir massacré & confisqué une partie des propriétaires, vous opprimez ceux qui survivent: vous violez tous vos engagemens; vous vous jouez de la foi publique & de la morale comme des droits & libertés du peuple. Quel emploi pourroit s'offrir sous votre domination à une industrie honnête, ou à des capitaux que vous êtes toujours prêts à saisir au passage? Nous sommes donc condamnés à rester misérables, ou à devenir fourbes & fripons comme vous, tant que vous nous gouvernez."— Cette réponse explique tout; & ce n'est plus que pour satisfaire surabondamment la curiosi-

té du lecteur, qu'on peut remettre sous ses yeux les détails d'une administration, qui présente dans toutes ses parties le même esprit de brigandage & de perversité.

La France, avant la révolution, recevoit annuellement des nations étrangères un solde d'environ 70 millions, dont elle étoit uniquement redevable aux récoltes de ses colonies; car ses importations s'élevoient à 230 millions, & ses exportations seulement à 200, dont 150 en étoffes de soie, toiles, batistes, linons, broderies, dentelles, bas, chapeaux, gants, éventails, modes, livres, tapisseries, montres, glaces, bijoux, & cinquante en vins, eaux-de-vie, sels, &c.

Maintenant, au lieu de revendre aux étrangers, pour une somme énorme de denrées coloniales, les François sont obligés d'en acheter ce qui leur est nécessaire pour leur propre consommation; & cette somme, malgré toutes les réductions survenues dans la classe des consommateurs, ne peut être estimée au-dessous de soixante millions. Reste toujours à se pourvoir, comme autrefois, d'une foule de matières précieuses pour lesquelles cet empire a toujours été dans la dépendance de ses voisins, tels que

les fers, le chanvre, les laines fines, le lin, le coton, l'étain, le plomb, le cuivre, le charbon de terre, le bois de construction, le mats, le goudron, le tabac, les épiceries, & les huiles nécessaires aux savonneries.

" Sans doute," dit *Sir Francis d'Ivernois*, " il sera impossible aux François, vu leur ap- " pauvrissement, de payer long-tems un tri- " but si considérable; mais ils ne pourront le " diminuer qu'en resserrant leurs jouissances, " & surtout en réduisant leur marine, pour la- " quelle ils versèrent chaque année près de 25 " millions dans le nord. Alors viendra le temps " des privations & des regrets ; on verra la " plus déplorable foiblesse succéder aux accès " de cette fièvre chaude, que le vulgaire mê- " me encore aujourd'hui prend pour les sym- " ptômes de la force."

Il est impossible en effet de se dissimuler ces tristes résultats:—le cours du change, le spectacle de désœuvrement & d'abandon que présentent les ports de mer, celui des villes à manufactures, tout indique la misère actuelle & les approches de la barbarie. Bordeaux, ville jadis si opulente, ne peut plus fournir aujourd'hui *ni les frais de l'éclairement de son*

port, ni les salaires des officiers indispensables à sa police. Marseille, Toulouse, &c. sont dans le même état; ce sont les Députés de ces villes qui présentent leurs doléancés au Corps législatif; ce sont ceux du commerce qui disent au Gouvernement: " L'espoir de l'avenir n'ef-
" face pas le souvenir du passé, & le senti-
" ment du présent. Les effets de l'anarchie pè-
" sent en entier sur le commerce: il se traîne
" sur les ruines, *ses capitaux sont dissipés ou*
" *enfouis, ses atteliers sont fermés, ses rela-*
" *tions sont nulles.*"

M. *d'Ivernois* estime à cent millions la dette que la France contracte annuellement avec les étrangers, & cite à cette occasion un fait dénoncé au Conseil des Anciens. Dans le tems que les payemens de la Banque d'Angleterre étoient suspendus, on arrêta par la route de Flandres un convoi de 800 mille livres d'argent destiné pour Londres, il en avoit déjà passé trente d'aussi fortes sommes, & presque tous escortés par des soldats républicains.

En résumant tout ce qu'on trouve dans cet ouvrage, sur le dépérissement des manufactures, sur le haut intérêt de l'argent, sur la destruction des pêcheries, sur l'immoralité des

classes qui se vouent au trafic, sur les décrets qui l'ont favorisée en altérant les mesures, les poids & les monnoies, on ne peut que répéter avec le Député *Le Couteulx*, que la révolution a eu l'explosion d'un volcan; *les cités ont été englouties*, *les maisons abattues*, *les champs dévastés*.

(La fin au Numéro suivant.)

DU DEGRÉ D'INFLUENCE QU'A EU LA PHILOSOPHIE *FRANÇOISE* SUR LA RÉVOLUTION.

CETTE question mériteroit & trouvera sans doute un examinateur: elle ne peut se résoudre en quelques pages; elle n'est point aussi simple qu'elle le paroît au premier coup-d'œil. Nous nous bornerons aujourd'hui à chercher quelques élémens de sa solution, & à classifier, pour ainsi dire, les éruptions de cette *philosophie*, qui, assise au milieu des ruines, peut s'écrier:

Je règne sur des lieux ravagés par mes mains.

Qu'une classe d'opinions également subversives de la religion, de la morale & de la société, eussent été systématiquement propagées en France depuis 60 ans; qu'une classe de gens de lettres & de gens du monde en eussent été les promoteurs, les partisans & les protecteurs; que leur école ait enfanté cette nuée de pédans fanatiques, de sophistes, & d'énergumènes, qui dès son origine s'emparèrent de la révolution

volution comme d'un bien de conquête, cette vérité historique est au-dessus de toute controverse, & n'a plus besoin de démonstrations.

Mais ces opinions furent-elles cause efficiente & invincible des événemens qu'elles avoient appelés? Formoient-elles un corps de doctrine, & leurs prédicateurs une secte homogène? Le renversement général des cultes & des loix, fut-il le projet & le thême des Docteurs les plus fameux en matière d'incrédulité & d'anarchie? Tendoient-ils à un but uniforme, quel cercle embrassoit leur conjuration, auxquels d'entre eux attribuer la plus efficace participation à ce grand crime? Jusqu'à quel point le caractère national, la température du gouvernement, & les circonstances locales, favorisèrent-elles l'irruption de ces sectaires dans l'ordre social?

Sans égarer nos lecteurs dans une recherche aussi vaste & aussi vague, nous fixerons leur attention sur un seul des phénomènes que présente la méditation de ce sujet.

Toutes les révolutions produites par le changement des idées, avoient eu l'un des deux caractères suivans: ou ce changement s'opéroit progressivement & avec lenteur dans la suite des âges; nulle secousse alors n'accompagnoit

l'introduction successive des nouvelles opinions, filtrées de siècle en siècle, & dont l'empire irrésistible fit éternellement la loi de l'univers. Si, au contraire, des Novateurs brusquant l'ouvrage des tems, imprimèrent par la force, par la fraude, ou par l'enthousiasme, une nouvelle direction à l'entendement humain, ils n'y parvinrent qu'après avoir fondé leur entreprise sur un petit nombre de dogmes positifs, sur l'accord de leurs principes & de leurs mesures, sur l'esprit d'ensemble & de fraternité qui les unissoit. La discorde s'empare des sectes triomphantes; mais elles se concilient toujours pour triompher.

Il n'en a point été de même de la *Philosophie* Parisienne: son anarchie précéda l'anarchie politique; c'étoit une armée dont les Généraux divisés avoient arboré des bannières opposées, & dont le Conseil de guerre délibéroit dans la tour de Babel. Différens de génie, de caractère, d'intentions, les novateurs François scandalisoient le public de leurs querelles; le volcan de leurs passions éteignoit celui de leurs lumières. On remarquoit entr'eux cent degrés divers de sagesse ou de déraison, peu ou point de subordination, puisque autant d'apostolats discordes que d'apôtres; ils formoient, non une

communauté, ou une église, mais des cabales qui présentoient tout le commérage des coteries, l'activité d'intrigue qui distingue des corporations subalternes, & ce genre de tracasserie ambitieuse & persécutante qui dominoit trop généralement à Paris dans la société insociable des gens de lettres.

Les Théologiens de la nouvelle *Philosophie* travailloient par la plume & le manège. Quelle qu'ait été leur réputation comme écrivains, plusieurs d'entr'eux en méritoient une bien supérieure par la fécondité & la ténacité de leurs intrigues; mais ni leurs livres, ni leurs correspondances, ni leurs manœuvres, n'avoient le Peuple pour objet. Ces missionnaires déliés ambitionnoient des suffrages moins vulgaires : la conversion des Souverains, des Cours, des Ministres, des femmes en crédit, des gens élevés en dignité, flattoit exclusivement leur amour-propre & leurs espérances de domination.

En 1769, *Voltaire* écrivoit au Comte d'*Argental*: " Il ne s'agit pas de faire une révolu-
" tion comme du tems de *Luther* & de *Cal-*
" *vin*, mais d'en faire une dans l'esprit
" de ceux qui sont faits pour gouverner. "
C'est dans ce sens qu'il faut entendre tout ce que grand Ecrivain & la plupart de ses

confrères ont annoncé à plusieurs reprises sur l'approche d'une *Révolution*.

Si l'on eût développé à *Du Marsais*, à *Voltaire*, à *Mably*, à *J. J. Rousseau*, le système théorétique & pratique du Jacobinisme, ils eussent reculé d'effroi, ou levé les épaules. En supposant gratuitement que le but de cette effroyable combinaison les eût séduits, ils n'auroient vu dans la possibilité de son exécution qu'un rêve absurde, qu'un roman de visionnaires en démence. Il n'étoit pas donné à l'esprit humain d'inventer une semblable institution; elle devoit naître des tems, des mœurs, & des événemens. Ce ne fut jamais à des insurrections populaires, à des têtes coupées, à des St. Barthélemi républicaines, à des *Sans-culottes*, & à la subversion du droit de propriété, que les fondateurs du *philosophisme* songèrent à attacher le succès de leurs doctrines.

Mais ils semèrent de poisons le champ où les Révolutionnaires ont moissonné: ils furent es levriers qui mirent en activité les tigres & les panthères contre la race humaine; ils en eussent été dévorés.

Aussitôt qu'on eut perdu de vue les grands noms qui avoient imprimé le mouvement à la

licence, un torrent d'aveugles disciples, de foux & de furieux, inondèrent l'Empire, l'Evangile de leurs maîtres à la main.

Soldats sous Alexandre, & Rois après sa mort.

Cette tourbe de petits raisonneurs sans génie & sans principes, se hâta de faire oublier ses précepteurs, en dépassant toutes les limites, & en franchissant tous les intermédiaires. On voit sortir des collèges, des théâtres, des lycées, des académies, des maisons de jeu & de débauche, des cercles brillans de la capitale, des boudoirs, des palais, & des cafés, des nuées de prétendans à la dignité de *philosophes*. Leur invasion dans l'Eglise & dans l'Etat, n'attendoit qu'une circonstance; la convocation des Etats-généraux la fournit. On vit alors la République *philosophique* se déployer sans règles ni mesure, avec la triple puissance du nombre, de l'impétuosité du caractère national, & d'opinions sans frein abandonnées dans leur application à tous les enfans perdus de la nouvelle école. — Toute discipline dans la secte avoit disparu. Lorsque l'Abbé *Raynal* eut le courage de désavouer ses erreurs, & d'avertir ces forcenés imbibés de ses anciennes maximes, ils

se révoltèrent & l'outragèrent. La révolution avoit rendu à chacun son indépendance : le plus ignorant déclamateur de l'Assemblée Constituante, du Club des Feuillans, ou de celui des Jacobins, eût fait taire *Buffon* ou *Condillac*. L'un des premiers ouvrages de ces écervelés eut pour objet de déclarer *Montesquieu* aristocrate & imbécille.

Justifions par quelque faits les allégations qu'on vient de lire.

On peut dater de la Régence les premières altérations qui se manifestèrent dans les opinions. La licence de cette époque commença à se répandre dans les lettres comme elle l'étoit dans les mœurs; mais l'irréligion, confinée parmi les gens de qualité, n'avoit point encore atteint les conditions intermédiaires, ni à beaucoup près la pluralité des savans. — Elle prit l'essor quarante ans après, d'abord dans les conversations & dans les lieux publics, ensuite dans quelques ouvrages clandestinement imprimés. Après 1750 le débordement commença, & *Voltaire* en donna le signal.

De la terre étrangère où il s'étoit réfugié, ce Poëte déclara la guerre à la Religion. Cette entreprise devint pour lui un amusement, une vengeance, bientôt un besoin & une pas-

sion. Tous les six mois il enfantoit une diatribe. Lorsqu'il eut épuisé ses apostrophes à l'Eglise Romaine & ses reproches au sacerdoce, il attaqua le Christianisme: toutes les Communions essuyèrent ses outrages, & il se proclama le Chef d'un Théisme dans les bases duquel il a souvent vacillé. Son scepticisme néanmoins conserva quelque mesure; il jugeoit impolitique & dangereux de prêcher publiquement l'athéisme, la matérialité de l'ame, & le néant après la mort. Je veux, " écrivoit-il à " un athée de Paris, que les Princes & les " Ministres reconnoissent un Dieu, & même " un Dieu qui punisse & qui pardonne. Sans " ce frein, je les regarderois comme des ani- " maux féroces, qui, à la vérité, ne me man- " geront pas lorsqu'ils sortiront d'un bon re- " pas, mais qui certainement me mangeront " s'ils me rencontrent sous leurs griffes quand " ils auront faim, & qui, après m'avoir man- " gé, ne croiront pas seulement avoir fait une " mauvaise action."

Quoique sa raison ait souvent chancelé devant les vérités primitives, il en avoua constamment la nécessité, non-seulement dans ses écrits, mais dans ses correspondances intimes, & dans sa société intérieure. Je l'ai vu un

soir à souper, donner une énergique leçon à *d'Alembert* & à *Condorcet*, en renvoyant tous ses domestiques de l'appartement au milieu du repas, & en disant ensuite aux deux Académiciens: — "Maintenant, Messieurs, continuez " vos propos contre Dieu; mais comme je ne " veux pas être égorgé & volé cette nuit par " mes domestiques, il est bon qu'ils ne vous " écoutent pas."

Voilà donc une première différence fondamentale entre la marche de *Voltaire* & celles des autres écoles anti-religieuses de Paris. Il en existe une seconde dans les ménagemens que la politique, l'inclination, & l'habitude, dictèrent toujours au solitaire de Ferney envers les Gouvernemens. Il avoit peu de goût pour la politique spéculative, & encore moins de connoissance & de méditations. Il n'aimoit ni les Républiques ni les Etats despotiques; mais tous les préjugés monarchiques abondoient dans son esprit: les inclinations des Cours dont il s'est moqué quelquefois, dominoient son tempérament & son caractère. Il détestoit le vulgaire; il n'eût pas opprimé le peuple par système; mais il en abhorroit le pouvoir & l'influence. D'ailleurs, tout entier au siège du Christianisme, il évitoit scrupuleusement d'armer

mer contre lui l'autorité, dont il espéroit insensiblement subjuguer la croyance, & se faire, avec les temps, un auxiliaire.

Au premier château brûlé en 1789, *Voltaire* eût abandonné le sien & fui dans l'étranger ; à la première tête portée sur une pique, il se fût cru au tems de la Ligue, & seroit mort d'effroi. Le renversement de l'Eglise & de la Religion n'eût point affoibli ses terreurs; car s'il haïssoit les prêtres & la messe, il haïssoit encore plus les assassins, les pillards, & les incendiaires.

S'il accorda, *passim*, quelques éloges à la liberté, ce ne fut qu'autant qu'elle pouvoit contribuer à affoiblir l'autorité de l'Eglise, & à énerver les opinions consacrées. Dans cet abrégé de l'histoire ecclésiastique qu'il intitula *Essai sur l'Histoire Générale*, & plus modestement ensuite *Essai sur les Mœurs & l'Esprit des Nations*, il ne recherche que les excès du sacerdoce, il pardonne à la tyrannie toutes les fois qu'elle n'a pas les consciences pour objet, ne blâme les Rois ambitieux, injustes, ou cruels, que lorsque leurs crimes ont été couverts du masque de la religion. Peint-il la querelle des Guelfes & des Gibelins ? il n'y voit que des Papes & des Empereurs. Mais l'indé-

pendance de l'Italie, mais sa résistance à un joug étranger, mais l'appui constant que reçurent des Pontifes de Rome les Républiques & les Municipalités, lui arrachent à peine une observation. Dans la guerre de trente ans, fruit du despotisme civil & religieux, il n'apperçoit que le fanatisme des deux Religions.

Voltaire étoit né dans la Monarchie & pour elle: la persévérance & la sincérité de son enthousiasme pour *Louis XIV* en témoignent invinciblement. Son indifférence pour les droits naturels des Peuples perce à chaque ligne de ce grand tableau. Qu'on relise son parallèle de *Louis XIV* & de *Guillaume III;* qu'on se rappelle qu'il nomme des *duretés* les deux incendies du Palatinat; & qu'en rendant compte de la guerre des Cevennes, l'apôtre de la tolérance a proféré ce mot cruel: " Le Maréchal de " *Montrevel* fit à ces misérables (les Cami- " sards) la guerre *qu'ils méritoient;* on *pend*, " on *roue* ces rebelles."

Le Gouvernement sévit-il contre les religionnaires? l'historien en accuse le fanatisme des prêtres Catholiques: Les religionnaires résistent-ils à la persécution ? il en accuse leurs prophètes, leurs prédictions & leur enthousiasme.

Concluons donc que *Voltaire*, fanatique adversaire du Christianisme, détracteur immodéré de l'Eglise de Rome, & conjuré infatigable contre toute religion positive, ne fut en politique qu'un flatteur. Le genre humain a bien moins à se plaindre de sa hardiesse à discuter les principes de l'autorité, même la plus abusive, que de son indulgence habituelle pour des Princes répréhensibles.

Son opinion, d'ailleurs, sur le génie de la Nation Françoise, prouve de reste combien peu il la jugeoit capable de supporter la liberté politique, à laquelle il n'a jamais donné ni un vœu ni un regret.

" Les Parisiens, dit-il à-propos des plaintes " contre les abus, sont des Sibarites; ils crient " qu'ils sont couchés sur des noyaux de pê- " ches, parce que leur lit de roses n'est pas " assez bien fait.

" Les Parisiens ne savent que danser autour " des cadavres de leurs frères. Nous sommes " une Nation d'enfans mutins à qui il faut " donner le fouet & des sucreries.

" Nous avons substitué des combats de rats " & de grenouilles, (la Fronde, les disputes " sur la Bulle *Unigenitus*, les billets de confes- " sion, &c.) à la foule des grands assassinats

" & des crimes horribles qui nous firent déte-
" ster du genre humain. Aujourd'hui, du
" moins, nous ne sommes qu'avilis.

" Les têtes Velches sont si exaltées, si ab-
" surdes, si folles, qu'il ne faut les laisser ju-
" ger que leurs camarades, les marionnettes des
" boulevards. "

Je demande si l'homme qui a mille fois répeté ce jugement dans ses écrits, comme dans le secret de l'amitié, pût s'occuper jamais, même dans un accès de délire, de métamorphoser la Monarchie Françoise en Gouvernement libre, & en République? Je demande si c'est la Nation qu'il dépeignoit sous de semblables couleurs, qu'il eût jamais envie d'appeler à la souveraineté publique; si les verbiages de *Mirabeau* ne l'eussent pas fait évanouir de dégoût; & si les prosopopées des *Brutus* constituans eussent été à ses yeux autre chose qu'une nouvelle édition des harangues des *Maillotins* sous *Charles V*, & le manifeste de nouvelles *Jaqueries*? — Nul écrivain ne montra moins d'estime que *Voltaire* pour les Etats-généraux de France: il a versé sur ces assemblées une profusion de ridicules; il les considéroit comme tellement redoutables à la tranquillité publique, & comme si inutiles dans la Monar-

chie, qu'il ne les a jamais honorés d'une réclamation. (1) Nonobstant leurs harmonieuses remontrances & leurs prétentions à la popularité, les Parlemens furent encore plus maltraités dans ses écrits historiques ou didactiques, que les Etats-généraux. En un mot, *Voltaire* auroit adoré & célébré un Roi absolu, qui eût réformé la Religion, le Clergé, & les Cours souveraines.

L'école révolutionnaire plus moderne a donc laissé fort en arrière d'elle, les maximes & les vues de ce vieillard ingénieux, dont elle eût placé la tête chauve sous le fer de la guillotine, au premier soupir que lui eussent arraché les forfaits de ses disciples.

---

(1) En relisant les critiques de *Voltaire* contre *Montesquieu*, on découvre évidemment qu'il ne comprenoit pas l'*Esprit des Loix*; mais on y découvre aussi une inimitié de sentiment pour les Républiques, & une absence totale de notions sur les Gouvernemens libres & composés. *Voltaire* abhorroit la politique spéculative : il habitoit aux portes d'une ville, où pendant 15 ans consécutifs les questions républicaines furent débattues, sans qu'il eût saisi les élémens d'aucune. Les personnes qui, ainsi que moi, ont fréquenté sa demeure, peuvent attester qu'il ne lui échappa jamais une parole, qui décela en lui aucun désir de voir changer la forme du Gouvernement de sa patrie.

Voltaire anonyme, & ensuite expatrié, fut long-tems le seul athlète de l'irréligion: *Fontenelle*, esprit très-libre, étoit trop sage pour l'imiter. *Freret*, *Du Marsais*, savans peu répandus, gardoient le silence : la doctrine se trouvoit renfermée dans quelques coteries de Paris, harcelée par la Police & les Jésuites: les Encyclopédistes alloient éclore; mais il n'étoient pas nés.

A l'époque de cette indigeste compilation, les philosophes épars se coalisèrent, & prirent la livrée d'une secte; mais sans accord entre leurs principes, & bien moins encore entre leur caractère. Sous les aîles des deux Directeurs de ce Synode, l'un *d'Alembert*, rusé, intrigant & impérieux, l'autre *Diderot*, tête paîtrie de vitriol, de salpêtre & d'arsenic, nombre d'élèves, il est vrai, se présentèrent en bataillon quarré, en menaçant de loin le sanctuaire; mais cette imposante société finit bientôt comme le Rhin, par des ruisseaux qui se perdirent dans les sables.

J. J. Rousseau, devinant les intentions des chefs, mécontens d'eux, aigri par leur despotisme, déserta, & bientôt après déclara la guerre à ses anciens alliés. *Duclos*, non moins irritable que *Rousseau*, Historiographe de Fran-

ce, & aussi mesuré dans ses écrits qu'il l'étoit peu dans ses discours, gourmanda l'effervescence philosophique, & lui tourna le dos. *Bouffon* avoit promis à *d'Alembert* son contingent à l'Encyclopédie; il lui destinoit ses *vues de la nature*; mais dès qu'il apperçut la trace du complot contre la religion & l'autorité, il préféra la haine éternelle de *d'Alembert* au danger d'être son associé. Si *Montesquieu* ne fût pas mort, il eût persévéré dans son éloignement pour les Chefs de l'Encyclopédie. — Ils armèrent contre eux un académicien accrédité à Versailles, le Président *Hénault*, dont l'influence balança la leur, & leur fit perdre la société de Madame *Du Deffant*.

Dans le cahos de ces divisions, *Voltaire*, absent & en sureté, soutenoit seul le feu de son artillerie. Il ranimoit le zèle, prêchoit la concorde, multiplioit ses pamphlets. Les Frères de Paris colportoient ces œuvres ténébreuses; des gens en place en favorisoient l'introduction; quelques bureaux d'esprit en faisoient leurs délices: mais ce prosélytisme ne gagnoit du terrein que chez les mondains.

Jusqu'alors, le théisme, la guerre au régime sacerdotal, la ruine des superstitions, la tolérance, le décri des dogmes, des traditions &

des rites de l'Eglise Romaine, avoient formé le seul corps de doctrine arrêté & répandu. Deux écrivains célèbres, *Helvétius* & *Rousseau*, vinrent ouvrir une nouvelle carrière au libertinage des opinions, & scinder l'Eglise *philosophique*. Le premier porta la hache sur les principes de la religion naturelle & de la morale, & le second sur les bases des sociétés politiques.

Les systêmes d'*Helvétius* reproduisoient les folies méprisées de *La Métrie*, mais avec un cynisme moins repoussant, un style plus populaire, & des modifications plus subtiles. *Rousseau* rajeunissoit des hypothèses anarchiques, ensevelies dans des livres oubliés; mais tout le monde lisoit les siens.

Cette éruption partagea les *penseurs*: les uns persistèrent à se renfermer dans la poursuite d'une subversion du Christianisme, sans ébranler les fondemens de l'Etat, du déisme & de la morale; les autres aspirèrent à la *rédemption universelle*, c'est-à-dire à rassurer les méchans contre la crainte d'un DIEU rémunérateur & vengeur; à enlever à la vertu, à la foiblesse & à l'innocence, l'existence d'un avenir après la mort; à matérialiser l'espèce humaine, à la délivrer de toute obligation morale en la délivrant

vrant de ses devoirs envers l'Auteur de la nature; & à renverser les institutions politiques sur les débris des temples, & sur les cendres de la génération actuelle.

On a trop confondu, & l'on confond journellement, ces deux conjurations distinctes. *Voltaire* & ses sectateurs, parmi lesquels on comptoit nombre de personnes de naissance ou en autorité, poursuivoient une révolution religieuse. *Rousseau*, indécis & inconséquent sur le Christianisme, accusoit les *Philosophes*, & dogmatisoit la Démocratie; *Diderot*, conduisant les énergumènes, rêvoit une révolution dans l'Eglise, dans l'Etat, & dans la société.

C'est à cette dernière branche d'Illuminés fanatiques qu'on dut cette foule d'ouvrages aussi détestables qu'insensés, où d'ignorans déclamateurs citoient la raison, l'astronomie, la physique, la chymie, l'histoire, la métaphysique, & la morale, sans avoir sur ces sciences même les notions qu'on puise aujourd'hui dans les plus médiocres universités. — Du cabinet de ces Hottentots sortirent le *Militaire Philosophe*, le *Code de la Nature*, le *Christianisme dévoilé*, le *Système de la Nature* Catéchisme révolutionnaire complet, Manifeste anticipé du Jacobinisme, Manuel de tous les brigands lettrés

ou sans lettres qui ont subjugué la France depuis 1789.

La publication de ce dernier livre excita un orage, & produisit un schisme entre les *Philosophes*. *Voltaire* le réfuta, & en réprimanda les auteurs, *Damilaville* & *Diderot*; mais sans les émouvoir. *Damilaville* eût brûlé son père & ses enfans dans les flammes des trônes & des autels. *Diderot* perdoit la raison à toute remontrance contre ses fureurs, & ne pardonna jamais à *Voltaire* sa *pusillanimité*.

Après que le *Chantre d'Henri IV* eut payé de sa vie le sacrifice qu'il fit à son repos, en venant glorifier les *Frères* par sa présence dans la capitale, & les élever sur les gradins du piédestal où ils feignirent de l'élever seul; *Rousseau* perdu dans l'obscurité de la solitude, & dans les nuages de la misanthropie; d'*Alembert* hérita du sceptre, & le transmit bientôt à *Condorcet*.

Autour de ces deux hommes se rangèrent successivement les nouveaux Néophytes, recrutés parmi les littérateurs adolescens, les beaux esprits de province qui venoient se former à Paris, les candidats aux académies, les versificateurs sentencieux, & la tourbe des grimauds sans pain, sans renommée & sans talent, à qui

les cabales *philosophiques* promettoient souvent tout cela.

Tant que le Gouvernement conserva quelques Ministres respectés, son pouvoir entier, & l'habitude de verser des libéralités parmi les gens de lettres, il n'entra que dans fort peu d'esprits la pensée, le projet & l'espoir de le renverser; mais aussitôt que les Notables furent convoqués, les Parlemens en turbulence, le Ministère avili par le Cardinal de *Brienne*, & la trompette des Etats-généraux retentissante, tous les valets de la *philosophie* prirent l'essor. On les vit, en corps de bataille, souffler l'incendie, aiguillonner les scrupules, se rallier à la canaille, briser toutes les digues, conseiller tous les crimes, & les justifier *didactiquement*.

Du Clergé, de la Cour, de la Noblesse, de la Finance, du Barreau, des Régimens, des Lycées, on vit éclore un essaim de Platons populaciers & blasphémateurs, dont la sottise & l'insolence eussent fait rougir de honte leurs premiers instituteurs, dont les excès eussent fait regretter la vie à *Rousseau* & à *Voltaire*.

Parmi les questions oiseuses qui occupent les cercles, on a souvent agité celle de savoir lequel de ces deux écrivains avoit le plus contri-

bué à dépraver la raison des François, & à les diriger vers la Révolution.

Un de mes plus respectables compatriotes, dont l'autorité décideroit seule mon opinion, M. *De Luc* (1), n'hésite pas à prononcer contre *Rousseau*: depuis long-tems je partage ce sentiment.

Sans me permettre un épisode pour le justifier, j'observerai que *Voltaire*, plus goguenard que raisonneur, plus satirique que véhément, repoussoit par son cynisme, & refroidissoit par son rabâchage. Parlant à l'esprit plus qu'au sentiment & à l'imagination, trop superficiel pour les hommes instruits, trop scandaleux pour les hommes un peu scrupuleux, toujours prohibé, vendu clandestinement, & peu lu des classes intermédiaires & populaires, il vit son influence circonscrite dans ce qu'on nommoit la *bonne compagnie*, & dans quelques corps littéraires.—Il avoit compté sur l'empire du ridicule & de l'esprit pour conquérir la vanité, les prétentions, & l'immoralité. Ses enthousiastes étoient un Comte *d'Argental*, un *Thibouville*, un *Vilette*, un *d'Argence*; il n'y a pas jusqu'à

(1) Voyez *Lettres sur l'Histoire Physique de la Terre*. Paris, 1798. Discours Préliminaire, p. 107.

Madame *Du Barry* dont il n'eût ambitionné & espéré la conversion. Il attachoit peu d'importance aux suffrages plébéiens, & ne se flatta jamais d'obtenir celui des hommes de mœurs sages & sévères. Dans le nombre des incrédules qu'il a formés, on pourroit compter presque autant de personnes corrompues, ou d'une réputation morale entachée.

Rousseau, au contraire, a égaré l'honnêteté même: jusqu'à ses doutes persuadoient ses lecteurs de sa sincérité; en écrivant avec gravité, il fixoit l'attention; en écrivant avec éloquence, il entraînoit la raison & la sensibilité. Il a eu cent fois plus de lecteurs que *Voltaire* dans les conditions mitoyennes & inférieures de la société.—Enfin, *Rousseau* a imprimé la secousse décisive à l'opinion, par ses principes de droit politique. Son indépendance ombrageuse, la misère & le vagabondage dans lesquels il avoit passé sa jeunesse, son aversion pour toute espèce de supériorité civile, dictèrent toutes ses théories.—Il a ressuscité des *Levellers* & des Anabaptistes le dogme de l'égalité; sa haine pour la distinction des rangs perce dans chacun de ses ouvrages. Personne n'a plus ouvertement attaqué le droit de propriété, en le déclarant une usurpation. Il détestoit la Monarchie; il

voyoit la tyrannie jusques dans les Républiques constituées sur des balances de pouvoir; il s'est élevé contre les Gouvernemens mixtes, avec autant d'aigreur qu'il attaquoit les Gouvernemens absolus. C'est lui seul qui a inoculé chez les François la doctrine de la souveraineté du Peuple, & de ses conséquences les plus extrêmes. J'ai entendu, en 1788, *Marat* lire & commenter le *Contrat social* dans les promenades publiques, aux applaudissemens d'un auditoire enthousiaste. J'aurois peine à citer un seul Révolutionnaire qui ne fût transporté de ces théorèmes anarchiques, & qui ne brûlât du desir de les réaliser. Ce *Contrat social* qui dissout la société, fut le *Coran* des discoureurs apprêtés de 1789, des Jacobins de 1790, des Républicains de 1791, & des forcenés les plus atroces. Les dissertations de *Babeuf* sont autant d'analyses de *Rousseau* & d'applications de sa doctrine. Le seul publiciste d'une grande & légitime renommée que posséda la France, *Montesquieu* fut éclipsé par l'étoile de *Rousseau*, dont les disciples discréditèrent *l'Esprit des Loix*, pour faire triompher les funestes billevesées du *Contrat social*.

Par une singularité frappante, il est donc arrivé que le plus isolé des écrivains, qu'un

malheureux Etranger dans la retraite, sans partis, sans connexions de son vivant, ayant pour ennemis la pluralité des *Philosophes* de Paris, est devenu le prophète de la France Révolutionnaire : cette remarque le disculpe du moins d'avoir conjuré avec personne le bouleversement dont l'Europe est la victime, & de l'avoir préparé intentionnellement.

Voltaire, au contraire, prémédita, poursuivit, & gouverna avec méthode le projet de subvertir le Christianisme. Il forma dans les lettrés cet esprit de secte & d'enrôlement, qui rendit les *philosophes* puissance organisée, qui leur rallia la jeunesse, & qui concourut à enfanter les rassemblemens, convertis, depuis, en arsenaux révolutionnaires.

Mais, nous le répétons ; nul concert antérieur de doctrine ou de mesures, nulle intelligence commune, nul vœu uniforme dans la généralité des gens de lettres flétris du sobriquet de *philosophe*, ne précédèrent ce monstrueux assemblage d'événemens imprévus & au-dessus de toute prévoyance, qui ont plongé la France dans la barbarie.

Mably, dont les déclamations républicaines ont enivré beaucoup de modernes démocrates,

Mably frondeur brutal & excessif, étoit religeux jusqu'à l'austérité: au premier coup de tocsin contre l'Eglise Romaine, il eût jeté ses livres au feu, excepté ses sanglantes apostrophes à Voltaire & aux Athées.

Marmontel, *St. Lambert*, *Morellet*, encyclopédistes, ont été les adversaires de la Révolution. L'Abbé *Raynal* accourut de Marseille, exposant son repos & sa vie, pour en montrer la turpitude & le délire à ses fondateurs tout-puissans. Tel qui, six mois auparavant, citoit avec transport une de ses tirades aux bandits du Palais Royal, opina à le suspendre à la lanterne.

Diderot & *Condorcet*, voilà les véritables Chefs de l'école révolutionnaire.—Le premier avoit saisi dans toute sa plénitude le système d'énormités qui a fait le destin de la France: *Diderot* eut proclamé l'égalité avant *Marat*, les droits de l'homme avant *Sieyes*, la sainte insurrection avant *Mirabeau* & *La Fayette*, le massacre des Prêtres avant les Septembristes. Il fut l'auteur de la plupart de ces diatribes incendiaires, intercallées dans l'*Histoire Philosophique des deux Indes*, qui déshonorent cet ouvrage; & que *Raynal*, sur la fin de ses jours, avoit

avoit proscrit avec horreur d'une nouvelle édition qu'il préparoit. (2) Qui a entendu *Diderot* converser sur les Gouvernemens, sur la Religion & sur l'Église, n'a rien eu à apprendre de la Révolution. Lorsque les économistes vinrent à leur tour gouverner l'Etat avec leurs logogriphes, leur *impôt unique*, leur despotisme légal, &c. *Diderot*, se moquant de leurs réformes, les comparoit à *des médecins qui travailloient sur un cadavre*. Ce cadavre étoit la Monarchie Françoise.

Tous les lettrés frénétiques qui, la plume à la main, ont depuis 1788 poussé le char sanglant de l'anarchie & de l'athéisme, *Chamfort*, *Grouvelle*, *Garat*, *Cerutti* & cent autres plus obscurs, furent engendrés par *Diderot*, perfectionnés par *Condorcet*.—Ils décrièrent & diffamèrent les savans plus modérés, qui, épris des nouveautés avant 1789, reculèrent d'effroi devant les premiers crimes des Novateurs.—C'est donc une méprise d'attribuer à l'universalité des

(2) Ces morceaux postiches sont faciles à distinguer par le style, & par leur virulence. J'en ai vu l'état & le prix entre les mains de M. D. ancien Receveur des Finances, qui conclut le marché entre *Raynal* & *Diderot*. Ce dernier reçut de son confrère 10 mille livres tournois pour ces amplifications convulsives, qui sont une préface du code révolutionnaire.

Philosophes, l'universalité des complots, des maximes & des forfaits qui ont envahi la France depuis dix ans.

Mais le reproche dont on ne sauroit les laver c'est d'avoir accéléré la dégénération & la dépravation Françoises, en affoiblissant les appuis de la morale, en rendant la conscience raisonneuse, en substituant à des devoirs observés par sentiment, par tradition, & par habitude, les règles incertaines de la raison humaine & des sophismes à l'usage des passions; c'est d'avoir rendu problématiques toutes les vérités, & introduit ce scepticisme présomptueux, qui conduit à de pires égaremens que l'ignorance; c'est d'avoir ébranlé tout ce que le tems, l'expérience, & la saine philosophie, avoient consacré, & préparé ainsi l'anarchie publique par l'anarchie de l'esprit.

Leur légèreté y concourut avec leur amour-propre. *Spinosa*, *Hobbes*, *Vanini*, *Bayle*, *Collins*, ensevelis dans l'étude & métaphysiciens, abstraits, ne cherchoient à être lus & n'étoient lus que des savans. Quelque dangereuses que fussent leurs opinions, elles ne s'échappoient point au-delà d'un cercle très-limité. Mais les dogmatiseurs Parisiens prêchèrent au public, dispensèrent leurs lecteurs des connoissances,

les séduisirent par les agrémens de l'élocution. Répandus dans la société, ils la pénétrèrent de leur doctrine; renoncèrent aux gros livres qu'on ne lit point, & démontrèrent l'athéisme dans des romans, l'imposture de la révolution dans des quolibets, la vanité de la morale dans des historiettes, & l'art social dans des proverbes. Avec des abstractions, des preuves, & des recherches, ils eussent ennuyé le beau monde: ils le conquirent en lui apprenant qu'on pouvoit douter de tout sans rien savoir, & savoir tout sans rien étudier.

Comme depuis trente ans, aux prétentions de la naissance, de la fortune & du crédit, il étoit devenu indispensable à Paris d'ajouter celle d'homme d'esprit, pour en obtenir le titre on en caressoit les distributeurs: De peur de passer pour un sot, on prit la livrée de la liberté & de l'incrédulité. Un courtisan, un colonel, un conseiller, ou une comédienne, honorés une fois d'un brevet de *philosophie* dans quelque lettre privée de *d'Alembert* & de *Voltaire*, ou dans le Journal de Paris, se jugeoient immortels.

C'est ainsi que Paris se couvrit de *Philosophes*. Depuis le marmouset imberbe qui bégayoit des blasphémes dans les bureaux d'esprit,

jusqu'au Marquis de *Vilette* & au portier des académies, la Confrérie s'aggrégea toutes les espèces. Jamais un délire plus impertinent ne déshonora une nation. Il y avoit loin de cette prostitution Parisienne aux écoles de Pythagore & du Portique.—Qu'auroient dit *Platon*, *Epictète*, *Aristote*, *Montaigne*, *Leibnitz*, *Newton*, & *Locke*, de cette mascarade introduite dans le sanctuaire de la science & de la raison?

La frivolité de Paris fut donc le puissant auxiliaire de la frivolité *philosophique*. Dans nul autre pays, les écrits les plus audacieux n'eussent entraîné une crédulité si générale & si enthousiaste: dans nul autre pays, une secte effrénée n'eût été aussi favorisée par l'irréflexion & l'exaltation naturelles des esprits.

En général, lorsque dans les Gouvernemens absolus l'opinion a relâché ses chaînes, elle ne tarde pas à les briser, & parcourt les extrêmes en un clin-d'œil; par la même cause qui multiplie les athées dans les contrées livrées aux superstitions.

Qu'une Convention Nationale eût été érigée à Londres, à Madrid, ou à Vienne, dans des circonstances analogues à celle où se trouvoit la France en 1789, auroit-elle offert ce spectacle de fous échappés des Petites-maisons, pro-

clamant leurs lumières comme la loi du genre humain, & d'une magnifique hiérarchie sociale, se reportant subitement aux élémens de l'état sauvage ?—Ici se retrouve le génie immodéré, impétueux & confiant de la nation; imprimant à la Révolution le caractère le plus excessif. Les François s'étoient assemblés pour régler ou pour limiter la Monarchie; ils en ont fait une Démocratie royale, ensuite une République anarchique. Trop de fonctions exclusives étoient l'appanage de la Noblesse: ils ont réservé les emplois à des savetiers, des copistes, des clercs de procureurs, des avocats de province, des moines défroqués, des marchands, des juges de paroisse, des faiseurs de romans, des compilateurs de gazettes. Quelques privilèges de cette même Noblesse étoient abusifs; ils l'ont dégradée & dépouillée de ses propriétés: ils se plaignoient des richesses du Clergé, & n'ont souffert aucun milieu entre son opulence & sa ruine, entre son éclat & sa proscription. Des préjugés excommunioient les comédiens; ils en ont fait des législateurs. Les *Philosophes* avoient réclamé la tolérance religeuse; leurs commentateurs ont renversé toutes les religions. On feroit un volume de ce parallèle. J'ose le terminer par une prédiction; c'est que la mê-

me fougue ramènera un jour les François, s'ils redeviennent maîtres de leur sort, à l'exaggération la plus oppcsée.

Mais le caractère le plus spécial que la perversité *philosophique* ait communiqué à la Révolution, est celui-ci: — Presque tous les siècles avoient vu de grands crimes mais nul encore, la théorie des crimes publics & privés, érigés en système d'Etat & en droit public universel, par des *Législateurs*, parlant au nom de la *raison* & de la *nature*. Ce nouveau genre d'hypocrisie ou de fanatisme étoit encore inconnu. Il falloit l'alliance des doctines du tems avec les mœurs de ses professeurs, pour produire ce tableau d'un Peuple *régénéré* par l'athéisme, par l'assassinat, par l'incendie, le brigandage, & le sacrilège ; ce tableau d'un Peuple dont les Représentans & les Chefs successifs ne commettent point le crime dans la fureur, mais le discutent didactiquement, le motivent, le délibèrent, en étudient les moyens avec recherche, le préconisent avec éloquence, s'applaudissent à l'approche de ses succès, le prononcent avec solemnité, l'exécutent de sang-froid, & répondent par des éclats de rire aux lamentations de leurs victimes.

ABRÉGÉ DES NOTICES CONTINENTALES,

Pendant le Mois de Février dernier.

DANS une de ses lettres écrites à *Voltaire* en 1738, *Frédéric le Grand*, parlant de je ne sais quel plan du Maréchal de *Villars*, dit que ce projet intriguoit plus d'une Puissance: — " Ou je suis bien trompé," poursuit-il, " ou " il nous prépare des événemens qui bouleverseront des empires, & qui feront changer la " face de l'Europe. La comparaison que vous " faites met très-bien en évidence la force des " François & la foiblesse des Puissances qui les " entourent; elle en découvre la raison, & permet à l'imagination de percer dans *les siècles* " *qui s'écouleront après nous*, pour y voir le " continuel accroissement de la Monarchie " Françoise, émané d'un principe toujours constant, toujours uniforme de cette Puissance " réunie sous un *Chef despotique*, qui, selon " toutes les apparences, *engloutira un jour ses* " *voisins*."

Lorsque *Frédéric* écrivoit ces paroles, il se

doutoit peu que, 60 ans après, sa prédiction seroit à la veille de s'accomplir, sous la France république révolutionnaire & soumise à cinq aventuriers despotiques; que des *Brutus* & des *Aristides*, sortis de la poussière de la chicane, des échopes de savetiers, & des galetas des *scribblers*, jeteroient les fondemens de cette catastrophe; que des caporaux, des sergens, des adolescens dont la plupart n'avoient vu manœuvrer de soldats que sur les théâtres, montreroient assez d'audace & de capacité pour avancer l'ouvrage; & qu'au milieu de cette subversion, le Continent presque entier, stupéfait & hébété, ne sachant quel parti prendre, se laisseroit dépécer, membre par membre, dans l'espoir d'obtenir bientôt le *statu quo*.

Neuf années de la plus horrible révolution se sont écoulées (une seule valoit un siècle d'expérience); dans la dernière, le Pape, la Suisse, Malte & le Roi de Sardaigne ont péri; la dixième s'est ouverte par la chûte du Roi de Naples; tous se sont écroulés, pour ainsi dire, en pleine paix, & il existe encore un Congrès à Rastadt! Et l'on s'y amuse à recevoir depuis quinze mois des mortifications & des soufflets, à frissonner à chaque Note Di-

rectoriale, & à pousser des soupirs vers la paix!

Ce malheureux Continent assiste au détrônement des Rois & au pillage des propriétés, comme à un spectacle. Tout ce qu'on lui a représenté, prédit, fait toucher au doigt, tout ce que l'expérience & le Directoire lui ont démontré en traits de feu, tout ce qu'il éprouve, tout ce qu'il est à la veille d'éprouver, rien n'a pu l'émouvoir jusqu'ici. La baguette Françoise semble l'enfermer dans un cercle magique, où il tourne sur un pivot invariable, sans pouvoir quitter la route qui l'achemine au précipice.

Après avoir parcouru les informations & les nouvelles arrivées par les malles arriérées, on se trouve sans issue dans le labyrinthe où la plupart des Cabinets sont égarés, sans oser en franchir l'enceinte.

And found no end, in wandering mazes lost.

Nous ne perdrons point nos Lecteurs dans cette complication de craintes, d'espérances, d'agitations, d'incertitudes & d'énigmes qui tourmentent le Continent. — Le plus sombre pinceau ne rendroit que foiblement la déplorable anxiété d'une moitié de l'Europe, & la désola-

tion de l'autre. — C'est pis que l'Italie à l'invasion des Huns & des Alains; c'est l'esprit de Carthage à la fin de la seconde guerre Punique; c'est cette combinaison de terreur, de vertiges & d'irrésolution, qui précéda toutes les grandes catastrophes.

Imaginez des malheureux ensevelis dans les flammes de la terre tremblante, au milieu des édifices renversés, des brigands qui les saccagent, & dans l'attente d'une nouvelle secousse plus meurtrière; tel est le tableau de tous les peuples incorporés à la France, ou révolutionnés par elle. Imaginez les voisins & les spectateurs de cette convulsion, se jugeant dévoués à en être frappés, & de peur d'en être atteints, demeurant immobiles au sein de leur discorde, de leurs lamentations, & de leurs dangers; telle est l'image de l'Allemagne. De Gibraltar à Copenhague, chacun voit la foudre près de tomber; mais la redoute beaucoup moins que l'usage du paratonnerre.

Lorsque l'ame oppressée de ce tableau de deuil, il détourne sa vue du Continent, pour la fixer sur la sérénité & la sécurité de l'Angleterre, il n'est pas un habitant de cette contrée qui ne s'agenouille devant DIEU, & qui ne bénisse la vertu publique.

Graces aux détails que fournissent le volume des correspondances & des papiers publics de l'Empire & de l'Italie, quelques-uns des événemens annoncés antérieurement par les Gazettes Françoises, sont éclaircis, de manière à pouvoir guider le jugement sur la situation des affaires générales.

De Mondovi aux frontières de la Calabre, on marche dans le sang, au milieu d'une chaîne d'oppresseurs impitoyables & d'opprimés impatiens, d'assassinats, de révoltes, d'extorsions, de convulsions anarchiques & de fureurs militaires. Dans un de ses dialogues *Lucien* introduit *Jupiter* sortant d'un bon repas & des bras de *Junon*, & mandant les Dieux à son audience: — " Maintenant, " leur dit-il, " je vais " gouverner; exécutez mes ordres: j'envoie la " peste en Afrique, la guerre en Europe, la " famine en Asie." Le Directoire, qui *gouverne* ainsi que *Jupiter*, le surpasse en génie: tous les fléaux, il les a réunis sur la malheureuse Italie.

Sa générosité a débuté en Piémont par faire payer aux habitans aisés une somme de *deux millions* tournois pour étrennes de la nouvelle année. Il a divisé en deux classes les Nobles, le Clergé, les propriétaires opulens, les an-

ciens serviteurs de l'Etat: 60 des plus qualifiés ont été déportés en France par *mesure de sureté*; le Comte & le Chevalier de *Revel* sont du nombre: les autres sont enfermés, ou sous la tyrannie d'une surveillance inquisitoriale. — On a lu dans les Gazettes du Directoire, & les Jacobins étrangers n'ont pas manqué de répéter après elles, que les *libérateurs* du Piémont y avoient été reçus du *Peuple*, avec des transports d'allégresse & de reconnoissance. — Ces prétendues dispositions publiques n'ont pas empêché que les ordonnateurs François ne fussent obligés de désarmer toutes les communes, & d'ériger dans les principales villes un tribunal révolutionnaire, chargé de *réprimer les ennemis du nouvel ordre, de punir les alarmistes & autres crimes de lèze-nation*. La violence de ces mesures occasionna à la fin de Décembre une insurection générale dans le Montferrat: il a fallu employer les troupes & les potences, combattre & tuer pour éclairer l'entendement des insurgés. — La guerre des stilets ne discontinue point; quelques misérables, vendus à la République Françoise, & nommés par ses agens, administrent le Piémont sous le nom de *Gouvernement provisoire*: ils ont voté leur réunion à la France, & sollicitent aujourd'hui de la bien-

faisance du Directoire, l'accomplissement de cette ignominie.

L'armée Piémotaise, au moment de son incorporation à celle des François, s'élevoit à peine à dix mille hommes: on l'a entièrement disloquée & expatriée. Les régimens Suisses qui en faisoient partie, ont été livrés par le Gouvernement Helvétique, fondus dans l'armée Françoise, & mis sous les ordres de MM. de *Bachman* & de *Zimmerman*, l'un & l'autre anciens officiers au service de France, tous deux ayant eu un frère égorgé à l'époque du 10 Août 1792, & entrés l'année suivante au service du Piémont.

Si, de cette contrée, on passe en Lombardie, on y trouve la même dissolution, le même désespoir, & une interminable agitation. Patriotes & Royalistes, tous sont également révoltés à Milan du joug de fer qui les écrase. Le Duché de Guastalla, celui de Gonzague, & une partie du Modénois, ont éclaté à la fin de Janvier par une insurrection. A la même date, les François n'avoient pu parvenir encore à appaiser celle du patrimoine de St. Pierre, & qui s'étendoit d'Orviette à Civita Vecchia. Tous ces mouvemens intempestifs,

fruits du désespoir, n'aboutissent qu'à aggraver la désolation publique. Aussitot rentrés dans Rome, les François y ont signalé leur *clémence* par des exécutions militaires: c'est en déployant les grandes mesures de terreur, & par une effusion continuelle de sang, qu'ils maintiennent en Italie leur domination exécrée : Lucques, subvertie par eux, a vu piller ses caisses, ses arsenaux, ses magasins, & imposer sur sa ruine une contribution de six cent mille ducats: toute la souplesse de la Cour de Florence n'a pu la sauver d'un tribut de deux millions tournois.

Il ne fût pas resté un seul François en deça du Pô, au 1er de ce mois, si l'Empereur eût agi en même tems que le Roi de Naples. Toutes les opinions éclairées sont unanimes à cet égard. Prévenu à tems, le Roi de Sardaigne eût pu donner celui de venir à son secours : Les François n'étoient prêts & en force ni dans la Cisalpine, ni dans l'Etat Romain. Les enthousiastes, les poëtes & les poltrons, attribueront sans doute les nouveaux succès de la Révolution à sa magie & à l'enchantement de ses invincibles armées; mais le bon sens & l'histoire n'y verront que l'ouvrage du vertige, des

combinaisons incohérentes, de la division ; & des fautes interminables qui ont distingué toutes les opérations de la guerre continentale.

La route de mer étant la seule ouverte entre le royaume de Naples & le reste de l'Europe, les François ayant saisis toutes les autres avenues, on n'est instruit que par eux ou par quelques lettres de la Toscane, du sommaire des événemens qui ont précédé & accompagné l'entrée des Vandales de la Gaule dans Naples. Ils y sont parvenus sur les cadavres de 15,000 des leurs, que leur coûte cette conquête mal affermie.

Il résulte de ces rapports, qui laissent à desirer beaucoup de dates & d'éclaircissemens, que l'infanterie Napolitaine, à l'exception d'une colonne conduite par le Comte *Roger de Damas*, a trahi & abandonné son Souverain & son Général. Des 7,000 Napolitains débarqués à Livourne, une partie a déserté, & l'autre a remis à la voile, ainsi que 1500 hommes, débris de la division de M. de *Damas*. Cet Emigré François a déployé autant d'intelligence que de valeur, pour arriver en Toscane, & échapper au Général *Kellerman*, qui l'entouroit avec des forces très-supérieures. Il s'ouvrit la route par une contenance intrépide, & en sou-

levant autour de lui les campagnes, qui suspendirent & harcelèrent la poursuite de l'ennemi.

Le Roi en fuite, Pescara & Gaëte livrés sans résistance, l'armée infestée de traîtres, de lâches, & de défiances, le Général *Mack*, le Viceroi Prince *Pignatelli*, & les autres Chefs en autorité, espérèrent sauver la Monarchie, & préparer une négociation par un armistice. Cette convention dérisoire fut traitée à Capoue, & conclue en ces termes, le 10 Janvier:

ART. I. La ville de Capoue, telle qu'elle se trouve, avec ses magasins de tous genres, sera remise demaine, à 10 heures du matin, à l'Armée Françoise, bien entendu que l'artillerie & les munitions de guerre, qui auroient pu en être tirées pour le camp retranché, lui seront rendues. Un Officier & un Commissaire des guerres François entreront ce soir dans cette place, pour vérifier l'état des munitions & les recevoir.

ART. II. L'Armée Françoise, appuyant sa droite à la Méditerannée, occupera la rive droite de l'embouchure des lacs Napolitaine, Acerra & la chaussée de Naples, qui passe par Acerra, Arienzo, & Benevent. Elle tiendra garnison dans toutes les villes & villages de ce pays.

ART. III. La ligne de démarcation se continuera depuis Benevent jusqu'aux bouches de l'Ofanto, prenant la rive gauche de cette rivière & la rive droite du Lombardo.

ART. IV. Les troupes Napolitaines, qui pourroient se trouver sur le territoire de la République Romaine, l'évacueront aussitôt.

ART. V. Les ports des Deux Siciles seront déclarés neutres; ceux du Royaume de Naples, aussitôt après la signature du présent acte; & ceux de la Sicile, aussitôt que le Roi de Naples aura envoyé de Palerme son Ambassadeur à Paris pour traiter de la paix. En conséquence, il ne sortira des deux royaumes aucun vaisseau de guerre Napolitain, de même qu'il n'y sera reçu aucun vaisseau des Puissances en guerre avec la République Françoise; & tous les vaisseaux de ces

Puissances, qui s'y trouveroient dans ce moment, en sortiront aussitôt.

ART. VI. Pendant tout le tems que durera l'armistice, il ne sera fait aucun changement aux autorités administratives sur le territoire occupé par les François.

ART. VII. Aucun individu ne sera inquiété pour ses opinions politiques.

ART. VIII. Le Roi des Deux Siciles payera à la République Françoise dix millions de livres tournois, dont cinq le 26 Nivose, présent mois, correspondant au 15 Janvier 1799, & les cinq autres le 6 Pluviose, qui correspond au 25 Janvier, même année. Ces payemens se feront à Capoue; & le ducat sera reçu à raison de 4 livres de France.

ART. IX. Les relations ordinaires de commerce, entre Naples & le territoire occupé par l'Armée Françoise, subsisteront comme auparavant, avec la réserve que l'approvisionnement de cette armée n'en souffrira point. Il est également convenu, que la réciprocité du commerce de l'Armée Françoise avec le territoire occupé par les Napolitains, aura lieu, avec exemption de tout droit.

ART. X. Le présent Traité d'armistice sera soumis à l'approbation des Gouvernemens des deux Puissances. Si l'un ou l'autre refuse de le ratifier, les Généraux Commandans s'en donneront réciproquement avis trois jours avant de recommencer les hostilités.

Fait au camp sous Capoue, *le* 21 *Nivose* (10 *Janvier*), *an* 7 *de la République Françoise*.

(Signé) CHAMPIONNET.
Le Prince de MILIANO.
Le Duc de GESSO.

Il paroît qu'à la suite de cette transaction, & Capoue aux mains de l'ennemi, le Général *Mack*, revenu à Naples, y avoit trouvé le Peuple dans la fermentation, l'accusant d'avoir trahi le Roi & le pays, & refusant de reconnoître l'armistice. Pour se soustraire à leur fureur, il ne lui resta d'autre ressource que de se rendre à *Championnet*.

Aussitôt le Peuple se leva en masse, & s'adjoignit les paysans de la campagne; cette cohue désordonnée, à laquelle se réunirent quelques corps de milices, jura de défendre Naples & de repousser les François; elle marcha au-devant d'eux entre Aversa & Capoue. On varie sur la date de l'action qui s'engagea; mais cette bataille opiniâtre, qui suivant les uns eut lieu le 12, & suivant d'autres le 17, est incontestable. A trois reprises les François furent contraints de se replier, & ne durent la victoire qu'au secours que leur conduisit *Championnet* en personne. Le Général *Rey* qui commandoit cette journée, fut blessé mortellement; le Général *Favre*, & nombre d'officiers de tout grade, tués: *Championnet* lui-même eut le bras fracassé.

Après sa déroute, la cohue des Lazzaroni & des villageois se replia sur Naples, plongée dans les horreurs de la discorde civile & de l'anarchie, unies à la guerre étrangère. Le départ de la multitude avoit été précédé d'une insurrection populaire universelle. Là, comme en Suisse, les cris de *trahison* dénonçoient non-seulement les partisans de la Révolution, mais encore le Gouvernement lui-même & les Généraux: 20,000 Lazzaroni s'étoient portés & ar-

més à l'arsenal ; sans Chef & sans plans, ils s'emparèrent des châteaux, massacrèrent les Patriotes, s'attaquèrent indistinctement à tous les ordres, & forcèrent le Viceroi, les autorités publiques & l'Etat-major à la fuite ou à la retraite, & pillèrent les maisons de ceux qu'ils déclaroient ennemis publics.

A peine cette troupe furieuse eut-elle marché contre les François, que les Révolutionnaires Napolitains prirent leur revanche, s'emparèrent à leur tour des principaux postes, & envoyèrent une députation à *Championnet*. Au retour des *Lazzaroni*, le sang recommença à couler dans Naples même, théâtre de massacres & de pillages. Cette horrible confusion ne cessa point à l'approche des troupes ennemies : le Peuple les attendit de pied ferme dans les rues barricadées ; elles eurent à essuyer le feu des maisons, des terrasses, des portes, & ne furent maîtresses de la ville qu'après une journée entière de carnage.

Tel est le résumé le moins confus qu'on puisse tirer des différens rapports jusqu'à ce jour. On y voit que le parti auxiliaire des François avoit préparé cette subversion ; qu'en se déployant il fit éclater la fureur du Peuple ; & qu'on dirigea les soupçons & la rage de ce

dernier contre les membres les plus fidèles du Gouvernement, afin de ne laisser à Naples d'autre alternative que d'être saccagée & ensanglantée par les Lazzaroni, ou d'admettre les François. Tous les gens timides ou prudens, les propriétaires, les autorités, se joignirent ainsi aux révolutionnaires, pour invoquer l'armée ennemie contre la multitude. Le tems seul nous apprendra à débrouiller ce cahos, dans lequel figure un Prince *Militerno*, Chef des Lazzaroni, & en intelligence avec Championnet, tour à tour servant & trahissant cette populace frénétique, dont l'intrépidité doit faire rougir les conditions supérieures, & dont les excès peuvent instruire les hommes de tout état & de tout pays, des horreurs de tout genre qu'il faut traverser pour consommer aujourd'hui des Révolutions.

L'armée Françoise a été tellement affoiblie par ses pertes, qu'elle s'est trouvée hors d'état de poursuivre sa conquête. L'image du Vésuve qu'elle a sous ses yeux, est celle de Naples même, où les François auront à maîtriser le bitume & le salpêtre, & à défendre leurs vies comme sur le champ de bataille. — La Calabre intacte est sous les armes.

Le Directoire a persévéré dans son silence sur ces événemens. Au 28 Février, il n'avoit

laissé percer aucune relation : celles que renferment les Gazettes de Paris, sont transcrites des Feuilles de Milan. Cette réticence opiniâtre confirme le déplaisir avec lequel, le Gouvernement François a reçu l'annonce de *triomphes* achetés à un tel prix. Il a disgracié *Championnet*. Pour remplacer les vides de l'armée de Naples, on a fait partir en diligence de la Lombardie & de la Romagne, différens corps de troupes. On peut dire sans figures, que cette armée de Naples sera renouvelée : la neutralité de l'Empereur permet aux François ces déplacemens, à l'aide desquels ils acheveront de réduire l'extrémité du Royaume de Naples.

Parmi les fables qui ornent les papiers de Paris, on aura lu celle d'une insurrection en Sicile, occasionnée, disoient les fabulistes, par l'amitié des Siciliens pour les François. Malheureusement, une dépêche officielle du Citoyen *Belleville*, ancien valet-de-chambre de l'Ex-Doge *Cambiaso*, & aujourd'hui Ministre de la *Grande Nation* a Gènes, a appris au Directoire l'espèce de tendresse qu'avoient les Siciliens pour le François. Ce *Belleville*, le 16 Février, a informé ses maîtres que, le 6 du mois précédent, un des bâtimens Génois de transport, restés à Alexandrie, avoit abordé à Augusta en

Sicile (port entre Catane & Syracuse.) Il portoit en France un trésor de pillages, confié aux soins du Commissaire-Ordonnateur Sucy, & 80 officiers ou soldats François. Pendant qu'on envoyoit à Palerme prendre les ordres de la Cour, le peuple d'*Augusta* a forcé le lazaret où les François faisoient quarantaine, & a massacré *Sucy*, son secrétaire, huit officiers & leurs compagnons, à l'exception de 21 qui ont échappé avec l'équipage Génois.

Forcés de remettre au Numéro suivant le précis des principaux faits qui peuvent caractériser l'état du reste du Continent, nous nous bornerons à dire que, le 18 Février, la question de la paix ou de la guerre entre l'Empereur & la France étoit encore indécise.

Le 14 la rupture paroissoit inévitable; le 16 un Courier de Vienne arrivé à Rastadt, diminua la frayeur publique. Quelle que fût la nature de ses dépêches, il en est résulté une prolongation de trêve entre les deux Etats, ou ajournement du terme péremptoire intimé à l'Empereur pour assurer le Directoire de la retraite des Russes, des espérances plus pacifiques, & peut-être quelque nouvelle ouverture dilatoire.

MERCURE BRITANNIQUE.

N.° XV.

MARS 25, 1799.

Tableau Historique et Politique des Pertes que la Révolution & la Guerre ont causées au Peuple François, dans sa Population, dans son Agriculture, ses Colonies, ses Manufactures & son Commerce. Par Sir Francis D'Ivernois. Vol. de 500 pages. A Londres, chez *De Boffe*, Libraire, Gerard-street.

Second Extrait (communiqué.)

APRÈS avoir classé & suivi dans le plus grand détail tous les désastres de la Révolution, *Sir F. d'Ivernois* en présente le résumé dans un tableau estimatif, dont il dit lui-même qu'il seroit difficile de vérifier les calculs. Son résultat est que l'ancien capital du Peuple

François est aujourd'hui déprécié *des quatres cinquièmes*, & son revenu réduit des deux tiers.

Cet ancien capital est estimé par l'auteur à trente milliards pour la valeur des terres, & vingt milliards pour les autres propriétés non rurales, telles que les maisons de villes, les établissemens dans les colonies, le fonds de la dette publique, les meubles, bestiaux, les instrumens des arts, les vaisseaux, les fonds employés dans le commerce, les créances sur l'étranger; enfin, trois milliards de métaux précieux monnoyés ou ouvragés.

Cette réduction du capital de la France de 50 milliards à 10, ne peut être, l'auteur en convient, qu'un calcul *approximatif*, dont il développe les élémens; mais on conçoit sans peine, que ce capital a dû effectivement subir une diminution effrayante, par deux causes sensibles.—La violation des propriétés a nécessairement fait baisser la valeur des terres dans une proportion connue, qui peut être fixée à trois cinquièmes; & l'épuisement sans reproduction des valeurs mobilières tend aussi à un appauvrissement progressif, mais dont la mesure & les limites échappent au calcul; sauf l'article de la dette publique, dont la banque-

route est bien positivement pour les créanciers une perte des deux tiers en revenu ou capital, en supposant qu'on leur paie l'autre tiers, ce qui n'est pas encore arrivé.

" Il est essentiel d'observer, dit *Sir F. d'Ivernois*, que cette énorme réduction de capitaux n'est guère plus causée par l'anéantissement des richesses réelles de la France, que par le déchet qu'elles ont éprouvé dans l'opinion. Cela est si vrai, que la valeur des terres pourroit doubler soudainement, le jour même où le Roi légitime remontera sur le trône, & que s'il prend des arrangemens solides & bien combinés pour payer seulement 60 millions des intérêts dûs par la Monarchie, les titres constitutifs de la dette publique qui représente à peine aujourd'hui 200 millions, pourroient représenter un capital de plus d'un milliard."

L'auteur s'aide dans ses recherches, des opinions les plus accréditées sur les richesses réelles & mobiliaires, rurales & industrielles, de la France & de l'Angleterre. Il examine quel étoit avant la Révolution, & quel est aujourd'hui dans l'un & l'autre pays, le revenu imposable. M. *Pitt* l'a estimé pour l'Angleterre, dans un de ses derniers discours, à 127 mil-

lions sterl. & demi ; *Sir F. d'Ivernois* porte à la même somme le revenu imposable de la France avant la Révolution : mais d'après toutes les réductions que nous venons d'indiquer, il lui en reste à peine le tiers, c'est-à-dire un milliard imposable.

" Tels ont été les fruits de la grande con-
" fiscation nationale, des séquestres, des em-
" prunts forcés, du *maximum*, des réquisitions ;
" mais par-dessus tout, de ce papier-monnoie
" qui a entraîné une banque route de 44 mil-
" liards d'assignats, de 2 milliards & demi de
" mandats, de plusieurs centaines de millions
" d'ordonnances, & des deux tiers, ou plutôt
" de la totalité des fonds publics, tant anciens
" que nouveaux ; de la diminution des riches-
" ses publiques, & des revenus des contribua-
" bles." L'auteur conclut avec raison l'impossibilité de payer, non-seulement la même somme d'impôt, mais même de les exiger dans les mêmes proportions que ci-devant. " Tel pro-
" priétaire d'un revenu net de 2000 liv. tour-
" nois peut, à la rigueur, en dévouer 500 aux
" dépenses publiques ; mais si quelque diminu-
" tion subite dans son revenu le reduit à 1000
" liv. il n'y a plus moyen d'exiger de lui la
" même proportion d'un quart, qui seroit 250

" liv. Dans le premier cas on ne lui demande qu'une partie de son superflu ; dans le second, on lui arracheroit évidemment une partie de son nécessaire. — Qu'au contraire le contribuable voie croître son revenu d'un tiers, il pourroit sacrifier cet accroissement aux dépenses publiques : telle est la raison pour laquelle le Peuple Anglois est proportionnellement moins chargé qu'autrefois, en payant beaucoup davantage le Peuple François l'est infiniment plus, en payant beaucoup moins."

Ces observations cumulées conduisent l'auteur à la découverte d'un déficit énorme dans les finances Françoises. Il n'estime guères la recette de la trésorerie, en taxes proprement dites, à plus d'un demi-million par jour ; & comme il porte la somme des dépenses ordinaires & extraordinaires, nationales & départementales, avec les frais de perception, à environ trois millions par jour, il en conclut qu'elles s'élèvent presque à la totalité du revenu territorial & industriel de la France.

Sir F. d'Ivernois prouve avec *Montesquieu*, *que, là où presque tout est emporté par les nécessités des citoyens, il ne reste que peu pour les nécessités de l'Etat.*

Nous ne le suivons pas dans le développemens qu'il donne à cette vérité fondamentale de son ouvrage, & qui en forment un des principaux mérites.

Après avoir établi l'insuffisance des revenus ordinaires, & l'impossibilité de les augmenter par des contributions légales, *Sir F. d'Ivernois* expose les objections qu'on peut lui faire, & celles qui lui ont déjà été faites, sur les moyens d'un gouvernement révolutionnaire, *qui peut atteindre aux dernières ressources avec l'action du despotisme, & les formes de la liberté. Est ce le numéraire qui s'enfuit? ils vont droit aux choses réelles par la voie des réquisitions. A-t-on besoin de promesses? ils en donnent.—A-t-on besoin d'y manquer? ils y manquent.—Tant qu'il restera une gerbe de paille ou une botte de foin dans un grenier, elles seront sa propriété.*

Nous ne pensons pas que ces objections, & beaucoup d'autres, se trouvent entièrement résolues dans le Chap. X, qui présente *l'impossibilité où sont les Chefs François, de revenir aux confiscations, aux réquisitions, aux emprunts forcés*, enfin à tout ce qu'on appelle ressources révolutionnaires.—Il y a deux manières de calculer celles du Directoire, l'une

par ses registres & ses papiers officiels ; l'autre, par ses principes & ses procédés.

Sir F. d'Ivernois adopte la première, & on doit lui savoir gré de ses recherches; elles ont le grand but d'utilité de montrer à nud ce squelette hideux : mais s'agit-il d'attaquer le monstre & de le terrasser, au crédit des états, des bordereaux, des discours, & des messages officiels, il faut ajouter celui des événemens; c'est l'impulsion qui les produit qu'il faut apprécier, dans le passé, le présent, & l'avenir. Loin de nous l'idée de démontrer ici comment M. *d'Ivernois* pourroit exaggérer dans ce qu'il appelle *l'impuissance des usurpateurs François* : on ne peut qu'en frémissant fixer les yeux sur cet arsenal de crimes qui sont encore à leurs ordres; & quelque fécond que soit en ce genre leur génie, s'il peut leur en échapper un, gardons-nous de le leur indiquer ! Mais ce que nous savons très-bien, c'est que tout ce qui est possible à la scélératesse en danger, ils le tenteront ; & que jusqu'au dernier filet de sang, jusqu'à la dernière pièce de billon, ils l'épuiseront avant de se rendre.

Ce qu'on peut appeler un systême de finances, n'existe que nominalement en France, ainsi que toute autre partie du systême social.

La liberté, la justice, le droit naturel, le droit politique, y sont dans la même situation où se trouve le Grand Mogol dans l'Indostan : les Marattes lui ont crevé les yeux & le tiennent en prison; mais le monnoie se frappe toujours en son nom, & c'est encore sa Chancellerie qui expédie les diplômes des Nababs, & des Soubahs, usurpateurs de sa puissance.

Le Directoire, comme les Princes Indiens, se sert toujours des formules usitées & de la langue vulgaire dans les actes extérieurs de son gouvernement; mais pour le mouvement intérieur de cette machine infernale, il emploie d'autres ressorts que ceux qu'on apperçoit; les mots même ont une autre acception.

La Faction dominante! c'est là qu'il faut chercher la République, les richesses, la puissance nationale. Hors de cette enceinte on ne trouve que des esclaves & des ruines.

Sans doute la population de la France a décru dans une effrayante proportion; des ruisseaux de sang ont coulé & ne sont pas taris : son agriculture ne peut que décliner; sa marine, son commerce, ne sont plus; ses colonies périssent; son industrie languit, faute de bras & de capitaux; mais la puissance malfaisante qui produit tous ces fléaux, n'en est point affoiblie

foiblie dans son intensité tyrannique : sa détestable origine l'a conduite aux combinaisons les plus funestes, pour tous les Gouvernemens qui n'auroient ni la volonté ni les moyens de l'exterminer.

Ce n'est ici ni la tyrannie d'un seul, ni l'énergie d'un Peuple libre, ni l'ambition seule de la France République, contre laquelle il faut s'armer ; encore moins faut-il flétrir du reproche de lâcheté, la généralité des François opprimés. Tous les peuples ont eu alternativement des époques d'abaissement & de grandeur ; l'ambition des conquêtes, l'humiliation de la servitude, les ont tous signalés, quoiqu'à des degrés différens. Nous ne connoissons point jusqu'ici de Peuple qui ait été toujours pur, & qui n'ait à se reprocher de grandes injustices. Mais c'est un terrible & nouveau spectacle, que celui d'un Gouvernement qui dit à tous les hommes : " Il n'y a plus d'autre Dieu " que la force. Venez à nous, & nous ren- " verserons toutes les anciennes constitutions ; " nous mettrons à leur place nos intérêts, nos " volontés, nos jouissances. Es-tu soldat ? l'au- " dace te suffit pour devenir général. As-tu " quelque talent ? nous te ferons proconsul ; " magistrat suprême. Es-tu pauvre ? viens par-

" tager l'héritage des grands propriétaires, que
" nous avons proscrits. As-tu quelque lien do-
" mestique de fils ou d'époux? nous t'en af-
" franchissons; prends la femme qui te plaît,
" répudie celle dont tu es dégoûté; renie ton
" père & ta mère dont nous te déclarons in-
" dépendant!

" N'es-tu qu'un homme grossier & ignorant?
" vis & labours; nous t'appellerons citoyen;
" tu seras notre égal, ta condition ne sera pas
" pire que ci-devant, & peut devenir meil-
" leure".

Telle est en peu de mots la Constitution écrite & non écrite de la République Françoise; là se trouvent ses armées & leurs succès, ses finances & sa puissance magique.

C'est surement dans cet esprit que *M. de Calonne* parloit il y a deux ans de la puissance du Directoire, & que d'autres écrivains politiques se trouvent à quelques égards en contradiction avec *Sir F. d'Ivernois*. Nous pensons, cependant, comme ce dernier, que ce Gouvernement, *tel qu'il est*, ne peut subsister que par la guerre, aussi ne veut-il pas d'une paix générale : s'il traite avec un Souverain, c'est pour en détrôner un autre. Mais il n'est pas démontré que, si cette horde impure qui

inspire à la majorité des François même autant d'horreur que les Paria de l'Inde en inspirent aux autres castes ; si les Jacobins pouvoient cesser d'être les plus pervers de tous les hommes, & renonçoient à leurs principes antisociaux, il n'est pas démontré que cette République d'assassins ne se consolidât par la paix, & ne trouvât dans ses propres forces tous les ressorts d'un Gouvernement régulier, & même les moyens de conserver ses conquêtes. — Paix ou guerre, son allure actuelle est celle de la destruction. Sans doute il est possible qu'elle périsse elle-même sur des monceaux de cadavres; mais auparavant elle peut entraîner l'Europe dans sa chûte ; elle tend à en décomposer, à en dissoudre tous les pouvoirs. Chaque jour qui s'écoule nous rapproche de la catastrophe; car les agens révolutionnaires ne perdent pas une heure pour arriver au dénouement.

Le motif d'espérance tiré du déplorable état de leurs finances, est loin sans doute de devoir être rejeté; mais cette cause de ruine a besoin du concours de plusieurs autres, pour atteindre son effet. Jusqu'à cette réunion, il est trop à craindre que par les vols au dehors, ou par les violences au dedans, les ex-

péditions du Directoire ne deviennent interminables.

Au moment ou il projetoit la conquête de l'Egypte, les bordereaux de la trésorerie, les messages du Directoire, annonçoient comme à présent la plus grande pénurie : Buonaparte n'en rassembloit pas moins 40,000 hommes,400 vaisseaux de transport, & 13 vaisseaux de ligne.

Ont-ils manqué d'argent pour séduire le Grand Visir & une partie du Divan; pour entretenir des émissaires dans toutes les villes de l'Europe, en Amérique, dans l'Inde, & jusques dans les armées de leurs ennemis?—Mais c'est le pillage, les vols.... Oui, surement; ils n'ont pas d'autres mines à exploiter, & c'est ainsi *qu'ils se passent de finances.* (1)

---

(1) Nous prendrons la liberté de faire observer à l'auteur de cet extrait, que les frais capitaux de l'armement d'Egypte se firent aux dépens de l'étranger. Venise, Gênes, Ancone, Civita Vecchia, fournirent les vaisseaux, les transports, les équipages, jusqu'aux cordages & aux approvisionnemens. Le trésor de Berne procura une nouvelle ressource. Dépourvu de certitude sur ce fait, je ne parlerai pas d'une somme de plusieurs millions qu'on assure avoir été enlevés de force par le Gouvernement à la Caisse des Comptes courans à cette époque; extraction à laquelle on a depuis attribué la faillite de cette Caisse. Quoi qu'il en soit; que la France eût été ré-

Il faut donc leur ôter cette ressource; & il n'y a qu'une confédération générale des grandes Puissances de l'Europe qui puisse parvenir à ce but.

Ici *Sir F. d'Ivernois* s'unit aux vœux de tous les hommes éclairés, qui gémissent sur l'aveuglement ou l'apathie des grands & petits Etats du Continent; car la République de Lucques, comme celle de Venise, & le plus petit Comte de l'Empire comme les grands Souverains du Nord & du Midi, étoient également intéressés à enchaîner ces violateurs sanguinaires des véritables droits de l'homme social: tous les motifs d'une nouvelle confédération sont parfaitement exposés par *Sir F. d'Ivernois*.—La conduite du Directoire en Hollande, en Suisse, en Italie, en Amérique, ses invasions, ses intrigues, sa tyrannie, son système perfide de guerre ou de paix partielles, voilà le texte des remontrances de l'auteur aux Puissances d'Eu-

---

duite à ses ressources intérieures, l'expédition avortoit. *Sir F. d'Ivernois* accorde qu'avec le secours des conquêtes & des saccagemens extérieures, le Directoire peut en opérer de nouveaux, tout en fatiguant chaque jour les Conseils de ses importunités financières: l'auteur de l'extrait conviendra de même que les conclusions de *Sir F. d'Ivernois* resteront dans toute leur force, le jour où l'Europe posera la barrière aux invasions ultérieures. (*Note du Rédacteur*).

rope. " Quoi! dit-il, nombre de Princes repro-
" chent à la Nation Françoise de ne point sor-
" tir de sa lâche apathie, & eux-mêmes ils
" redoublent d'effroi à chaque note menaçante
" qu'ils reçoivent de Paris..... Jusqu'à quand
" l'épouvante, la crédulité, la division, seront-
" elles donc pour les dévastateurs du Continent
" trois ressources inépuisables?....

" A force de soumissions & de sacrifices,
" se flatteroient-ils d'ôter au Directoire tout
" prétexte de guerre? Des prétextes de guer-
" re! Lui en manquera-t-il jamais! Voyez le
" sort de ses deux plus fidèles alliés, la Suis-
" se & la Porte. N'a-t-il pas anéanti la Ma-
" gistrature Bernoise, *parce qu'elle ne faisoit*
" *pas participer le peuple à la souveraineté*.....
" N'a-t-il pas envahi l'Egypte, parce que les
" *Beys avoient osé dépouiller le Prince de l'u-*
" *niversalité des droits dont il jouissoit sur les*
" *terres, & que sa souveraineté sur le pays*
" *n'étoit plus qu'un vain nom?*"

Sir F. d'Ivernois applique avec beaucoup de justesse à l'état actuel du Continent & à la guerre actuelle, le passage suivant de *Montesquieu :*

" Les peuples menacés par Rome se laissè-
" rent attaquer les uns après autres, sans ja-

" mais connoître, chercher ou prévoir la cau-
" se de leurs malheurs..... Chacun se croyoit
" heureux d'obtenir une trève..... Celui qui é-
" toit le plus éloigné du péril ne vouloit pas
" en approcher; ils attendoient de leur patien-
" ce & de leurs bassesses quelque délai aux
" misères dont ils étoient menacés..... La moi-
" tié de l'argent qui fut envoyé aux Romains
" pour conserver leur faveur, auroit suffi pour
" les vaincre."

On répète très-souvent, & *Sir F. d'Ivernois* comme plusieurs autres écrivains, que le peuple François est lâche & vil. C'est irriter également & inutilement les bons & les méchans.

S'agit-il du Gouvernement? Plût à Dieu qu'il fût aussi lâche qu'il est infâme! S'agit-il de la Nation? Les trois cents mille Jacobins qui l'asservissent sont les plus audacieux, les plus énergiques scélérats qui aient jamais désolé le monde. S'agit-il des armées? Aucune autre armée de l'Europe ne leur conteste la valeur.

Reste donc à flétrir de ce reproche le peuple désarmé, dont il faut distraire encore les vieillards, les femmes, les enfans, & cette classe si nombreuse de cultivateurs, d'artisans paisibles, ignorans, incertains du parti à prendre, quand ils ne voient ni force pour les appuyer,

ni chefs pour les diriger, & parmi lesquels on compte cependant les Vendéens, les Bretons, les Lyonnois, &c. &c.

Vient enfin la classe intermédiaire éclairée dont il n'est pas douteux que la moitié ne soit corrompue, & l'autre comprimée par la terreur & l'espionnage.

Il est dans la nature de toutes les sociétés de ne se mouvoir que par impulsion: cette impulsion est-elle moralement droite, habile & vigoureuse, les peuples la secondent; la partie saine de l'esprit national se déploie, la corruption se dissimule, les passions nobles s'exaltent, les passions viles se taisent, l'instinct moral de l'homme se saisit en quelque sorte de la force publique qui commande aux méchans, au lieu de leur obéir. Voilà les grandes Nations, c'est-à-dire les bons Gouvernemens, soit que le Prince soit absolu comme *Frédéric le Grand*, ou soumis aux loix comme *George III.*

Si, au contraire, l'esprit dirigeant est immoral & féroce, c'est alors l'écume de la Nation & tous ses vices qui deviennent *puissance publique*. Voilà les Romains sous *Tibère*, les François sous *Merlin;* mais on ne peut plus, à de telles époques, attribuer à un peuple entier

tier un esprit, un caractère national ; car il est contre la nature de la tyrannie, de laisser une libre explosion aux bonnes mœurs & aux bons sentimens.

Qu'on nous permette encore une réflexion : on parle beaucoup de l'apathie actuelle des François, de la pusillanimité des opprimés ; mais si leurs censeurs se trouvoient à la portée des baïonnettes du Directoire, n'attendroient-ils pas, avant d'agir, des chefs pour les diriger, des armes pour s'en saisir, une force extérieure pour les aider?....Les honnêtes gens qui sont en France ont-ils de tels moyens, & les dédaignent-ils?

On ne remarque pas assez l'influence qu'a eu sur l'esprit du Peuple François, la contenance humiliante de tant de Souverains devant cette République qui les accabloit de menaces, d'outrages, & d'avanies. On traite avec les tyrans du Luxembourg; les François les voient entourés d'ambassadeurs ; ceux de la Maison de *Bourbon* surpassent tous les autres en turpitudes & en dévouement: ce sont des traités secrets, des partages, des démembremens, des intérêts mystérieux, qui prévalent dans plusieurs Cours sur l'intérêt éminent de l'ordre social.

Si ce Peuple, puni de ses premiers égaremens par ses propres séducteurs, est livré plus long-tems à leur impulsion & à celle des circonstances, il deviendra tout entier ce que sont déjà ses armées, le Peuple d'Attila. Et à la veille de cet événement, à la vue de vingt Souverains détrônés, de 400,000 propriétaires François, Brabançons, Suisses, Italiens, Allemands, proscrits ou massacrés & dépouillés, les Souverains, les propriétaires du Continent sont tranquilles spectateurs de cette scène de désolation! O honte de notre âge! époque de foiblesse, de corruption, & d'impéritie, que n'ont point encore présenté les annales du monde!

On négocioit avec *Cromwell*. Les historiens nous ont conservé le souvenir des bassesses d'un *Mazarin*, de la Cour de Madrid, envers cet usurpateur habile; mais il gouvernoit sa nation avec éclat, il n'attentoit point à la liberté des autres: & combien de Cours aujourd'hui se mêlent à la lie des Nations! Des Potentats ont reconnu pour leurs pairs des valets de *Roberspierre!* Demandez à ceux qui se sont dévoués à cette reconnoissance; demandez aux Rois de Naples & de Sardaigne, aux Républiques & aux Monarchies renversées, quel a

été le prix de ce sacrifice de leur honneur. Comment les sentimens des peuples résisteroient-ils au spectacle de cette dégradation de la souveraineté, de la présence des plus vils scélérats souillant de leur insolence diplomatique le palais des Rois, & la table de leurs Ministres ? Quel attachement conserveront les sujets pour des Gouvernemens qui les laissent subjuguer & dépouiller ?

Concluons donc avec *Sir F. d'Ivernois*, à la nécessité d'une confédération générale des Puissances de l'Europe. Il a donné à cette conclusion si souvent, si vainement recommandée, de nouvelles & puissantes autorités. Qu'on médite l'assemblage de faits avérés, d'observations, de rapports officiels & d'aveux, qui composent ses tableaux de la situation intérieure de la France; qu'on la compare avec celle où se trouvent encore toutes les grandes Puissances du Continent, & l'on verra à quels charlatans il rendroit les armes.

Cet ouvrage, au surplus, mérite l'attention & l'intérêt des lecteurs réfléchissans. Plusieurs chapitres sont pleins de connoissances justes de l'économie politique; l'auteur a mis dans tout son jour ce cahos d'impostures, de forfanteries, d'inconséquences, de confessions involontaires,

d'hypocrisie & de sottise qui caractérise le Gouvernement François. C'est en le confrontant avec lui-même, c'est de ses propres actes, de ses délibérations, de son histoire journalière qu'il a fait ressortir sa véritable nature & sa véritable position. N'eût-il rendu à l'Europe que ce seul service, elle lui en devroit de la reconnoissance.

FINANCES BRITANNIQUES.

A BRIEF EXAMINATION.—*London, March, 1799.*

Tableau succinct de l'accroissement du Revenu, du Commerce, & des Manufactures de la Grande Bretagne, pendant l'intervalle de 1792 à 1799.

(La Traduction Françoise est sous presse.)

LE jour même qu'on publioit ici le tableau de la France dont on vient de lire l'abrégé, un Membre des Communes, Secrétaire de la Trésorerie, & placé dans ce département en même tems que M. *Pitt*, présentoit au public le résultat de toutes les opérations de finances adoptées par ce Ministre depuis 1786. Ces deux écrits forment un étrange rapprochement, & la matière d'un contraste digne de frapper l'attention & de fixer les idées de l'étranger.— D'une part on y observera où arrivent les Gouvernemens avec de l'ordre, de la persévéran-

ce, du courage, & des lumières; & de l'autre, dans quel abîme se précipite la fortune publique avec des négligences, des désordres impunis, des cabales pour les perpétuer, des charlataneries, des moyens révolutionnaires, des confiscations, & des crimes.

Qu'on nous pardonne d'avoir réuni dans le même Numéro ce texte étonant de confrontation qu'il est si important à l'Europe de méditer, & de saisir dans toutes ses parties. Nous devons l'analyse suivante au travail d'une personne très-familiarisée avec l'histoire, le système & l'administration des finances Britanniques.

Pour juger des progrès des deux Peuples rivaux dans la science administrative, il suffiroit de comparer le rapport de M. *Rose*, qu'on peut regarder comme officiel, avec ceux qui se publient en France sur le même objet. Sans doute le premier y seroit à peine lu; car il ne renferme ni traits d'éloquence, ni fleurs oratoires; c'est un narré net & précis des principales opérations du Ministre des finances, toujours accompagné de leurs résultats, & rarement de réflexions. Nous allons imiter l'auteur, en présentant le résumé.

Les intérêts de la dette contractée pendant la dernière guerre s'élevèrent à 4,884,000l., & à la fin de 1784 il existoit un *déficit* annuel de 3,108,000l.

Le succès des premières mesures proposées alors par M. *Pitt*, & adoptées par le Parlement, fut tel, qu'à la fin de 1792 le revenu se trouva augmenté de près de 4,000,000 l. sans qu'on eût imposé de nouvelles taxes pour plus du quart de cette somme.

M. *Pitt* ayant eu, dès l'année 1786, la conviction, ou pour parler juste ; la preuve que ses mesures avoient déjà transformé le *déficit* en *surplus*, destina alors ce *surplus* à la fondation d'une caisse d'amortissement, dans laquelle le Parlement s'engagea à verser un million chaque année, & à en faire les fonds si le revenu ordinaire n'y suffisoit pas. Loin d'avoir manqué à ces engagemens, on verse chaque année dans cette caisse 200,000 l. de plus qu'on ne se l'étoit proposé en 1786.

Ce million forma la base du premier fond d'amortissement, lequel s'accroît annuellement tant des annuités à terme fixe qui viennent à s'éteindre, que des intérêts des capitaux qu'il rachète, & avec lesquels il amortit chaque année une somme plus forte.

Mais ceci n'est relatif qu'à l'extinction de l'ancienne dette créé avant l'année 1786, & dont le capital nominal s'élevoit entre 239 & 240 millions.

Les dépenses extraordinaires de la guerre actuelle ont appelé à emprunter, en capitaux effectifs, 117,654,225 l. pour lesquels il a fallu créer jusqu'à ce jour un capital nominal de 169,927,789 l.; c'est-à-dire donner aux prêteurs des *inscriptions* pour cette somme, laquelle porte un intérêt de 6,190,495, l., en y comprenant les frais annuels d'administration.

D'ici date l'origine du second fonds d'amortissement; & voici la méthode observée dans sa création. Au lieu de se contenter, comme tous ses prédécesseurs, de mettre de nouveaux impôts pour une somme égale à l'intérêt des sommes empruntées, M. *Pitt*, dès le commencement de la guerre actuelle, & à chaque emprunt qu'il a ouvert depuis cette époque, a établi de nouveaux impôts, dont le montant doit non-seulement faire face aux nouveaux intérêts, mais produire un *surplus* annuel, égal à la centième partie des inscriptions créés: ce *surplus*, ainsi que celui qui forme le premier fonds d'amortissement, est remis chaque trimestre à des commissaires, qui l'appliquent régulièrement au rachat de la dette.

Il

Il est essentiel d'observer qu'en donnant le premier exemple d'une mesure si courageuse, M. *Pitt* a proposé & fait sanctionner une loi, qui lie à l'avenir les Ministres des finances à ne plus faire d'emprunts, sans pourvoir de la même manière au rachat graduel du capital, & sur toutes choses, à ne jamais détourner, sous aucun prétexte, l'emploi des sommes destinées à ce rachat, comme cela eut malheureusement lieu pour une autre espèce de fonds d'amortissement, qu'on avoit tenté en 1716.

Voici le sésultat de ces deux grandes mesures.

Au 1er Février 1799, le premier fonds d'amortissement créé en 1786 s'élevoit, avec le million qu'on y destine annuellement, à la somme de 2,185,000 l., & avoit déjà racheté 28,677,689 l. du capital nominal de l'ancienne dette. Comme la rapidité de sa marche tient au prix plus ou moins élevé des fonds qu'on rachète sur le marché, on ne peut point la calculer avec précision; mais on entrevoit que probablement en 1808, ou au plus tard en 1811, l'ancienne dette se trouvera réduite de 4 millions d'intérêts annuels, terme auquel le Parlement s'est réservé la faculté de ne plus accumuler les nouveaux intérêts qu'on rachetera,

& de libérer graduellement le peuple d'une portion égale de taxes; ce qui, suivant toute apparence, ne reculera l'extinction complette de l'ancienne dette que jusqu'à l'année 1842.

Au 1er Février 1799; le second fonds d'amortissement créé en 1792, & destiné au rachat de la nouvelle dette, s'élevoit à la somme de 2,109,043 l., & avoit déjà racheté 8,704,082 l. L'époque à laquelle elle pourra être complettement éteinte, dépend nécessairement aussi du taux des fonds publics: mais on calcule que le capital de chaque nouvel emprunt fait de cette manière, doit se trouver liquidé dans l'espace de 23, 35 ou 40 ans, à dater de l'année où il a eu lieu.

Et il ne peut rester de doute sur la solidité des deux branches de revenus, qui fournissent le *surplus* destiné à ces deux fonds d'amortissement; puisque, malgré les nouvelles taxes imposées depuis la guerre, & qui, par leur énormité, sembloient devoir naturellement diminuer le produit des anciennes, celles-ci, au contraire, sont devenues plus productives. Pour juger de leur accroissement, il suffit de dire qu'en 1791 le Comité de la Chambre des Communes, chargé d'en évaleur le produit futur, ne l'avoit porté qu'au taux moyen de 13,472,000 l.

& que pendant l'année 1798 leur produit net s'est élevé à 14,275,000 l. (1).

Quant aux nouvelles taxes imposées depuis la guerre; il est très-vrai que, quoique M. *Pitt* les eût évaluées par apperçu à près de 8,000,000, elles n'ont produit en totalité que 6,774,458 l. pendant l'année 1798: mais chacun sait qu'un impôt n'atteint presque jamais le *maximum* de son produit dès l'origine de son établissement; & M. *Rose* a présenté à ce sujet des détails, qui ne permettent pas de douter que les taxes permanentes, décrétées depuis la guerre, ne produisent bientôt un revenu net de 7,682,452 l.

En ajoutant, soit au produit des anciennes & des nouvelles taxes, soit à l'accroissement qu'on est en droit d'attendre sur celles-ci, le montant de la taxe sur les terres & sur la drêche, le produit ordinaire des loteries, & les 500,000. l. que la Compagnie des Indes s'est engagée à verser annuellement dans le trésor public; M. *Rose* entrevoit à la paix la perspe-

(1) Les anciennes taxes dont il est ici question, & qu'on appelle *permanentes*, parce qu'elles sont hypothéquées au paiement des intérêts de la dette, ne comprennent ni la taxe des terres, ni celle de la drèche, ni le produit des loteries.

ctive d'un revenu net & annuel de 25,425,000l. Or, comme les intérêts de la dette tant ancienne que nouvelle, les sommes réservées pour les deux fonds d'amortissement, & les dépenses de l'établissement de paix, tel qu'il existoit avant la guerre, ne s'élevent qu'à 23,935,000 l. il compte à cette époque sur un *surplus* de 1,494,000l. qui suffira pour l'accroissement inévitable des dépenses ordinaires.

Tout ce qu'on pourroit opposer à une perspective aussi rassurante, seroit de mettre en doute si le peuple Anglois aura l'aisance nécessaire pour acquitter les nouveaux impôts destinés à faire face aux intérêts & à l'extinction des nouveaux emprunts. Certes, il n'y a aucune raison de supposer qu'il soit ou fatigué de ces sacrifices, ou à la veille de l'épuisement, lorsqu'on vient de le voir se prêter, sans le moindre murmure, à un subside additionel du *dixième* de son revenu net, dans la sixième année d'une guerre pendant le cours de laquelle on a ajouté plus de 7 millions d'impôts annuels & permanens (1) à tous ceux qu'il payoit

(1) Indépendamment de ces impôts additionnels & permanens, lesquels ont produit, comme on l'a vu 6,774,458l.

en 1792, & sous le poids desquels la France le croyoit près de succomber.

M. *Rose* s'est étendu avec un juste sentiment d'orgueil, sur toutes les circonstances qui ont accompagné l'établissement de ce nouveau subside provoqué par le peuple lui même, dont on espère 10 millions par année, & qui doit durer pendant deux ans pour chaque année que se prolongera la guerre. Cette mesure est aussi nouvelle & plus courageuse encore en finance, que l'étoit celle du second fonds d'amortissement; & l'on voit qu'elle en assure de plus en plus les salutaires effets, en arrêtant l'accroissement progressif de la dette.

Nous nous référons à ce que nous en avons dit en rendant compte du discours de Lord *Auckland*, pour nous borner à recueillir quelques faits moins connus, & que M. *Rose* a rapprochés d'une manière frappante.

Il a montré, par exemple, que l'accroissement de l'industrie a suivi la même progres-

---

en 1798, le Peuple Anglois a versé pendant la même année dans le trésor public une somme égale, tant par l'addition aux taxes assises, que par les souscriptions patriotiques, & par le nouveau droit relatif aux convois qui n'est point un impôt permanent.

sion que celui des impôts permanens; & que si ces derniers ont doublé depuis l'année 1793, il en est de même du commerce & de l'industrie; puisqu'en 1798, l'exportation des marchandises de fabrique Britannique s'est élevée à 19,771,000l. tandis qu'en 1783, elle s'étoit arrêtée à 10,314,000l.

Un fait non moins satisfaisant, & qu'on auroit presque peine à croire s'il n'étoit affirmé par un homme en place, c'est que la perception des 7,682,000l. de nouveaux impôts permanens, ne coûte à l'État que $\frac{1}{240}$ pour cent; que depuis qu'on a établi sur le sel un impôt additionnel de 500,000l. la nouvelle forme établie pour sa perception est si économique, que le Gouvernement lève sur cet article un revenu plus que double, & dont le recouvrement lui coûte la moitié moins qu'en 1797. En un mot, telle est l'étendue & le succès des réformes opérées par M. *Pitt*, que la perception & l'administration des droits d'Excise, qui, à son entrée dans le ministère, ne produisoient que 6 millions, & qui produisent aujourd'hui deux fois autant, employent 747 personnes de moins. La perception du revenu des douanes ne coûte plus que *L5: 12s. 4d.* pour cent, celle de l'Excise *L3: 14s. 6d.* & celle du timbre *L3: 15s.*

M. *Rose* parcourt ensuite les économies résultantes de quelques autres réformes. Nous nous bornerons à faire mention de celle qui a eu lieu dans les bureaux de l'Amirauté, où toutes les fournitures se payent aujourd'hui en billets à 90 jours; ce qui épargne à l'Etat l'escompte considerable qu'il déduisoit autrefois à pure perte, & qui, dans la dernière guerre, s'étoit élevé jusqu' à 16 $\frac{3}{4}$ pour cent.

L'ordre & l'économie qui en résultent sont sans doute deux avantages inappréciables; mais le plus précieux de tous, est que cet arrangement a mis fin aux *dettes flottantes*, c'est-à-dire à ce déluge de billets de la marine & de l'échiquier avec lesquels les Administrations précédentes trouvoient si commode de payer une foule de dépenses, dont les fonds n'avoient point été faits d'avance; abus porté si loin, qu'à la fin de la dernière guerre, la dette flottante qu'il fallut fonder s'élevoit à 27 millions. Comme l'échéance du papier qui constituoit cette dette étoit incertaine, il éprouvoit sur le marché un discrédit qui jetoit l'alarme chez les particuliers, & retomboit en dernière analyse sur la Nation, puisque le Gouvernement étoit réduit à l'alternative ou de payer plus cher ses fournitures, ou de déduire l'escompte de

tout ce qu'il achetoit, avec ces *ordonnances* alors *dépréciées*. Si elles n'éprouvent en ce moment aucune dépréciation quelconque, c'est qu'on n'en a émis que pour *un* million de plus qu'avant la guerre. Voilà à quoi se borne la *dette flottante* qu'il s'agiroit de fonder si la paix s'effectuoit.

En parcourant le résultat de tant de sages réformes, opérées graduellement, & entamées pendant la paix, mais sur-tout en suivant le nouvel essor qu'a pris la prospérité nationale pendant la guerre même, on ne s'étonnera plus que l'auteur de ce tableau l'ait terminé par cette réflexion :

" Puisque la France avoit fondé l'espoir de " notre subversion sur le désordre de nos fi- " nances, sur l'énormité de notre dette, & sur " l'épuisement de nos ressources, elle peut ju- " ger maintenant, aussi bien que nous, si " nous approchons de la catastrophe où elle " s'étoit flattée de nous conduire; elle peut " calculer les moyens qui nous restent pour " notre défense."

M. *Rose* s'abuseroit néanmoins, s'il pense que les révolutionnaires François aient attendu jusqu'à ce jour, pour abjurer toutes les chimères dont *T. Paine* les berçoit encore il y a quinze mois,

mois, en leur disant que les *vieilles plaies de la Banque d'Angleterre sont incurables*, que *les ressources de la République Françoise augmentent à mesure que les forces de sa rivale s'épuisent*, & que l'*Angleterre est maintenant réduite au papier-monnoie, dont la France venoit de sortir.* (1)

A ces jactances, qui s'imprimoient à Paris il y a 16 mois, sous les auspices du Directoire, opposons les lamentations actuelles de ses partisans les plus éclairés. On va voir avec quelle amertume ils déplorent de ne pouvoir plus rentrer dans le systême du papier-monnoie, dont *T. Paine* les félicitoit d'être *sortis*.

---

(1) Voyez son *Adresse au Peuple François & à ses armées sur la journée du* 18 *Fructidor*, où se trouve le passage suivant :

" Tous les calculs & les prédictions de M. *Pitt* ont réussi " en sens contraire; cependant il prédit encore. Il avoit pré- " dit avec toute l'assurance d'un Jésuite illuminé, que la " France seroit *banqueroutière* dans quelques mois. Quant à " la banqueroute qu'il présageoit; il avoit raison; il ne se " trompoit que sur l'endroit où elle auroit lieu, car la ban- " queroute arriva en Angleterre, quand les paroles de Pitt " étoient encore chaudes sur ses lèvres !.....Le singulier pro- " phète ! le contraire de ce qu'il dit arrive."

Quel puissant génie & quel ingénieux plaisant que *T. Paine* !

Voici le passage d'un écrit tout récent que vient de publier le Citoyen *Sabatier*, & où il s'attache à demontrer que l'unique moyen de venir au secours du Gouvernement & du commerce, seroit de fonder a Paris une Banque d'escompte sur le modèle de celle de Londres; ce qui, suivant lui, exige avant tout de renoncer aux mesures révolutionnaires, pour rentrer dans l'étroite ornière des ressources légitimes, mais sur toutes choses d'abjurer à jamais le *système de dépréciation*. (1)

---

(1) C'est de ce nom qu'on a décoré, en France, la doctrine systématique des révolutionnaires qui ont tenu successivement les rênes des finances, & qui se tranquillisoient sur la *dépréciation* des assignats, des mandats, des ordonnances, des bons & des inscriptions, en se disant que, plus les papiers du Gouvernement seroient *dépréciés* sur la place, plus il lui seroit facile de se libérer. Ce *sistême*, comme on le voit, est précisément l'inverse de celui qu'a adopté M. *Pitt* pour soutenir le prix des fonds publics, & pour assurer aux billets de la marine & de l'échiquier toute leur valeur nominale.

Ce qu'il y a de bizarre, c'est que les financiers François n'ont reconnu l'extravagance de leur systême qu'à l'époque où, faute de nouvelles dupes qui se souciassent de leurs *promesses de payer*, il a fallu rétrograder vers la ressource des impôts réguliers: c'est alors qu'ils se sont apperçus que leur *système de dépréciation* avoit ruiné de fond en comble toutes les classes des contribuables aisés.

Après avoir fait le tableau de l'appauvrissement désastreux dans lequel ce systême a plongé toutes les classes des contribuables François, ce financier s'écrie:

" Enfin ce systême occasionne de si grands " ravages, que par-tout où il pénétrera, par- " tout où on le verra en faveur, la misère & " le malheur s'y établiront avec lui; & plût " au Ciel, qu'au lieu d'être forcés d'exposer " des millions de braves aux périls de la mer " & des combats, il fût possible d'envoyer " pour six mois seulement, tous les partisans " du *systême dépréciateur*, présider au Sénat " & dans les Conseils de nos ennemis! Leurs " théories & leurs principes adoptés par l'An- " gleterre, seroient plus fatales à son Gouver- " nement qu'un débarquement & une invasion " de cent mille hommes armés.

" Cette Puissance n'existe que par le crédit " & la confiance: jamais on n'y propose, ja- " mais on n'y adopte, une loi, un règlement " capable de porter atteinte à la foi publique. " Voilà l'objet de son culte, voilà sa religion, " *voilà son Dieu sauveur*.

" Allez renverser cette idole, partisans du " systême dépréciateur; mettez la vôtre à sa " place, & bientôt il n'y aura plus à Londres,

" & dans les trois royaumes, ni billets de ban-
" que, ni dette publique, ni valeurs, ni ar-
" gent, ni emprunts, ni agriculture, ni indu-
" strie, ni commerce, ni marine, ni guerre,
" ni colonies.

" Il n'y aura plus que banqueroute, pauvre-
" té, inaction, désespoir.

" L'Angleterre n'offrira plus que le specta-
" cle d'une population inerte sur un sol peu
" fertile.

" L'Angleterre, à laquelle j'en reviens tou-
" jours (parce qu'il faut savoir citer ses enne-
" mis dans ce qu'ils font de bien), l'Angleter-
" re attend-elle la paix pour s'occuper du cré-
" dit public ?"

Cette page, dont chaque ligne présente un contraste, & contient une vérité, nous a paru un supplément naturel à l'écrit distingué que nous venons d'extraire.

COMPLÈMENT

Des Notices précédentes sur l'Italie.

AU moment où cette contrée désolée va éprouver, par la guerre, de nouvelles convulsions qui fixeront sa tranquillité ou ses infortunes, il n'est pas inutile de constater sa situation, & de chercher ce qu'elle peut promettre d'espérances ou inspirer de craintes. Ce point du globe va être disputé une seconde fois, & pour la vingtième ce sont des étrangers qui se combattront pour & au milieu de ses ruines.

S'il n'étoit question dans cette lutte que de l'aggrandissement d'une Puissance d'Allemagne ou de la France au-delà des Alpes, un semblable débat ne seroit utile qu'aux gazetiers, & attireroit à peine les regards d'un philosophe; mais il s'agit de la délivrance de 18 millions d'hommes, de républiques, de monarchies, asservies par violence au joug le plus infâme & le plus affreux; il s'agit du sort définitif de l'Eglise de Rome, du repos de la Maison Im-

périale, inséparable de celui de l'Italie; de la barbarie où la France a plongé ce territoire ensanglanté, du retour de ses arts, de la conservation de leur génie, de l'indépendance des autres nations, dont la même main prépare la servitude & la spoliation.

C'est des sentimens des peuples encore plus que des armées, c'est de l'appui que peuvent en recevoir les libérateurs de l'Italie, c'est de la loyauté & de l'aptitude des secours qu'on offrira, que dépendront les succès ou les catastrophes.

Nous avons dépeint le Piémont sous ses véritables couleurs. Les horreurs d'une révolution complette y étoient surabondantes pour faire détester les François. Au moment où ils ont précipité le Roi du trône, tous les cœurs aspiroient à le défendre: un signal de sa part eût entraîné le massacre général de ses oppresseurs; il suffisoit d'avertir les milices congédiées, les campagnes, & l'armée. Aussi cette conquête de Piémont a-t-elle été un escamotage, conduite avec la fourberie d'un *Castraccani* & d'un *Borgia*. Graces aux assurances des Agens & des Généraux du Directoire, à leurs contre-vérités, à leur marche simulée de départ, Novarre, Alexandrie, Suze, toutes les

avenues de Turin, furent surprises & enlevées au millieu d'une profonde sécurité.

Au premier avis de ces perfidies imprévues, le Gouvernement rendit une Proclamation, sur laquelle les feuilles Parisiennes ont eu ordre de garder le silence; elle est une protestation anticipée & authentique contre le dol & les impostures du Directoire. On y verra à quels termes en étoit avec lui, à quel abaissement il avoit réduit ce malheureux Souverain, qu'il n'a pas eu honte d'accuser au moment où il en ravissoit les Etats pour prix de sa candeur & de ses sacrifices; dont il a violé la capitulation aussi-tôt que le Roi est arrivé à Parme; qu'il a traîtreusement privé de ses officiers les plus dévoués, & dont on n'a respecté ni la vaisselle ni les bagages.

NOTIFICATION.

" Depuis qu'on a fait connoître au public, par le Manifeste publié hier, de la parte du Gouvernement de cette ville, d'après les ordres de S. M., la déclaration du Général François commandant dans la citadelle de Turin, & les intentions toujours pacifiques & amicales du Roi envers la Nation Françoise, S. M. a appris que divers corps de troupes républicaines se sont emparés de Novarre, Alexandrie & Suze, en déclarant prisonnières de guerre les troupes royales qui s'y trouvoient en garnison.

" Cet événement ne peut être attribué qu'à l'effet des insinuations calomnieuses que les ennemis de S. M. ont répandues parmi les François, pour leur faire concevoir une vaine terreur, en leur inspirant de la défiance sur la fidélité du Roi dans les traités publics, & leur faire croire que S. M. entroit dans des projets contraires aux intérêts de leur République. Cependant, S. M. a constamment donné à la République Françoise les preuves les plus convaincantes & les plus notoires de sa scrupuleuse fidélité à observer les traités conclus avec elle.

" Guidée constamment par l'esprit d'humanité envers ses fidèles sujets, elle a tout sacrifié pour éloigner d'eux de plus grands maux ; elle a accédé enfin à toutes les demandes de la République Françoise, soit en contributions, soit en habillemens, soit enfin en munitions pour l'Armée d'Italie ; quoique toutes ces contributions & réquisitions surpassent de beaucoup les obligations contractées par le Roi, & qu'elles fussent très-onéreuses & épuisassent presqu'entièrement le trésor-royal. Enfin, S. M. espérant assurer & consolider entièrement la tranquillité de l'Etat, consentit encore à remettre entre les mains des François la citadelle de Turin même ; pressée de fournir à l'armée Françoise le contingent de troupes convenu par le traité d'alliance, elle donna le jour même les ordres nécessaires pour les réunir, & expédia au Général en chef l'ordre officiel & positif, pour régler tous les objets concernant l'administration & le service. Dans le même moment le Roi expédia à Paris un chargé-d'affaires, muni des pouvoirs nécessaires pour traiter avec le Gouvernement François de plusieurs demandes, auxquelles il étoit impossible de souscrire, entre autres de *la remise des arsenaux*. On ne pouvoit absolument accéder à de pareilles prétentions, ainsi qu'à plusieurs autres relatives à des objets d'intérêt commun, dans lesquels S. M., sans manquer toutefois au atrité d'alliance, avoit à soutenir ses intérêts particuliers.

„ Pendant qu'on attendoit le résultat des démarches que le Roi venoit de faire, le Commandant de la garnison Françoise établie dans la citadelle de Turin se retira dans cette citadelle, fit entr'autres arrêter un courier venant de Paris & porteur de dépêches adressées à la Légation d'Espagne & au Ministre de S. M.; enfin il fit occuper par des voies de violence les villes de Novarre, d'Alexandrie, de la Chiusa, & de Suze. S. M. vivement touchée par des événemens aussi imprévus, mais toujours occupée d'éloigner des maux plus funestes encore, n'a pas négligé de tenter tous les moyens de conciliation avec l'Ambassadeur François, soit par l'organe de ses Ministres, soit par les bons offices de celui d'une Cour amie; & enfin il a envoyé vers le Général en chef pour tenter des voies conciliatoires, & arrêter le cours des nouvelles calamités dont l'Etat se trouve menacé. „

" S. M. forte de sa bonne conscience, de l'amour qu'elle a toujours voué à ses sujets, & convaincue qu'elle n'a manqué à aucuns des devoirs sacrés de la fidélité envers les François, ses alliés, a voulu faire connoître authentiquement par la présente notification, sa conduite loyale & sincère, & la protestation qu'elle fait de n'avoir donné aucun motif aux malheureux événemens qui viennent d'avoir lieu & qui affligent ses bien-aimés sujets, à la fidélité & à l'amour desquelles elle s'empressera de répondre constamment par son attachement & par une tendresse paternelle. „

Fait à Turin, le 7 Décembre, 1798.

(Signé DAMIANI, par ordre de S. M.

Cette déclaration eût suffi à provoquer une résistance universelle contre l'ennemi; aussi *Joubert* & son adjudant *Clauzel*, le poignard levé & le brandon à la main, forcèrent-ils le

Roi de la rétracter & de la supprimer. Menaçant de bombarder & d'incendier Turin au premier refus, ils firent ordonner par la Souverain lui-même à son armée & à ses sujets, de reconnoître pour leurs maîtres des hommes que leur fureur, si elle eût été autorisée, auroit exterminés huit jours auparavant.

Le Piémont n'est & ne sera jamais tranquille; que le Directoire ne sa flatte pas de sa soumission: au premier coup de canon tiré sur les troupes Impériales, au premier signe qu'on fera aux Piémontois, il faudra une armée de 30 mille hommes pour les contenir, comme il en faut 50 mille pour comprimer la Suisse. Soit qu'il confisque le Piémont par une incorporation, soit qu'il l'érige en République vassale, il a tout à craindre d'un Peuple atrabilaire, violent & intrépide, qu'on n'opprima impunément. Le nombre & le caractère méprisable des Révolutionnaires indigènes leur interdisent toute influence sur la nation. A leur tête, & dans les nouveaux emplois, figurent un *Botta*, un *Cerisa*, pendus l'un & l'autre en effigie sous l'ancien Gouvernement; un *Avodrago*, destiné de même au dernier supplice, renfermé par égards pour sa famille, & l'un des plus déte-

stables garnemens de l'Italie. Ces vertueux amis de la liberté, ces coadjuteurs du Directoire, ne serviront qu'à enflammer & qu'à généraliser la haine publique.

Mais les Autrichiens ont beaucoup à faire pour regagner la cofiance du Piémont (*) la présence des François pouvoir seule endormir ses profonds ressentimens contre ses anciens alliés. Ces griefs pèsent encore sur tous les cœurs; un cri unanime y attribue les calamités publiques à la politique du Cabinet de Vienne. C'étoit une opinion généralement accréditée à Turin qu'aux conférences de Selz, M. de *Cobenzel* proposa au Directoire le partage de l'Italie, en lui abandonnant le Piémont. On vient de ressusciter à Paris & de divulguer cette accusation; on en pénétrera les Piémontois; on leur montrera le sort de Venise; on y empoisonnera les esprits des mêmes suggestions qui circulent en Suisse; entre les mains des habiles imposteurs qui manient ces artifices, leur crédit ne sera pas douteux.

(*) Les evenements qui ont eu lieu après repondent assez à ces divinations politiques, & l'on peut croire avec plus de raison qu'il n'en sera pas autrement du reste de l'Italie à leur egard. L'Ed.

Si le Cabinet Impérial ne travaille pas à les contrebalancer, s'il reste aux Piémontois quelque incertitude sur ses intentions, si une conduite franche & désintéressée ne fait pas disparoître les ombrages, on continuera à pleurer la Monarchie, à abhorrer ses usurpateurs, & à refuser l'Autriche pour libératrice.

Mêmes dispositions dans la République de Gênes. Epuisée de rapines, tourmentée par l'anarchie de son Gouvernement & par le despotisme militaire & fiscal du Directoire, elle ne seroit pas la dernière à se soulever : analogue à celui des Piémontois, le génie des habitans est encore plus impatient de la servitude, & non moins déterminé; mais c'est l'ancienne République, & non un changement de maîtres que réclame le vœu public; il ne s'armera pas pour des Allemands, tant qu'il n'aura ni sécurité sur leurs desseins, ni confiance dans la bonne foi de leurs secours.

La Lombardie offre des Peuples presque aussi malheureux, mais d'un caractère très-différent. Plus accoutumés au joug, ils en ressentent moins la pesanteur depuis que l'armée Françoise est dispersée sur l'Italie entière : le Traité de Campo Formio y a éteint le zèle & les es-

pérances ; il faudroit des efforts & des succès pour les ranimer. Tous les trois mois, cette contrée change de Constitution & de gouvernans; mais cette instabilité pèse sur les Révolutionnaires plus que sur la Nation même, dont le phlegme, la sensualité, la douceur, l'aversion pour la guerre, repoussent les projets de désespoir. Les ravages de la morale Françoise & de l'irréligion y attaquent depuis trois ans toutes les conditions. Dans la partie supérieure du Milanois, on retrouve plus de courage & de dévouement à la Maison d'Autriche; mais l'abandon où on laissa les habitans prêts à se soulever en 1796, lorsque M. *de Wurmser* s'approcha de Brescia, les a refroidis. Sans victoires Autrichiennes, sans la conviction que l'Empereur considère comme nulle la cession de la Lombardie, sans une activité éclairée à réunir les bras & à diriger les regrets, les Lombards resteront immobiles.

Chez leurs voisins du Bolonois & de la Romagne, on retrouve l'esprit d'indépendance qui caractérise les Génois, des inclinations plus fortes, & des goûts plus belliqueux.—La domination Françoise & la conquête révolutionnaire y sont dépourvues de racines: à plusieurs repri-

ses, il a fallu calmer l'agitation de cette contrée, dont une force supérieure maintient seule la soumission.

Celle de la Toscane aura suivi, ou plus probablement précédé la déclaration de guerre dans laquelle le Directoire vient d'envelopper le Grand Duc. Ce Prince aura-t-il été surpris, comme le Roi de Sardaigne ; & de la même main dont il venoit de racheter son existence en signant un don de 2 millions à la République Françoise, aura-t-il dû signer son abdication? L'aura-t-on banni de ses Etats, ou aura-t-il pourvu à sa retraite? Dans tous les cas, son mobilier, ses églises, ses sujets, toutes les richesses de cette belle & heureuse contrée, seront englouties : les fruits de quarante ans d'administration sage & paternelle se dessécheront en 6 mois, sous la griffe du monstre que le Grand Duc a si vainement caressé. Les soins, les sacrifices, les tributs, les prévenances de ce Prince, l'ont conduit par un cercle d'humiliations & de foiblesses, au même point où une fermeté intempestive l'eût amené. Depuis deux ans réduit à la condition d'ôtage des François, il eût mieux fait peut-être de leur échapper de meilleure heure avec ses richesses & ses magasins, que de placer son espérance dans des né-

gociations illusoires, en présumant une minute qu'il réconcilieroit le Directoire & l'Empereur.

La Toscane bouleversée & saccagée exigera un corps de troupes qui veille sur sa tranquillité. A sa frontière, & du centre des Apennins jusqu'à Civita Vecchia, une insurrection opiniâtre résistoit encore vers la fin de Février aux brigands chargés de l'assoupir: elle avoit coupé les communications de l'ennemi avec Rome ; Civita Vecchia a attendu un siège en règle, & se préparoit à le soutenir. A l'autre extrémité de la ligne, sur le Golfe Adriatique, la Marche d'Ancone fermentoit & manifestoit des mouvemens.—Tout l'intérieur de l'Etat Ecclésiastique & sa capitale ne présentent que des assassinats, des échafauds, des ruines, des habitans faméliques, une difette sans exemple, la plus horrible tyrannie, tous les crimes de l'avarice, de l'oppression, de la vengeance, & du désespoir. Hors d'état de fournir à leurs besoins propres, les habitans sont forcés de subvenir à tous ceux de l'armée Françoise, aux déprédations de ses Commissaires, à la rapacité de leurs agens. Les approvisionnemens maritimes manquent absolument : on n'apperçoit plus de numéraire, tout est enfoui ou volé.

Plus d'affaires, plus d'industrie, plus de communications. L'épuisement où les François ont réduit cette contrée & l'Italie antérieure, retombe aujourd'hui jusques sur ces exécrables bandits, qui répondent aux plaintes des affamés par des supplices.

Le Royaume de Naples va subir la même destinée; ses malheurs n'en sont qu'au prélude, & ce prélude est le comble des calamités.

Les principales circonstances de sa révolution sont maintenant mieux constatées; mais les détails en restent encore confus ou fabuleux. Nous en puiserons le sommaire dans quelques relations plus authentiques que les récits auxquels nous fûmes réduits il y a 15 jours.

Que les François & leurs alliés les Patriotes Napolitains eussent semé dans l'armée, dans l'Etat, dans la Capitale, toutes les semences de désordre & de perfidie; nulle vérité n'est mieux prouvée. Aux premiers revers, le Roi se trouva, pour ainsi dire, entre la pusillanimité de ses troupes & les conjurations. Trahi à Naples par des gens en place, par des Grands, des Nobles, des factieux de tout rang qu'avoient pervertis leurs passions & les émissaires Directoriaux; trahi dans son armée par l'infidélité

l'infidélité & l'incapacité d'un grand nombre d'officiers, à peine eut-il fait voile pour Palerme que l'anarchie se développa.

Le Viceroi, Prince *François Pignatelli*, auquel on fait des reproches très-graves & justifiés par sa disgrace, (1) n'étoit ni capable ni peut-être disposé à en arrêter le cours. Victime d'un dévouement qui honorera plus sa mémoire, qu'elle ne sera flétrie par les insultes de la canaille littéraire de Paris & par ses émules dans l'étranger, le Général *Mack*, eut à se défendre contre la jalousie de plusieurs Généraux Napolitains, contre l'insolence des officiers en révolte, contre la défection des troupes qui se débandoient, contre la haine pour un Chef étranger qui, 16 ans auparavant, avoit déjà poursuivi le Baron de *Salis-Marschlins* & M. de *Zehender;* contre sa qualité d'Autrichien rendue odieuse par les cabales qui poursuivoient la Reine; & enfin, contre une dissolution totale de la discipline, de l'honneur, & du gouvernement. Il tenoit *Capoue*, mais

(1) Le Roi a refusé de le recevoir à Palerme, & lui a ordonné de se rendre au château de Girgenti.

au milieu de ses ennemis personnels, des flammes de la Révolution, & des mêmes troupes qui avoient manqué à tous leurs devoirs.

Dans cette position, autant eût valu espérer d'éteindre le Vésuve avec une pompe à feu, que de sauver la partie antérieure du royaume, & sa capitale où tous les rouages d'administration étoient fracassés, tous les moyens de résistance subordonnés à l'impulsion d'une multitude déréglée, dirigée à son insçu par des agitateurs qui l'aveugloient sur leurs intentions.

Aussitôt que l'armistice fut connu à Naples, les *Patriotes* conjurèrent d'en arrêter l'effet; sans l'arrivée des François, & sans une révolution totale, leurs plans demeuroient imparfaits. Ils se glissèrent parmi les Lazzaroni, tourmentés du départ du Roi, voyant une trahison dans l'armistice, & prêts à recevoir dans leur délire les impressions les plus extravagantes. Ils leur peignirent le Viceroi, le Gouvernement, le Général *Mack*, & les troupes fidelles, comme des ennemis de S. M. On leur donna pour chef le Prince *Meliterno*, fils du Prince de *Marsico-Nuovo*, qu'on verra tout-à-l'heure concerter tous ses mouvemens avec le Général François.

A peine le Baron de *Mack* fut-il entré à Naples pour se rendre en Sicile, que les Révolutionnaires le désignèrent aux Lazzaronis: insulté, poursuivi, au moment d'être égorgé par des bandes de gueux & de déserteurs qu'incitoient les Patriotes, il fut réduit à chercher son salut chez l'ennemi, c'est-à-dire à lui demander un passeport pour Vienne. *Championnet* refusa, mais en invitant M. *Mack* à se rendre à Milan, où il trouveroit plus de facilités auprès du Général en Chef. (1) Quelques personnes ont blâmé M. *Mack* de ne pas s'être fait tuer. Tuer! pourquoi & par qui? Par des Lazzaroni & des traîtres, sans que sa mort pût avoir ni gloire ni utilité! En son absence, le Duc de *Salandra* avoit pris le commandement des débris de cette armée desorganisée, qui flottoit entre l'abattement & la sédition.

Alors s'ouvrit dans Naples même une succession de tumultes, de fureurs populaires, de scènes anarchiques, de massacres croisés & qui se prolongèrent du 17 au 23 Janvier. Il avoit été plus aisé aux *patriotes* d'incendier la popu-

(1) De Milan on l'a conduit à Briançon, ainsi que nous l'avons rapporté.

lace, & de l'armer contre les autorités, que de la diriger & de la contenir à tems: 40 mille déguenillés se répandirent dans les rues, dans les palais, dans les maisons; massacrant indistinctement étrangers, Napolitains, démocrates, royalistes, gens de tout ordre; tout ce qui leur inspira un soupçon devint leur victime. Ils immolèrent un grand nombre de ceux qui favorisoient la Révolution Françoise, n'épargnant que les fourbes cachés au milieu d'eux, & qui les suivirent dans l'impuissance d'amortir leur rage. Tous les forts furent enlevés, à l'exception du Château St. Elme, où 3000 hommes de troupes de ligne avoient été subornés par les *Patriotes*.

Sortis de Naples le 17, à l'instigation du Prince *Meliterno*, les *Lazzaroni*, joints par une multitude de gens de la campagne, s'avancèrent sur la route de l'ennemi. Plusieurs combats sanglans furent livrés les trois jours suivans. Les François n'avoient pas encore trouvé en Italie d'adversaires aussi acharnés; mais ces malheureux n'étoient forts que de leur bravoure: nul plan, nulle tactique, nulle subordination, des traîtres parmi leurs chefs, & dans l'intérieur de Naples le parti révolutionnaire profitant de leur absence pour recommencer le carnage, pour s'emparer des forts, & ouvrir la

route à l'ennemi qui, le 21, perça jusqu'aux murs de la capitale, au travers des champs de bataille jonchés de ses soldats & de *Lazzaroni* tués.

Ce jour-là même, cette multitude inébranlable, secourue par quelques détachemens fidèles des troupes de ligne, tenta une nouvelle attaque, fut repoussée avec perte, & rentra dans la ville. Ses premiers regards y tombèrent sur le pavillon tricolor flottant au château *St. Elme*, où *Meliterno* avoit joint les *Patriotes*; ce signe du crime heureux étoit arboré de même aux autres forts. Les François approchoient; mais la résistance désespérée de la ville leur faisoit redouter le peuple auquel ils venoient enseigner la *philosophie* du Directoire.

Ce ne fut que le 22, dans la soirée, qu'ils osèrent pénétrer dans Naples, tambour battant, en trois colonnes, dont l'une marcha au Palais du Roi, la seconde au Château de l'Oeuf, & la troisième vint s'emparer de la Marine du Môle. Pendant la matinée, le peuple, entré de force dans les maisons, en avoit enlevé les vases qui décorent les croisées & les terrasses; de leurs debris ainsi que de meubles entassés il forma des retranchemens d'où il fusilla les colonnes, & d'où la mousqueterie, le canon, & la ba-

sonnette ; parvinrent à les chasser. Jamais ville n'offrit de spectacle plus déplorable ; chacun attendoit sa dernière heure, & tous les égoïstes se crurent sauvés au moment où les François eurent triomphé.

Jusqu'à l'après-midi du 23, Naples ne put être entièrement réduit : un parti nombreux, enfermé au Château des Carmes, y fit la défense la plus obstinée, & n'arbora le drapeau tricolor qu'au bout d'une attaque de 24 heures. Pour calmer la populace, les vainqueurs lui accordèrent le pillage du Palais de S. M. dont le saccagement ne fut arrêté qu'au moment où il s'étendoit aux vîtres même des fenêtres.

Alexandre VI disoit de l'expédition de *Charles VIII*, que les François *étoient venus prendre Naples avec des éperons de bois & la craie à la main, comme des fourriers*. La conquête Directoriale a eu d'autres caractères. Les insurrections & les *Lazzaroni* lui ont fait perdre les deux cinquièmes de son armée ; elle s'est affoiblie chaque jour ; la lave sur laquelle elle promène ses pas sanglans, n'est pas refroidie & bouillonne ; elle s'intimide da sa position au milieu d'un peuple dont les passions sont indomptables, & dont les plus horribles excès ont pro-

voqué les vengeances. Temples, femmes, vieillards, coutumes religieuses, propriétés de tout genre, rien n'a été respecté. Les chefs eux-mêmes ont donné l'exemple du brigandage le plus effréné ; la subordination & l'autorité sans force ont laissé un libre cours aux infamies & aux cruautés. A l'approche de ces bandits, tout habitant s'arme d'un couteau ou prend la fuite. Les établissemens les plus précieux ont été saccagés de fond en comble, entre autres la belle manufacture de Belvedère. On n'a pas laissé un meuble, un ustensile, une housse de fauteuil, au Château de Caserte; le Cabinet d'Histoire Naturelle a été pillé, dispersé, brisé en morceaux : dans l'espoir d'y trouver de l'or, ils ont ouvert à coup de sabres le corps d'une des plus belles momies qu'on possédât en Europe. C'étoit de même que ces *Mécènes* Gaulois s'amusoient dans les Palais de la Brenta & de Venise, à pourfendre les chef-d'œuvres du *Titien*, du *Tintoret*, de *Paul Véronese*, à mutiler les statues & à briser les colonnes. Insolent & déprédateur après la victoire, féroce & impitoyable après des résistances, scandaleux & effronté, le soldat de la République Françoise a surpassé à Naples la débauche & les exactions des

Chevaliers de *Charles VIII*, & les violences des Provençaux de *Charles d'Anjou*.

Ceux de leurs officiers encore honnêtes, & qui se trouvent mêlés à cette lie républicaine, accusent eux-mêmes tant d'énormités; ils ont eu la vertu d'en rendre témoignage, & de professer leur horreur dans leurs correspondances. Entourés d'un cri de mort universel, ils se préparent à entendre le tocsin qui armera l'Italie entière contre ses oppresseurs.

La plus détestable administration civile complette le désordre de l'armée & le malheur des peuples: une nuée de fripons dignes du dernier supplice, des Commissaires, des Contrôleurs, des Receveurs-Caissiers, des Agens de tout dénomination, tous indépendans, tous insubordonnés, courant à la fortune par toutes les voies, ont été choisis, multipliés, semés par le Directoire avec une complication recherchée. Partout où ils passent, il ne reste que des sables. Une rivalité de pillage s'est établie entre ces vautours & ses Généraux.—Plus ils dévastent, plus ils ont besoin de dévaster; car ils ont tué la reproduction, & désespéré les reproducteurs; il faut des crimes inouïs pour faire subsister une armée escortée de semblables dilapidateurs.

On

On peut juger exactement de la situation où elle est plongée, par le régime qui gouverne depuis deux mois cette République, justement nommée *Vésuvienne*. Ce régime est celui d'une prison de malfaiteurs; ce sont les précautions que dicte une conjuration terrible, universelle & permanente.—Par une ordonnance du 6 Février, exécutée le lendemain, *Championnet* a enjoint à ses coadjuteurs & à ses troupes, de déployer dans Naples *tout l'appareil de la terreur*, de s'armer par colonne de *deux pièces d'artillerie & de vingt torches prêtes à allumer*, de fouiller ainsi toutes les maisons, d'en enlever toutes les armes & d'en enfermer les possesseurs au Château St. Elme.—C'est par ces voies amiables & fraternelles qu'on fonde aujourd'hui des *Républiques*: les *torches* & les *canons* de *Championnet* sont les guirlandes de la *liberté* Napolitaine. Voilà un peuple bien empressé à bénir ses *restaurateurs*, que celui auquel on insinue la doctrine de sa *souveraineté*, avec une aménité si persuasive!

Un pareil acte de législation militaire suffit pour indiquer le thermomètre de l'état de Naples au présent & à l'avenir. On annonce des insurrections dans la Pouille & les Abbruzzes: il s'en élevera sur chaque point que dégarni-

ront les Généraux François. Quinze mille hommes étoient partis rapidement du Modénois & du Mantouan, pour récruter l'armée de Naples; aussitôt un soulèvement a éclaté sur ce territoire. Le principe de ces mouvemens est indéracinable: une nouvelle guerre en Italie le fécondera; la toute-puissance du Directoire ne peut le supprimer; car il dérive de la présence de ses armées, de leurs besoins & de leurs violences, de la perversité de ses agens, & de la nécessité de régner par la terreur sur des peuples à qui les François seront exécrables pour des siècles.

Le Gouvernement en est si bien informé qu'à peine a-t-il envoyé un Agent en Italie, il est forcé de le révoquer: plus de 20 desitutions ont été prononcées vers la fin de Février; mais quel est l'homme pur qui se chargeroit de semblables commissions, qui affronteroit tant de coupables, qui compteroit sur son autorité pour les réprimer? Comment résisteroit-il à l'exemple & à la nécessité? Révolution & justice, République Françoise & modération, sont des solécismes! On supposoit que l'espoir de rétablir la subordination, de mitiger ses brigandages, de suspendre les divisions existantes entre les Généraux & les Agens Civils, avoit porté *Scherer*

au Commandement Général de l'Italie. Il sort du Ministère; autrefois Aide-de-camp du Maréchal de *Maillebois*, il contracta dans cette école d'autres mœurs que celles des *Championnet* des *Massena*, des *Augereau*. Rigoureux observateur de la discipline, dans toute autre circonstance il seroit capable de la rétablir; mais le desir de l'éloigner comme l'un des candidats les plus favorisés par l'opinion publique à la prochaine vacance du Directoire, & la crainte qu'il inspiroit à la majorité de ce Conseil, ont déterminé plus essentiellement sa nomination.

A la vue de ce tableau de l'Italie, un nouveau *Mithridate*, suivi de cent mille hommes, eût bien vîte conçu & non moins promptement exécuté la délivrance de ces peuples, dont les insurrections locales multiplient les misères en attestant leur impatience; mais l'avantage qu'assurent aux Impériaux les dispositions des Italiens, est contrebalancé par l'empire des souvenirs & par de graves difficultés.

Comment déloger aujourd'hui des armées appuyées à des échelles de places fortes depuis Nice jusqu'à Mantoue, attachés aux bases des Alpes, & couvertes par quatre lignes de rivières? des armées dans lesquelles on peut aujourd'hui

verser des renforts continuels par les routes de la Suisse en Lombardie ! *Polybe* & *Folard* eussent-ils indiqué une position plus formidable ; cette fameuse frontière d'airain qui couvre la France lui est-elle comparable ?

Sans doute ces obstacles topographiques ne seroient pas insurmontables, avec des armées qui leur seroient proportionnés. Partagées en tant de divisions distantes, obligées de garder pour ainsi dire tous les points depuis Coni jusqu'à Naples, sans doute encore les troupes Françoises ainsi disséminées suffiroient peu aisément à contenir les peuples, à combattre les Impériaux, à assurer leurs derrières, si elles avoient en tête deux cent mille hommes ; mais leur nombre actuel égale celui des Autrichiens, ou en approche ; sous leurs drapeaux marchent des levées Ligurienes, Cisalpines, Lombardes, dix régimens Piémontois. Peu importe la nature & le mélange de cette soldatesque, confondue dans les rangs de ses despotes : il falloit des tems, des événemens, des hommes tels que ceux qui ont enfanté les uns & les autres, pour former cet inconcevable spectacle de peuples armés au soutien d'une usurpation qui les désespère ; pour montrer sous l'étendart *tricolor* des Niçards, des Savoyards, confisquées & pro-

scrits dans leur pays comme *Emigrés*; des Suisses échappés aux massacres du 10 Août & à la destruction de leur patrie, des Piémontois couverts de blessures dans la défense de leur Souverain, les victimes associées aux bourreaux, & les assassins soldant le sang des fils & des compatriotes des assassinés.

——Te vedrei del non tuo ferro cinta
Pugnar col braccio di straniere genti,
Per servir sempre o vincitrice o vinta. FILICAJA.

A quelle cause est dû un phénomène aussi monstrueux, si ce n'est à l'indifference avec laquelle on a vu s'étendre, depuis 18 mois, le rayon d'envahissemens qui absorbe de proche en proche population, armées, subsistances, trésors? Cinquante mille auxiliaires combattront la rage dans le cœur avec l'armée Françoise, & dispersés dans ses colonnes: au second succès, ils ne voudront plus les quitter.

Tout est à créer, à travailler, à diriger, à réparer, pour employer utilement les dispositions populaires de l'Italie. Elle ne renferme ni factions organisées comme l'étoit celle des Gibelins, ni corps régulier en résistance, ni cantonnemens fixes d'insurgens concentrés.

Osons le dire; la Maison d'Autriche doit commencer par y reconquérir influence & confiance; l'influence dont elle a dédaigné & les effets & les ressources; la confiance, que ses défaites & ses traités ont totalement aliénée.

Lorsqu'on l'a vue abandonner ses alliés, livrer Mayence pour acquérir Venise, sacrifier en Lombardie jusqu'à ses plus zélés partisans; se livrer à des conventions secrettes, à des négociations perpétuelles, à des projets qui éveilloient tous les soupçons; & cela au moment où le Pape étoit chassé de Rome, où la Suisse expiroit sous les coups des scélérats dont les Conseils de l'Empereur recherchoient l'amitié; qui n'a pas tremblé pour son indépendance? quel pays, quel Peuple a pu attendre sa délivrance de la Maison d'Autriche? Et depuis qu'immobile, elle a abandonné encore deux Souverains de l'Italie à l'ambition Françoise, & leurs Etats au révolutionnement, pense-t-on que sur les bords du Pô, du Tibre ou Garigliano, il lui soit facile maintenant de soulever les Nations qu'elle a délaissées avec tant de stoïcisme?

Mais, supposons que leur zèle soit encore entier; certes leur désespoir & leur courage ont besoin d'appuis. Presque par-tout une fu-

neste expérience a désabusé les opprimés de tout projet de résistance sans secours. Se confieront-ils dans des armées qu'ils ne connoissent que par leurs défaites, dans des combinaisons militaires qui ont laissé quarante mille Autrichiens prisonniers entre les mains des vainqueurs, & qui n'ont su conserver un pouce de terrein en Italie, qu'aux dépens des voisins, des plus fidèles alliés de l'Empereur, des martyrs de ses intérêts?

Je le répète, sans croire offenser un Souverain digne par sa candeur & par ses vertus d'entendre la vérité; l'Italie cédera à sa politique; mais ses armes sans sa politique y échoueront. (*) C'est en manifestant clairement & sans réserve des intentions irrévocables de justice; c'est en se présentant uniquement comme libérateur, & comme libérateur déterminé à triompher ou à périr, que l'Empereur ébranlera sérieusement l'Italie. Il importe de dissiper les trop justes préventions de cette contrée; elle doit pouvoir se convaincre qu'au

(*) Il est bon de faire attention aux époques ou l'on faisoit de pareils raisonemens, & de les comparer avec l'état actuel des choses. Le tems s'est chargé d'y repondre par son évidence même. L'Ed.

homme d'âge, aussi intègre que courageux, mais qui n'a jamais conduit que des corps d'armée détachés. On annonce, il est vrai, & l'on peut répéter avec certitude, qu'il aura incessamment un supérieur dans le Général Russe *Suvaroff*, demandé par la Cour de Vienne, & accordé par l'Empereur *Paul I.* C'est une nouvelle obbligation qu'aura l'Europe à ce Monarque qui soutient encore, avec l'Angleterre, le poids du monde chancelant.

Pourvu que ce Chef renommé ne soit pas subordonné à d'étroites instructions, dressées au loin par un Conseil de Guerre timide & lent; pourvu qu'on l'abandonne à son génie, qu'on le préserve, par la délégation d'une grande autorité, des jalousies, de la déloyauté, des petites passions & des cabales, l'armée Impériale fera sous lui tout ce que tant d'avantages perdus lui permettront de faire. Nous ne cacherons pas que, nombre d'hommes expérimentés & clairvoyans en Allemagne désiroient qu'au lieu de se confondre avec les armées Autrichiennes, l'armée Russe, réunie sous un Chef national, n'eût à répondre qu'à elle-même des événemens. Elle est si différente & si différemment conduite de l'armée Impériale, que l'une semble devoir nécessairement soumettre l'autre

à son esprit & à sa marche. Il seroit superflu d'indiquer ici les inconvéniens d'une semblable subordination.

Nous ne nous arrêterons point sur le prétendu débarquement d'un corps de Russes & d'Ottomans dans le Royaume de Naples, qu'ont deviné la plupart des gazettes. Bornons-nous à des vœux pour une diversion de cette nature, sans laquelle la conquête de l'Italie sera presque une entreprise gigantesque. Jamais, sans doute, l'instant n'eût été plus favorable; dans six mois peut-être les choses auront changé de face.

L'armée Françoise de Naples est aujourd'hui frappée au moral comme au physique: inquiète de sa périlleuse situation, son Général n'a rien dissimulé au Directoire: il a sollicité sans délai de nombreux renforts & des approvisionnemens il représente sa campagne comme une guerre accablante d'assassinats & de massacrés. Deux de ses Généraux ont donné leur démission; la moitié de ses couriers ont été tués. Pour le consoler de ses amertumes, le Directoire va le faire juger par une Commission militaire. On lui reproche son armistice, ses pertes, les désordres de son armée, l'installation trop subite de la République Napolitai-

ne, enfin, un défaut de subordination envers un brigand nommé *Faypoult*, gentilhomme de l'ancien régime, Secrétaire, sous le nouveau, du Comité exterminateur dit de *Salut public*; connu à Gênes & à Millan par ses exploits révolutionnaires & ses concussions, & Représentant des Directeurs à l'armée d'Italie, sous le titre de Commissaire.

Tels sont les dominateurs & les instituteurs de cette Italie décharnée, dont il est plus aisé de déplorer les infortunes que d'en présagir le terme.

ALLEMAGNE.

Dénouement des Négociations entre l'Empereur & la France. — Principales particularités de la Rupture.

LES observateurs ont souvent remarqué cette force aveugle d'impulsion, qui dans les grandes secousses humaines entraîne les hommes, malgré eux, vers le but qu'il s'efforcent d'éviter, & par le chemin même qu'ils parcourent pour s'en éloigner. Cette force qui résulte de

la nature invincible des choses, est le Premier Ministre de l'Univers, & le Pouvoir Exécutif de la Providence.

Son influence a décidé le plus grand nombre des événemens de la Révolution Françoise, qui pesant sur ses conducteurs tout autant que sur ses victimes, a enchaîné les premiers à un anneau de crimes, & les secondes à une série de fautes & de contresens.—La guerre qui vient d'éclater est un exemple mémorable de ce démenti, donné à la prudence par la nécessité naturelle.

Les traités publics & secrets de la Cour Impériale, ses déplorables sacrifices, son abandon de ses alliés & de ses voisins les plus précieux, sa terreur du moindre incident que ses inexorables ennemis auroient pu considérer comme une hostilité, ce vœu de paix répété dans toutes les avenues du Palais Impérial, dans les sallons de Vienne, dans l'armée; 18 mois de persévérance à laisser le Directoire démanteler à plaisir les Monarchies & les Républiques, & à se perdre en espérances de le désarmer; rien n'a pu détourner le torrent.—*Rusticus expectat.*—Il a fallu se retrouver au point de départ, avec tous les désavantages de la fausse route dans

laquelle on s'égaroit, & tous les dangers de la fausse position dans laquelle on s'étoit placé.

L'Empereur se trouve attaqué, précisément parce que son Gouvernement a voulu ne pas l'être : il perd sa tranquillité pour avoir imaginé de demeurer tranquille.

Le Directoire lui-même, dupe de son insolence & de sa présomption, est jeté hors de ses mesures par cette guerre, qu'évidemment il avoit à cœur de différer. Dans l'ordre de ses méditations, les facéties de Rastadt n'avoient pas encore atteint leur but ; le déchirement de l'Empire, le schisme d'une partie de ses membres avec son Chef, la spoliation des uns pour doter les autres, & les voler tous ; le projet d'une République Trans-Rhénane, soit Hernicienne en Souabe ; les levées militaires en Suisse, n'étoient qu'ébauchés. L'invasion du Portugal & de l'Espagne, des secours à expédier à *Buonaparte*, des brigades fraternelles à envoyer aux Irlandois Unis, la consommation de la conquête de Naples, de nouvelles subornations à tenter à Constantinople, devoient précéder une invasion armée en Allemagne.

Accoutumé à voir plier sous ses rescrits des Potentats qu'il ne traitoit plus que comme les

Grands Officiers de la République Françoise, il a pu se flatter que le Ministère Autrichien congédieroit les Russes, par la même raison qui lui avoit abandonné les Suisses & le Roi de Naples. C'est une opinion générale à Paris que telle étoit l'espérance de ces Dictateurs, pour qui l'allégresse des Jacobins au premier cri de guerre ; n'étoit pas un encouragement de la précipiter.

Mais, le refus de la Cour de Vienne devant déceler chez elle un changement de maximes, & préparer une confédération imposante, le Directoire n'a pu balancer à en prévenir les effets par une rupture immédiate.

Toutes ses précautions ordinaires étoient prises instructions expédiées, pour que le tonnerre précédât l'éclair, que le Rhin fût passé, & les Autrichiens attaqués en Suisse, au moment où il descendroit à informer l'Europe qu'il commençoit la guerre. Ses troupes occupoient déjà l'intérieur de la Souabe, au moment où il notifia au Corps législatif, que la République Françoise seroit dorénavant en guerre avec le Roi d'Hongrie & de Bohême, & avec le Grand Duc de Toscane (1).

(1) Nous reviendrons dans 15 jours sur son message aux Conseils.

On ne peut douter qu'à Vienne la résolution de faire face n'eût prévalu ; aussitôt qu'on y reçut la note impérative délivrée a Rastadt ; par ces trois intrigans François qui s'intitulent *Plénipotentiaires*.

Le Comte de *Lehrbach* a officiellement démenti l'arrivée d'aucun courier pacifique de Vienne à la fin de Février, & les prétendues conférences que lui attribuoient les gazettes, avec les Procureurs diplomatiques du Directoire. — Certainement on peut présumer sans injustice, que le Cabinet Impérial eût persisté à éluder l'engagement & à conserver sa dernière contenance, si les Chefs de la France ne lui avoient pour ainsi dire porté le pistolet à la gorge, & s'ils n'eussent forcé sa défensive par une aggression subite.

Il paroît que le Directoire n'étoit plus incertain sur la décision de l'Empereur, puisque le 20 Février il signa une espèce de manifeste que ses Envoyés à Rastadt remirent le 1er de Mars, sous le nom de *Proclamation*, à la Députation d'Empire, en y joignant leur note particulière. L'éloquence du Général *Jourdan* a suppléé à la sécheresse de l'écrit directorial, par une adresse à l'armée du Rhin. Le fleuve

étoit déjà passé, lorsque ces papiers parurent à Rastadt (1).

Depuis quinze jours les troupes sans solde, mal nourries & encore plus mal habillées, rassemblées à Strasbourg & aux environs, demandoient à entrer dans l'Empire pour y vivre & s'y vêtir. Leurs desirs furent remplis. Le 1er, de grand matin, l'armée en trois divisions, commandées au centre par *Jourdan*, à la droite par *Ferino*, & à la gauche par *St. Cyr*, traversa le Rhin à Kehl, à Stolhofen, & à Basle. Le pillage de plusieurs villages sur les bords du fleuve, ouvrit la campagne. Ce fut une promenade les jours suivans que le passage de ce défilé du Knibis, de la vallée de Kenzig, du val d'Enfer, illustrés autrefois par les opérations des plus grands capitaines, désertés maintenant de tous défenseurs.

Marchant sans magasins & presque sans équipages, l'armée républicaine exerça son respect de la neutralité & des propriétés, par des réquisitions de toute espèce. Dans la nuit du 3 au 4, la ville de Freudenstadt dans le Wirtemberg fut entièrement pillée. Au premier bruit

(1) On trouvera ces trois pièces à l'Appendix qui terminera le Numéro suivant.

de cette invasion les paysans s'étoient hâtés d'envoyer sur les derrières ou de mettre en sureté leur argent, leurs effets de quelque valeur, leurs attelages, leurs troupeaux. La proclamation de *Jourdan* avoit augmenté l'effroi ; car, dans la bouche des François, la promesse d'être justes fut constamment un abus de confiance, pour empêcher la désertion des habitans & l'éloignement de leurs subsistances. Chacun savoit à l'avance la *protection* qu'il devoit attendre d'une armée nue, sans approvisionnemens, & sans caisse militaire.

Pendant que ces trois divisions se dirigeoient avec célérité vers Ulm, la gauche par le Wirtemberg, le centre par Villingen & Rothweil, la droite par Doneschingen & les villes Forrestières, *Massena*, en Suisse, s'approchoit du Lac de Constance, bordoit le Rhintal, & préparoit l'attaque des Grisons.

Sur le Rhin, *Bernadotte*, avec un corps de 25 mille hommes, sommoit Philipsbourg dans les termes de cette insolence extravagante & féroce, que les *Mandrins* de la République Françoise ont substitué aux règles du droit de la guerre & au style des nations civilisées. Le Rhingrave de *Salm*, Commandant de cette forteresse, a maintenu, dans sa réponse, ses de-

voirs & sa dignité. Manheim, démantelé, s'est livré à une autre division Françoise.

Nonobstant tous les avis antérieurs, l'Archiduc *Charles*, contenu en Bavière par ses instructions, & pour laisser aux François le tort de l'offensive, conservoit encore, le 3, son quartier-général de Friedberg, à la droite du Lech; mais ses dispositions de mobilité étoient achevées avant la fin de Février. Le 4, il instruisit son armée des nouveaux devoirs qu'elle alloit avoir à remplir, par un *Ordre du jour*, dont nous insérons la traduction à la fin de ce Numéro. Le 4, au soir, la plus grande partie des troupes avoit passé la rivière; le jour suivant le quartier-général fut transféré à Augsbourg, & la cavalerie s'étendit de cette ville jusqu'a Ulm, où dix mille Autrichiens se portèrent sans délai.

Pendant ces mouvemens, *Massena* avançant à St. Gall son quartier-général, menaça le corps Impérial qui occupe la rive droite du Rhin, depuis Feldkirch au Lac de Constance; tandis qu'une de ses divisions réussissoit, plus haut, à pénétrer dans la vallée de Coire, le 6 de ce mois.

Les feuilles Françoises ont représenté cet incident comme une surprise complette des Li-

gues Grises, dans laquelle 4000 Autrichiens & leur Chef le Baron d'*Auffenberg* avoient été faits prisonniers. D'autres narrateurs faisoient arriver les François par la Valtelline, au travers des neiges & des glaces du Splugen, des précipices & des défilés, par une route qu'au milieu de l'été même on ne gravit qu'à pié ou à dos de mulets, au travers d'énormes escarpemens.

Quoi qu'il en soit de cette escalade & de l'occupation de Coire, on annonce aujourd'hui que le 7 le Général *Hotze*, Chef des corps cantonnés depuis la frontière septentrionale des Grisons jusqu'à Lindau sur la côte orientale du Lac de Constance, dans les Comtés de Pludenz, de Feldkirch, de Bregenz & le Voralberg, a repoussé les tentatives des François pour traverser le Rhin dans le Rhintal, qu'il les a chassés de Coire, & a pénétré jusqu'au Canton Suisse de Glaris, à la tête de 15 mille Impériaux.

Ces rapports divers sont encore si peu authentiques, & tellement contradictoires, que nous suspendrons de les accréditer: nous n'appercevons rien d'avéré dans aucune de ces narrations.

Il faut s'attendre, néanmoins, à voir le premier & le plus grand effort se diriger vers ce

point. Il est d'une importance décisive. On peut douter que *Jourdan* ose dépasser le Lac de Constance, tant que les Autrichiens conserveront cette formidable position. Le sort de la Suisse, les justes espérances que donnent ses dispositions, les conséquences de son affranchissement, le destin même de la campagne, sont attachés à l'issue des premiers combats qui ensanglanteront cette frontière.

P.S.---Le Roi de Sardaigne & sa famille sont embarqués le 25 Février à Livourne, à bord d'un vaisseau Ragusien. Un détachement de l'escadre Angloise l'a joint à quelques lieues pour l'escorter en Sardaigne. Le Directoire l'avoit mis, pendant son séjour en Toscane, sous l'inspection, ou plutôt sous la garde d'un scélérat nommé *Chipoul*, qui s'est piqué de manquer au Roi non-seulement de respect, mais des égards les plus vulgaires, & de le traiter lui & sa Famille avec la plus cynique brutalité. Ce misérable avoit même l'ordre de suivre S. M. en Sardaigne : s'il l'a exécuté, il faut espérer que les matelots de l'escorte Angloise lui auront fait faire la traversée, attaché au mât de hune.

APPENDIX

ORDRE DE L'ARCHIDUC CHARLES A SON ARMÉE.

Au Quartier-général de Friedbourg, le 4 Mars.

" Le mouvement qu'a fait l'armée Françoise le 1er de ce mois, pour s'avancer des positions qu'elle avoit occupées jusqu'ici, me détermine à présenter à MM. les Généraux de l'armée Impériale & d'Empire, un court apperçu des événemens qui se sont passés depuis environ un an à notre égard, & qui nous ont enfin amenés au point où nous nous trouvons aujourd'hui. A peine les traités les plus solemnels entre l'Empereur & l'Empire d'une part, & la France de l'autre, eurent été conclus, que le Gouvernement François commença à montrer l'intention d'abuser, avec une injustice criante, de la retraite des armées dans les positions militaires qu'elles avoient prises en se reposant sur la foi publique. Le peuple pacifique de la Suisse est subjugué; & l'on cherche par tous les moyens les plus violens à le transformer en allié docile & assujetti, & à s'établir par-là sur le flanc de l'Allemagne. On refuse, au milieu de l'armistice, le ravitaillement d'Ehrenbreitstein consenti par les conventions les plus précises; on bloque étroitement cette forteresse; on dévoue de sang-froid, & sans égard pour le droit des gens, & le cri de l'Europe, les habitans paisibles du Thal & la brave garnison d'Ehrenbreitstein, à la famine, & les restes de cette garnison affamée se voient forcés d'évacuer cette place importante.

" Dans le moment où l'on se permettoit de pareils actes, inouis dans l'histoire des peuples, dans le moment où l'on continuoit à lever des contributions & des réquisitions sur la rive droite; où le ton des Ministres François au Congrès de Rastadt devenoit toujours plus impérieux, & où l'on accumu-

loit d'une manière injurieuse à la Nation Allemande, des prétentions toujours nouvelles, on n'hésite pas de nous faire la demande, de la part des François : " Si l'on étoit disposé " à se préparer à la résistance contre des opérations futures " de ce genre, c'est-à-dire à la guerre ? " A la réponse : " Si " les hostilités ont un terme de la part des François, si " Ehrenbreitstein est évacuée, si l'armée Françoise se retire " de la rive droite, si les troupes Françoises en Suisse qui " cernent & menacent l'Allemagne, sont éloignées, & s'il est " conclu à Rastadt une paix raisonnable, fondée sur la ju- " stice & non sur l'asservissement de l'Empire ; "--à cette réponse, on ne répliqua de la part de la France, autre chose si non, que l'on espéroit que la Diète prendroit une résolution telle que la France la souhaitoit : ce qui vouloit dire, en d'autres termes, que l'on devoit laisser les François continuer à exercer librement & commodément les hostilités, que les Allemands, ainsi que d'autres peuples, devoient regarder comme des dispositions amicales & pacifiques.

" A tous ces faits ajoutons la déclaration que fit alors le Commandant de l'Armée Françoise : *qu'il avoit ordre de s'emparer de positions militaires avantageuses* ; sans doute pour se mettre en état, après s'y être suffisamment préparé, d'attaquer subitement les Allemands, de pousser dès le prèmier moment la République des Suisses jusqu'au Danube, de lui donner pour bornes ce fleuve & celui du Lech, & enfin, d'étendre toujours davantage ses invasions.

" Les troupes Françoises sortant ainsi de leurs anciennes positions, on voit clairement quelle étoit la première précaution militaire, nécessaire au salut & au repos de l'Allemagne. C'est pour parvenir à ce but important & sacré que j'ai pris la résolution de passer aujourd'hui le Lech. Je suis pleinement convaincu que les armées sous mes ordres exécuteront mes desseins avec cette confiance, cet attachement sans bornes qu'elles m'ont témoigné dans un si grand nombre d'occa-

sions décisives, d'une manière qui éternisera, dans l'histoire de la guerre actuelle, leur fidélité inébranlable, & leur bravoure à toute épreuve.

" J'ai pris tous les moyens nécessaires pour que les subsistances ne puissent manquer à de si braves troupes. Mais j'attends avec confiance de leur part qu'elles ménagent tous les habitans des campagnes & des villes qui se montreront nos amis, & qu'ils en soient traités avec ces égards & cette exactitude scrupuleuse qu'ordonnent la justice & la probité, ainsi que les premiers principes de la morale. Dans le cas où quelques individus oublieroient assez leur devoir, pour ternir par des excès l'honneur & la gloire de l'armée à laquelle ils appartiennent, je fais la déclaration la plus solemnelle, qu'ils seroient punis avec toute la sévérité des loix militaires. Comme je suis persuadé d'ailleurs qu'il est au pouvoir de chaque Commandant de prévenir les excès de tous les genres en maintenant le bon ordre & la discipline, je rends tous les Commandans de régimens & Chefs de corps personnellement responsables de tous les désordres de cette nature qui pourroient survenir. "

MERCURE BRITANNIQUE.

N.° XVI.

10 AVRIL, 1799.

D'UNE APOLOGIE de CARNOT, par lui-même.

" ON imprime aujourd'hui, me mandoit un " correspondant plein de sens, non pour éclai- " rer les hommes, pour réunir leurs moyens, " pour diriger leurs efforts: chacun se fait cen- " tre, proclame son autorité, & méprise tou- " tes les autres. Un homme reçoit-il un sou- " flet? il écrit un livre — un Roi est détrôné, " il fait une proclamation — un général est " battu, il publie des mémoires. — L'intérêt " commun rallie des exilés que proscrivent des " oppresseurs, & chacun d'eux compose un " traité pour prouver que son compagnon d'in-

" fortune est le plus dangereux ennemi qu'ait " la société, & que lui seul est en état de la " sauver.

Dans ce débordement d'écrits personnels, enfantés par la rage d'occuper de soi l'*Univers*, il en est peu d'aussi fastidieux, & cependant d'aussi remarquables que l'opuscule de *L. M. Carnot, Citoyen François, l'un des Fondateurs de la République. Membre Constitutionnel du Directoire Exécutif.* C'est sous ces titres recommandables que se présente l'auteur, à l'exemple de ces dévots qui espèrent qu'on jugera de leur piété par la multiplicité des noms de saints sous lesquels ils furent baptisés. De cet intitulé seul on peut induire pour quelle classe de lecteurs l'écrivain a pris la plume, de quel genre de mérites il entend se glorifier, & le génie de son pamphlet.

Carnot l'adresse à un déclamateur du Corps Législatif, nommé *Bailleul*, employé par le Directoire à fabriquer, sous le titre de *Rapport*, je ne ne sais quelle fable surannée & oubliée, touchant la prétendue conjuration du 17 Fructidor. La France & le *Globe* sont appelés à juger ce procès important entre un Normand obscur, valet de cinq aventuriers jouant les Rois, & le Citoyen *Carnot* proscrit par ses

complices qu'il appelle ses collègues. Cet illustre débat est sans doute d'un prodigieux intérêt, au milieu des intérêts d'un autre genre dont l'Europe est redevable au *vertueux Carnot* & à sa bande.

Plutarque dit judicieusement: " Il ne s'en-" suit pas de ce que l'ouvrage délecte, que " l'ouvrier en soit à louer." Ici, le lecteur n'est pas exposé à cette méprise ; on ne sait lequel est le plus détestable du livre ou de l'auteur.

Lorsque *Carnot* s'enfuit dans l'étranger, des Royalistes & des Optimistes fondèrent leurs espérances sur ce moderne *Coriolan*, en se persuadant qu'il saisiroit l'occasion de racheter sa conduite, par les services qu'il pouvoit rendre à son Souverain & à sa patrie. C'étoit bien peu connoître l'histoire, le caractère, les vues d'un Proscrit, dont une vengeance personelle de ses coadjuteurs, & des intérêts de cabale, introduisirent le nom dans l'urne de l'ostracisme, avec celui de beaucoup d'hommes estimables auxquels on faisoit l'affront de l'associer.

C'est une erreur trop commune & trop incompatible avec l'esprit de la Révolution Française, que cette facilité à supposer des con-

versions. On se montre quelquefois implacable envers des égaremens d'esprit, envers des torts de conduite, ou de simples dissentimens d'opinion, & l'on se flatte du repentir des scélérats! En faveur de l'habileté & du pouvoir qu'on veut bien leur attribuer, on leur pardonneroit cent mille meurtres, pourvu que le cent mille & unième fût celui de la République Françoise.

Ce calcul est aussi faux en politique, qu'il est atroce aux yeux de la morale. Qu'importe les amnisties en faveur de coupables à qui leur conscience & la crainte les refusent? Qu'importe des amnisties à d'inexorables bourreaux qui n'en accordent aucune? Des gens qui n'ont rien épargné auroient-ils la stupidité de se flatter de l'être? Envoyez-leur des actes de grace sur parchemin scellé en cire jaune; ils inscriront au bas la date future de votre assassinat.

Non, les auteurs en chef des exterminations, des détrônemens, des brigandages *républicains*, sont aussi inaccessibles aux remords qu'à la confiance. Ils savent très-bien qu'aucun Roi de France, qu'aucune puissance humaine ne peut les absoudre aux yeux de leurs contemporains. C'est la justice des Peuples, & non celle des

Tribunaux qu'ils ont à redouter. Couverts de la protection royale, qui les couvriroit de la haine, du mépris & de la vengeance publiques? qui leur donneroit asyle? dans quel lieu de la France oseroient-ils habiter?

Cette pensée ne les quitte pas un jour, elle se reproduit jusques dans le tumulte de leurs orgies. Aucun ne se dissimule que c'est ici un combat à mort entre le genre humain & eux: tout-puissans, ou exilés dans quelques terres inconnues, les décrets de la Providence & l'ordre social ne leur ont pas laissé une troisième place. Il n'appartient qu'à la DIVINITÉ qu'ils renient, de commuer dans sa miséricorde au jugement dernier, cet arrêt que ses loix immuables ont porté contre les fléaux de leurs semblables.

Entretenir de clémence ces hommes-là, c'est se vouer à leur dérision. Réservons l'indulgence pour les erreurs & les fautes; car nous en avons tous besoin. Croyons au repentir sincère de ceux qui se mêlèrent avec imprudence à un mouvement dont ils méconnurent les moteurs & l'intensité; pardonnons à l'enthousiasme détrompé, aux mauvais raisonnemens, à l'égarement de parti, aux séductions de l'exemple, aux foiblesses, aux factieux repentans, à la

complicité involontaire dans ce drame horrible de folies & de forfaits qui s'exécute depuis dix ans.

Quant aux *Fondateurs* & aux Administrateurs en chef de la République, leur détermination n'est pas équivoque. Règnent-ils, ou aspirent-ils à régner? ils engloutiroient l'univers pour affermir leur domination & le régime qui lui sert d'élément. Eprouvent-ils quelques disgraces, font-ils écartés, déportés, vexés par leur associés? sept ans de vicissitudes semblables leur font supporter ces traverses passagères: le desir & l'espoir de se venger les soutiennent; ils préparent leur résurrection & la chûte de leurs ennemis; ils attendent la nouvelle révolution qui les reportera aux dignités; ils entretiennent le Public de leur *chère patrie*, de la *Grande Nation*, du *véritablement grand Peuple*; de *leur tendresse pour le bonheur public*, de *leurs vertus patriotiques*. Ce sont des joueurs que la perte d'une soirée ne rend que plus avides de reprendre les cartes le lendemain.

Carnot, de plus, appartient à la classe des Révolutionnaires les moins susceptibles de résipiscence. Le fanatisme s'éteint, la férocité s'émousse, la raison égarée peut recouvrer sa

rectitude; la scélératesse qui dérive de la violence des passions, n'est quelquefois pas étrangère à un sentiment, à une action louables; la direction d'un volcan peut en jeter les flammes sur les serpens & les tigres, après avoir consumé les agneaux; mais quiconque a fait le mal par calcul, & avec une froide collusion, est impénétrable à tout retour de droiture, à tout élan de repentir. On peut désarmer un énergumène; on ne ramena jamais un sophiste plongé dans le crime par raisonnement. Je n'eusse pas désespéré de *Danton* le Septembriste, ou de *Camille Desmoulins* Procureur-général de la lanterne: mais qui s'aviseroit de tenter la conversion de *Garat*, ou de présumer celle de *Carnot*?

Chacun des pas de ce derrier fut mesuré méthodiquement. L'impétuosité d'une ame ardente n'exaltoit point sa tête didactique; il ne manquoit ni d'aptitude pour discerner le juste & l'injuste, ni de maturité pour prévoir les conséquences de sa décision. Flegmatique, dissimulé & logicien, nul entraînement ne le poussoit vers la carrière qu'il a parcourue: il la choisit; il s'associa aux plus exécrables assassins, comme si leur Comité n'eût eu à s'occuper que de problêmes de géométrie. Aucun

excès ne l'effraya; ministre de la Révolution sous *Roberspierre*, il le fut de même avec *Rewbell*, il l'eût été avec *Marat*. Lui-même affirme qu'il ne *tenoit à aucune faction*. Quel aveu! Ce fut donc de son libre arbitre, & dans une pleine indépendance, qu'il se fit tour-à-tour le serviteur des forcenés de tout parti, apposant avec indifférence sa signature avilie à toutes ordonnances de ses adjoints.

Marat demandant à la tribune deux cent mille têtes pour le *salut public*, est du moins un cannibale franc; mais que penser de celui qui, lavant ses mains dans le sang versé par ses coadjuteurs, monte sur ce tas de cadavres aux dignités républicaines, & réclame, jusques dans l'exil, l'honneur d'avoir *fondé* la société qui dût son existence, ainsi que sa durée, à ces exterminations périodiques!

Carnot d'ailleurs ne déguise point le motif invincible de son endurcissement. " Je demande, dit-il page 216, ce que j'avois a gagner " à la Contre-Révolution; ce que j'avois à attendre des Rois, des Papes, & des Empereurs? Pouvoient-ils me donner un poste plus " éminent que celui où je traitois d'égal à égal avec eux, & même avec la supériorité " que la victoire attribue à la République au " nom

" nom de laquelle j'avois à parler? — Je ne " connois sur le globe aucune place qui puis- " se être mise en parallèle avec celle d'un " membre constitutionnel du Directoire Exé- " cutif."

A moins d'associer au trône l'individu qui tient un tel langage, il est évident qu'aucun Souverain ne peut en acheter les services. Cette déclaration, d'ailleurs, est très-sincère, & même raisonnable dans la bouche d'un Chef de Régicides. Si l'on veut trouver en France des *Monck*, des *Timoléon*, & des *Walstein*, on ne doit pas les chercher parmi les *Ravaillac*, les *Clodius* & les *Catilina*.

On a élevé des doutes sur l'authenticité de ce *factum* du Citoyen *Carnot*. Nous n'en avons point vu l'original; mais il est impossible d'en méconnoître l'auteur. Cette brochure, imprimée en Allemagne, avoit commencé de percer à Paris; un imprimeur hardi en préparoit une édition, que le Directoire averti a fait saisir & détruire. Nul faussaire n'est capable d'imiter le caractère de personnalité qui inspire cet ouvrage: nul autre que *Carnot* n'a pu plaider pour *Carnot*. Enfin, sa diction & son style, l'étude avec laquelle il ménage les convenances républicaines & les personnes dont il convoite

la faveur, plusieurs faits dont les particularités ne peuvent être bien connues que d'un membre du Directoire, tout repousse l'incrédulité,

Les deux tiers de ce pamphlet sont dépourvus d'intérêt, & à peine lisibles. Qui se souvient de *Bailleul* & de son rapport? Qui peut parcourir sans dégoût l'argumentation didactique & pesante d'un accusé, aussi peu digne de considération que son accusateur?

Ambigitur quid enim, Castor aut Dulichios plus?

A-t-on besoin du témoignage de *Carnot* pour apprendre que *Bailleul* est un *infâme*, que le Directoire, composé de *monstres attachés au poteau de l'ignominie*, *déflore brutalement la Constitution*, que *Barras grime les dents*, que *Rewbel* ressemble à *Roberspierre*, & *que La Réveillère ne croit pas en Dieu?*

Si la peinture que fait *Carnot* de ses associés n'avoit pas la notoriété publique pour garant de son exactitude, le nom & la position du peintre en affoibliroient l'effet. Il n'a pas apperçu combien elle le rendoit méprisable, en faisant dire au lecteur : " Quoi! ce sont-là les " hommes avec lesquels vous avez délibéré, " vécu, gouverné? Quoi? vous républicain si

" pur ; animé *du civisme le plus ardent, uni*
" *au sentiment profond & de l'humanité & de*
" *la plus pure morale*, vous attendez que vos
" affiliés vous aient relégué dans un village de
" la Souabe, pour révéler à la France leurs
" turpitudes & leurs crimes!"

L'illégalité, la tyrannie ; l'injustice du 18 Fructidor ; les romans du Directoire pour le légitimer ; ses impostures & son effronterie ; tout cela étoit connu depuis long-tems : D'autres déportés l'avoient prouvé avant *Carnot*, & avec beaucoup plus de talent que lui. Sous leur plume, cet événement conservoit son intérêt & formoit le sujet d'une grande question d'histoire & d'état. Dans le plaidoyer de l'ex-Directeur ; on ne voit, au contraire ; qu'une querelle de ménage & qu'une récrimination.

Le caractère de ce pamphlet, l'affectation avec laquelle l'écrivain en appelle à ses propres crimes contre les crimes de ses associés ; ce scandale d'un banni, victime du despotisme dont il partagea l'exercice, conduit à la proscription après avoir été un proscripteur, au bout de six ans revolus d'abominations & de calamités, célébrant sur une terre étrangère, & sous la protection hospitalière d'un Gouvernement légitime, le meurtre de son

Roi, la chûte des Rois, & la sainteté de son républicanisme ; décèlent le but dans lequel *Carnot* a publié cette apologie.

Il ne se soucie guères que les gens de bien, que la partie encore saine & sage de la société humaine, le jugent innocent ou coupable. Il s'adresse, non à l'Europe & à ce que la France renferme d'opprimés, d'hommes de sens ou de probité : il écrit pour les cabales de Paris ; il écrit, non pour les victimes du Directoire, mais pour ses rivaux ; il écrit pour les Girondins, pour le Républicains Constitutionnels, pour quiconque voudroit lui livrer *Barras*, *Rewbell*, & *La Réveillère*, & lui rendre les rênes de la République.

Cette politique confirme une observation qu'ont fait naître plus d'une fois d'autres hommes fameux dans les annales révolutionnaires. Aussi-tôt qu'ils ont passé le seuil de la France, ils imaginent que chacun va s'occuper de les y faire rentrer ; c'est la maladie de l'adversité.

Comment de si grands maîtres méconnoissent-ils la nature & les résultats de la Révolution ? Condamnée à subir une grande variété de formes, sans doute elle vit d'action & de réaction ; mais replace-t-elle au sommet ceux

qu'une fois elle a précipités du siège sous les roues? Reprend-elle les instrumens que sa rotation a démontés?

On ne voit pas deux fois le rivage des morts.

Ou il faut se maintenir puissant & accrédité, ou renoncer à la faveur révolutionnaire après avoir succombé. Les Parisiens aujourd'hui n'accorderoient pas un regard au *Thrasybule* de 1790 qui se croit immortel dans leur souvenir. Le Héros de 1792 n'ameuteroit pas dix polissons. Que *Buonaparte* s'éteigne, ou séjourne encore six mois en Egypte, sa mémoire sera oubliée; absent ou mort sont synonymes.— Les méchans craignent leurs complices, & ne leur pardonnent point après les avoir punis. Les bons réservent leur reconnoissance & leur affection pour les hommes qu'ils peuvent estimer. Tel Député déporté retrouvera en France une considération & un crédit qu'on refusera aux services *républicains* & *civiques* les plus éclatans. La probité éprouvée avant & pendant le cours de la Révolution, la probité unie au courage & à un esprit sain, fixera seule maintenant la confiance si long-tems égarée de la Nation.

Carnot conserve peut-être quelques partisans personnels parmi ses relations; mais en outrageant, comme il le fait, la Faction Directoriale; les Thermidoriens, les Jacobins, & les Royalistes, ne s'exaggère-t-il pas l'influence que peuvent obtenir son nom & ses amis ? Pense-t-il sérieusement que le Peuple François s'intéresse à son retour? Pense-t-il qu'on le croie *nécessaire*, & qu'il y ait aucun homme *nécessaire* à la République & à la Révolution? Nombre de personnes peu instruites des motifs qui le dirigèrent en 1797, lui avoient accordé l'intérêt que méritoient ses collègues déportés, & qu'on ne refuse pas même à l'infortune méritée. Il prend soin de désabuser cette crédulité compatissante, en se portant accusateur des compagnons de sa disgrace, & en repoussant la participation qu'on lui supposoit aux vues méritoires du Conseil des Cinq Cents. Il affronte l'opinion publique, il s'affiche Régicide aux yeux d'une Nation qui voue à l'horreur & au châtiment publics, ces Conventionnels qui la décimèrent sur la cendre de son Roi; il se prostitue avec ostentation ; il présente sa honte comme le titre de l'estime qu'il réclame.

En lisant le Mémoire que publia *Garat* en 1796, le fatras de *Louvet*, les Anecdotes de

Madame *Roland*, & cette foule d'écrits polémiques dictés par l'amour-propre ou le ressentiment, & que l'étranger prend quelquefois pour des archives de l'histoire, on découvre que le sentiment dominant des fondateurs & des gérens de la République, est celui d'un mépris mûri. Qu'un Royaliste trace la galerie de ces personnages, il n'atteindra pas la difformité sous laquelle ils se sont représentés eux-mêmes dans leurs divisions.

La source de leurs haines, le mobile de leurs fureurs, la cause de leurs coups d'Etat, fut constamment la défiance dont ils étoient justement pénétrés les uns envers les autres. Jamais il n'en sera autrement entre des conspirateurs & des méchans : ils se connoissent trop pour ne pas se redouter. Les soupçons ne s'élèvent guères dans le cœur de l'honnête homme ; mais des factieux immoraux par système, cruels par besoin, & faux par prudence, s'attribueront toujours des intentions perverses. *Garat* avoue qu'on n'eût pas compté dix membres de la Convention qui se crussent de la probité.

Carnot n'est pas plus indulgent: son républicanisme diffamateur flétrit comme des coquins infâmes la plupart des ouvriers de la République. Lui seul est irréprochable. Que ses an-

ciens collègues prennent la plume, eux seront purs, & *Carnot* deviendra un monstre. Le seul résultat qui reste dans l'esprit du lecteur impartial, c'est, qu'accusateurs & accusés, tous se considèrent comme également exécrables, & qu'on peut avec justice les en croire sur leur parole.

" *Rewbell*, " dit *Carnot*, " paroît entièrement " convaincu que la probité & le civisme sont " deux choses absolument incompatibles: il ne " conçoit pas comment un homme sans repro- " che auroit pu se jeter dans la Révolution. "

Ce jugement de *Rewbell* suffiroit à justifier son élévation; avec un discernement pareil on doit aller loin. *Rewbell* est homme de bon sens; sa naïveté frappe beaucoup plus que les exclamations hypocrites de son collègue, en faveur des *vertus républicaines*. *Carnot*, *Tallien*, *Barras*, *Merlin*, *Buonaparte*, & tout le Collège révolutionnaire, pensent comme *Rewbell:* il ne leur manque que sa franchise. Quelques imbécilles du vulgaire, quelques enthousiastes dogmatiques éloignés des hommes & des affaires, peuvent encore s'amuser de *l'accord heureux* entre la République & la justice, entre l'empire de la loi & un Directoire, entre l'anarchie & le despotisme: cette fable insensée d'un

Gouvernement

Gouvernement libre & régulier, institué, perfectionné & dirigé par une association d'hommes sans religion, sans probité, sans morale, sans conscience & sans pudeur, charme peut-être les loisirs de quelques écoliers & de quelques versificateurs; mais l'expérimenté *Carnot* ne croit, pas plus que *Rewbell*, à de semblables facéties; & je doute qu'il osât se promener seul dans un bois, avec les *Brutus* & les *Lycurgues* du tems présent.

Peut-être dans six mois nous aurons les mémoires de *Barras* ou de *Treilhard*, qu'on reliera avec ceux de *Collot d'Herbois* & de *Louis Marie Carnot*. Le Cardinal de *Retz*, qui n'étoit pas tout-à-fait à la hauteur de ces grands hommes, n'osa publier ses fredaines factieuses de son vivant; *il tira les verroux sur lui*, ainsi qu'il l'écrivoit à Madame *de Sevigné*, & ne s'occupa de rédiger son histoire que dans ses jours de retraite & de pénitence. Tout se perfectionne avec les lumières: si *Cartouche* vivoit, il démontreroit aux plus aveugles que jamais la propriété n'eut d'ami plus tendre que lui, & ses contemporains de plus vigilante sentinelle de leur sureté.

Une curiosité éphémère s'attache quelques jours à ces diatribes de parti, à ces *appels à*

l'opinion, à ces argumentations tradictoires de gens flétris par leur témoignage rèciproque ; mais qu'y apprendre, sinon l'indomptable hypocrisie de leurs auteurs, & la mobilité non moins indomptable de leur destinée?

Cœcidit qui prœit, cadit qui sequitur,
Laus est omnium.

Encore si cette leçon corrigeoit les aspirans & les novices révolutionnaires; mais s'ils contemplent la chûte de leurs précepteurs, c'est en enviant leur fortune passée avec l'assurance d'être plus adroits ou plus heureux.

Certainement ce seroit une tolérance plus généreuse que prudente, que celle d'un Gouvernement qui verroit avec indifférence la publication d'un écrit aussi étrange que celui du Citoyen *Carnot*, & cette audace d'un homme frappé par le régime qu'il concourut à établir & qu'il administra, s'applaudissant avec réflexion & dans l'exil des énormités de sa conduite, & proposant son autorité à tous les amateurs de la Révolution, sa persévérance à tous ceux qui seroient tentés de la déserter.

J'ai constamment remarqué qu'à chaque proscription exécutée par la Faction triomphante

sur la Faction rivale, quel que fût d'ailleurs le degré égal de leur scélératesse, les Révolutionnaires de l'Etranger protégeoient les vainqueurs: c'est qu'ils considéroient les victimes de la République comme inclinées à la haïr & à la diffamer; mais lorsqu'ils voient sortir de la bouche même d'un proscrit le panégyrique des maximes & des actes du nouveau régime, le peu de raison qui leur reste est absolument renversé.

Rien, au reste, n'est plus indifférent au Citoyen *Carnot*, que l'approbation ou le blâme; pourvu qu'il fasse *grincer les dents* à *Barras*, & qu'il recueille la faveur des Régicides, des *Philosophes*, & des *Modérés* qui, à son exemple, adorent la Constitution de l'an 3, & même un Directoire dont leurs ennemis seroient exclus.

Terminons ces observations générales par quelques remarques sur divers passages de ce pamphlet.

L'autorité de l'auteur met en évidence & constate quatre faits importans, dont le public a maintenant la preuve corroborative.

Elle fixe l'opinion sur la cause qui retarda l'accomplissement du Traité de Campo Formio, & sur l'inobservation des Préliminaires de Léoben par le Gouvernement François. Il se re-

pentit d'avoir concédé Mantoue & son territoire. Tandis que l'Europe mettoit en problême la réalité de cette concession, & que les écrivains de la République la nioient officiellement avec audace, le Directoire s'occupoit de l'annuller. " Il vouloit garder *Mantoue*, affirme le " Révélateur expatrié, quoique, par les préli- " minaires, il fut stipulé qu'elle seroit rendue; " & c'est uniquement ce qui a empêché de " conclure la paix."

Pour la consommer, on imagina de livrer Venise à l'Empereur en échange de Mantoue. *Carnot* s'attribue l'honneur de cet expédient, conçu de même par *Buonaparte*, & adopté malgré la répugnance du Directoire, dont la générosité pacifique n'entendoit se dessaisir ni de Venise ni de Mantoue. Ainsi, la plus ancienne, la plus irréprochable République de l'Europe, a été sacrifiée à l'infidélité de quatre François embarrassés de leur serment, & à la dextérité délicate de deux conciliateurs scrupuleux, qui, après avoir pillé & subverti Venise, en échangeoient les ruines & l'indépendance contre une forteresse dont ils avoient promis la restitution. *Carnot* & *Buonaparte* sont assurément des casuistes admirables. En se chargeant de l'odieux de cette transaction, l'Ex-Directeur disculpe,

du moins, le Cabinet de Vienne de l'avoir proposée. Ce sont des arrangemens de cette espèce que ces Messieurs nomment *la paix* & dont ils tirent vanité.

Le Général *Dumourier*, dans l'un de ses écrits, avoit prétendu qu'au moment du Traité de Léoben la position des Impériaux se trouvoit moins désespérée que celle de *Buonaparte* n'étoit périlleuse : *Carnot* exprime la même opinion, & considère le traité comme ayant été encore plus urgent pour l'armée Françoise que pour celle de S. M. I. Il faudroit comparer un plus grand nombre de circonstances que celles qu'il rapproche, avant de fixer son jugement.

Un troisième fait non moins digne d'attention, c'est la proposition faite par *Carnot*, & agitée dans le Directoire, d'exiger de l'Espagne la Louisiane & la Floride, moyennant quelques démembremens de l'Etat Ecclésiastique qu'on eût cédés à S. M. Catholique, pour en faire un appanage royal au Très-Catholique Duc de Parme. Le loyal dispensateur de ces infâmes mutations méritoit la médaille de *Trajan*; *Regna assignata* : mais son *cœur pur* découvroit un avantage immense à *républicaniser une vaste & belle contrée de l'Amérique, qui nous eût*

donné une si grande influence sur les Etats Unis; c'est-à-dire à convertir cette *vaste & belle contrée* en désert couvert de cendres & d'ossemens, comme cela s'est pratiqué à St. Domingue. Quant aux Etats-Unis, je laisse à penser ce que leur eût valu un semblable voisinage.

Enfin, dans le nombre des friponneries avérées dont *Carnot* accuse ce Directoire qu'il conseilloit si bien, on doit distinguer le projet de voler aux Hollandois le Cap & Trinquemalé, après en avoir obtenu la restitution par l'Angleterre. *Rewbell* vouloit mieux; il entendoit que la pacification une fois rompue par le refus du Ministre Britannique à rendre ces deux colonies, on forçât les Hollandois de fournir des vaisseaux & de l'argent pour les reprendre, & d'opérer ainsi à leur dépens, la confiscation que méditoit la sagesse des Consuls François. Je doute qu'aucun poëte osât hasarder l'invention d'une semblable filouterie, pour un spectacle de coupejarrets, dont l'imagination jugeroit la ruse trop romanesque.

Et cependant, voilà les hommes auxquels la moitié de l'Europe a demandé la paix! voilà le Gouvernement dont l'existence paroissoit un

moindre mal que la guerre, qui parle de ses *chers alliés*, & qu'on nous accuse quelquefois de calomnier!

Ah! Lord *Auckland* n'a eu que trop de raison de dire qu'il ne pensoit jamais sans frémissement à ces négociations de Lille, & aux résultats qu'auroit entraîné la paix. La pénétration du négociateur, & la fermeté du Gouvernement, égalèrent heureusement la duplicité & l'arrogance de ce Directoire, qui conspire toujours en feignant de négocier.

Aux leçons que ses révélations donnent à l'Europe, *Carnot* en ajoute une qui renferme & qui consacre les avertissemens si long-tems inutiles, dont les Puissances ont été fatiguées depuis deux ans. Ce n'est plus un Ministère intéressé à généraliser la guerre, un émigré désespéré, un écrivain exaggérateur qui la leur adresse: elle sort de la plume d'un confident des secrets révolutionnaires, d'un des architectes de la République Françoise, d'un des Vizirs qui l'ont gouvernée.

" Le système du Directoire, déclare l'ancien " Directeur, n'est pas équivoque. C'est de fon- " der la puissance nationale sur l'affoiblisse- " ment & la destruction de ses voisins, de les " combattre les uns par les autres; de les trai-

" ter comme amis, aussi long-tems qu'on a " besoin de les paralyser ou d'en extraire des " secours; & lorsque le tems est venu de les " écraser, des génies si féconds ont bientôt in- " venté des prétextes pour réaliser à leur égard " la fable du loup & de l'agneau." Républiques modernes, habitans du Nord & du Midi, qui cherchez encore votre sureté dans la neutralité, ou dans la bienveillance de la France, méditez ce terrible aveu.

Et n'en croyez pas le dénonciateur, lorsqu'il vous assure que ce système est une suite de son absence, & que s'il tenoit le gouvernail, sa *majestueuse République* verseroit sur la terre les bénédictions de la *paix & de l'humanité.* Il a voté lui-même pour cette guerre qui devoit livrer au bourreau la tête de son Roi, & renverser toutes les Monarchies; il a concouru pendant six ans à ce projet de révolutionnement universel. *Guerre impie!* s'écrie-t-il, à propos de l'extermination des généreux enfans de *Guillaume Tell.* Eh! Monsieur, elle n'est pas plus impie que l'invasion, la ruine & le saccagement de Venise, que le bouleversement de Gênes, que la première spoliation du Souverain Pontife pacifique & désarmé; que le bombardement, la démolition & le carnage de Lyon,

que

que les horreurs de la Vendée, que vos Tribunaux révolutionnaires, que ce tissu d'injustices & d'horreurs ineffables auxquelles vous avez prêté six ans consécutifs de votre ministère.

Les louanges que décerne *Carnot* sont calculées sur les dates. Il écrivoit le 7 Mai 1798, époque où *Jourdan* jouissoit dans les 500 d'un certain crédit, où *Buonaparte* sembloit marcher à de nouveaux triomphes, où les *Thibaudeau*, les *Emery*, les *Doulcet*, conservoient l'espoir de recouvrer l'influence dont ils usèrent en 1797 pour paralyser les mesures défensives du Corps Législatif. Les hommages de *Carnot* s'adressent à cette classe d'individus.

Il réclame l'honneur d'avoir deviné le génie de *Buonaparte*, & de l'avoir porté au commandement. Il est notoire, cependant, que le service rendu à la Convention en 1795 contre les Sections de Paris, que l'union de *Buonaparte* & de *Barras* dans cette conjoncture, que la faveur qu'elle mérita au Vainqueur des Bourgeois de la Capitale, que son mariage ajusté par *Barras*, passèrent unanimement pour avoir déterminé sa promotion à l'armée d'Italie.

La partie spéculative de ce petit livre forme un plaisant cours de droit politique. Voici entre autres une des maximes fondamentales de

l'ancien Directeur de la Démocratie représentative de France.

" Je suppose," dit-il, " que la majorité du " Corps Législatif veuille faire la contre-révo- " lution. Eh bien ! je dis qu'alors non-seule- " ment il est permis de s'insurger, mais qu'on " doit le faire. Croit-on que je serois d'avis " d'exécuter un acte du Corps Législatif qui " proclamât la Royauté ou la Constitution de " 1793, ou la mise hors la loi des Membres " du Directoire?—Non, certainement."

Telle est la savante théorie d'un des Fondateurs d'une République établie sur la base de la *Souveraineté du Peuple*, & sur la délégation amovible de cette autorité souveraine à un corps de Représentans. Si le publiciste *Carnot* eût avancé que la Nation est en droit de s'insurger contre le Corps Législatif qui tenteroit de renverser la loi constitutionnelle, il eût parlé en républicain & en homme conséquent aux principes de la Révolution; mais attribuer au pouvoir exécutif, à ce pouvoir délégué, à cinq individus, par la puissance législative, & non par le peuple, lui attribuer le droit de se révolter contre la représentation nationale, & d'en faire juger les membres comme coupables de haute trahison, voilà, certes, une Ré-

publique d'un nouveau genre. L'insurrection du Gouvernement dans une Monarchie limitée où les pouvoirs sont divisés, balancés, fixés par la loi, pourroit être légitime, s'il ne restoit pas d'autre ressource contre les attentats du Corps Législatif; mais qu'a de commun un semblable régime avec une République, où la titulaire du Pouvoir exécutif n'est que l'officier du Souverain & le Magistrat passager de la Constitution? Si les Conseils, interprêtes du vœu de leurs commettans, & fidèles à leurs instructions, estimoient devoir abjurer une Constitution détestable & toute nouvelle, pour revenir à une ancienne forme de gouvernement redemandée par la Nation;—quoi! le Directoire auroit le droit d'opposer sa rebellion à la volonté publique exprimée par ses organes légaux!

Citoyen *Carnot*, vous siégez toujours aux Luxembourg; vos Collègues ne désavoueroient pas vos préceptes de *liberté*. *César* aussi s'insurgeoit contre le Sénat & le Peuple qui lui refusoient les faisceaux. Vous *insurgeâtes*-vous cependant, lorsque votre cabale républicaine renversa la monarchie de 1791, que vous aviez juré de garantir? Si *Louis XVI*, en 1789, eût dissous ces Etats-généraux qui, infidèles à leurs mandats, bouleversoient les loix éternelles de

la France, eût-il été, à vos yeux moins autorisé à cette *insurrection* que ne le seroit votre Directoire à maintenir par la violence un régime sans nom, une constitution chimérique, une République de 24 heures, instituée au milieu des meurtres & de l'anarchie, par des législateurs sanglans dont la moitié a puni l'autre du dernier supplice?

On peut respecter un coupable dans le malheur, même sans le plaindre; mais, lorsqu'il abuse de cette pitié naturelle pour sortir du silence, & pour braver la conscience publique, il en provoque le jugement.

Quels sont les des titre *Carnot* à l'indulgence? Violateur de ses sermens & de la loi sous la Constitution de 1791, Républicain dans une assemblée chargée par ses électeurs de maintenir le Gouvernement Monarchique, choisi dans la Convention parmi les plus abominables des hommes, pour assister ce Comité Décemviral qui fit la France entière prisonnière de guerre, afin de l'égorger en détail avec les formes de la justice, & la voler au profit de ses assassins; signataire muet des forfaits de ce tribunal, confident de ses desseins sans en avoir jamais instruit ni la Nation ni ses Représentans, il élève aujourd'hui la voix pour

nous apprendre *qu'il s'opposa souvent à Roberspierre*, & qu'on ajoutoit son nom à ceux de ses collègues, quoique son avis n'eût pas prévalu.

Dix-huit mois entiers il a donc vu rouler les charettes de mort, tomber les têtes des victimes, couvrir la France de commissions exterminatrices, conspirer sous ses yeux la ruine de l'Etat & le meurtre de ses habitans; il s'est enfermé dix-huit mois avec des monstres; il a prêté son industrie ou sa passive autorité à leurs délibérations sans les déserter, sans les dénoncer, sans les offenser même; car, son existence le démontre: & il présume se justifier en imprimant dans un village d'Allemagne, qu'il assista à ce Conseil infernal comme à une tragédie, placé dans le parterre sans se mêler aux acteurs!

A la chûte de *Roberspierre*, les Thermidoriens invoquèrent la punition de tous les Membres du Comité de Salut Public. Ces accusateurs refusèrent d'admettre que les adjoints de *Roberspierre* fussent demeurés étrangers à son système. Ce procès occupa plusieurs séances, dans lesquels *Carnot*, *Collot d'Herbois*, *Barrère*, & *Billaud Varennes*, se défendirent mutuellement avec la chaleur de la fraternité. — Tous

rejetèrent sur *Roberspierre* mort, la férocité & le nombre des exécutions. " Vous mentez, leur " répliqua-t-on ; car vous avouez que *Robers-* " *pierre* a été absent du Comité 45 jours ; du- " rant lesquels vous avez fait guillotiner 1285 " personnes ; au contraire, dans le même espa- " ce de tems qui précéda son absence, il n'y eut " que 577 guillotinés. Différence en plus con- " tre vous, 708."

On les accabla de pièces & de preuves ; entr'autres, de la production de l'arrêté par lequel ils instituèrent à Orange un Tribunal révolutionnaire qui surpassa celui de Paris. Le nom de *Carnot* se trouve en tête de ce rescrit non signé de *Roberspierre*, & où le Comité déclare *ennemis de la Révolution & punissables de mort tous ceux qui ont cherché à en contrarier la marche*. — Les preuves requises pour la condamnation furent *tous les renseignemens, de* QUELQUE NATURE QU'ILS SOIENT, *qui peuvent convaincre un homme* RAISONNABLE ET AMI DE LA LIBERTÉ.

Carnot échappa en faveur de *sa foiblesse*, & des services qu'il avoit rendus dans la partie militaire, quoiqu'on en fût plus essentiellement redevable à MM. *D'Arçon*, *de Grimoard* de *Boisdeffre*, & autres habiles officiers compo-

sant le Comité de la Guerre, dont *Carnot* étoit le rapporteur au Comité de Salut Public.

Il se plaint, non sans raison, de la haine & de la poursuite des Thermidoriens; ce parti audacieux & énergique l'avoit jugé: ils se défièrent, non de sa modération, mais de sa duplicité: ils virent en lui, non l'émule de *Roberspierre*, mais un ambitieux dissimulé & équivoque sur la fidélité duquel on ne pouvoit compter; ils ne lui pardonnèrent jamais ses réticences, ni l'abandon où il les avoit laissés sous le couteau de son Comité.

Réuni ensuite à *Barras* dans le Directoire, il en reçut & lui rendit la guerre. Chaque jour leur animosité éclatoit par des querelles: on assure qu'ils se battirent même au milieu d'une délibération, & que plus d'une fois leurs amis prévinrent une rupture éclatante & un duel.

Barras dépopularisé par le massacre des Sections, étoit diffamé par les journaux comme terroriste; *Carnot*, pour contraster, joua la douceur & la haine des Jacobins. L'acharnement de ces deux hommes s'aggrava au milieu de 1797, au point qu'on prévit qu'ils ne siégeroient plus long-tems ensemble, & que l'un ou l'autre se débarrasseroit de son ennemi.

Dans l'espoir de rendre *Barras* encore plus odieux, *Carnot* favorisa les premiers sentimens du Corps Législatif. Il eût permis à cette Assemblée tout ce qui pouvoit conduire à la disgrace & à l'éloignement de son collègue; mais effayé d'un mouvement rétrogade & de l'opinion enthousiaste qui se manifestoient contre les principes & contre les agens de la Révolution, il trembla qu'un Roi de France ne fût proclamé à la place de *Barras*. En conséquence, il travailla à rallentir cette généreuse effervescence, il refusa tout secours aux Conseils, il les divisa, il pétrifia les lâches, il alarma les constitutionnels rigides. On le vit refuser sa déposition sur le dol qu'avoit commis clandestinement les Triumvirs, en appelant les troupes vers Paris.

Sa politique fut trompée: elle concourut à perdre les Conseils, mais elle ne le sauva pas. Nouvel exemple, aussi inutile peut-être que tant d'autres, du danger de semblables combinaisons dans une Révolution où l'audace l'emporta toujours sur l'adresse, la violence sur l'esprit, & une détermination franche sur l'ambiguité.

GRANDE

GRANDE BRETAGNE.

Rapport du Comité Secret de la Chambre des Communes.

Imprimé le 15 Mars 1799.

CE Rapport a pour objet le résultat de l'examen soumis au Comité, des Papiers & Pièces justificatives communiqués par le Gouvernement, touchant les conspirations tramées dans la Grande Bretagne & en Irlande, depuis 1792.

Ordinairement, dans les autres pays l'autorité cache soigneusement de semblables révélations: ici, on fait mieux, on les publie. En divulguant ainsi les secrets de conjurés que la loi ne peut encore atteindre, on ne leur laisse aucun doute sur le danger qui les menace; l'on éclaire le peuple sur le sien, on justifie d'avance l'énergie des mesures qu'il est nécessaire d'aporter, aux yeux de quiconque s'en alarmeroit par zèle pour les droits de la liberté.

Cette observation est particulièrement applicable à une conjuration systématique & compliquée, qui tire sa force de sa nature encore plus que de ses agens, & qui n'est autre chose qu'un Gouvernement révolutionnaire, secret, travaillant dans l'obscurité à la ruine de la Constitution légitime.

Tel est le véritable caractère des *Sociétés-Unies*, originaires d'Irlande, progagées en Angleterre & en Ecosse, comprimées sans être extirpées, sans cesse revivifiées par les trames du Directoire François, par l'espoir de son assistance, & par l'exemple de ses succès.

Le Rapport, rédigé avec autant d'ordre que de clarté, trace l'histoire, le but, les formes, les opérations de ces Assemblées incendiaires. En le lisant on est pénétré de terreur, comme à la vue du précipice dans lequel on faillit d'être englouti. Tous les siècles & tous les Etats virent des complots & des ligues criminelles; mais il étoit réservé à la Révolution Françoise de fournir ce modèle d'associations multipliées & concentriques, conjurant contre les loix, en délibérant le renversement durant des années consécutives & sous leur protection, formant au milieu du corps social une confédération pour le dissoudre, ayant leur pouvoir législa-

tif & leur pouvoir exécutif, attaquant leur patrie par les mêmes organes, avec les mêmes formes qui servent à sa conservation & au maintien de la tranquillité publique.

Les *Sociétés* Irlandoises & Britanniques sont filles des sociétés révolutionnaires de France ; mais conduites avec un art, un enchaînement progressif, un raffinement de théorie dont les Jacobins François n'eurent jamais besoin.

Depuis les mystères d'Eleusis jusqu'aux Congrégations de la Franche-Maçonnerie, il exista sans doute d'âge en âge des réunions secrettes d'hommes liés par des cérémonies, par une discipline ; & quelquefois par des dogmes communs. Quelques-unes eurent pour objet certaines opinions contraires aux opinions vulgaires ; d'autres furent des résurrections clandestines d'établissemens abolis ; de troisièmes, des confrairies ou des sectes qui professoient une croyance particulière ; de quatrièmes prirent des caractères symboliques pour échapper à l'investigation publique, & se livrer avec moins de gêne à des usages civils, souvent très-indifférens.

Mais aucune Ligue organisée ne se forma contre le Gouvernement, ni contre l'ordre essentiel des sociétés, avec une étendue, un ré-

gime, un système, & des moyens d'exécution semblables à ceux des Jacobins.

Ces derniers ne préexistèrent point à la révolution ; elle en a fécondé la semence, enrégimenté les soldats épars, formé les bataillons, & conçu la tactique.

De la Société des *Amis de la Constitution* siégeant à Paris, sortirent les Sociétés correspondantes dans les provinces, dans les régimens, dans les ports de mer ; les Sociétés subordonnées d'enseignement, nommées *fraternelles*, la Société de conspiration active dite des *Cordeliers*, les Comités d'exécution dans chaque district, les associations de promoteurs directs des tumultes, d'assassins, d'agens de la terreur.

Personne ne nous a encore dévoilé la contexture de cette combinaison graduelle, suivant laquelle les rangs, les rôles, les aggrégations, les opérations diverses se trouvoient déterminés ; combinaison qui, dès 1790, devint le Gouvernement invisible de la France dont le nouveau despotisme républicain s'est effrayé, après en avoir fait son instrument, qu'il a comprimée sans parvenir à la briser, & dont il a fait présent à toutes les Nations dont il veut dissoudre les instituts, ravir les propriétés, & usurper le territoire.

Les Sociétés d'*Irlandois Unis*, imitées des Associations Jacobines de France, & agissant sur les mêmes principes, se sont perfectionnées par nécessité. A l'exemple de leurs modèles, elles n'avoient pas à travailler sur un empire déjà dissout, à côté d'une Assemblée constituante qui proclamoit l'anarchie, sous la protection de plusieurs classes de factieux qui se disputoient leur amitié, & sans avoir à craindre ni tribunaux, ni police, ni loix, ni force publique. Il leur a fallu beaucoup plus d'efforts & de calculs pour se soustraire à la vigilance de l'autorité, aux magistrats, aux armées, & à la réaction d'une majorité nationale.

Ce n'est point aux seules Isles Britanniques que le *Comité Secret* rend l'inestimable service, de manifester les ressorts sur lesquels est montée cette machine de subversion. Par-tout où il existe un Envoyé, un Consul, un Agent François, il se trouve une société révolutionnaire, sous un nom ou sous un autre. Le *Rapport* que nous avons sous les yeux démontre à tous les Gouvernemens le secret de ces infernales institutions, par quelle discipline elles peuvent échapper à sa vigilance, à quels progrès elles peuvent atteindre, nonobstant l'état

de guerre & d'isolation géographique qui diminuoient pour l'Angleterre le danger des communications.

" Dans tous le cours de son enquête, disent " les rapporteurs, votre Comité a saisi les preu- " ves les plus claires d'un dessein systématique, " poursuivi depuis long-tems par la France d'in- " telligence avec des traîtres domestiques, & " avec une persévérance infatigable, de ren- " verser les loix, la Constitution, le Gouver- " nement, tout établissement actuel, civil ou " ecclésiastique, dans la Grande Bretagne & " en Irlande, ainsi que de dissoudre la con- " nexion existante entre les deux Royaumes ; " connexion si nécessaire à leur sureté & à " leur prospérité mutuelles."

L'étendue & l'uniformité de cette Conspiration systématique sont également frappantes. Les sociétés politiques qui en forment les leviers, présentent en Angleterre, comme en Irlande & sur le Continent, une similitude de principes, de vues & de moyens. Leurs communications & leur concert ont été maintenus depuis leur origine jusqu'au moment présent ; tantôt entre les sociétés elles-mêmes ; tantôt entre leurs chefs dirigeans, & toujours par des rapports avec le Gouvernement de France leur

protecteur, leur allié, & le refuge de tous les conspirateurs fugitifs ou contumaces, échappés du territoire Britannique.

La Société des *Irlandois-Unis*, dont le Rapport développe la nature & l'organisation, est une véritable Confédération générale d'individus de toute classe, partagés en subdivisions, liés ensemble par l'engagement du secret, par la responsabilité de leurs crimes, & par le danger personnel qui les menace, soit de la vengeance des loix, soit du ressentiment & de l'autorité de leurs associés. Cette chaîne d'union s'est fortifiée par l'usage de signes secrets, souvent renouvelés, & propres aux différentes classes conspiratrices.

" Graduellement elles ont acquis les moyens " de troubler la tranquillité, de mettre obsta- " cle aux decrets de la justice par une résis- " stance ouverte à l'autorité des loix, par la " protection des accusés, par la délivrance des " prisonniers, par des enlèvemens d'armes, & " enfin, par l'assassinat des dénonciateurs, des " témoins, des magistrats, des jurés : jusqu'à " ce qu'une terreur générale forçat les habi- " tans loyaux d'abandonner leur domicile & " l'Irlande même. Un Comité principal, sous " le nom de *Directoire Exécutif*, gouverne la

de guerre & d'isolation géographique qui diminuoient pour l'Angleterre le danger des communications.

" Dans tous le cours de son enquête, disent " les rapporteurs, votre Comité a saisi les preu- " ves les plus claires d'un dessein systématique, " poursuivi depuis long-tems par la France d'in- " telligence avec des traîtres domestiques, & " avec une persévérance infatigable, de ren- " verser les loix, la Constitution, le Gouver- " nement, tout établissement actuel, civil ou " ecclésiastique, dans la Grande Bretagne & " en Irlande, ainsi que de dissoudre la con- " nexion existante entre les deux Royaumes ; " connexion si nécessaire à leur sureté & à " leur prospérité mutuelles."

L'étendue & l'uniformité de cette Conspiration systématique sont également frappantes. Les sociétés politiques qui en forment les leviers, présentent en Angleterre, comme en Irlande & sur le Continent, une similitude de principes, de vues & de moyens. Leurs communications & leur concert ont été maintenus depuis leur origine jusqu'au moment présent ; tantôt entre les sociétés elles-mêmes ; tantôt entre leurs chefs dirigeans, & toujours par des rapports avec le Gouvernement de France leur

protecteur, leur allié, & le refuge de tous les conspirateurs fugitifs ou contumaces, échappés du territoire Britannique.

La Société des *Irlandois-Unis*, dont le Rapport développe la nature & l'organisation, est une véritable Confédération générale d'individus de toute classe, partagés en subdivisions, liés ensemble par l'engagement du secret, par la responsabilité de leurs crimes, & par le danger personnel qui les menace, soit de la vengeance des loix, soit du ressentiment & de l'autorité de leurs associés. Cette chaîne d'union s'est fortifiée par l'usage de signes secrets, souvent renouvelés, & propres aux différentes classes conspiratrices.

" Graduellement elles ont acquis les moyens " de troubler la tranquillité, de mettre obsta- " cle aux decrets de la justice par une résis- " stance ouverte à l'autorité des loix, par la " protection des accusés, par la délivrance des " prisonniers, par des enlèvemens d'armes, & " enfin, par l'assassinat des dénonciateurs, des " témoins, des magistrats, des jurés : jusqu'à " ce qu'une terreur générale forçat les habi- " tans loyaux d'abandonner leur domicile & " l'Irlande même. Un Comité principal, sous " le nom de *Directoire Exécutif*, gouverne la

secrettes, fortifie les sociétaires en allumant leur imagination ; mais jamais on ne forma d'enthousiastes sans les mettre en guerre avec le Gouvernement ou avec le culte établis ; les défenseurs de l'un & de l'autre, & les conjurés qui travaillent à les détruire, sont des instrumens totalement dissemblables : la nature a défendu que leur instinct, leurs passions, leurs mobiles, leur système, & leurs plans, eussent rien de commun.

La Société des *Irlandois Unis* prit naissance en 1791 ; celle d'Angleterre, connue sous le nom de *Constitutional Society*, en fut contemporaine : le *Corresponding Society*, celle d'Ecosse, qui prit le nom d'*Amis du Peuple*, s'organisèrent en 1792, toutes sur les principes de la Révolution Françoise, & exaltées par le triomphe de ses énormités.

Imitant la marche de Paris, les Sociétés Ecossoises installèrent leurs délégués, à la fin de 1792, en Convention générale ; des députés des Sociétés de Londres vinrent s'y joindre l'année suivante : — cette assemblée siégea, délibéra, décréta jusqu'au 4 Décembre, 1793, dans le style & les formes des conjurés François ; elle se divisa en sections, en comités d'instruction, d'organisation, de sureté, de finan-

ce ; accordant les honneurs de la séance & la mention honorable aux donateurs patriotiques ; datant ses minutes de *la première année de la Convention Britannique*, & donnant ainsi la première représentation des bouffonneries qu'on joue aujourd'hui sur les théâtres de la Haye, de Milan, de Gênes, de Rome & de Lucerne.

Le jugement & la transportation de quelques-uns des Chefs Ecossois, abrégea le cours de leur gloire & celui de leur *Convention*, mais cette destinée ne ralentit pas l'ardeur des Sociétés de Londres à ressusciter une assemblée en Angleterre. Les Jacobins Britanniques ne dégénéroient point de leurs maîtres, les *Frères & Amis* des cavernes de Paris. Dans une de leurs adresses à la Convention Françoise, ils en appeloient les membres des *serviteurs du Peuple souverain & des bienfaiteurs du genre humain*. Toute l'année 1794 fut employée de leur part à des missions de villes en villes & de villages en villages, pour inculquer la nécessité d'une Convention, & pour y répandre les écrits de *Paine* & autres libelles de cette espèce.

L'arrestation & le procès de divers Membres de la *Société de Correspondance* ne suspendirent

point l'activité de la Confrairie, ses convocations publiques, ses appels à la populace, ses débats seditieux, & la dissémination prodigue des écrits incendiaires. En 1797, l'effet de la contagion se manifesta sur la flotte parmi une classe de matelots, dont la plupart se trouvèrent être des *Irlandois Unis*: on tenta les mêmes efforts pour égarer les soldats.

L'intime connexion des Sociétés Angloises avec celles d'Irlande, des unes & des autres avec la France, ne faisoit pour ainsi dire qu'un seul corps des conjurés. Leur audace & leur perversité désespérées, encouragées, de Paris, allèrent jusqu'à méditer un soulèvement général à Londres & dans les comtés, pour saisir & assassiner Sa Majesté, la Famille Royale, & plusieurs Membres du Parlement. Un officier de quelque expérience devoit les conduire; mais ils ne se jugèrent pas encore assez forts pour exécuter ce complot par surprise ou à force ouverte. Divers projets semblables succédèrent à celui-là. Les Sociétés affiliées se multiplièrent dans divers Comtés, à Manchester, à Liverpool; en se classifiant comme à Londres par divisions & par districts.—L'Ecosse n'en fut pas exempte, & Glasgow devint le chef-lieu des conspirateurs.

Le système d'*Union* dans la Grande Bretagne a été emprunté d'Irlande, & très-probablement apporté par des délégués de ce royaume. Les *Sociétés* qui furent organisées en Angleterre par des Irlandois Unis, sont aux yeux du Comité & sous tous les rapports les plus redoutables, sur-tout actuellement; par leur combinaison, par leur nombre, & par l'atrocité de leurs projets, pour arriver à une coopération directe avec la France, dont la correspondance passe par Hambourg.

Tantôt les *associés* ont complotté de jeter sur la côté d'Angleterre un nombre d'Irlandois embarqués dans de petits bâtimens; tantôt d'armer de poignards les plus déterminés Irlandois Unis travaillant sur les bords de la Tamise, pour assaillir par surprise, & au même instant, le Parlement, la Banque, & la Tour.—Aujourd'hui les vues sont tournées vers une nouvelle insurrection générale en Irlande, sous la protection du Directoire François & de ses armes.

Hambourg est depuis long-tems le dépôt de fugitifs des Isles Britanniques, qui vont y chercher une retraite contre la poursuite des loix, & dont un comité dirige la correspondance intermédiaire avec Paris, Londres, & l'Irlande,

sous le masque d'affaires commerciales ou d'informations pour les papiers nouvelles. A ce rendez-vous se réunissent encore des factieux, des propagandistes d'autres Etats, dont les intrigues ont pour objet de répandre dans le Holstein & le Nord le poison du Jacobinisme.

Récemment ils ont institué à Hambourg, à Altona, & dans les environs, sous le nom de *Société Philanthropique*, un centre de conjuration modelé sur le plan des Sociétés Irlandoises & Britanniques, dans le but de correspondre avec les républicains de tout pays & de subvertir tous les Gouvernemens. Vingt individus Anglois, François, Hollandois, Allemands, forment le Comité dirigeant & la tête de ces associations; machine de guerre révolutionnaire dont le Directoire François conduit les ressorts.

Puisque des institutions non moins criminelles se sont élevées & soutenues dans la Grande Bretagne, il est peu étonnant qu'elles aient échappé à la vigilance du Ministère Danois & des Magistrats de Hambourg. Autorisées par la présence & par l'appui d'un Agent François qui menace, qui intimide, qui profite de la dangereuse situation où la République a jeté l'Empire, elles ont pu braver jusqu'ici l'autorité qui les toléroit; mais leur existence est une infrac-

tion si formelle de la neutralité, qu'elles n'ont aucun droit à sa protection. Surement le Gouvernement si eclairé de S. M. Danoise, la Régence si sage de Hambourg distinguée par son administration & sa police, les Princes Directeurs du Cercle de Basse Saxe, ne souffriront pas plus long-tems un scandale aussi révoltant. Pendant qu'au Midi l'Allemagne résiste aux aggressions de la République Françoise, on ne laissera pas au Nord ses conspirateurs exécuter une guerre non moins périlleuse, à l'ombre de la paix.

" Les principes & les vues des conjurés, conclut le Comité, demeurent inaltérables: leur " confiance dans la coopération de la France " est entière; & quoique le système de ces so- " ciétés traîtreuses ait été brisé & interrompu " à plusieurs égards, on ne peut aucunement " le regarder comme détruit."

Le Comité place avec justice son assurance contre ce fléau, dans les forces que la Constitution & le Parlement ont confiées au Pouvoir exécutif, dans la poursuite du système de vigilance & de fermeté adopté depuis quelques années, & dans l'assistance qu'il reçoit du sentiment & du zèle publics.

Des phénomènes de cette époque, le plus extraordinaire peut-être sera d'avoir vu un état libre, où l'intensité de l'autorité monarchique se trouve subordonnée à une Constitution fixe, enveloppé dans une guerre à mort avec le plus acharné & le plus redoutable des adversaires, resté seul sur le champ de bataille abandonné par ses alliés, ayant à soutenir le poids d'une dette immense & le besoin d'un subside annuel encore sans exemple, ouvert à toutes les entreprises qu'on peut colorer sous le masque de la liberté & aux ravages de la presse; attaqué par les corrupteurs dans ses flottes & dans ses armées; en même tems, nourrissant dans son intérieur une confédération clandestine de traîtres domestiques organisés en milice régulière, & formant à la fois une secte, un gouvernement, une armée, en conjuration permanente assistée de l'ennemi extérieur, des opinions du jour, & des dangers de leur patrie;— ce sera, disons-nous, le plus mémorable des prodiges, que cet empire soit demeuré invulnérable.

La Monarchie Françoise a succombé sous des assauts bien inférieurs. Un instant de découragement dans l'autorité, un jour d'égarement dans

dans l'esprit national, le moindre dissentiment entre les Pouvoirs, un relâchement dans la surveillance, une application moins soutenue des talens, de l'énergie, & des ressources, eussent accompli en Angleterre cette subversion par laquelle la Providence punit les Peuples dégénérés & les Empires en caducité.

FRANCE.

IL seroit difficile d'exprimer l'allégresse qu'une nouvelle guerre avec la Maison d'Autriche a inspirée aux Jacobins, la consternation qu'elle a répandue parmi les amis de la paix qui tremblent de voir revenir, avec les premiers revers, de nouveaux attentats sur les personnes & les propriétés, & enfin l'inquiétude qu'en a conçu le Directoire.

Fort du succès de ses intrigues passées, il espéroit désarmer l'Empereur sans combattre, le brouiller irrévocablement avec la Russie, & pousser impunément le cours de ses brigandages dans l'Empire Germanique & en Italie.

Cette double guerre d'artifices & de violences est incompatible avec le génie de la Révo-

lution Françoise: celle-ci ne doit jamais reculer, jamais s'arrêter, jamais suspendre son mouvement sous peine de l'affoiblir. La Suisse conquise, le Roi de Sardaigne captif, & le Pape renversé, l'ancien Comité de Salut Public n'eût pas laissé respirer le Continent épouvanté, & eût exécuté sans délai sur le midi de l'Allemagne & de l'Italie, des desseins que les temporisations ont fait péricliter.

Ebloui de sa supériorité, entraîné par son arrogance, trompé par l'effroi des Puissances méridionales, il se flatta de prévenir leur réveil en prolongeant la sécurité des unes, en allumant l'ambition des autres, en les gouvernant par des menaces, & en les abusant toutes.

Dans six mois ce systême eût atteint son objet, si l'esprit & la nature du Gouvernement François n'excluoient pas toute modération, & si les passions de ses Chefs leur permettoient aucune retenue. Après avoir tout fait pour forcer la Cour de Vienne à se reconnoître, à abjurer ses inclinations pacifiques, à songer enfin à sa défense & à retrouver des alliés, ils l'ont traitée au moment de sa résurrection, comme ils l'avoient traitée aux jours de son humiliation; se persuadant qu'ils lui arracheroient ses derniers moyens de sureté, avec autant de fa-

cilité qu'ils étoient parvenus à les lui rendre nécessaires.

Dans cette confiance, & pour se fortifier du vœu de tous ceux qui à Vienne n'opinoient à tirer l'épée qu'au moment où les François la porteroient sur la poitrine même des Autrichiens, le Directoire a débuté par une simple réquisition. Le terme de la réponse exigée étant expiré, il a jeté trente mille hommes en Souabe, comminatoirement, à-peu-près comme on envoie des huissiers pour exécuter une sommation; avec ordre de surprendre les Impériaux, sans déclaration préalable, par-tout où ils se reposeroient encore sur l'armistice.

La contenance de l'Archiduc *Charles* & les dispositions non équivoques de sa Cour, ayant fait disparoître au Luxembourg tout espoir de l'emporter par des démonstrations, on s'est enfin, & péniblement, décidé à déclarer la guerre. Cette résolution n'a été prise, très-rapidement, que le 12 Mars.—Le Ministre *Talleyrand* n'en fut instruit qu'une heure auparavant; l'Envoyé Toscan, pris au dépourvu, n'eut pas même le tems d'expédier un courier.

Dans l'après-midi de ce jour, 12 Mars, le Conseil des Cinq Cents reçut cette notification guerrière par un *Message*, dont le style, les

longueurs, les maladresses attestent la précipitation. On n'y trouve ni force, ni art, ni logique; c'est le plus pitoyable des Manifestes républicains. (1)

Après les vanteries ordinaires, les *cinq années de triomphes*, & *la force indulgente de la République Françoise*; après un amphigouri sur ses soins *constans* à remplir un Traité *qui n'est en proportion, ni avec ses succès, ni avec ce qu'elle pouvoit tirer de vengeance légitime des plans de destruction*; à la suite de ces tirades d'une diction si claire & si élégante, le Rédacteur répète, en les amplifiant, tous les reproches déjà répétés contre l'Autriche.

Cette diatribe se réduit à un Chef unique d'accusation, c'est-à-dire à disculper l'Empereur d'avoir entièrement oublié ses droits & ses devoirs. Le Directoire seul pouvoit montrer cette audace à réclamer un Traité dont il a enfreint journellement la lettre & le sens, & inobser-

(1) L'usage ayant consacré la transcription dans les recueils historiques, des pièces de ce genre qui furent si souvent des mensonges solemnels, & qui, sous la plume de la République Françoise, ont perdu jusqu'au crédit que donnent l'appareil, & la légitimité du Gouvernement dont elles émanent, nous donnerons ce *Message* dans 15 jours, son étendue ne nous permettant pas de le faire aujourd'hui.

vateur de ses principales conditions, prétendre que S. M. I. étoit liée à les respecter toutes, c'est-à-dire, à reconnoître pour loi le Traité lui-méme & les violations que s'en permettoit la France.

La fidélité du Gouvernement Impérial à retirer ses troupes de Mayence & des autres forteresses du Rhin, la promptitude avec laquelle fut exécutée cette convention clandestine du 1er Décembre 1797, signée à Rastadt entre *Buonaparte* & MM. *de Cobenzel*, *de la Tour*, & *de Meerfeldt*; le secret gardé sur cette transaction, dont le Public n'a eu connoissance que par la publicité officielle que lui ont donné les Plénipotentiaires François au Congrès (1); la promptitude non moins grande avec laquelle, simultanément, les troupes Impériales se retirèrent derrière le Lech; n'ont que trop attesté la sincère intention du Cabinet de Vienne à

(1) Par cette convention, qu'ont rapporté toutes les gazettes, & dont personne n'a contesté l'authenticité, les Autrichiens s'obligeoient à évacuer Mayence, Manheim, Philipsbourg, Ehrenbreitstein, dès le 10 Décembre: à la même date, les François devoient évacuer Palma-Nuova, Porto Legnago, Vérone, & le territoire Vénitien jusqu'à l'Adige.

mettre en vigueur sans délai l'acte de Campo-Formio, ses articles additionnels, & la stipulation subséquente du 1er Décembre 1797.

Le mépris de l'armistice stipulé en faveur de l'Empire, le séjour permanent & les exactions des François sur la rive droite du Rhin, le blocus d'Ehrenbreitstein, le bouleversement de la Suisse & de l'Etat Romain, transformés en avant-postes révolutionnaires & en Départemens François, le Piémont converti en place de guerre à l'usage du Directoire, dénaturèrent absolument les rapports fixés à Campo-Formio entre les parties contractantes, & en invalidèrent l'obligation. L'Empereur eût déclaré la guerre à cette époque, qu'elle eût été de sa part simplement défensive; car quelle aggression plus manifeste que la violation des engagemens & de la bonne foi, sous la garantie desquels on a posé les armes?

Quinze mois consécutifs, le Directoire & ses agens ont poursuivi ce cours d'infidélités, d'insultes, de provocations & d'attentats, tolérés avec une longanimité non moins persévérante: sans doute ce tableau sera présenté par le Ministère Autrichien dans un contre-manifeste, comme il a été sommairement rappelé dans la proclamation de l'Archiduc *Charles*.

L'auteur du *Message* s'appesantit sur le séjour des troupes Impériales en Bavière; mais il garde le silence sur l'invasion de la Suisse, sur 50 mille François postés aux frontières de l'Autriche antérieure, & employant toutes les ressources de l'intrigue, de la corruption & de la terreur, pour forcer les Grisons à leur livrer les ouvertures du Tirol. Suivant une opinion accréditée, le Cabinet de Vienne proposa d'évacuer la Bavière, pourvu que les François évacuassent la Suisse & lui rendissent son indépendance. Le refus du Directoire, prouvé par le fait, a justifié toutes les mesures précautionnelles prises par l'Empereur à Ulm, à Ingolstadt, & dans le reste de la Bavière.

Mais que penser d'un Gouvernement qui, après avoir envahi les armes à la main le territoire de la Ligue Helvétique, & exercé sur ses membres la plus sanglante, la plus audacieuse tyrannie, ose se plaindre qu'à la demande légale des Communautés & de la Régence des Grisons, la Cour de Vienne, invoquée en vertu de traités anciens & solemnels, ait accordé son appui à ces peuples contre des ravisseurs prêts à les subjuguer.

Les seuls paragraphes de ce *Message* qui exigent une réfutation, ont pour objet d'accuser

la Cour de Vienne *d'avoir voulu rendre la France au milieu de la paix, & durant les conférences de Selz, complice des plus étranges spoliations; d'avoir dévoué le Piémont à un partage, & d'avoir essayé d'armer la France contre la Prusse.*

La circulation & le crédit qu'ont obtenu partout ces imputations, leur notoriété universelle, les défiances qui en ont résulté, les obstacles qu'elles apporteroient à l'harmonie & aux succès d'une nouvelle Confédération générale; les doutes qu'elles feroient naître sur son désintéressement, l'indifférence qu'elles inspirent déjà aux Peuples opprimés envers leurs Libérateurs; la prodigalité avec laquelle les Ministres & les émissaires du Directoire multiplient les inquiétudes & les soupçons en Italie, en Suisse, en Allemagne, en France, dans une foule d'écrits populaires, de gazettes, d'almanachs, de correspondances, dont le ravage n'est que trop constaté; le déplorable exemple des causes de division qui ont dissout la première alliance; la nécessité d'opposer la franchise à la perfidie, le respect des droits d'autrui à une conjuration armée contre les droits de tous, & la lumière à l'imposture, tant & de si graves considérations détermineront sûrement le Cabinet

net Impérial à démentir publiquement ces accusations ténébreuses, & à raffermir la confiance que mérite la justice de sa cause.

Des hommes étrangers aux notions les plus vulgaires sur le caractère moral du Continent, & auxquels le Directoire ne rend pas compte de ses efforts non-infructueux à égarer l'esprit des peuples pour se garantir de leur vengeance, peuvent s'offenser de ces observations: mais après les avoir adoptées avec maturité, on doit les exposer avec la force du respect & l'autorité de l'évidence. Dans les conjonctures où nous sommes, dans cette traversée périlleuse où chaque passager joue corps & biens, tout autant que les capitaines, un annaliste courtisan se rendroit coupable de la plus lâche des trahisons.

L'état de l'armée du Rhin prouve que le Gouvernement François s'attendoit peu au besoin immédiat d'une force plus considérable, pour entreprendre de renvoyer les Russes en Pologne & les Autrichiens sous les murs de Vienne. Cette armée, dont l'élite a composé celle de Suisse, se trouve peuplée de réquisitionnaires & de conscrits; sa cavalerie est médiocre; ses principaux Chefs n'ont joui jusqu'ici que d'une réputation ordinaire.

Massena mieux servi commandoit à 48 mille hommes en Suisse, avant le passage du Rhin; mais il a été contraint de renforcer l'aile droite de *Jourdan*, de détachemens considérables tirés de la Suisse Occidentale.

A la fin de Mars, le corps d'observation sous les ordres de *Bernadotte* ne s'élevoit pas à 25 mille hommes. On le fortifiera de quelques brigades tirées du Bas Rhin & de la Hollande; on mettra en mouvement jusqu'aux garnisons.

Quattre-vingt mille François occupent l'Italie; les levées étrangères leur ont incorporé environ 30 à 40 mille auxiliaires. Cette armée suffisoit à peine, durant la paix, à réprimer les insurrections renaissantes.

Le Corps législatif a reçu & sanctionné la déclaration de guerre sans élever une remarque, & avec les effusions qui ont caractérisé depuis sept ans toutes ces déterminations de sacrifier le repos, le sang, la subsistance, & les ressources des François, à l'espoir de désoler les autres Peuples.

Le guet-à-pens exercé contre le Grand Duc de Toscane, auquel la République Françoise répète littéralement le reproche du Loup de la *Fontaine*,

Si ce n'est toi, c'est donc ton frère:

cette apostille à la déclaration de guerre contre un Souverain d'Allemagne, fondée sur des prétextes absolument étrangers au Grand Duc, sont des conséquences naturelles du droit public directorial. Cependant le Ministre de Toscane à Paris a été traité avec plus de ménagement que ne le furent les Ministres de Sardaigne & de Naples; on n'a point scellé sa maison, ni visité ses papiers; on lui a laissé sa liberté entière. Doit-il cette faveur à la réputation de philosophie, & même de démocratie, qu'on lui accordoit, ou à la même politique qui a fait rayer du *Message* les épithètes & les outrages que le Directoire prodigue aux Souverains?

On assure qu'à la nouvelle de l'avantage remporté par *Massena* dans les Grisons, quelques Députés félicitoient un Directeur d'avoir bientôt une république de plus, & un trône de moins. " Le Directoire, fait-on repondre à " l'interlocuteur, est loin de regarder une pa- " reille guerre comme facile; l'Empereur n'est " pas un ennemi méprisable."

Comme l'explosion de la colère républicaine doit tomber sur un Etat ou sur un autre, *François* de *Neufchâteau*, Ministre de l'intérieur, a dédommagé le Gouvernement de sa

retenue envers la Maison d'Autriche, en enjoignant par un arrêté public à toutes les autorités constituées, de faire inscrire, au lieu le plus apparent de leurs salles d'audience, & en caractères rouges, ces mots : *Guerre au Gouvernement Anglois*. C'est le même Arlequin-Ministre qui a contraint tous buralistes, notaires, propriétaires de lieux publics, de faire graver sur les murs de leur enceinte cette touchante inscription: *Ici l'on s'honore du nom de Citoyen*.

Les Assemblées primaires couvertes le 21 Mars, pour l'élection de 315 Représentans de rechange, ont renfermé presque autant de candidats que d'assistans. Les citoyens sensés se sont éloignés; car à quoi servent des nominations que le Pouvoir exécutif casse à volonté? Les personnes paisibles, droites & bien intentionnées, les ont absentées par terreur, par dégoût, par indifférence sur le choix de tel ou tel individu qui recevra 500 liv. sterl. d'appointemens, pour légaliser dans les *Anciens* ou dans les *Jeunes*, les ordonnances Directoriales.

Nombre de Frères Jacobins s'en sont de même trouvés exclus, par l'observation rigoureuse du règlement qui interdit de voter à quicon-

que ne paie pas 6 livres de contribution (5 schellings). La même autorité donnoit autrefois 50 sols à ces illustres Républicains pour exercer leur *souveraineté*.

Nonobstant l'avantage que ces récusations volontaires ou forcées sembloient assurer au Pouvoir Exécutif; malgré l'éloquence de ses affiches sur les murailles de Paris, & des excommunications lancées par ses gazetiers contre les Royalistes & les anarchistes, ces derniers prévaloient généralement dans la nomination des Corps Electoraux. Nombre de Comices ont été tumultueuses; on s'y est disputé les choix à coups de poing; à Paris elles sont à-peu-près désertes.

Si leur résultat inquiète le Gouvernement, il paroît peu embarrassé de ses conséquences. Chacun prévoit qu'au besoin il *épurera* les nouvelles Elections, aussi *constitutionnellement* qu' il l'a fait en 1797 & en 1798. Le trouble & les débats suscités dans une quantité d'assemblées primaires, fourniront des motifs de nullité contre leurs élections; la moitié de l'année s'écoulera à vérifier leur légitimité; la guerre autorisera le Directoire à maintenir l'union entre les deux puissances gouvernantes, & à

exclure des Conseils les *réfractaires*. Tout ce qui redoute les Jacobins applaudira.

Ces derniers, cependant, se déploient avec leur audace naturelle, parlent haut, écrivent sans ménagement, reprochent au Gouvernement son despotisme.

Des trois candidats le plus généralement désignés pour le Directoire, *Sieyes* a la faveur des jacobins, *Roberjot* celle des Directeurs, le Général *Beurnonville* le vœu du Public.

Chacun attend avec effroi les mesures de sureté & de finance que nécessitera la guerre, à moins qu'elle ne débute par des victoires & des conquêtes. Les concussionnaires, les dilapidateurs, les armées ont desséché l'Italie; la Suisse ne peut fournir aucune ressource en subsistances & en argent; on est contraint de ménager la Hollande qu'il faut dégarnir de troupes, & dont l'on arrachera avec peine quelques emprunts modiques; les pays incorporés sont dans l'impuissance d'acquitter leurs taxes; enfin, il passe pour avéré que dans l'intérieur, de 600 millions de contributions décrétées pour l'an 7, il n'en étoit rentré au 30 Ventose, c'est-à-dire dans l'espace de six mois, que 120.

SOMMAIRE DES PREMIERS EVÉNEMENS MILITAIRES, *pendant le mois de Mars dernier*.

LE Directoire avoit fait répandre dans ses bureaux, & persuadé suivant l'usage à la foule crédule que la guerre seroit courte, qu'il développeroit des moyens capables d'effrayer l'Empereur, qu'il le raméneroit à la paix par des coups décisifs, & qu'on termineroit bientôt les hostilités en les commençant vigoureusement. Quoiqu'il se fût ménagé l'avantage d'une aggression inattendue sur divers points, le début de la campagne doit lui apprendre ce qu'elle lui coûtera d'hommes & d'efforts, avant qu'il ait reporté les Impériaux *sous les murs de Vienne*.

Il ne peut entrer dans le plan de ce recueil de Notices générales, ni dans nos intentions, de rapporter ce déluge de bulletins contradictoires dans lesquels les parties belligérantes rendent compte de leurs engagemens, & beau-

coup moins encore de raisonner à 250 lieues sur leur nature ou sur leurs conséquences.

Quoique très-précieux pour la curiosité, pour les gens de l'art & pour les historiens futurs, ces détails sont du domaine des gazettes. Nous nous bornerons à saisir les résultats les mieux constatés des opérations, en évitant de donner comme autant d'additions arithmétiques le dénombrement des morts, des blessés & des prisonniers, d'appeler bataille une rencontre, victoire un avantage, défaite un échec, forteresse un poste, conquête quelques lieues de terrein perdu, repris & disputé.

Les premières hostilités, ainsi que nous l'annonçâmes au Numéro précédent, éclatèrent dans les Grisons, au voisinage desquels les Autrichiens & les François se trouvoient rapprochés. Les premiers occupoient les trois Ligues Grises, l'Engadine & le Comté de Bormio à l'Est; le Général-Major d'*Auffenberg* défendoit cette contrée avec 5 ou 6000 hommes. Des frontières des Grisons, la ligne Autrichienne se prolongeoit au Nord-Est par le Voralberg, le Comté de Feldkirch, & vers l'extrémité orientale du Lac de Constance; 15,000 hommes sous les ordres du Lieutenant Feld-Maréchal *Hotze* occupoient cette seconde position, fortifiée de la première,

première, & par des retranchemens considérables à Feldkirch.

Le Rhin seul & les montagnes qui le bordent en plusieurs endroits séparoient les Impériaux de leurs ennemis. *Massena*, dont l'armée, supérieure en nombre & en qualité à celle de *Jourdan*, s'étendoit du Mont St. Gothard à St. Gall, & de St. Gall jusqu'à Schaffouse avoit concentré ses principales forces dans les Comtés de Sargans, de Werdenberg, & dans le Rhintal, à l'opposite de la basse vallée de Coire & de Feldkirch.

Aussitôt que ce Général, dont la mauvaise foi égale l'audace & la bravoure, fut informé que l'avant-garde de la droite de *Jourdan* étoit arrivée à la hauteur de Schaffouse, il attaqua le 5 Mars le postes de Balzers & de Flasch dans les Grisons, à l'improviste & sans notification préalable de la rupture. Au moment même où il exécutoit cette surprise, il somma le Général *Auffenberg* d'évacuer *en deux heures* les Grisons: il étoit déjà repoussé lorsque son aide-de-camp fut de retour.

Le 6, il renouvela son attaque, emporta le défilé de Luciensteig qui défend l'entrée de Mayenfeld, força le Zolbrück le lendemain, & poussa les Autrichiens sous Coire même, où,

nonobstant la fermeté de leur résistance, ils furent enveloppés au nombre de 3000 hommes, & forcés de se rendre prisonniers de guerre ainsi que leur Général.

Leur foiblesse dans une contrée dont l'importance n'a pas tardé à se faire sentir, & la neutralité où sont restés les Grisons même, ont fait perdre cette citadelle naturelle d'ou l'on plonge sur la Suisse, sur le Tirol & sur l'Italie, & qui renferme les sources du Rhin, de l'Inn, & de l'Adda. Sans l'affection & l'assistance des habitans, sa défense devenoit imparfaite. Ruinée par la Régence révolutionnaire qui l'avoit précédée, celle des Ligues avoit inutilement sollicité un léger emprunt pour suffire à armer, à discipliner les milices, & sur-tout un corps inestimable de chasseurs: les secours & les précautions de ce genre parurent incompatibles avec la paix, à l'infraction de laquelle le Cabinet Impérial ne vouloit fournir aucun prétexte au Directoire. Les Grisons se refroidirent; le fardeau des auxiliaires se fit sentir; les Jacobins du pays, soudoyés & encouragés par les François, fortifièrent la malveillance; la Régence sans argent dans une Démocratie vénale, ne pouvoit ni récompenser les services, ni opposer corruption à corru-

ption, ni payer sa police, ni armer les habitans loyaux, ni soutenir le désavantage d'un régime qui rend chaque communauté souveraine, & qui a éternisé les factions.

Les trois Ligues soumises jusques dans leurs parties supérieures, *Massena* fit attaquer plusieurs jours consécutifs & sans succès la position de Feldkirch. Le Général *Hotze* s'y maintint, reçut le 11 cinq mille hommes de renfort, rendit inutile l'acharnement des ennemis les jours suivans. Le 23, M. de *Bellegarde*, son successeur, les enterra devant ses retranchemens, où il étoit encore renfermé le 24. L'expérience a prouvé que les Généraux François ne se rebutent point par cent attaques meurtrières & infructueuses ; mais les Autrichiens prouvent qu'ils savent les soutenir. Il est peu vraisemblable qu'après la perte qu'ont essuyé les François le 23, ils se soient rendus maîtres de Feldkirch, ainsi que l'avancent sans autorité & sans date quelques gazettes Parisiennes du 5 de ce mois.

La possession des Ligues Grises a bientôt facilité aux François celle de l'Engadine & du Comté de Bormio, envahis par une division de l'armée d'Italie, cantonnée dans la Valteline sous les ordres du Général *Casabianca*. Les Au-

trichiens, dispersés dans ces montagnes, foibles partout, ayant à défendre cent passages, se sont repliés sur le Tirol.

A l'entrée de cette province, plusieurs combats ont été livrés avec des avantages alternatifs. Repoussés le 14 à Martinsbrück, premier défilé du Tirol au sortir de l'Engadine; ayant perdu un Général *Mainoni* & quelques centaines de prisonniers, ils ont tourné ce poste par la Vallée de Finstermünster. De son quartier-général de Rheineck, chef-lieu du Rhintal, *Massena* écrit au Directoire, le 28 Mars, que le 26 le Général *Lecourbe* a défait les Autrichiens qui défendoient cette vallée, celle de Glurenz, & Nauders. Si ce rapport étoit exact, le Tirol même seroit aujourd'hui le théâtre des hostilités. Les valeureux peuples de cette contrée ont marché à la défense de leurs frontières. Espérons que, pour la troisième fois dans ce siècle, ils apprendront aux François qu'on ne pénètre pas chez eux impunément.

La campagne s'est ouverte en Italie sous des auspices aussi équivoques. Par une dépêche du 26 Mars, datée de Castelnuovo, le Général *Scherer* instruit le Directoire que le jour même il a remporté sur les Autrichiens une *victoire* après une bataille de 4 heures. Comme cette

victoire, de son aveu, se réduit à avoir emporté *deux ponts* sur l'Adige, tandis qu'il menaçoit Vérone & masquoit Legnagno, il est à croire que ce combat n'a eu ni l'importance ni les effets qu'il lui attribue. Sa lettre, néanmoins, est écrite avec simplicité & sans jactance: il y donne les plus grands éloges aux troupes auxiliaires, & se vante d'avoir pris 4000 Impériaux & 12 pièces de canon.

Massena, plus poëtique, s'attribue 10,000 prisonniers dans les Grisons, & 11,000 dans l'Engadine, c'est-à-dire qu'il prétend avoir pris une armée dans un pays qui peut à peine loger & nourir 8 à 10 bataillons.

La fortune a mieux secondé les talens de l'Archiduc *Charles*. Le 21 Mars son avant-garde fit plier le centre de *Jourdan*, & le poussa de douze lieues de Sulgau à Engen. Le 23 il a engagé une nouvelle action, dont la nature n'est connue encore que par le rapport du Général François; mais dont sa position donne le secret. Une nouvelle retraite de huit lieues l'a reculé jusqu'à Dutlingen, d'où il se préparoit à gagner Villingen pour couvrir le Val d'Enfer & la Vallée de Kinzingen. *Quoique victorieux*, mande-t-il naïvement le 26, au Commandant de Strasbourg, *& ayant gagné 4000*

prisonniers outre le champ de bataille, je suis forcé de me retirer pour défendre les défilés de la Forêt Noire, & rassurer l'Alsace. Il y a beaucoup d'humilité ou de courtoisie dans cette fuite du *vainqueur*. Son témoignage ne permet pas de douter qu'il n'ait essuyé une défaite caractérisée, & qu'il ne dise vrai en accusant la supériorité de l'Archiduc *Charles*.

Quelques jours antérieurement, son aile droite que conduit le Général *Ferino*, suivant la rive orientale du Lac de Constance, avoit poussé d'Uberlingen jusqu'à Buchorn, à 6 lieues de Lindau, où le Général *Hotze* étoit accouru. Nulle mention nouvelle de cette aile droite, & des événemens subséquens dans ce district, ne nous est parvenue.

En général; l'étendue du théâtre, la complication des opérations, l'incertitude des premiers récits, cet empressement si universel à raconter & à croire, la distance, & le peu d'avis directs qu'on peut recevoir de Suisse & d'Italie, tout jette une extrême confusion dans l'intelligence du Public.

Pour résumer en deux lignes les événemens, leurs suites, & leur balance, nous dirons que la perte avérée des Grisons & de leur dépendances, que les progrès de l'ennemi vers le Ti-

rol Méridional & son avantage sur l'Adige, sont balancés par les succès plus étendus, si non plus importans, de la grande armée Impériale. Elle a chassé en 15 jours à l'extrémité de la Haute Souabe ce *Jourdan* qui venoit de parcourir cette province en Dictateur, chargé d'imposer des loix; elle aura forcé l'aile droite à abandonner ses projets sur Lindau & Bregenz, & détruit cet absurde enchantement de terreur qui fixoit la victoire au milieu des troupes républicaines.

On ne peut méconnoître les avantages négatifs de cette supériorité que l'Archiduc s'est assuré en débutant : un revers eût replongé l'Allemagne dans le découragement, le public de Vienne dans ses vœux pour la paix, l'Empire dans ses négociations, les Peuples opprimés dans un abattement mortel.

On a publié, l'année dernière, en France & sur le Continent, une traduction mutilée & infidelle des *Mémoires de M. Bertrand de Molleville*, ancien Ministre de S. M. T. C. Nous sommes autorisés par l'Auteur à désavouer cet abrégé inexact de l'original.

La traduction Angloise publiée à Londres par MM. *Cadell & Davies*, est la seule digne de foi, parce qu'elle a été faite sur le manuscrit & sous les yeux de l'auteur. On regrette, en lisant cet ouvrage, que M. *Bertrand de Molle-*

ville, que ses liaisons intimes avec M. *de Montmourin* ont mis à portée de recueillir les notes les plus exactes sur toutes les époques de la Révolution, sur ses circonstances les moins connues, & sur ses principaux personnages, se soit borné à ne rapporter dans ses *Mémoires* que les faits relatifs à la dernière année du règne de *Louis XVI*. Ceux qui appartienent à l'histoire des quatre années précédentes sont au moins aussi intéressans. Nous savons que cet ancien Ministre auroit pu, & nous oserons dire qu'il auroit dû les faire connoître; car il n'y a aujourd'hui que son seul témoignage qui puisse supplér à ce qu'on auroit appris par M. *de Montmourin* s'il n'eût pas été massacré. On annonce à la vérité que M. *Bertrand de Molleville* se propose de publier incessament trois volumes de supplément à ses Mémoires, & que la traduction Angloise en est déja très-avancée. Cette traduction est sans doute nécessaire pour completter la partie de ces Mémoires qui a déjà été publiée en Anglois; mais elle exposera M. *Bertrand de Molleville* au même désagrément que l'effronterie des libraires Parisiens lui fait éprouver aujourd'hui, s'il ne prévient les infidélités de nouvelles traductions.

FIN DU SECOND VOLUME.

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU